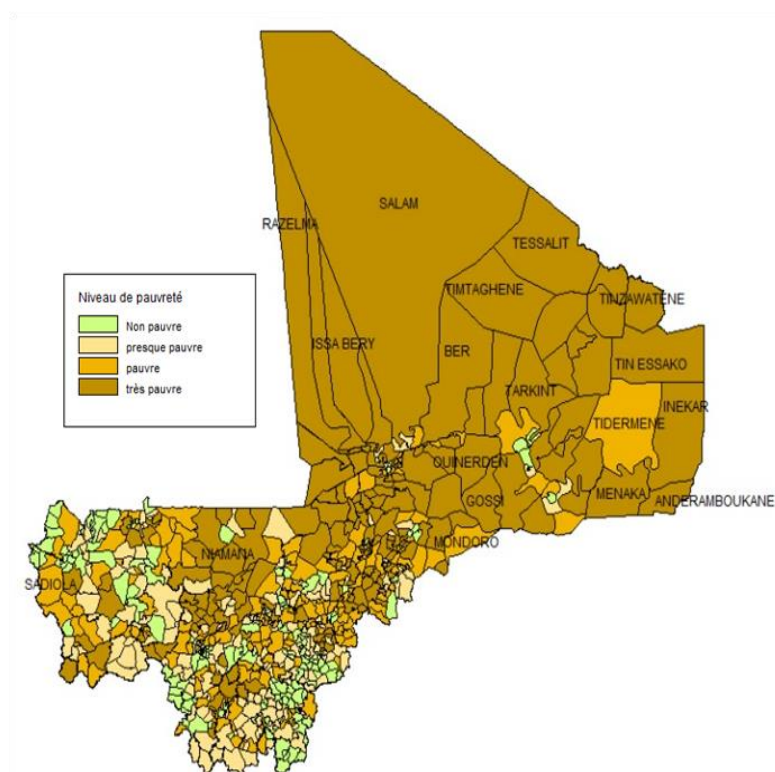


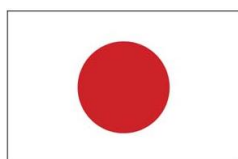
Observatoire du Développement Humain Durable
et de la Lutte Contre la Pauvreté



Profil de Pauvreté des 703 communes du Mali



La carte de la pauvreté communale du Mali



Founds TICAD



Juillet 2014

Préface

L'enracinement du processus de démocratisation et l'émergence d'une approche de développement durable sont les deux grandes ambitions initiées et portées par les acteurs locaux en matière de décentralisation. Depuis 1999, elle a permis des avancées significatives, en particulier dans la fourniture des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, équipements marchands). Toutefois, certaines difficultés de nature diverse (lenteur dans les transferts de compétences et de ressources, faible mobilisation des ressources propres des collectivités territoriales, etc.) constituent des obstacles majeurs à l'accomplissement de ces grandes ambitions.

Le contexte général de décentralisation intégrale non renforcée et de crise politique, sécuritaire et économique intervenue en 2012, fait que le suivi évaluation et la programmation des actions de développement s'avèrent plus que nécessaire. Cette crise a entraîné un retard dans la mise en œuvre des programmes et projets de développement économique et social. Elle a entraîné la destruction des infrastructures socio-économiques, singulièrement au Nord, avec des effets négatifs considérables sur les droits humains notamment ceux des femmes et des filles. Cet état de fait a rendu nécessaire le besoin d'actualisation de la situation socio-économique des communes du Mali. Cette crise aux multiples facettes a mis en évidence la nécessité de prendre davantage en compte les questions de bonne gouvernance, de résilience, de promotion et de protection des droits des femmes et des filles à tous les niveaux.

Les acteurs de la décentralisation ont davantage conscience de leurs rôles et responsabilités et ont pris de nombreuses initiatives. Ainsi, le forum national organisé par les associations de pouvoirs locaux du 5 au 7 novembre 2012 sur le rôle et la place des collectivités territoriales dans la gestion et la sortie de la crise, la conférence de Lyon, tenue le 19 mars 2013, ainsi que les Etats généraux de la décentralisation qui se sont tenus en octobre 2013, participent de cette dynamique.

Il s'agit donc de faire du processus de décentralisation une stratégie de réponse aux racines de la crise institutionnelle et sécuritaire du Mali.

Le Gouvernement du Mali ayant donc fait de la lutte contre la pauvreté la priorité de toutes les priorités, la présente étude relative à l'établissement du profil de pauvreté communale, a été faite à partir des données d'une enquête réalisée en 2013 dans les 703 communes du Mali. Elle a été réalisée par l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté en collaboration avec l'Institut National de la Statistique et ses démembrements régionaux, d'autres acteurs de la décentralisation et avec l'appui technique et financier du PNUD à travers les fonds TICAD et l'UNICEF.

En qualités de Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord et Représentant Résident du Système des Nations Unies, il est pour nous un devoir de préfacer le présent Rapport, fruit de l'excellente Coopération entre le Gouvernement du Mali et le Système des Nations Unies. Cette relation combien exemplaire ne cesse de se renforcer au fil des années dans le cadre de la planification stratégique de développement.

Nous osons espérer que les conclusions et recommandations issues de cette étude feront œuvre utile et alimenteront les travaux du CSCRP et autres programmes de développement. Les résultats de cette étude permettront de mettre à la disposition des communes, des

Partenaires Techniques et Financiers et des autres acteurs du développement des informations sur les conditions de vie dans les communes afin de mieux cibler les actions de développement en faveur des populations pauvres et des groupes vulnérables.

Hamadou KONATE

Ministre de la Solidarité, de
l'Action Humanitaire et de
la Reconstruction du Nord

David GRESSLY

Représentant Résident du
Système des Nations Unies

Table des Matières

Liste des Tableaux.....	11
Liste des Graphiques.....	8
Liste des Cartes.....	10
Définition des concepts	12
Résumé	13
Introduction	20
➤ Contexte de l'étude	20
➤ Justificatifs de l'étude	21
➤ Objectifs de l'étude	22
➤ Méthodologie	22
➤ Collecte de l'information	23
➤ Traitement et analyse des données	24
I. Profils des communes	25
I.1. Démographie des communes et occupation de l'espace	25
I.2. Profil selon les ressources naturelles et leur gestion	30
I.2.1. Disponibilités en ressources naturelles	30
I.2.2. Profil de gestion et d'exploitation des ressources forestières.....	33
I.3. Profils de désenclavement des communes	36
I.3.1. Désenclavement des communes par route	36
I.3.2. Désenclavement des communes par voie fluviale.....	37
I.3.3. Désenclavement des communes par les moyens de l'information.....	38
I.4. Profils des communes pour l'accessibilité aux services sociaux de base.....	41
I.4.1. Disponibilités en infrastructures d'énergie	41
I.4.2. Disponibilités en infrastructures et services d'eau et d'assainissement	44
I.4.3. Disponibilités en infrastructures d'éducation et niveau de scolarisation	46
I.4.4. Disponibilités pour l'offre de service de santé.....	50
I.5. Profil économique des communes	54
I.5.1. Principales activités économiques.....	54
I.5.2. Disponibilités en infrastructures rurales (aménagements)	55
I.5.3. Disponibilités en infrastructures et services économiques et financiers	55
II. Etat de développement économique et social des communes et mesure de leur niveau de pauvreté	59

II.1. Les composantes principales de la condition de vie des communes	60
II.1.1 Composante n°1	60
II.1.2 Composante n°2	60
II.1.3 Composante n°3	61
II.1.4 Composante n°4	62
II.1.5 Composante n°5	63
II.1.6 Composante n°6	64
II.1.7 Composante n°7	65
II.2. Niveau de pauvreté des communes	66
II.2.1 Indice de pauvreté	66
II.2.2 Classification des communes par rang de pauvreté	68
II.2.3 Les communes selon le niveau de pauvreté	69
II.3. Profil de pauvreté des communes.....	74
II.3.1. Soupçon d'une meilleure dotation des communes pauvres en ressources pour l'agriculture.....	75
II.3.2. Démographie et niveau de pauvreté	75
II.3.3. Pauvreté et scolarisation des enfants	77
II.3.4. Pauvreté et disponibilité de service de santé	78
II.3.5. Services et unités économiques et niveau de pauvreté.....	78
III. Gouvernance des communes.....	79
III.1. Gouvernance administrative et politique.....	79
III.2. Gouvernance financière	81
III.3. Gouvernance en matière d'association et de coopération	84
IV. Eléments de résilience des communes aux chocs de 2012.....	88
IV.1. Eléments de résilience de l'encadrement administratif et politique.....	89
IV.2. Eléments de résilience sociale.....	91
IV.3. Eléments de résilience économique et financière	93
Conclusion et recommandations	96
Bibliographie.....	98
ANNEXES.....	99
Annexe 1 : Infrastructures des communes	100
Annexe 2 : Communes sans CSCoM	172
Annexe 3 : Statistiques de l'Analyse en Composante Principale et limites de la démarche	174
Annexe 4 : Liste des communes les plus pauvres et les moins pauvres	180
Annexe 5 : Questionnaire de l'enquête	205

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Population totale, population par sexe et rapport de féminité en 2013	26
Tableau 2 : Effectifs et structure par milieu de la population en 2013	26
Tableau 3 : Nombre de ménages démographiques des communes et taille des ménages démographiques.....	26
Tableau 4 : Population moyenne par commune, nombre de localités des communes, moyennes par commune et par localité en 2013	27
Tableau 5 : Densités moyennes de population des communes par région (hbt/km ²)	28
Tableau 6 : Proportion de communes disposant de réserves de terre non utilisée (%).....	31
Tableau 7 : Proportion de communes rurales disposant de sources d'eau pour le développement de l'irrigation (%).....	32
Tableau 8 : Proportion de communes rurales disposant de réserves de terres et de réserves d'eau pour l'irrigation (%)	32
Tableau 9 : Superficies des forêts classées et des périmètres pastoraux en % de la superficie de la commune. (moyenne des pourcentages)	33
Tableau 10 : Pourcentage de commune pratiquant la cueillette de produits sauvages indiqués....	34
Tableau 11 : Effectif des communes non traversées par une route moderne	37
Tableau 12 : Nombre de communes sans gare routière.....	37
Tableau 13 : Voies navigables des communes par région : longueur de voie, nombre de communes concernées, longueur des biefs et nombre moyen de mois de navigation	38
Tableau 14 : Couverture (globale) des communes par au moins un réseau téléphonique.....	39
Tableau 15 : Effectif des localités des communes couvertes par les sociétés de téléphone	41
Tableau 16 : Proportion de localités des communes couvertes par les sociétés de téléphone (%).....	41
Tableau 17 : Effectifs par région des communes avec réseau électrique (EDM et/ou AMADER)	42
Tableau 18 : Pourcentage de communes avec réseau (EDM et/ou AMADER)	42
Tableau 19 : Pourcentage de communes avec réseau EDM.....	42
Tableau 20 : Pourcentage de communes avec réseau AMADER	42
Tableau 21 : Pourcentage des communes urbaines et rurales faisant usage des panneaux solaires	44
Tableau 22 : Pourcentage par région de communes qui disposent de réseau d'adduction	45
Tableau 23 : Pourcentage par région du nombre de localités avec AES (Taux de pénétration)....	46
Tableau 24 : Pourcentage par région de localités avec forage et avec puits citernes	46
Tableau 25 : Effectifs totaux des écoles du 1 ^{er} cycle fondamental et moyenne par commune ventilés par région.....	47
Tableau 26 : Taux Nets de Scolarisation (TNS) et Taux Bruts de Scolarisation (TBS) par région et par milieu %	49
Tableau 27 : Effectifs par région des formations sanitaires des communes	50
Tableau 28 : Nombre de CSCoM pour 10 000 habitants	50

Tableau 29 : Pourcentage par région de localités avec infrastructures sanitaires : ensemble milieu	52
Tableau 30 : Pourcentage par région de localités avec infrastructures sanitaires : milieu rural	52
Tableau 31 : Superficies par région des petits périmètres irrigués des communes rurales	55
Tableau 32 : Liste par région des communes au rang extrêmes dans le classement national	68
Tableau 33 : Effectifs de communes par région et par niveau de pauvreté	71
Tableau 34 : Pourcentage de communes par niveau de pauvreté selon les régions	71
Tableau 35 : Pourcentage par niveau de pauvreté de communes rurales disposant de réserves de terre.....	75
Tableau 36 : Superficies moyennes par commune et par habitant en culture irriguée et en maraîchage (are)	75
Tableau 37 : Pourcentage de la population par niveau de pauvreté et selon le milieu	76
Tableau 38 : Effectifs moyens et densités moyennes de population par niveau de pauvreté.....	76
Tableau 39 : Pourcentage de localités de la commune avec école et taux de scolarisation au 1 ^{er} cycle de l'enseignement fondamental (%)	77
Tableau 40 : Principaux indicateurs de santé par niveau de pauvreté.....	78
Tableau 41 : Principaux indicateurs de services économiques dans les communes selon le niveau de pauvreté.....	79
Tableau 42 : Principaux indicateurs de gouvernance administrative et politique des communes : par milieu et par niveau de pauvreté	79
Tableau 43 : Fréquences des objets des débats publics des communes par milieu et par niveau de pauvreté (%).....	80
Tableau 44 : Principales sources de financement des budgets des communes.....	81
Tableau 45 : Fréquences des méthodes de recouvrement des recettes fiscales dans les communes par milieu et par niveau de pauvreté (%)	82
Tableau 46 : Fréquences des méthodes de recouvrement des recettes fiscales dans les communes par région (%)	82
Tableau 47 : Taux de réalisation du budget des communes par milieu et par niveau de pauvreté (%)	82
Tableau 48: Taux de réalisation du budget des communes par région (%)	82
Tableau 49 : Fréquence des débats publics d'adoption du budget de la commune.....	83
Tableau 50 : Fréquence des débats publics de restitution budget de la commune	83
Tableau 51 : Fréquences croisées des débats publics d'adoption et de restitution du budget de la commune 2010	84
Tableau 52 : Fréquences croisées des débats publics d'adoption et de restitution du budget de la commune 2012	84
Tableau 53: Nombre moyen par commune de coopératives, d'associations de jeunes et d'associations de femmes par milieu et par niveau de pauvreté.	85
Tableau 54: Effectifs des communes sans organisation de développement communautaire (OCD)	85
Tableau 55: Nombre moyen de localités en jumelage et nombre moyen de projet/programme dans la commune.....	86

Tableau 56 : Communes ayant rencontré des contraintes/difficultés administratives et politiques suite à la crise de 2012.....	89
Tableau 57: Nature des contraintes/difficultés rencontrées par les communes au niveau administratif et politique suite à la crise de 2012	89
Tableau 58: Mesures adoptées pour faire face aux contraintes/difficultés administratives et politiques	90
Tableau 59 : Effectifs et pourcentages de communes ayant connu des difficultés sociales suite à la crise de 2012	91
Tableau 60 : Effectifs et pourcentages par région des communes où des violences faites aux femmes et aux filles ont été rapportées.....	91
Tableau 61 : Nombre par région de cas de violences (viols, harcèlements, violences conjugales, violences physiques, mariages forcés) faites aux femmes et aux filles de 2011 à 2013	91
Tableau 62 : Fréquences par région de la qualité du rapporteur (%)	92
Tableau 63 : Fréquences par région des types d’actions lorsque la violence est rapportée (%)....	92
Tableau 64 : Fréquences par région des services fournies aux victimes.	93
Tableau 65 : Effectifs et proportions de communes ayant rencontré des difficultés économiques et financières suite à la crise de 2012	93
Tableau 66 : Proportions de communes par difficultés économiques et financières et par région	94
Tableau 67 : Proportions de communes par type de mesures économiques et financières préconisées	95

Liste des Graphiques

Graphique 1 : Positionnement des communes selon leur densité de population (hbt/km ²)	28
Graphique 2 : Positionnement des communes de densité de population supérieure ou égale à la moyenne nationale de 13,5 habitants au km ²	29
Graphique 3 : Positionnement des communes de densité de population supérieure ou égale à 100 habitants au km ²	30
Graphique 4: Pourcentage de communes avec réserve de terre selon la densité de population (%)	31
Graphique 5 : positionnement des communes (urbaines et rurales) selon l'indice de désenclavement en routes modernes.....	36
Graphique 6 : Taux de couverture des communes par les sociétés de téléphone au niveau national (%).....	39
Graphique 7 : Taux de couverture des communes par les sociétés de téléphone au niveau région (%).....	39
Graphique 8 : Pourcentage de localités avec école du 1 ^{er} cycle (moyenne par commune)	48
Graphique 9 : Pourcentage par milieu de localités avec école du 1 ^{er} cycle (moyenne par commune)	48
Graphique 10 : Pourcentage de localités avec école du 2 nd cycle fondamental (moyenne par commune).....	48
Graphique 11 : Pourcentage par milieu de localités avec école du 2 nd cycle fondamental (moyenne par commune).....	48
Graphique 12: Variation TNS selon la proximité : ensemble des communes	49
Graphique 13: Evolution du TNS selon la proximité : analyse par milieu	49
Graphique 14 : Distribution des communes urbaines et rurales selon le nombre de CSCoM pour 10 000 habitants	51
Graphique 15 : Distribution des communes rurales selon le nombre de CSCoM pour 10 000 habitants	51
Graphique 16 : Effectifs par région des communes sans CSCoM	53
Graphique 17 : Nombre de communes par région n'ayant pas les effectifs requis en personnel de santé.....	54
Graphique 18 : Répartition par région et par type d'aménagement des superficies des petits périmètres irrigués des communes rurales.....	55
Graphique 19 : Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante « services collectifs »	61
Graphique 20: Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante approvisionnement	62
Graphique 21: Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante communication	63
Graphique 22 : Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante « réseaux sommaires »	64
Graphique 23 : Positionnement des communes selon la composante « développement urbain » et la composante mixte services sociaux de base	65

Graphique 24 : Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante désenclavement routier	66
Graphique 25 : Positionnement des communes par région selon l'indice de pauvreté.....	67
Graphique 26 : Rangs des communes dans l'échelle de l'indice et selon la valeur de la composante « développement intégral ».....	69
Graphique 27 : Rangs des communes dans l'échelle de l'indice et selon la région	69
Graphique 28 : Positionnement des communes selon la valeur de l'indice et par niveau de pauvreté	70
Graphique 29 : Communes selon la densité de population (sans les communes du district de Bamako)	76
Graphique 30: Les communes par niveau de pauvreté et selon le taux de scolarisation.....	77
Graphique 31: Positionnement par région des communes selon le nombre d'ODC	85
Graphique 32: Positionnement des communes selon le nombre de localités avec jumelage avec une localité du reste du monde	87
Graphique 33 : Position par niveau de pauvreté des communes selon le nombre de projets/programmes en exécution	88

Liste des Cartes

Carte 1 : Communes disposant de réserves de terre.....	31
Carte 2 : Communes disposant de ressources en eau pour le développement de l'irrigation	32
Carte 3 : Commune de cueillette du karité.....	35
Carte 4 : Communes de cueillette du zaban	35
Carte 5 : Communes de cueillette du jujube.....	35
Carte 6 : Communes de cueillette du néré.....	35
Carte 7 : Communes couvertes par le réseau Malitel.....	40
Carte 8 : Communes couvertes par le réseau Orange.....	40
Carte 9 : Communes couvertes par les réseaux Malitel et Orange	40
Carte 10 : Communes avec réseau EDM	43
Carte 11 : Communes avec réseau AMADER.....	43
Carte 12 : Carte des communes couvertes par EDM et /ou AMADER	43
Carte 13 : Communes utilisant les panneaux solaires comme source d'énergie électrique.....	43
Carte 14 : Communes avec réseau SOMAGEP	45
Carte 15 : Communes avec AES	45
Carte 16 : Communes avec plus ou moins d'un CSCom pour 10 000 habitants	51
Carte 17 : Carte des communes sans CSCom.....	53
Carte 18 : Communes ayant les effectifs requis en personnel de santé.....	54
Carte 19 : Communes avec unité de transformation	56
Carte 20 : Communes sans caisse d'épargne et de crédit	56
Carte 21 : Communes sans banque de céréales.....	56
Carte 22 : Communes sans magasin de céréales/intrants.....	56
Carte 23 : Communes rurales avec marché rural de bois.....	57
Carte 24 : Communes disposant d'un point de vente d'intrants agricoles.....	57
Carte 25 : Communes disposant d'un centre de collecte de lait.....	58
Carte 26 : Communes disposant d'une pharmacie vétérinaire.....	58
Carte 27 : Communes sans parc de vaccination	59
Carte 28 : Communes selon le niveau de pauvreté	71
Carte 29 : Communes très pauvres (176 ; fond en couleur).....	72
Carte 30 : Communes pauvres (175 communes).....	72
Carte 31 : Communes presque pauvres	73
Carte 32 : Communes non pauvres	74

Sigles et abréviations

ACP	Analyse en composante principale
AES	Adduction d'eau sommaire
AMADER	Agence malienne pour le développement de l'énergie domestique et l'électrification rurale
ANICT	Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales
CED	Centre d'éducation pour le développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CSCo	Centre de santé communautaire
CSRéf	Centre de santé de référence
EDM	Energie du Mali
INSTAT	Institut national de la statistique
IPC	Indice de pauvreté communale
ODHD/LCP	Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ORTM	Office de radiodiffusion télévision du Mali
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PPIV	Petits périmètres irrigués villageois
PTF	Partenaire technique et financier
SIG	Système d'informations géographiques
SLIS	Système local d'informations sanitaires
SOMAGEP	Société malienne de gestion de l'eau potable
TBS	Taux brut de scolarisation
TNS	Taux net de scolarisation
UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance

Définition des concepts

Région

La région est une collectivité territoriale dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est le premier niveau de la pyramide de la décentralisation au Mali.

Cercle

Le cercle est le 2^{ème} niveau de la pyramide de la décentralisation. Il est constitué de communes et doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Localité

Il faut entendre par localité une entité géographique différente de celles issues du découpage administratif et qui est généralement incluse dans une commune. La localité peut être à cheval sur deux ou plusieurs quartiers ou même correspondre au quartier dans certains cas.

Produit de cueillette

Il s'agit très généralement de produits sauvages qui sont d'accès libre, ils sont le plus souvent alimentaires et font l'objet de commercialisation, transformation contribuant ainsi à alimenter l'activité économique dans la commune.

Gouvernance

« La **gouvernance** est une notion parfois controversée, car définie et entendue de manière diverse et parfois contradictoire. Cependant, malgré la multiplicité des usages du mot, il semble recouvrir des thèmes proches du « bien gouverner ». Chez la plupart de ceux qui, dans le secteur public ou privé, emploient ce mot, il désigne avant tout un mouvement de « *décentrement* » de la réflexion, de la prise de décision, et de l'évaluation, avec une multiplication des lieux et acteurs impliqués dans la décision ou la construction d'un projet »¹. Pour cette étude, la gouvernance désigne le respect des règles/principes de bonne gestion et revêt plusieurs aspects en l'occurrence le domaine administratif et politique, financier mais aussi en matière d'association et de coopération.

Résilience

Au sens général du terme, la **résilience** se définit comme la capacité d'un système à survivre en reconstituant ses fonctions vitales après avoir subi une perturbation ou un choc. Dans le cadre de cette étude, la **résilience** désigne la capacité des communes à repartir (ou se remettre) après la crise politique et sécuritaire 2012. C'est la capacité à pouvoir venir à bout de la crise - à travers la limitation de ses effets néfastes – mais aussi à rétablir notre capacité de fonctionner et d'agir le plus vite possible.

¹ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernance>

Résumé

Le présent rapport d'étude se situe dans un contexte de sortie de crise institutionnelle, politique, sécuritaire et socioéconomique dont certaines des causes profondes sont à chercher dans la mauvaise gouvernance. L'étude des conditions de vie au niveau décentralisé est une contribution certaine aux réflexions en cours.

Cette étude se veut en effet une contribution globale à l'amélioration inclusive des conditions de vie des populations. C'est dans cette optique qu'elle s'efforce d'établir les profils des communes selon des thématiques de condition de vie et de donner aux décideurs et spécialistes du développement local une mesure relative de l'état de développement et du niveau relatif de pauvreté de chaque commune.

❖ Profil des communes

L'exercice d'établissement dans un rapport, des profils de 703 communes ne peut être pour l'essentiel qu'un travail de synthèse. Il s'agit de donner les caractéristiques résumées par thème afin de cerner les différents aspects du développement économique et social de ces communes. Les outils graphiques et cartographiques aidant, il est cependant possible dans certains cas particuliers, de présenter les caractéristiques individuelles par commune.

➤ *La démographie des communes et les modes d'occupation de l'espace.*

La taille moyenne des communes en personnes est relativement faible, de l'ordre de 23 900 personnes. Cette taille est très variable : moins de 1 500 habitants pour la commune la moins peuplée (commune d'ADERMALANE du cercle de Goundam dans la région de Tombouctou) et plus de 540 000 habitants pour la plus peuplée (commune VI du District de Bamako). La notion de dispersion de la population qui se dégage de ce constat peut s'analyser en termes de nombre de localités des communes et de la taille de ces localités. On note à ce sujet qu'en moyenne, il y a 17 localités dans une commune d'une taille moyenne de 1433 habitants.

La superficie des communes étant donnée, on établit que la densité moyenne de population des communes est de 13,5 habitants au Km² en 2013 contre 11,7 en 2009. Les plus fortes densités sont constatées à Bamako, Sikasso et Ségou. La densité est extrêmement faible dans les communes de la région de Kidal où la moyenne est de 4 habitants pour 10 km² (0,4 habitant au km²).

➤ *Profil selon les ressources naturelles et leur exploitation*

Le profil est établi uniquement pour les communes rurales. Il indique en nombre et en proportions les communes qui disposent de ressources en terre, de ressources en eau pour l'irrigation et de couloir de passage des animaux. C'est ainsi qu'on constate que plus de 66% des communes rurales disposent encore de réserves de terres (agricoles) et 57% d'entre elles disposent de sources d'eau pour le développement de l'agriculture irriguée. On dénombre 287 communes rurales (soit 43% de l'ensemble des communes rurales) à disposer à la fois de réserves de terre et d'eau pour l'irrigation ; c'est-à-dire qu'il existe a priori pour ces communes, un potentiel de développement de la culture irriguée.

L'exploitation des ressources naturelles a été abordée sous l'angle de l'exploitation forestière dans sa forme la plus élémentaire qu'est la cueillette de produits alimentaires. Des cartes matérialisent les ceintures de cueillette du Karité², du Zaban, du Jujube et du Néré. Excepté le Jujube, les aires d'exploitation de ces produits se situent dans la partie sud

² Voir la dénomination scientifique des produits de cueillette dans le paragraphe I.2.2.

du Pays. Ce constat fait, reste posée la question de l'exploitation durable de ces ressources forestières.

➤ *Profil de désenclavement des communes*

Le désenclavement des communes est étudié au plan routier, fluvial ainsi que du point de vue du désenclavement par les moyens de la télécommunication et de l'information.

- ✓ Plusieurs variables aident à apprécier le désenclavement par route ; il faut noter principalement les longueurs des routes bitumées qui traversent la commune, celles des routes en terre moderne de même que celles des pistes. On note l'existence de 305 communes qu'aucune route bitumée ne traverse, de 225 communes qu'aucune route en terre moderne ne traverse et de 516 communes sans gare routière. Au-delà de ces aspects descriptifs, on essaye d'appréhender la notion de désenclavement à l'aide d'un indice synthétique. Il existe deux indices usuels qui se calculent pour apprécier le niveau de désenclavement d'une aire géographique : le nombre de kilomètres au km² et le nombre de kilomètres de route pour 1000 habitants. Ni l'un ni l'autre ne conviennent au cas du Mali où on rencontre des communes vastes et peu peuplées et d'autres très petites et densément peuplées. Une combinaison de ces deux indicateurs a permis de faire un classement acceptable des communes au plan du désenclavement routier.
- ✓ Le désenclavement par voie fluviale est apprécié par le biais de la longueur des voies navigables et le nombre de mois de navigabilité dans l'année. Seulement 140 communes (sur 703) de toutes les régions excepté la région de Kidal, disposent de voies navigables d'une longueur totale de 6813 km. En moyenne la saison de navigabilité par an est de 7 mois.
- ✓ Les moyens d'information et de télécommunication contribuent au désenclavement économique et social des populations. L'appréciation de l'importance de ce désenclavement au niveau de chaque commune se fait à l'aide de statistiques de localités couvertes par les réseaux nationaux d'information et de télécommunication. Pour 91,2% des communes, au moins une localité est couverte par ces réseaux. Cette proportion baisse pour les communes des 3 régions du Nord. Les statistiques de localités couvertes donnent une idée du degré de pénétration de la téléphonie dans l'espace de la commune. On détermine ainsi, à partir des pourcentages de localités couvertes par commune, qu'en moyenne au niveau national, 10,6% des localités des communes sont couvertes par le réseau SOTELMA, 59% par le réseau MALITEL et 61% par le réseau ORANGE. Ces pourcentages sont bien en deçà de ces moyennes dans les communes des régions de Koulikoro et des régions du Nord. Il est ainsi établi que si les réseaux sont présents dans presque toutes les communes, ils ont peu couvert l'espace de ces communes. Ces statistiques donnent la présomption d'un faible taux d'accès des personnes à la téléphonie. La pénétration des radios de proximité est de même faible : 39% des localités en moyenne nationale. Par contre les populations de plus de 70% des localités sont susceptibles de recevoir les diffusions de la télévision de l'ORTM.

➤ *Profil des communes pour l'accessibilité aux services sociaux de base*

Le profil des communes pour l'accessibilité des populations aux services sociaux de base est déterminé en termes d'existence d'infrastructures fonctionnelles d'offre de services sociaux. Les cas de l'énergie, de l'eau, de l'éducation, de la santé et celui de certaines infrastructures économiques essentielles dans le contexte malien sont étudiés.

- ✓ En matière de fourniture d'électricité, on établit que seulement 150 communes soit 21% du total des communes disposent de réseau soit d'EDM, soit d'AMADER ou même les deux. Les communes urbaines en sont dotées à 84%. Par contre, dans 78% des communes (68% des communes urbaines), il est fait usage de l'énergie solaire. Les plateformes multifonctionnelles qui sont aussi des générateurs d'électricité n'existent que dans 25% des communes.
- ✓ Les deux principaux types de réseaux de distribution d'eau courante sont le réseau SOMAGEP et le réseau de type AES. Le réseau SOMAGEP n'équipe que 4,6% des communes ; les réseaux AES en équipent jusqu'à 58%. Si on examine le degré de pénétration dans les communes disposant d'un tel réseau, on constate que seulement 20% environ des localités en sont pourvues. L'accès à l'eau de meilleure qualité par des moyens isolés est encore une pratique beaucoup plus courante que l'accès par les réseaux. Le pourcentage de localités disposant de forage est ainsi assez significatif : il est de 62% au niveau national et de l'ordre 70% dans les communes des régions du sud du pays. Pour autant, même en prenant en compte ces différentes formes d'approvisionnement, le problème de l'accès des populations à une eau de meilleure qualité reste de l'ordre des priorités.
- ✓ Les infrastructures fonctionnelles d'offre de services d'éducation de l'enseignement fondamental sont essentielles dans la politique d'éducation du pays. En plus de l'effectif intrinsèque de ces infrastructures, c'est leur proximité par rapport aux localités qui doit préoccuper. Le pourcentage de localités avec école du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental a été retenu pour donner une idée de la proximité. A l'exception des communes des régions de Tombouctou et de Kidal, dans au moins 54% des localités des communes, il existe une école du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental. En milieu urbain sauf dans la commune urbaine de Kidal, plus de 70% des localités ont au moins une école du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental. La proximité de l'école du 2nd cycle de l'enseignement fondamental est un indicateur en rapport avec la nécessité de migration scolaire en fin de 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental. En moyenne 20% des localités ont une école du 2nd cycle de l'enseignement fondamental. Partout ailleurs que dans les communes du District de Bamako, la nécessité de migration scolaire en fin de 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental pour continuer les études est forte, particulièrement pour les localités des communes rurales. On note par ailleurs que le taux de scolarisation est faible dans l'ensemble et particulièrement en milieu rural et que ce taux croît quand la proximité augmente.
- ✓ On dispose par commune des statistiques des structures sanitaires fonctionnelles et du personnel de santé en poste. En 2013-2014, on décompte 62 CSRéf, 1 186 CSCOM, 197 cliniques et 352 cabinets médicaux. Ces effectifs doivent être rapportés soit à la population, soit au nombre de localités pour apprécier leur importance. Il ressort en effet que 60,3% des communes urbaines et rurales sont en deçà de la norme de 1 CSCom pour 10 000 habitants et 6% des communes ont 2 CSCom ou plus pour 10 000 habitants. Les communes où la norme en CSCom n'est pas atteinte sont très nombreuses au Sud et au Centre du pays. Ici comme ailleurs, la proximité des structures sanitaires est un critère de facilité d'accès des populations. Pour tout milieu (urbain/rural) et pour toutes les communes du Mali, en moyenne, seulement 13,4% des localités disposent de CSCom, 1,7% de clinique et 2,4% de cabinet médical. La situation des communes en personnel de santé est aussi préoccupante :

- 59,2% des communes (416 communes) n'ont pas de médecin en poste et 88,6% ont moins d'un médecin pour 10 000 habitants ;
- 69,4% des communes n'ont pas de sage-femme en poste et 97,7% ont moins d'une sage-femme pour 5 000 habitants ;
- 11,1% n'ont pas d'infirmier en poste et 83,6% ont moins d'un infirmier pour 5 000 habitants.

En fait, il est peu fréquent que les normes soient respectées à la fois en médecin, en sage-femme et en infirmier : 76,2% des communes soit 536 n'ont pas les effectifs requis.

➤ *Profil économique des communes*

On établit le profil économique de la commune à travers ses activités économiques, ses infrastructures de production agricole ainsi que les unités économiques qu'elle abrite.

- ✓ Les activités économiques sont relativement peu diversifiées au niveau des communes. L'agriculture est la principale activité dans 604 communes (85,9% des communes), l'élevage dans 50 communes (7,1% des communes) et le commerce dans 4,7% des communes. Ces mêmes activités principales sont associées de façon croisée en activités secondaires, d'où la relativité de la diversification.
- ✓ Eu égard à l'importance de l'agriculture, les infrastructures rurales les plus importantes sont les aménagements hydro agricoles. La superficie totale de ces aménagements s'établit à 103 935 ha dont une partie importante dans les communes des régions de Ségou, de Mopti et de Tombouctou. La superficie moyenne par habitant rural est faible : 0,8 are ; elle est supérieure à 1 are dans les communes des régions de Mopti et de Tombouctou.
- ✓ S'agissant des autres infrastructures économiques, il faut noter que seulement 20,1% des communes abritent au moins une unité de transformation/extraction ; ces communes sont fortement représentées dans l'extrême sud du pays, très peu dans la partie nord. Dans seulement 9% des communes, il y a présence d'au moins une banque. Près de 94% des communes rurales n'abritent aucune banque contre seulement 38% des communes urbaines. Les caisses d'épargne et de crédit occupent mieux l'espace communal : dans 56,8% des communes, il existe une ou plusieurs caisses d'épargne et de crédit. Les communes qui en sont dépourvues sont en grande majorité au nord du pays, dans le sahel occidental ainsi qu'à l'extrême sud-ouest. Dans les communes rurales, les banques de céréales sont courantes. Plus de 95% des communes en disposent. L'existence de magasin de stockage de 35 tonnes ou de 70 tonnes pour les céréales et les intrants est moins courante que celles de la banque de céréales: 66,3% des communes disposent de tel magasin de stockage.

❖ **Etat de développement économique et social des communes et mesure de leur niveau de pauvreté**

Par état de développement, il faut entendre un état de bonne condition de vie, état qui se définit comme l'accessibilité des populations à des services sociaux de base. La condition nécessaire à cela est la présence dans l'espace communal de certaines infrastructures sociales de base fonctionnelles d'une part et d'autre part la présence d'un minimum d'infrastructures économiques fonctionnelles procurant des revenus de manière à faciliter cet accès. Il faut préciser que l'insuffisance/faiblesse de cet état de développement d'une commune traduit son état de pauvreté.

➤ *Composantes principales des conditions de vie dans les communes*

A partir d'une collection de variables de profil des communes, 6 composantes principales qui permettent de caractériser suffisamment de l'état de développement des communes, ont été déterminées :

- ✓ la composante exprimant le niveau (degré) de présence simultanée de structures fonctionnelles d'offre de services sociaux de base au sens large et de services économiques. Elle traduit les attributs des grandes agglomérations voire du milieu urbain d'où la dénomination de « Composante de développement socio-économique intégral » ;
- ✓ la composante qui traduit la notion de services collectifs comme l'éclairage public et les services de voirie ;
- ✓ la composante exprimant la présence plus ou moins importante de services techniques de l'Etat, l'existence plus ou moins grande de points de vente d'intrants agricoles et d'élevage, le nombre plus ou moins élevé de localités avec gare routière, de banque de céréales. On l'interprète comme la composante « approvisionnement et sécurité alimentaire » ;
- ✓ la composante communication qui exprime les possibilités d'accès aux réseaux téléphoniques ;
- ✓ la composante qui exprime le mode d'accès à l'électricité et à l'eau à partir de réseaux sommaires ;
- ✓ la « Composante mixte de services sociaux de base eau-éducation-santé » révélant une forme particulière d'accès à ces services.

➤ *Indice et niveau de pauvreté des communes*

Par combinaison des six composantes, on détermine une mesure objective du niveau de développement/de pauvreté de condition de vie dans chaque commune. A partir de cette mesure, on définit des niveaux (catégories) de pauvreté des communes. On détermine ainsi que les communes très pauvres représentent moins de 5% des communes de la région de Sikasso, entre 12 et 16% de celles des régions de Kayes, Koulikoro et Ségou, 47% des communes de Mopti et plus de 54% de celles des régions du Nord.

❖ **Gouvernance des communes**

Dans ce chapitre on fait un certain nombre de constats au sujet de la gouvernance politique et administrative, de la gouvernance financière et de la gouvernance en matière d'association et de coopération.

➤ *Gouvernance administrative et politique*

Cet aspect évoque la participation de la femme aux postes de responsabilité, de l'encadrement politique, de l'encadrement de l'Etat.

- ✓ Il existe très peu de femmes maires : 1 maire sur 100 est femme ; en milieu urbain 5 maires sur 100 sont femmes. Plus la commune est pauvre moins il y a de chance que le maire soit une femme.
- ✓ L'Etat est 3 fois plus présent en milieu urbain qu'en milieu rural ; il est relativement moins présent dans les communes pauvres. De même, les mairies des communes très pauvres et pauvres ont relativement moins de personnel pour 1 000 habitants que les communes presque pauvres et non pauvres.

- ✓ Le nombre de partis politiques pour 1 000 habitants est plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain. La proportion de partis politiques recensés dans la commune et présents dans le conseil communal est nettement plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain. Plus le niveau de pauvreté augmente plus augmente cette proportion.

➤ *Gouvernance financière*

L'étude de la gouvernance financière porte sur l'examen de la nature des sources de financement, des méthodes de recouvrement des impôts, du taux d'exécution du budget ainsi que des débats sur l'adoption et sur l'exécution du budget. On retiendra principalement les points ci-après.

- ✓ Seulement 12,4% des réponses donnent les ressources propres comme principale source de financement du budget de la commune : 13,5% en milieu urbain et 12,3% en milieu rural. Ce pourcentage diminue quand la pauvreté augmente : 15% et 16% respectivement pour les communes presque pauvres et non pauvres contre 9% à 10% pour les communes très pauvres et pauvres.
- ✓ Le taux d'exécution du budget est en moyenne inférieur à 60% et ceci entre 2010 et 2012. Il est sensiblement plus élevé en milieu rural (2010 : 56,6%, 2011 : 59%, 2012 : 49,8%) qu'en milieu urbain (2010 : 53,2%, 2011 : 55,7%, 2012 : 45,6%).

➤ *Gouvernance en matière d'association et de coopération*

- ✓ Il ressort que le milieu rural est mieux doté que le milieu urbain en organisations de développement, à l'inverse le milieu urbain est plus doté en organisations de genre. On constate par ailleurs que plus la commune est pauvre moins il y a d'organisations de développement communautaire.
- ✓ Sur les 703 communes, 625 (88,9% des communes) n'ont aucune localité en jumelage avec une localité du Mali et 516 communes (73,4% des communes) n'ont aucune localité en jumelage avec des localités d'autres pays. En milieu rural le jumelage est encore plus rare, beaucoup plus rare entre localités du pays qu'entre localités du pays et localités du reste du monde.
- ✓ S'agissant des projets/programmes en cours dans les communes, le constat est qu'il y a en moyenne plus de projets/programmes par commune en milieu urbain qu'en milieu rural et en moyenne plus de projets/programmes dans les communes non pauvres et presque pauvres que dans les communes pauvres et très pauvres.

❖ **Eléments de résilience des communes aux chocs de 2012**

Il est fait cas de la résilience de l'encadrement administratif, la résilience sociale et la résilience économique et financière. Dans chaque cas, les difficultés survenues en raison de la crise sont évaluées pour ensuite apprécier les réponses des autorités afin d'y remédier partiellement ou totalement.

➤ *Résilience de l'encadrement administratif et politique*

- ✓ Près de 76% des communes ayant connu des difficultés en raison de la crise ont été sujettes à une défaillance de l'administration et/ou de la fonction politique.
- ✓ Les mesures prises pour faire face à ces difficultés sont principalement :
 - sensibilisation des populations/acteurs ;
 - concertation entre parties prenantes ;
 - adoption de mesures ad hoc de sécurité ;

- rappel du personnel communal en abandon de poste pour des raisons de sécurité ;
- appel aux PTF ;
- amélioration de la gouvernance ;
- délocalisation de l'administration.

➤ *Résilience sociale*

- ✓ Les difficultés et contraintes sociales suite à la crise de 2012 sont survenues dans 256 communes du pays soit 36,4% du total des communes. Dans les communes des régions du Nord, la presque totalité a connu des difficultés sociales. Le cas des violences faites aux femmes et aux filles est très parlant. Dans 263 communes sur les 703 communes, pour la période 2011-2013, des violences faites aux femmes et aux filles ont été rapportées : 4480 cas de violences avec un pic en 2012 (+20% entre 2011 et 2012).
- ✓ Comme réponses de la société à ces violences, plusieurs mesures sont préconisées :
 - comme actions, la plus envisagée est de référer la victime à un centre de santé ; viennent ensuite la médiation entre la victime et le coupable puis le recours à la police/gendarmerie ;
 - les services dominants rendus à la victime sont les services médicaux et les services juridiques.

➤ *Résilience économique et financière*

- ✓ Les difficultés économiques et financières suite à la crise de 2012 ont été générales : près de 90% des communes en ont été affectées. Il s'agit des difficultés au niveau du financement des activités de la mairie et aussi des difficultés économiques des populations.
- ✓ Les mesures plus ou moins efficaces, presque toujours orientées vers le renflouement des caisses de la mairie ont été adoptées :
 - sensibilisation des populations pour s'acquitter des obligations fiscales ;
 - demande d'appui Etat et PTF ;
 - élargissement de l'assiette des impôts ou création de nouvelles taxes ;
 - amélioration de la gouvernance.

Le constat est ainsi fait que les autorités communales ont été dépourvues de facteurs de résilience économique et financière face à la crise 2012. Il est vrai que les statistiques ci-dessus font référence aux seules communes qui ont connu des difficultés économiques et financières ; il existe en effet une petite minorité (12,4% des 703 communes) qui malgré la violence de la crise de l'économie nationale, ont su tenir tête.

Introduction

➤ Contexte de l'étude

Le Mali, pays cité, il y a quelques années, comme exemple de démocratie plurielle, a été dès le début de l'année 2012, le théâtre de l'une des plus graves crises depuis son accession à l'indépendance en 1960. En effet, les attaques armées déclenchées le 17 janvier 2012 par les terroristes et conjuguées avec les événements du 22 mars 2012 ont plongé le pays dans une situation de crise politique, sociale, institutionnelle, sécuritaire et économique sans précédent. Pour la première fois, l'intégrité territoriale du Mali a été menacée, remettant en cause la capacité interne du Mali à faire face aux innombrables défis, en premier lieu la garantie de sécurité physique des biens et des personnes.

La crise politique et sécuritaire de 2012 a entraîné une pause dans la mise en œuvre des programmes de développement économique et social avec des effets négatifs considérables sur les droits des femmes et des filles. Les destructions d'infrastructures socio-économiques au Nord et, partout dans le pays, l'arrêt ou la perturbation des processus en place pour évoluer vers les OMD, les violences sur les femmes et les filles ont rendu bien obsolète les connaissances sur la situation socio-économique du pays ; ceci d'autant plus que ladite crise met en évidence la nécessité de prendre davantage en compte les questions de bonne gouvernance, de promotion et de protection des droits des femmes et des filles à tous les niveaux. Cette crise a révélé aux maliennes, maliens et au reste du monde, la fragilité des Institutions de la République du fait du manque de soutien populaire. La médiation de la CEDEAO appuyée par l'Union Africaine et l'ensemble de la communauté internationale a permis de rétablir rapidement l'ordre constitutionnel. Le Président de l'Assemblée Nationale assure l'intérim du Président de la République jusqu'à l'élection d'un nouveau Président et un Gouvernement de transition d'union nationale a été constitué pour diriger le pays.

Ce contexte général de décentralisation intégrale non renforcée et de crise politique sécuritaire et économique intervenue en 2012, fait que le suivi évaluation et la programmation des actions de développement s'avèrent plus que nécessaire.

Suite à la crise socio-sécuritaire et institutionnelle sans précédent que le pays a connu, les acteurs de la décentralisation ont davantage conscience de leurs rôles et responsabilités et ont pris de nombreuses initiatives. Ainsi, le forum national organisé par les associations de pouvoirs locaux du 5 au 7 novembre 2012 sur le rôle et la place des collectivités territoriales dans la gestion et la sortie de la crise, ainsi que bien d'autres fora internationaux dont la conférence de Lyon, tenue le 19 mars 2013, participent de cette dynamique.

La décentralisation porte deux grandes ambitions : **l'enracinement du processus de démocratisation et l'émergence d'une approche de développement durable initiée et portée par les acteurs locaux**. Depuis 1999, elle a permis des avancées significatives, en particulier dans la fourniture des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, équipements marchands). Toutefois, certaines difficultés de nature diverse (lenteur dans les transferts de compétences et de ressources, faible mobilisation des ressources propres des collectivités territoriales, etc.) constituent des obstacles majeurs à l'accomplissement de ces grandes ambitions.

Il s'agit donc de faire du processus de décentralisation une stratégie de réponse aux racines de la crise institutionnelle et sécuritaire du Mali.

Aussi, la stratégie d'approfondissement de la décentralisation se fonde sur quatre axes principaux que sont :

- ***Renforcement de la contribution des collectivités territoriales dans la gestion de la sortie de crise à travers*** : l'organisation du retour des administrations de l'Etat ; la gestion des actions de secours humanitaires ; la sécurisation des populations et de leurs biens dans les zones libérées ; l'organisation du retour et réinstallation des populations déplacées et réfugiées ; la reprise des rencontres de concertations et de dialogue intercommunautaires (la Commission Nationale de Dialogue et Réconciliation devra notamment s'appuyer sur les collectivités pour gérer la réconciliation) ; la réactivation des services de base.
- ***Accélération des transferts de compétences et de ressources de l'Etat aux collectivités*** : par l'amorce dans les meilleurs délais du transfert des ressources (financières, humaines et matérielles) liées aux compétences transférées et fournir un appui-conseil aux collectivités territoriales.
- ***Augmentation de façon significative et progressive, la part des ressources publiques gérées par les collectivités (de 3% aujourd'hui à 30%).***
- ***Renforcement du rôle des collectivités territoriales en matière de gouvernance, de fourniture des services de base et de promotion de l'économie locale à travers*** : la revalorisation et la mise en œuvre des mécanismes endogènes de prévention, de réconciliation et de gestion des conflits responsabilisant les pouvoirs traditionnels ; le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation ; le renforcement des actions de contrôle interne et externe ; le renforcement des mécanismes de redevabilité et de débats publics ainsi que d'autres mécanismes appropriés de participation citoyenne.

La mise en œuvre de cette stratégie d'approfondissement est fondée sur des expériences efficaces de gestion comme : ***le renforcement de la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales, le renforcement du dispositif financier d'appui aux collectivités territoriales et le renforcement de la déconcentration.***

➤ **Justificatifs de l'étude**

Le processus de décentralisation qui vise la promotion du développement local et de la démocratie locale a abouti à la mise en place des communes au Mali. Très tôt après cette mise en place on est passé à une phase de correction des insuffisances qui étaient entre autres : i) la fragilité des communes ; ii) la faible fonctionnalité des collectivités territoriales ; iii) la faiblesse des financements internes.

La décentralisation constitue une option stratégique de gouvernance pour le Mali. Elle a été une étape importante dans le processus de démocratisation Elle est perçue comme une voie sûre de développement économique et social à la base tant il est vrai que les populations locales sont supposées prendre en main leur destin.

Dans une optique de suivi évaluation et de programmation des actions de développement, il faut s'interroger sur ce que les populations ou leurs représentants ont pu faire de ces prérogatives, des atouts de leur commune pour leur développement économique et social.

Au regard de la situation post crise que connaît le Mali, il est prioritaire de disposer des analyses sur les profils de pauvreté des communes pour orienter les prises de décisions tant au niveau central que décentralisé. En effet, la planification des interventions a plus que jamais besoin d'informations précises sur la situation existante en termes d'infrastructures économiques et sociales. Il s'agit là d'un état de lieux qui s'avérera très utile pour les activités de suivi des progrès mais aussi les évaluations de performance.

La réponse à ces questionnements nécessite de disposer d'outil d'évaluation permettant de dresser les profils de développement des communes, tant au plan qualitatif que quantitatif. L'évaluation qualitative s'appuie sur l'analyse des facteurs qui influencent la production de richesse, les questions d'enclavement intérieur et extérieur des communes, l'accessibilité des populations aux services sociaux de base. Elle concerne aussi le financement des activités et la mobilisation des ressources pour cela.

L'évaluation quantitative procède par actualisation de l'indice de pauvreté des communes, des niveaux des autres indicateurs d'accessibilité aux services sociaux de base. Elle trouve sa justification dans la nécessité de déterminer pour chaque commune la situation de départ, par quel secteur commencer les interventions ? Et comment y parvenir ?

D'un autre point de vue, compte tenu de l'importance de la gouvernance, de sa capacité de favoriser ou d'entraver le développement socio-économique, l'étude s'intéresse aux aspects politique, économique et social que revêt ce concept.

La situation de crise implique, au niveau Commune, des initiatives/interventions visant à réduire les effets néfastes, mais aussi à résister à ces effets. L'analyse de ce qu'on appelle ici la résilience est très importante en ce sens qu'elle permet de cerner les propositions d'amélioration/mécanismes économiques et financiers pour lever les contraintes.

Plus spécifiquement, la présente étude doit contribuer à améliorer : i) la production d'informations pour la prise de décisions justes ; ii) la promotion d'une meilleure allocation des ressources au profit des infrastructures sociales de base en tenant compte du meilleur ciblage et de la répartition judicieuse sur l'ensemble des collectivités territoriales du Mali.

➤ **Objectifs de l'étude**

En vue de contribuer à l'objectif global de développement économique et social des communes les objectifs spécifiques assignés à cette étude sont les suivants :

- élaborer le profil des 703 communes dans une optique de développement économique et social et de réduction de la pauvreté ;
- définir et calculer un indice de pauvreté des communes et déterminer leur niveau de pauvreté ;
- étudier les aspects principaux de gouvernance des communes ;
- faire l'état des lieux des violences basées sur le genre dans les communes en lien avec engagements nationaux et internationaux ratifiés et adoptés par le pays ;
- créer et alimenter une base de données sur les communes pour permettre une gestion efficace des données collectées et analysées et contribuer ainsi à leur meilleure diffusion dans l'optique d'une bonne planification et suivi évaluation des actions de développement local.

➤ **Méthodologie**

L'étude comporte deux parties bien distinctes : l'établissement du profil de pauvreté des 703 communes urbaines et rurales du pays en les caractérisant aux plans économique, social et culturel, d'une part et d'autre part l'élaboration d'un indice de pauvreté pour ensuite étudier les communes selon leur niveau de pauvreté .

Le profil de pauvreté est établi sur la base de critères multiples. La démarche méthodologique adoptée cherche en premier lieu à caractériser chaque commune suivant des thématiques censées exprimées des dimensions spécifiques de niveau de développement économique et social. Ces thématiques, du reste classiques, sont :

- les paramètres démographiques, géographiques et administratifs ;
- les ressources naturelles disponibles et leur état ;
- le niveau de désenclavement à travers l'examen des voies de communication (routes, voies fluviales et aérienne) ainsi que les possibilités d'accès à l'information à travers le téléphone, la radio et la télévision ;
- les possibilités d'accès des populations aux services sociaux de base circonscrits aux domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau-assainissement et de l'électricité ;
- l'existence ou non de certaines infrastructures économiques, sociales et culturelles ;
- le niveau de la gouvernance politique, économique et sociale ;
- le degré de résilience aux chocs exogènes.

Cette partie est descriptive ; elle permet d'informer sur la situation individuelle de chaque commune et de comparer cette situation à des situations antérieures. Elle ne permet toutefois pas d'indiquer objectivement le niveau relatif de développement/pauvreté d'une commune comparativement aux autres communes.

Pour établir le niveau relatif de développement, on part de l'hypothèse qu'il existe des facteurs communs qui expriment différents aspects du développement économique, social et culturel des communes prises ensemble. On considère en plus que les informations multiples étudiées à travers les thématiques présentées ci-dessus dans le profil des communes, peuvent être résumées pour donner une expression formelle de ces facteurs. Il devient alors possible d'identifier, à travers l'expression de chaque facteur d'une certaine importance, sa nature spécifique en tant que mesure objective d'un aspect particulier du développement économique, social et culturel des communes prises ensemble. Pour fixer les idées, on pourrait identifier un facteur de développement économique, un facteur de développement social et un facteur de développement culturel. Ce serait l'idéal ; il est évident qu'on ne pourra pas identifier de façon aussi explicite de tels facteurs à partir d'observations empiriques tant il est vrai que la nature du phénomène étudié (le développement) est complexe et que les facteurs évoqués eux-mêmes le sont et sont en interrelations.

Il semble raisonnable de considérer qu'une mesure objective du niveau de développement global des communes se déduirait des facteurs identifiés. De façon plus explicite, cette mesure s'obtiendrait par combinaison de ces facteurs identifiés.

➤ **Collecte de l'information**

Les résultats attendus des études envisagées demandent une très grande variété d'informations. Le schéma établi ci-dessus pour faire le profil des communes le montre bien. Pour ces informations la période de référence est de 2012/2013. Les informations utiles et nécessaires ont été sérieées pour ensuite proposer par domaine d'information la méthode ou combinaison de méthodes de collecte. Deux sources d'informations ont été utilisées : les services techniques nationaux chargés du suivi évaluation des programmes de développement et une enquête spécifique : enquête 2013 pour l'actualisation du profil communal.

La première source donne des informations très élaborées au niveau commune notamment celles en rapport avec l'éducation et la santé à condition de disposer des rapports donnant les statistiques par commune (annuaires régionaux). Ces informations sont généralement

quantitatives et de type synthétique (taux, ratios ou effectifs totaux) et la période de référence est généralement 2012 voire 2011.

L'enquête 2013 pour l'actualisation du profil communal vise la collecte de données simples dans leur formulation et très actuelles. Ces données portant sur l'état économique, social et culturel de la commune, sont obtenues par interview des responsables bien informés de l'administration de la commune.

➤ **Traitement et analyse des données**

Les données sont mises sous support informatique sous forme tabulaire par récupération de fichier ou saisie. Elles subissent un travail de vérification dit apurement. Pour les données des services techniques, l'apurement comprend un contrôle de saisie, de complétude et un contrôle de vraisemblance par variable. Pour les données issues d'enquête, en plus du contrôle de saisie, de complétude et de vraisemblance on effectue des contrôles de cohérence.

L'analyse comporte une phase descriptive et une phase d'élaboration de l'indice de pauvreté. Il existe déjà au niveau de l'ODHD une méthode de calcul de l'IPC (l'indice de pauvreté communale). La méthode a été revisitée pour améliorer sa fiabilité en prenant en compte des aspects nouveaux.

Le produit de l'étude est présenté en deux parties : le présent rapport et une base de données référencée. Le rapport est établi en commentant des données tabulaires, graphiques et cartographiques tandis la base de données fait la gestion et la présentation des données individuelles et synthétiques des communes également sous forme tabulaire, graphique et cartographique.

Le rapport est structuré comme suit :

- **Introduction**
 - Contexte et justificatifs de l'étude
 - Les objectifs de l'étude
 - Méthodologie générale de l'étude
- **Profil des communes**
 - Démographie des communes et occupation de l'espace
 - Profil selon les ressources naturelles
 - Profil de désenclavement des communes
 - Profil pour l'accessibilité aux services sociaux de base
 - Profil économique
- **Développement économique et social des communes et mesure de leur niveau de pauvreté**
 - Composantes de développement économique et social
 - Mesure du niveau de pauvreté des communes
 - Profil de pauvreté des communes
- **Gouvernance des communes**
- **Elément de résilience des communes aux chocs de la crise de 2012.**

I. Profils des communes

On distingue les profils individuels des communes et les résumés de profils pour un groupe de communes de même appartenance. Les premiers profils et en partie les seconds aussi seront consignés dans la base de données informatique qui sera élaborée dans le cadre de cette étude. Les premiers, étant donné leurs volumes et niveau de détail ne figurent pas sauf sous format carte si approprié, dans le présent rapport pour ne pas lui donner un aspect rébarbatif.

Les profils en question ici sont des caractéristiques résumées déterminés par thème, lesquels sont en rapport avec les différents déterminants du développement économique et social des communes. Ces thèmes sont les suivants :

- Démographie des communes et occupation de l'espace ;
- Ressources naturelles et environnement ;
- Enclavement/désenclavement ;
- Services sociaux de base ;
- Economie de développement.

1.1. Démographie des communes et occupation de l'espace

Les données démographiques analysées ci-dessous sont pour les unes, des projections d'effectifs faites par l'INSTAT entre 2009 et 2013 et pour les autres, à savoir les moyennes et les ratios, les mêmes que celles déterminées lors du RGPH 2009.

Le profil démographique des communes et d'occupation de l'espace présente les effectifs totaux et moyens de population par entité géographique pour signifier à la fois l'importance des communes en terme démographique d'une part et d'autre part leur mode d'occupation de l'espace.

I.1.1. Population et ménages démographiques

Les effectifs de population sont établis par commune et l'agrégation de ces effectifs au niveau de la région permet d'aboutir au tableau ci-après. Comme constaté lors de l'analyse du RGPH de 2009, les effectifs des populations des communes de Sikasso sont les plus importants aussi bien en population totale qu'en populations hommes et femmes. Le rapport de masculinité (nombre d'hommes pour 100 femmes) est de 98% au niveau national ; ce rapport est en moyenne au moins égale à 100 dans les communes des régions du Nord et dans le District de Bamako.

Seulement 22,5% de cette population soit 3,79 millions de personnes est urbaine (Tableau 2).

Tableau 1 : Population totale, population par sexe et rapport de féminité en 2013

Région	Population totales 2013	Population femmes 2013	Population hommes 2013	Rapport de masculinité (%)
Kayes	2 306 432	1 168 978	1 137 454	97
Koulikoro	2 802 163	1 412 643	1 389 521	98
Sikasso	3 057 913	1 549 418	1 508 495	97
Ségou	2 705 263	1 367 104	1 338 159	98
Mopti	2 355 711	1 190 692	1 165 019	98
Tombouctou	780 674	390 134	390 540	100
Gao	627 397	313 158	314 239	100
Kidal	78 368	36 331	42 036	116
Bamako	2 094 432	1 044 370	1 050 062	101
Ensemble	16 808 353	8 472 829	8 335 524	98

Source : Projections démographiques INSTAT : document inédit

Tableau 2 : Effectifs et structure par milieu de la population en 2013

Milieu	Effectifs	%
Urbain	3 788 562	22,5
Rural	13 019 791	77,5
Ensemble	16 808 353	100

A partir de la taille moyenne en personnes d'un ménage démographique, on détermine par commune le nombre des ménages en 2013. Ces données, agrégées au niveau de la région sont consignées dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Nombre de ménages démographiques des communes et taille des ménages démographiques

Région	Nombre de ménages démographiques 2013(a)	Taille du ménage démographique (b)
Kayes	353 716	6,7
Koulikoro	422 788	6,8
Sikasso	470 600	6,7
Ségou	448 521	6,0
Mopti	438 182	5,4
Tombouctou	140 752	5,6
Gao	104 359	5,9
Kidal	14 627	5,5
Bamako	331 317	6,3
Ensemble	2 724 862	6,3

(a) : Calculé par les auteurs à partir des projections de population de l'INSTAT
 (b) : Rapports du RGPH 2009

I.1.2. Occupation de l'espace.

La taille moyenne des communes en personnes est relativement faible, de l'ordre de 23 900 personnes. La commune d'ADERMALANE du cercle de Goundam dans la région de Tombouctou est la plus petite commune avec 1 105 habitants en 2013, 184 ménages démographiques dans 6 localités. La commune de BASSIROU du cercle de Mopti (région de Mopti) vient immédiatement après avec 1 988 habitants, 368 ménages démographiques dans 5 localités. A l'opposé, la commune la plus peuplée est la commune VI du District de Bamako avec 543 357 habitants en 2013, 87 108 ménages démographiques dans 10 localités.

Cette faible taille en habitants des communes évoque une notion de dispersion de la population. Celle-ci peut être appréhendée en termes de localités par commune et de population moyenne par localité. La commune rurale de SIDO dans le cercle de Bougouni (Région de Sikasso) avec 96 localités pour seulement 24 088 habitants est un cas extrême à l'opposé de laquelle se trouve la commune urbaine de Youri dans le cercle de Nioro, région de Kayes avec une seule localité de 8 233 habitants.

Tableau 4 : Population moyenne par commune, nombre de localités des communes, moyennes par commune et par localité en 2013

Région	Population moyenne par commune	Nombre de localités des Communes	Nombre moyen de localité par commune	Population moyenne par localité
Kayes	17 879	1 683	13	1 370
Koulikoro	25 946	1 956	18	1 433
Sikasso	20 802	1 969	13	1 553
Ségou	22 926	2 292	19	1 180
Mopti	21 812	2 103	19	1 120
Tombouctou	15 013	1 100	21	710
Gao	26 142	423	18	1 483
Kidal	7 124	137	12	572
Bamako	349 072	68	11	30 800
Ensemble	23 909	11 731	17	1 433

Sources : Projection de la population par commune. Document de travail INSTAT

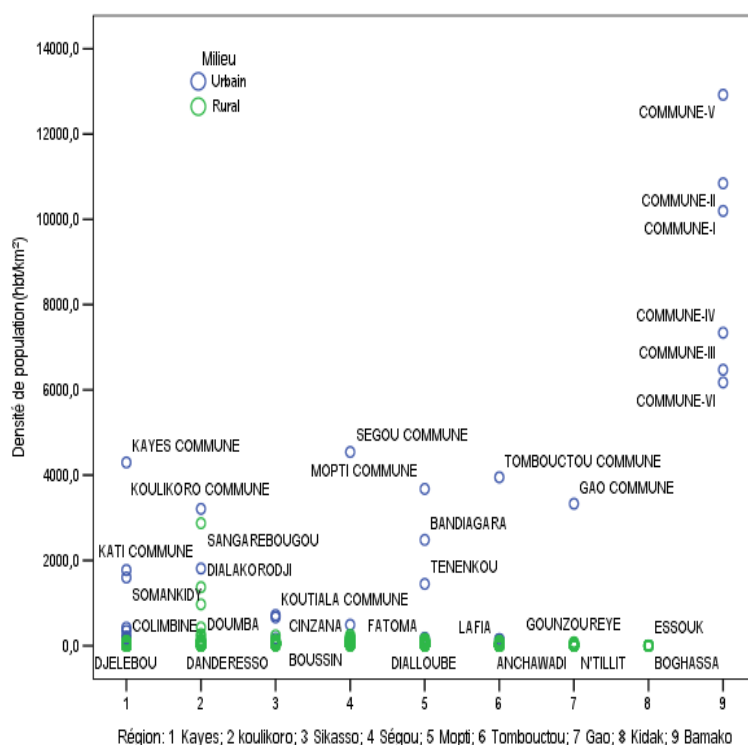
Au-delà du constat de cette fragmentation du peuplement, on se doit d'analyser les communes suivant la mesure usuelle de concentration de la population à savoir la densité de population qui exprime le nombre d'habitants par unité de superficie.

La densité moyenne de population au niveau des communes est de 13,5 habitants au Km² ; elle était de 11,7 en 2009. Les plus fortes densités sont constatées à Bamako, Sikasso et Ségou. La densité est extrêmement faible dans les communes de la région de Kidal avec une moyenne inférieure à 1 habitant au km² (tableau 5).

Sur le graphique qui donne le positionnement des communes selon leur densité de population, on observe que les communes urbaines sont les plus denses, celles de Bamako d'abord suivies de celles des chefs lieux de région. Les quelques exceptions notables à cette règle sont les communes urbaines de KOUTIALA, KATI, CINZANA dont les densités de population sont de l'ordre de celles de communes rurales denses de SANGAREBOUGOU, DIALAKORODJI, KALABANCORO, MORIBABOUGOU et SOMANKIDY (graphique 1).

Tableau 5 : Densités moyennes de population des communes par région (hbt/km²)

Région	Densité de population
Kayes	20
Koulikoro	33
Sikasso	47
Ségou	48
Mopti	32
Tombouctou	2
Gao	4
Kidal	0,4
Bamako	8 344
Ensemble	13,5

Graphique 1 : Positionnement des communes selon leur densité de population (hbt/km²)


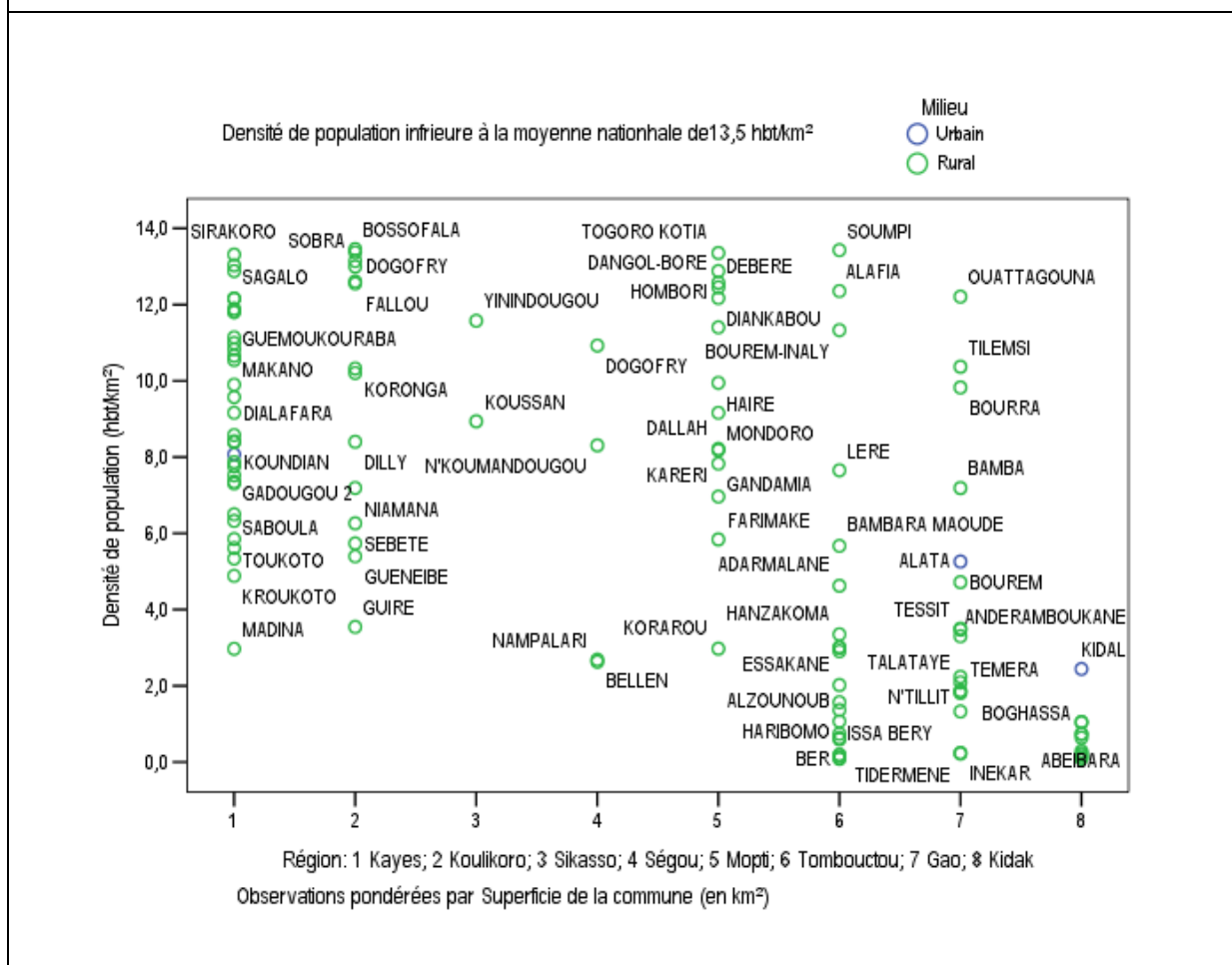
Dix sept communes ont une densité de population inférieure à 1 habitant au km² ; il s'agit des suivantes :

Région de TOMBOUCTOU	Cercle de GOUNDAM	Raz-el-ma
		Tin Aicha
		Issa bery
Région de GAO	Cercle de GOURMA-RHAROUS	Inadiatafane
		Ouinerden
		Salam
Région de KIDAL	Cercle de TOMBOUCTOU	Ber
		Tidermene
		Inekar
	Cercle de MENAKA	Tinzawatene
		Abeibara
		Boghassa
	Cercle d'ABEIBARA	Timtaghene
		Tessalit
		Aguel-hoc
Région de KIDAL	Cercle de TESSALIT	Tin-essako
		Intadjedite

Dans ces communes, la densité de population au km² va de 0,1 à 0,7 au km².

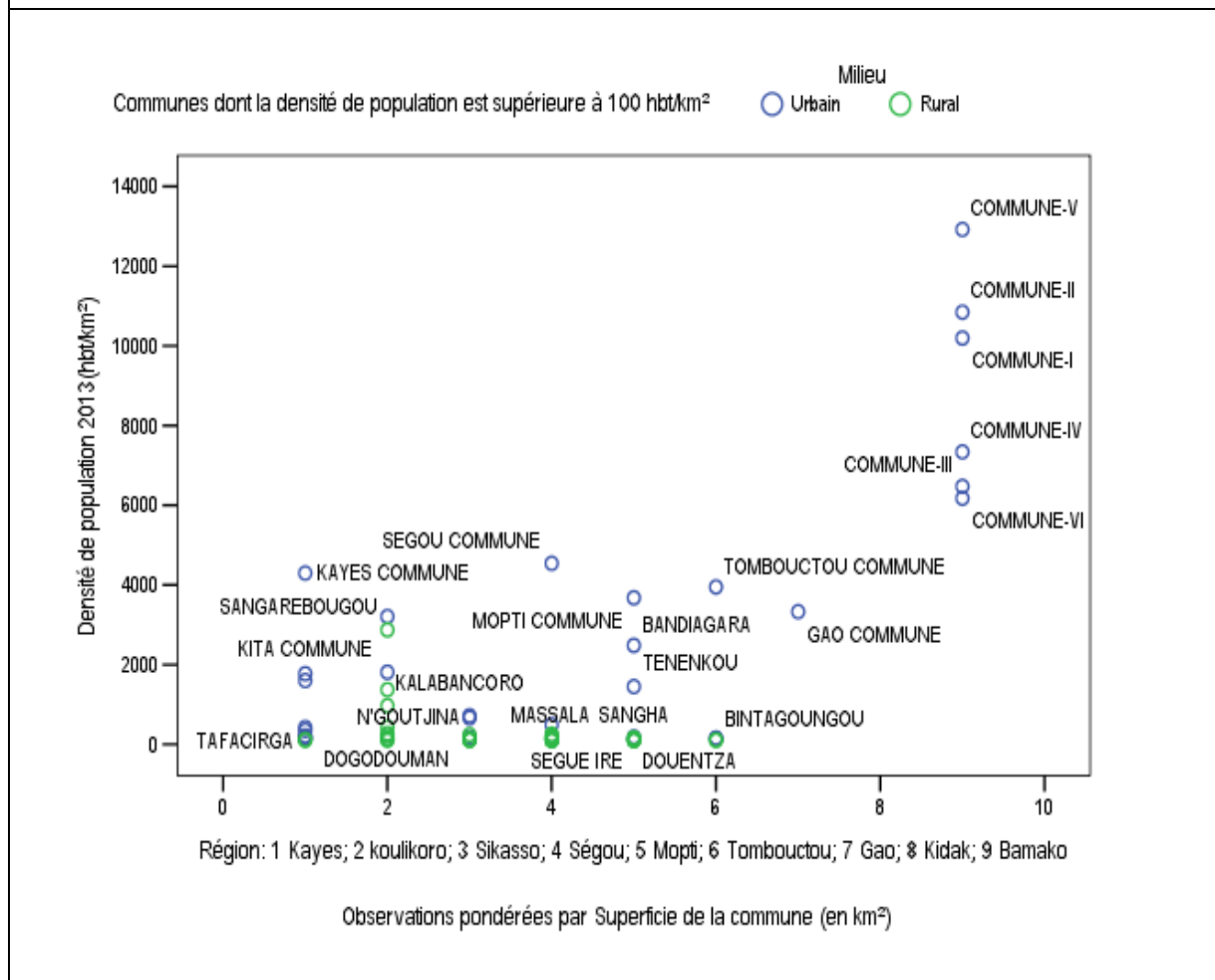
De façon plus explicite, on donne sur le graphique 2 ci-après le positionnement des communes dont la densité de population est inférieure ou égale à la moyenne nationale de 13,5 hbt/km². Ces communes sont toutes des communes rurales à l'exception des communes de BOUREM et de KIDAL.

Graphique 2 : Positionnement des communes de densité de population supérieure ou égale à la moyenne nationale de 13,5 habitants au km²



Selon la même démarche, le graphique 3 ci-après présente les communes dont la densité est supérieure à 100 hbt/km². Ces communes sont au nombre de 73 dont 18 dans la région de Ségou, 13 dans la région de Mopti et 11 dans chacune des régions de Kayes et de Koulikoro. Les 6 communes de Bamako qui en font partie ont des densités supérieures à 6 000 habitants au km².

Graphique 3 : Positionnement des communes de densité de population supérieure ou égale à 100 habitants au km²



1.2. Profil selon les ressources naturelles et leur gestion

Ce profil fait ressortir quelques aspects importants des ressources naturelles dans une optique d'aménagement du territoire. On y met les résumés des disponibilités en ressources naturelles dans les limites des données disponibles.

1.2.1. Disponibilités en ressources naturelles

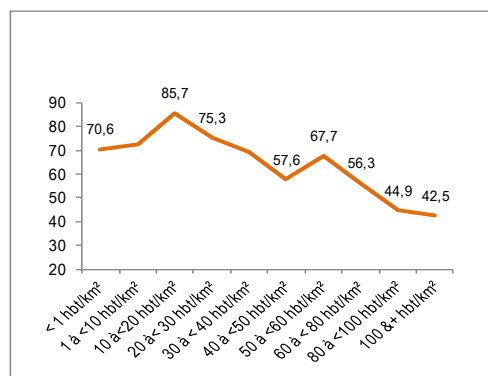
Cette disponibilité est appréhendée à travers les éléments eau et terre au niveau des communes rurales. Au total pour 440 communes sur les 666 communes rurales soit 66% de ces communes (tableau 6) on estime qu'il y a des réserves de terre non utilisée. On remarquera la singularité des communes de la région de Tombouctou dont plus de 80% ont des réserves de terre à comparer aux 40% des communes de la région de Kidal.

Il semble, au vu de l'allure de la courbe du graphique 4 ci-après que la disponibilité soit en rapport avec la densité de la population. La proportion de commune disposant de réserves de terres diminue quand la densité de la population (habitant au km²) augmente. On reste au niveau du constat sans bien entendu expliquer par le fait, habituellement observé, que l'utilisation des terres à des fins diverses augmente avec la densité de la population.

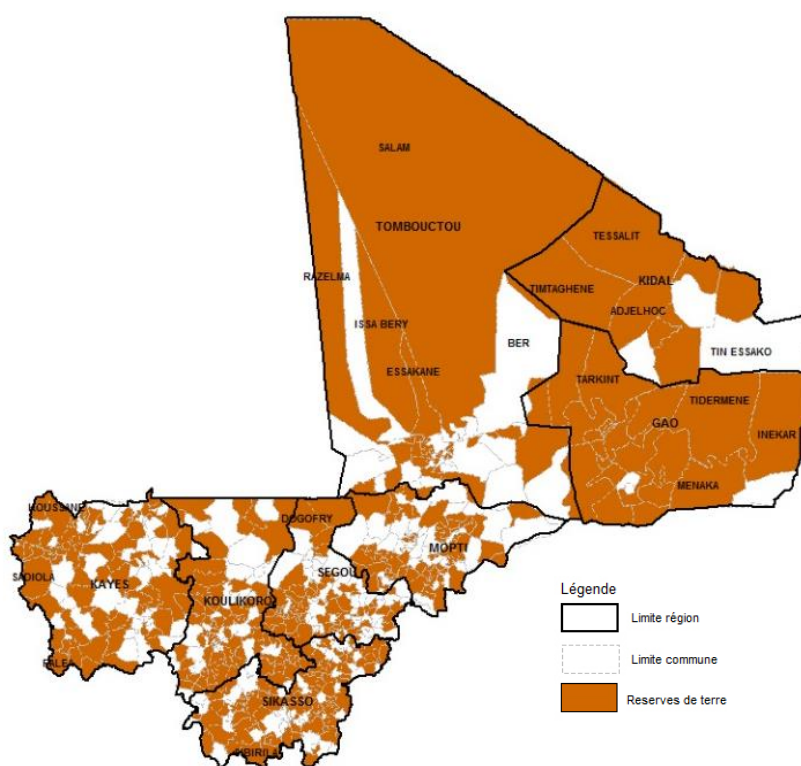
Tableau 6 : Proportion de communes disposant de réserves de terre non utilisée (%)

Région	% de communes
Kayes	72,6
Koulikoro	76,2
Sikasso	67,4
Ségou	51,7
Mopti	55,3
Tombouctou	83,7
Gao	72,7
Kidal	40,0
Ensemble	66,1

Graphique 4: Pourcentage de communes avec réserve de terre selon la densité de population (%)



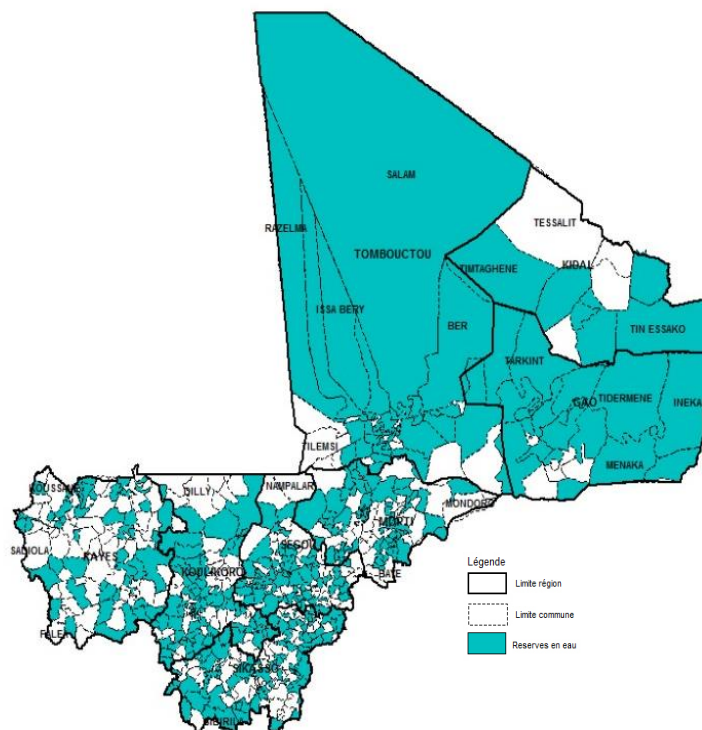
Carte 1 : Communes disposant de réserves de terre



Pour l'ensemble du Mali, toujours selon les responsables communaux, plus de 57,5% des communes rurales disposent d'eau pour développer l'irrigation (cultures irriguées). Les communes de la région de Tombouctou, de Sikasso et de Ségou semblent particulièrement plus dotées. Celles des régions de Kidal (30%), de Koulikoro (41%) et de Mopti (46%) sont moins dotées (tableau 7).

Tableau 7 : Proportion de communes rurales disposant de sources d'eau pour le développement de l'irrigation (%)

Région	% de communes
Kayes	59,8
Koulikoro	41,0
Sikasso	69,4
Ségou	62,1
Mopti	45,6
Tombouctou	71,4
Gao	54,5
Kidal	30,0
Ensemble	57,4

Carte 2 : Communes disposant de ressources en eau pour le développement de l'irrigation


Il est bien utile et nécessaire pour compléter cet exposé d'analyser la contingence entre disposition de ressources en terres et disponibilité de l'eau pour l'irrigation, même si on sait que les terres disponibles ne sont pas toutes irrigables. Il ressort de l'examen du tableau ci-après que 43% des communes rurales disposent à la fois de réserves de terres et d'eau pour le développement de l'irrigation, proportion à considérer comme assez significative. Près de 20% des communes rurales n'ont par contre ni réserves de terres ni source d'eau pour développer l'irrigation.

Tableau 8 : Proportion de communes rurales disposant de réserves de terres et de réserves d'eau pour l'irrigation (%)

Dispose de réserves de terres	Dispose de source d'eau pour développer l'irrigation		
	Oui	Non	Total
Oui	43,1	23,0	66,1
Non	14,3	19,7	33,9
Total	57,4	42,6	100,0

On doit préciser qu'il s'agit d'une simple indication de potentiel de développement de la culture et non d'un potentiel avéré. Si ce potentiel est avéré dans tous ses aspects, rien n'empêche de considérer l'expansion de la culture irriguée comme un des axes de développement de ces communes.

1.2.2. Profil de gestion et d'exploitation des ressources forestières

Compte tenu des données disponibles, la question environnementale est abordée ici suivant certaines notions particulières de la gestion et de l'exploitation des ressources forestières. Ces notions n'épuisent pas, loin de là, les questions environnementales des communes. C'est dans cette optique qu'on aborde les questions des forêts aménagées, de zones de pâturages et de passage du bétail ainsi que celles de produits de cueillette.

Sur l'ensemble des 666 communes rurales, 72,8% (485) disposent ou envisagent de disposer d'un passage du bétail (Burtol). Par contre seulement 28,8% des communes rurales disposent de forêts aménagées et 5,7% de périmètres pastoraux aménagés. Pour ceux disposant de forêts aménagées et ou de périmètres pastoraux aménagés, la superficie des forêts classées en pourcentage de la superficie de la commune sont négligeables dans la grande majorité des communes disposant de telles forêts sauf dans les communes de Sikasso (3,39%), Kayes (2,35%) et Koulikoro (1,25%). Pour les périmètres pastoraux, seules des communes de Koulikoro ont en moyenne un pourcentage supérieur à 1.

L'ensemble des périmètres pastoraux et forêts classées ont toutefois une superficie significative (2 à 4% de la superficie de la commune) au regard des 8 à 10% de la superficie totale du Mali que représente l'ensemble de la superficie des zones forestières du pays.

Tableau 9 : Superficies des forêts classées et des périmètres pastoraux en % de la superficie de la commune. (moyenne des pourcentages)

Régions	Forêts classées (%)	Périmètres pastoraux aménagés (%)	Ensemble
Kayes	2,35	0,06	2,41
Koulikoro	1,25	3,03	4,29
Sikasso	3,39	0,07	3,46
Ségou	0,16	0,05	0,21
Mopti	0,14	0,19	0,32
Tombouctou	0,31	0,02	0,33
Gao	.	0,04	0,04
Total	1,95	0,22	2,18

L'exploitation des forêts naturelles par cueillette est une activité lucrative dans les communes rurales. Cette exploitation est diverse en raison de la diversité même des produits et des zones où elle est possible.

Il convient, pour une meilleure compréhension de la nature des produits/arbres de cueillette dont il est question ici de donner à la fois leur dénomination locale et leur nom scientifique. L'encadré ci-après établit cette correspondance.

Dénomination locale	Nom scientifique
Baobab	Adansonia digitata
Jujube	Baphia nitida
Karité	Vitellaria paradoxa var paradoxa
Néré	Parkia biglobosa
Tamarin	Tamarindus indica
Zaban	Saba senegalensis
Zèguènè	Balanitès aegyptiaca (Ziziphus mauritiana)

Le Jujube, le tamarin, la gomme arabique, le zèguènè sont de façon générale des produits de cueillette existant à travers une bonne partie du pays même si par région, la proportion de communes où la cueillette de ces produits a lieu est toutefois très variable.

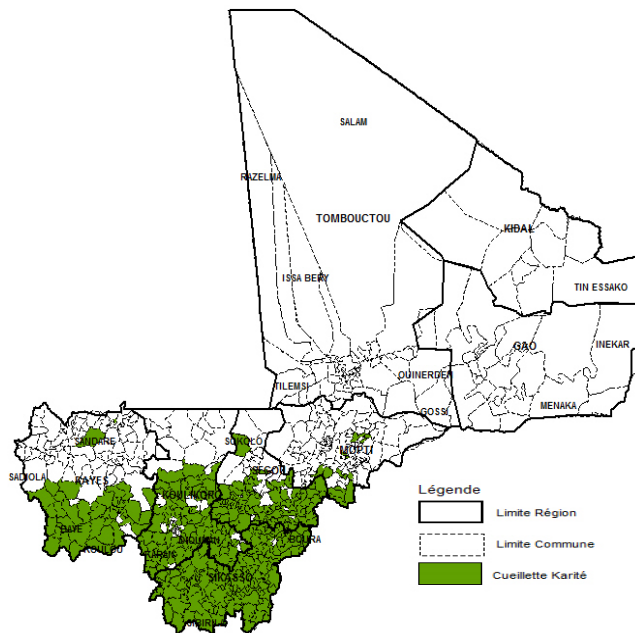
Les zones de prédilection de la cueillette du Karité, du Néré, du Zaban et du Baobab sont les communes des régions de Sikasso, Ségou, Koulikoro et Mopti c'est-à-dire toute la bande sud et centre du pays allant des régions de Kayes à celle de Mopti, tandis que les communes des régions de Tombouctou, Gao et Kidal sont celles du jujube et du zèguènè.

Tableau 10 : Pourcentage de commune pratiquant la cueillette de produits sauvages indiqués

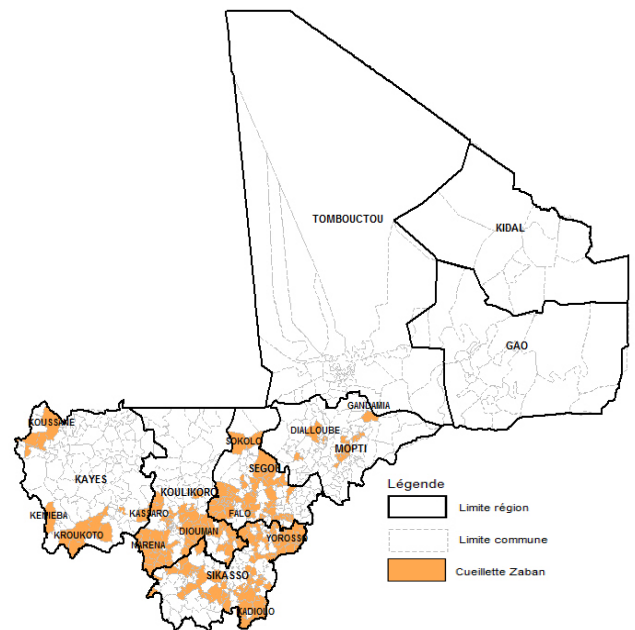
Région	Karité	Néré	Zaban	Baobab	Fruit du rônier	Jujube	Tamarin	Gomme arabique	Zèguènè (Balanites)	Fonio sauvage
Kayes	35,0	25,6	12,8	61,5	2,6	47,9	11,1	10,3	23,1	
Koulikoro	76,2	58,1	44,8	6,7	1,0	18,1	7,6	1,9	7,6	1,0
Sikasso	99,3	97,2	49,3	7,6	1,4		15,3			
Ségou	77,6	23,3	45,7	19,8	10,3	23,3	8,6	5,2	13,8	
Mopti	14,6	3,9	15,5	25,2	5,8	42,7	30,1	3,9	19,4	
Tombouctou						61,2		16,3	69,4	22,4
Gao						50,0	4,5		27,3	40,9
Kidal						20,0	10,0	40,0	50,0	10,0
Total	55,4	39,3	30,3	20,9	3,6	28,4	12,9	5,4	17,4	3,3

Les cartes ci-après donnent une représentation imagée des ceintures de cueillette du Karité, du Zaban, du Jujube et du Néré (le fond coloré représente les communes concernées).

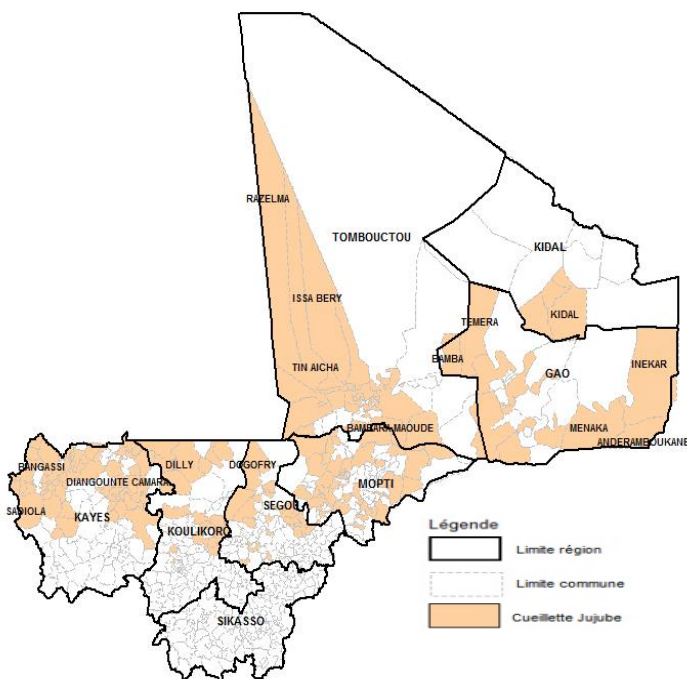
Carte 3 : Commune de cueillette du karité



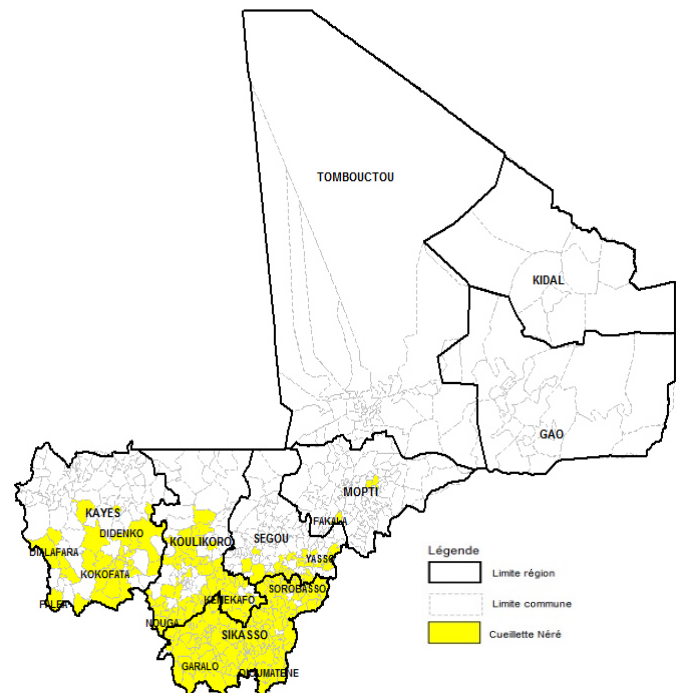
Carte 4 : Communes de cueillette du zaban



Carte 5 : Communes de cueillette du jujube



Carte 6 : Communes de cueillette du néré



On remarque qu'à l'exception du Jujube, les aires de cueillette de ces produits sont toutes situées dans les régions sud du pays. On ne peut par ailleurs que s'interroger sur la durabilité des formes d'exploitation en vigueur bien qu'on ne dispose pas d'informations étayées sur ce sujet.

1.3. Profils de désenclavement des communes

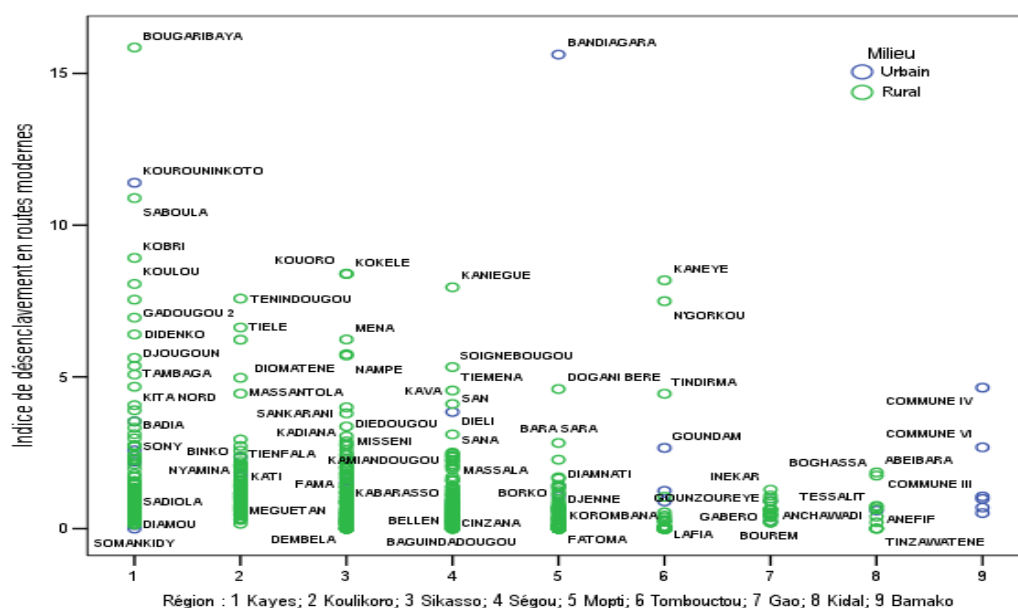
1.3.1. Désenclavement des communes par route

Le désenclavement par route est un élément très important de la politique de désenclavement du pays. Pour apprécier le niveau de désenclavement des communes par route, on considère les longueurs des routes bitumées et des routes en terre aménagées ; catégories de routes dites modernes en opposition aux pistes.

Les indicateurs usuels pour mesurer le degré de désenclavement d'un pays ou d'une zone sont la densité de route au km² et la longueur de route pour 1000 habitants. Ces deux indicateurs sont inappropriés dans le contexte du Mali où on observe de très grandes fluctuations de densité de population (population au km²). Les zones (rurales surtout) densément peuplées ont tendance à avoir une longueur de route pour 1000 habitants faible de même que les zones étendues et faiblement peuplées. Une combinaison de ces deux indicateurs sous la forme d'une moyenne géométrique est plus appropriée car elle permet de corriger les inconvénients de l'un et de l'autre indicateur.

Le graphique ci-après donne le positionnement des communes (urbaines et rurales) selon l'indice de désenclavement en routes modernes. Selon cet indice, les communes de BOUGARIBAYA et de BANDIAGARA sont les plus désenclavées tandis que celles de SOMANKIDY, DEMBELA, FATOMA, LAFIA, BOUREM et TINZAWATENE sont les plus enclavées. Les communes urbaines de Bamako sont à un niveau intermédiaire de désenclavement.

Graphique 5 : positionnement des communes (urbaines et rurales) selon l'indice de désenclavement en routes modernes



Au-delà de cette considération, il faut signaler l'existence de communes qu'aucune route bitumée ne traverse (305 communes soit 43,4% des communes) et de communes qu'aucune route en terre aménagée ne traverse (225 communes soit 32% des communes).

A l'intersection de ces deux situations, on a des communes qui ne sont traversées par aucune route moderne. Elles sont au nombre 100 (voir tableau 11) dont 2 communes urbaines (SOMANKIDY dans le cercle de Kayes et la commune urbaine de TENENKOU dans la région de Mopti).

L'existence de gares routières dans les communes est un bon indicateur d'activité de transport. En 2013, on dénombre 516 communes sans gare routière (73% des communes) ; elles sont à 98% rurales. Le tableau 12 en donne l'importance par région.

Tableau 11 : Effectif des communes non traversées par une route moderne

Région	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Kayes	1		1
Sikasso		13	13
Ségou		6	6
Mopti	1	44	45
Tombouctou		32	32
Kidal		3	3
Ensemble	2	98	100

Tableau 12 : Nombre de communes sans gare routière

Région	Effectifs	En % du total des communes
Kayes	89	69,0
Koulikoro	69	63,9
Sikasso	103	70,1
Ségou	102	86,4
Mopti	77	71,3
Tombouctou	42	80,8
Gao	21	87,5
Kidal	11	100,0
Bamako	2	33,3
Ensemble	516	73,4

1.3.2. Désenclavement des communes par voie fluviale

Les communes concernées par la navigation fluviale (bateau et pirogue de transport) sont au nombre de 140 dont 25% sont des communes de Mopti et près de 20% des communes de Tombouctou. La longueur totale de ces voies navigables est de 6 813 km soit 38% au compte des communes de Mopti.

Tableau 13 : Voies navigables des communes par région : longueur de voie, nombre de communes concernées, longueur des biefs et nombre moyen de mois de navigation

Région	Voies navigables			
	Longueur (km)	Nombre de communes concernées	Longueur moyenne du bief par commune (km)	Nombre de mois de navigabilité par an (Moyenne)
Kayes	791	24	33	8
Koulikoro	1011	22	46	10
Sikasso	23	2	12	
Ségou	335	19	18	4
Mopti	2562	35	73	7
Tombouctou	1612	27	60	8
Gao	479	11	44	7
Total	6813	140	49	7

1.3.3. Désenclavement des communes par les moyens de l'information

La disponibilité des moyens de l'information est appréciée au niveau de la commune de façon générale et au niveau des localités de la commune.

Pour la communication par téléphone, on détermine le taux de couverture de la commune et celui de ses localités. La commune est en effet couverte si une seule de ces localités est couverte (le chef lieu par exemple) mais cette couverture est meilleure si plusieurs de ces localités le sont. La couverture de la commune doit être comprise comme la possibilité donnée à toute personne ayant les moyens et le désir d'entrer en contact téléphonique avec autrui.

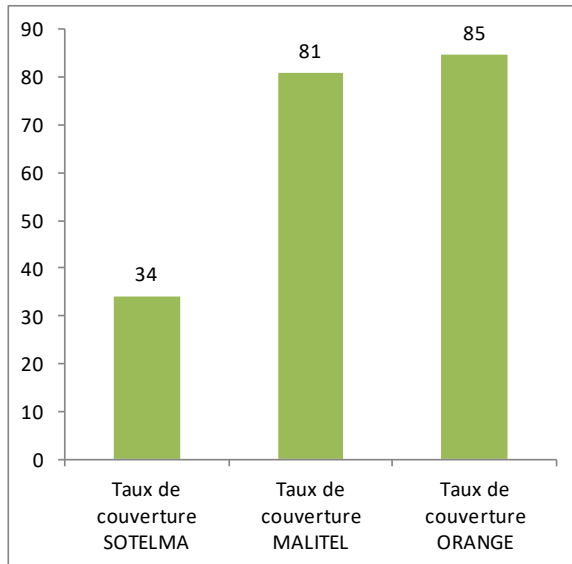
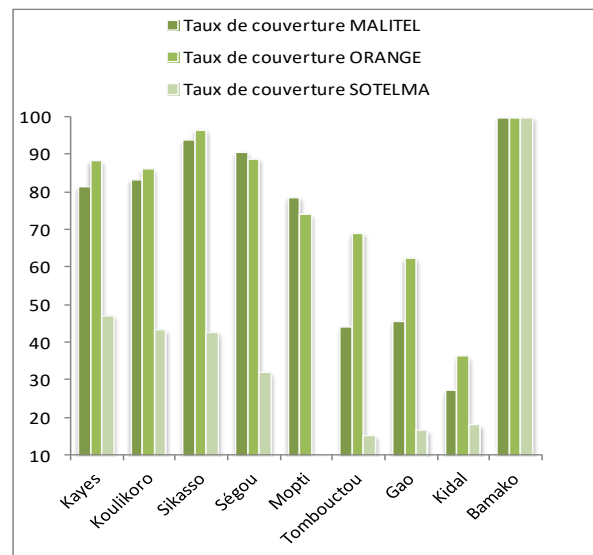
La couverture de la commune est évaluée par réseau de société de téléphonie (Sotelma (téléphone fixe), Malitel et Orange) mais aussi de façon globale c'est-à-dire quand au moins une des sociétés assure la couverture.

Dans le tableau 14, sont consignés le nombre de communes couvertes par au moins une de ces sociétés et le taux de couverture correspondant. On y observe que 641 communes soit 91,4% du total sont couvertes par au moins une de ces sociétés. Ce taux n'est que de 36,4% pour la région de Kidal.

Tableau 14 : Couverture (globale) des communes par au moins un réseau téléphonique.

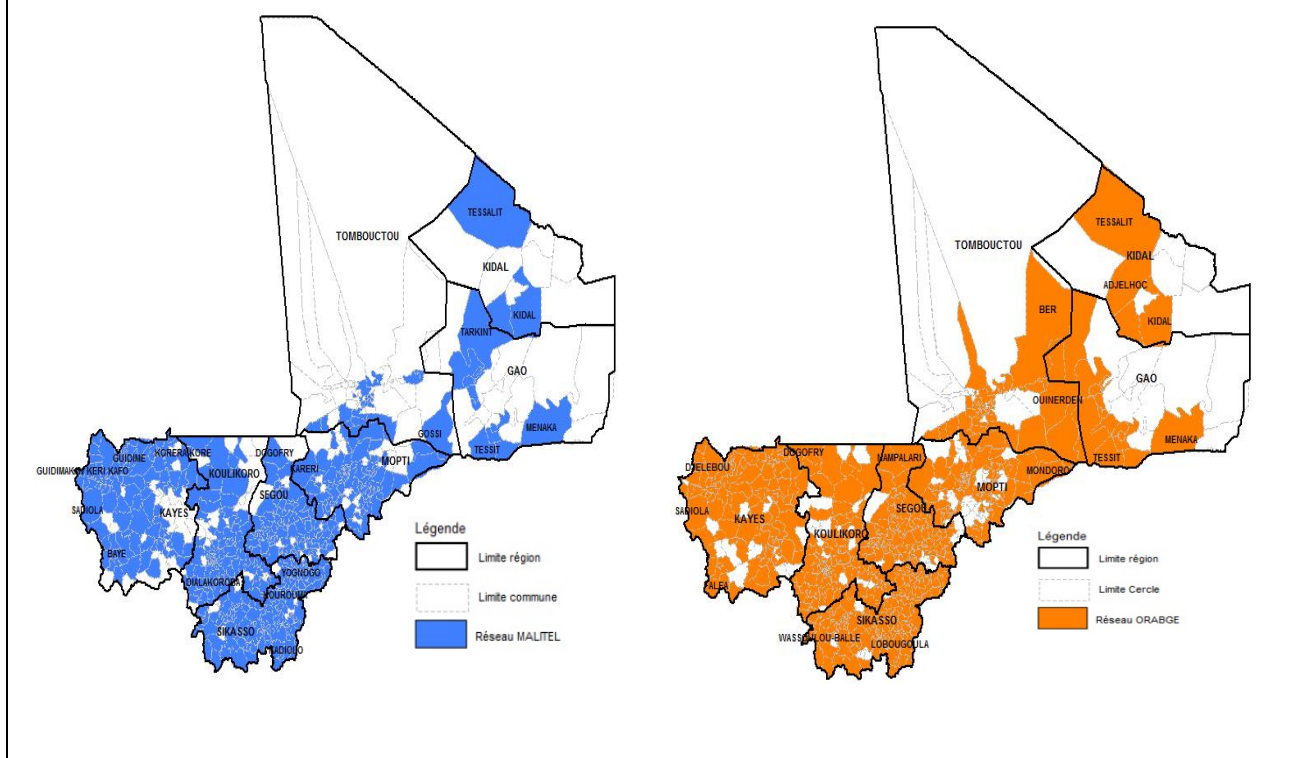
Région	Nombre de communes couvertes	Taux de couverture
Kayes	122	94,6
Koulikoro	102	94,4
Sikasso	146	99,3
Ségou	113	95,8
Mopti	95	88,0
Tombouctou	37	71,2
Gao	16	66,7
Kidal	4	36,4
Bamako	6	100,0
Ensemble	641	91,2

Les graphiques 6 et 7 donnent l'illustration du taux différentiel de couverture de la commune par les différentes sociétés de téléphone. Au niveau national on établit que la Sotelma couvre 34% des communes contre respectivement 81 et 85% pour Malitel et Orange.

Graphique 6 : Taux de couverture des communes par les sociétés de téléphone au niveau national (%)

Graphique 7 : Taux de couverture des communes par les sociétés de téléphone au niveau région (%)


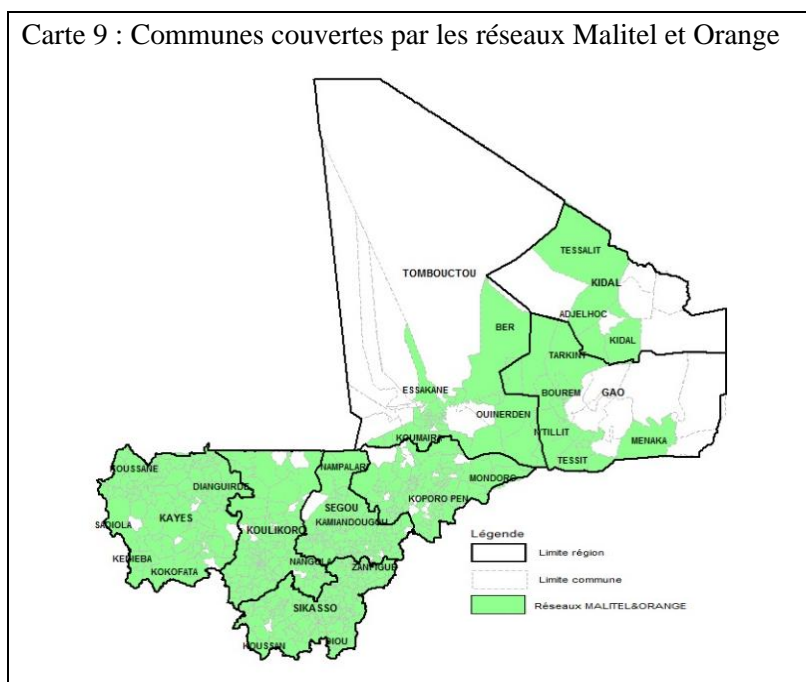
Carte 7 : Communes couvertes par le réseau Malitel

Carte 8 : Communes couvertes par le réseau Orange



L'examen des taux différentiels de couverture des communes établis au niveau de la région (carte 9) montre qu'à l'exception des régions de Tombouctou, Gao et Kidal, les taux de couverture des communes par les sociétés Malitel et Orange sont dans la fourchette de 75-100%. Dans les régions du nord, les taux sont dans la fourchette 40-70% pour Orange et de 30-50% pour Malitel. La très faible importance de la couverture par Malitel est encore mise en évidence.

Carte 9 : Communes couvertes par les réseaux Malitel et Orange



Au-delà de la couverture d'une commune, on s'intéresse à la couverture des localités de celle-ci. Ceci donne une notion de pénétration de la communication par téléphone à travers les entités géographiques de la commune. On donne ci-après par région, les effectifs des localités de communes couvertes par les réseaux de téléphones : 6950 localités sont couvertes par Malitel, 7193 par Orange et seulement 1245 par Sotelma. Les taux de couverture des localités (assimilables à un taux de pénétration) sont consignés dans le tableau 16. Le District de Bamako (100%) et les régions de Sikasso et Ségou sont les seuls où le taux de pénétration dépasse 70%. Il existe dès lors une forte présomption que soit faible le taux d'accès des personnes à la téléphonie.

On donne sur le même tableau 16 les taux de pénétration des radios de proximité. Ces taux sont partout inférieurs à 50% des localités des communes. Par contre ceux de l'ORTM-TV (Télévision nationale) sont presque partout supérieurs à 50%.

Tableau 15 : Effectif des localités des communes couvertes par les sociétés de téléphone				Tableau 16 : Proportion de localités des communes couvertes par les sociétés de téléphone (%)					
Région	Nombre de localités couvertes			Proportions de localités couvertes					
	Malitel	Orange	Sotelma						
Kayes	939	1061	533	Kayes	31,7	55,8	63,0	35,1	51,5
Koulikoro	793	848	266	Koulikoro	13,6	40,5	43,4	42,5	58,7
Sikasso	1456	1597	157	Sikasso	8,0	73,9	81,1	27,3	92,4
Ségou	1797	1697	114	Ségou	5,0	78,4	74,0	47,4	87,5
Mopti	1312	1134	63	Mopti	3,0	62,4	53,9	46,6	77,3
Tombouctou	479	619	24	Tombouctou	2,2	43,5	56,3	33,2	60,8
Gao	103	165	18	Gao	4,3	24,3	39,0	24,3	18,4
Kidal	3	4	2	Kidal	1,5	2,2	2,9	2,2	2,2
Bamako	68	68	68	Bamako	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total	6950	7193	1245	Total	10,6	59,2	61,3	38,9	70,6

1.4. Profils des communes pour l'accessibilité aux services sociaux de base

1.4.1. Disponibilités en infrastructures d'énergie

Les infrastructures d'énergies dans les communes sont principalement les réseaux électriques de l'EDM et de l'AMADER ainsi que les infrastructures autonomes d'énergie comme les groupes électrogènes, les panneaux solaires etc. On associe à cet ensemble les infrastructures de fourniture de carburant comme les stations d'essence.

On établit ci-après les statistiques des communes disposant de réseaux électrique. Le tableau 17 donne les effectifs des communes qui disposent de réseau EDM et/ou AMADER. Au total, 150 des 703 sont sur un des deux réseaux ou les deux : 31 des 37 communes urbaines et 119 des 666 communes rurales. Le pourcentage de communes qui disposent de réseau électrique est de 21,3% : 83,8% en milieu urbain et 17,9% en milieu rural (tableau 18).

Tableau 17 : Effectifs par région des communes avec réseau électrique (EDM et/ou AMADER)

Région	Urbain	Rural	Total
Kayes	8	28	36
Koulikoro	2	22	24
Sikasso	3	27	30
Ségou	2	23	25
Mopti	4	12	16
Tombouctou	3	5	8
Gao	2	1	3
Kidal	1	1	2
Bamako	6	.	6
Ensemble	31	119	150

Tableau 18 : Pourcentage de communes avec réseau (EDM et/ou AMADER)

Région	Urbain	Rural	Ensemble
Kayes	66,7	23,9	27,9
Koulikoro	66,7	21,0	22,2
Sikasso	100,0	18,8	20,4
Ségou	100,0	19,8	21,2
Mopti	80,0	11,7	14,8
Tombouctou	100,0	10,2	15,4
Gao	100,0	4,5	12,5
Kidal	100,0	10,0	18,2
Bamako	100,0		100,0
Ensemble	83,8	17,9	21,3

Les tableaux 19 et 20 donnent par région et milieu les pourcentages des communes sur réseau électrique par type de réseau. Leur comparaison permet de constater la vocation rurale de l'AMADER : près de 13% des communes rurales sont sur réseau AMADER contre 5,7% pour EDM. En milieu urbain, AMADER semble jouer un rôle complémentaire pour relever le taux d'électrification des communes des régions où EDM n'a pas une couverture totale comme à Kayes, Mopti et Gao.

Tableau 19 : Pourcentage de communes avec réseau EDM

Région	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Kayes	25,0	5,1	7,0
Koulikoro	66,7	13,3	14,8
Sikasso	100,0	4,9	6,8
Ségou	100,0	7,8	9,3
Mopti	80,0	1,0	4,6
Tombouctou	100,0	2,0	7,7
Gao	50,0	0,0	4,2
Kidal	100,0	0,0	9,1
Bamako	100,0		100,0
Ensemble	67,6	5,7	9,0

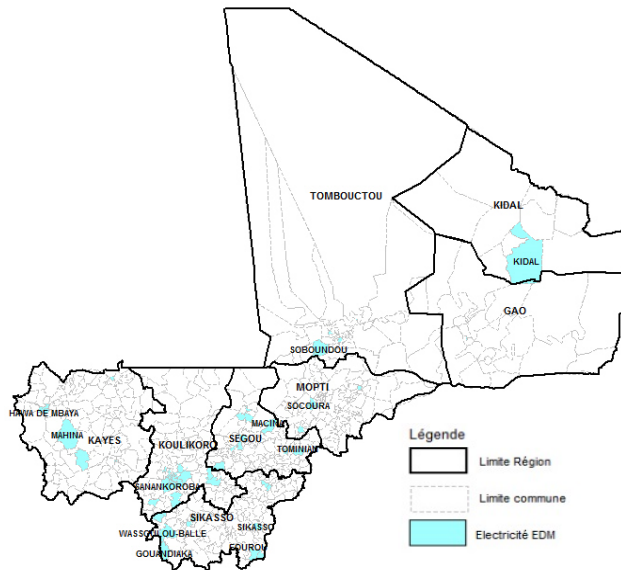
Tableau 20 : Pourcentage de communes avec réseau AMADER

Région	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Kayes	50,0	18,8	21,7
Koulikoro	0,0	10,5	10,2
Sikasso	0,0	14,6	14,3
Ségou	0,0	12,9	12,7
Mopti	20,0	10,7	11,1
Tombouctou	0,0	8,2	7,7
Gao	50,0	4,5	8,3
Kidal	0,0	10,0	9,1
Bamako	16,7		16,7
Ensemble	24,3	12,9	13,5

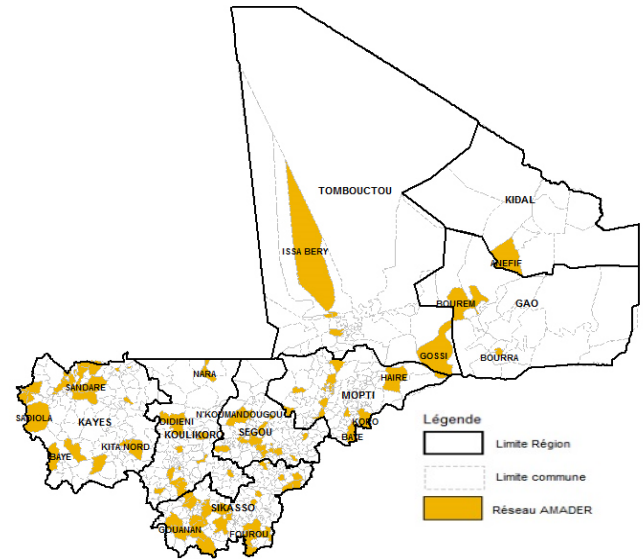
Les cartes 10 à 12 ci-après présentent en couleur les communes qui disposent de réseau électrique. Le réseau AMADER est relativement étendu. Ses implantations des groupes de communes comme on le voit à l'extrême du Sahel occidental, l'extrême ouest et l'extrême sud du pays. Le centre sahel est assez dégarni. Il en est de même de l'extrême nord et du Nord-est du pays. Cette dernière situation s'entend puisqu'il s'agit de zones nomadisme.

Sur la carte 13, sont mises en évidence les communes où existe une utilisation notable de panneaux solaires. Il s'agit pratiquement des communes de tout l'Ouest du pays, du Sud, du centre du pays et du Sud de la région de GAO.

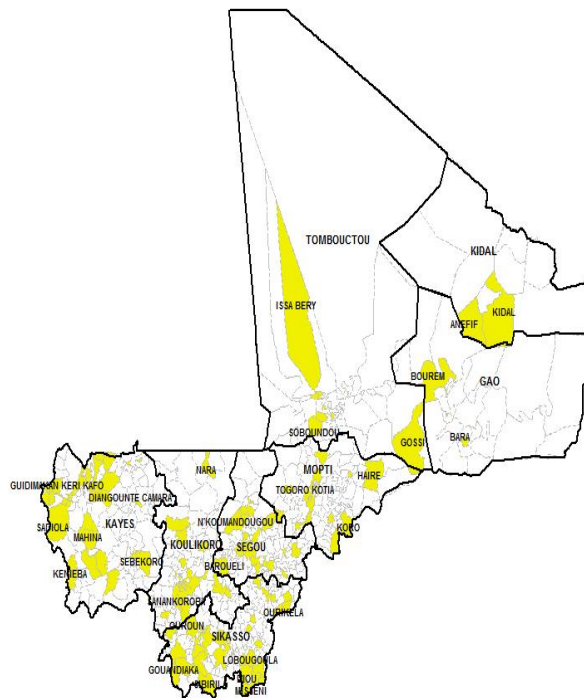
Carte 10 : Communes avec réseau EDM



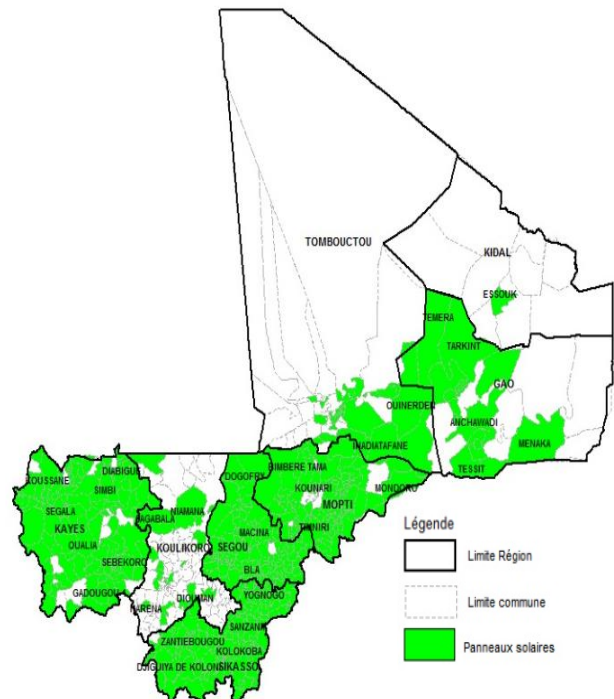
Carte 11 : Communes avec réseau AMADER



Carte 12 : Carte des communes couvertes par EDM et /ou AMADER



Carte 13 : Communes utilisant les panneaux solaires comme source d'énergie électrique



En plus de ces deux réseaux électriques dominants, il existe deux réseaux secondaires « Electricité Yélén Coura » (dans 11 communes) et « Energie PACT ELCOM » (dans 4 communes).

Les principales autres sources de courant électrique en usage dans les communes sont le solaire et le groupe électrogène; davantage le solaire (546 communes concernées) que le groupe électrogène (302 communes). Sans qu'on puisse en donner la nature et l'intensité, l'utilisation des panneaux solaires se généralise dans les communes. De façon explicite, on dira que 77,7% des communes font usage de panneaux solaires : 78,2% des communes rurales et 67,6% des communes urbaines (tableau 21). Les exceptions à cette utilisation répandue sont les communes de la région de Koulikoro (21,3% seulement), de la région de Tombouctou (46,2%) et celles de la région de Kidal (9,1%) ainsi que les communes de Bamako (16,7% pratiquement une commune sur six).

Tableau 21 : Pourcentage des communes urbaines et rurales faisant usage des panneaux solaires

Région	Urbain	Rural	Ensemble
Kayes	91,7	90,6	90,7
Koulikoro	33,3	21,0	21,3
Sikasso	100,0	99,3	99,3
Ségou	100,0	99,1	99,2
Mopti	80,0	94,2	93,5
Tombouctou	33,3	46,9	46,2
Gao	100,0	63,6	66,7
Kidal		10,0	9,1
Bamako	16,7		16,7
Ensemble	67,6	78,2	77,7

La plateforme multifonctionnelle est un appareil qui en même temps fournit de l'électricité, peut moudre (céréales) et triturer (arachide, noix de karité). Malgré une très longue période de promotion, cet appareil ne semble pas avoir bien pénétrer les communes. Il ressort des données que 74,5% des localités communes n'en n'ont pas.

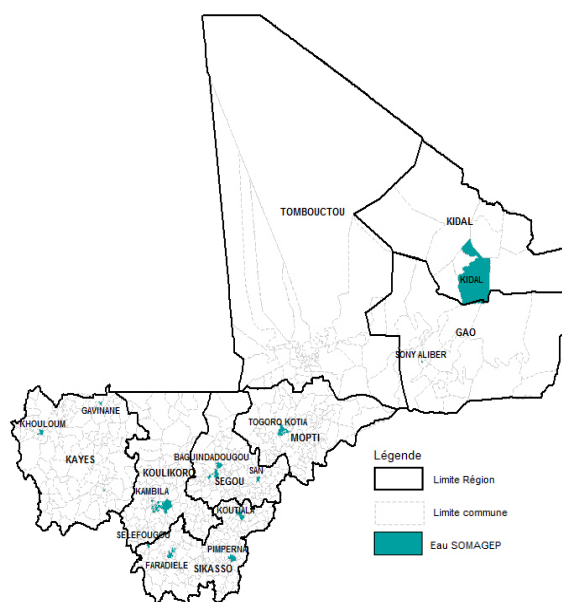
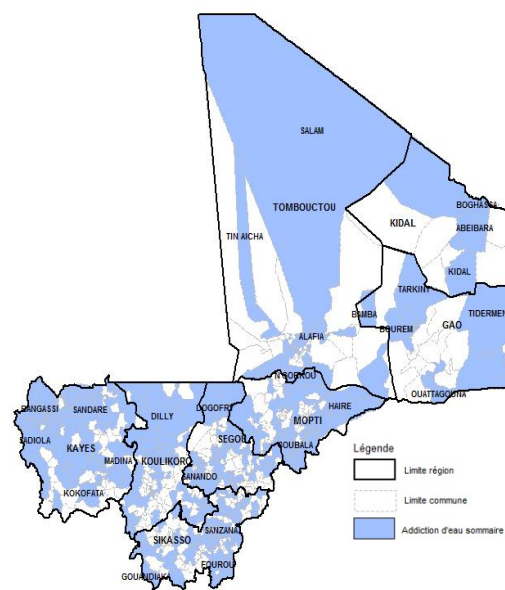
I.4.2. Disponibilités en infrastructures et services d'eau et d'assainissement

Les infrastructures de fourniture d'eau potable dans les communes sont essentiellement les réseaux d'adduction d'eau, les points d'eau isolés que sont les forages et les puits. Les réseaux d'adduction sont ceux de la SOMAGEP et des AES.

En tout, seulement 32 communes disposent d'un réseau d'adduction SOMAGEP : 21 communes urbaines (57% des communes urbaines) et 11 communes rurales (moins de 2% des communes rurales). Par contre les réseaux AES existent dans plus de 58% des communes soit 409 communes dont 379 rurales (57% des communes rurales).

Tableau 22 : Pourcentage par région de communes qui disposent de réseau d'adduction

	Réseau eau SOMAGEP	Adduction d'Eau Sommaire (AES)
Kayes	3,1	70,5
Koulikoro	5,6	51,9
Sikasso	3,4	52,4
Ségou	4,2	56,8
Mopti	2,8	63,0
Tombouctou	1,9	55,8
Gao	4,2	45,8
Kidal	9,1	36,4
Bamako	100,0	100,0
Ensemble	4,6	58,2

Carte 14 : Communes avec réseau SOMAGEP

Carte 15 : Communes avec AES


Cependant, on doit signaler que le faible taux de pénétration: seulement 19,6% des localités des communes où existe un réseau AES ont le bénéfice d'un tel réseau (34,4% en milieu urbain et 18,4% en milieu rural) et 3,3% seulement des localités des communes qui disposent de réseau SOMAGEP sont concernés par ce réseau. Les taux de pénétration des réseaux AES sont consignés dans le tableau ci-après.

Tableau 23 : Pourcentage par région du nombre de localités avec AES (Taux de pénétration)

Région	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Kayes	46,7	23,5	26,3
Koulikoro	15,4	19,9	19,8
Sikasso	14,3	21,7	21,6
Ségou	31,6	13,4	13,7
Mopti	16,0	15,3	15,4
Tombouctou	71,7	9,9	16,3
Gao	4,8	19,8	18,4
Kidal	2,1	16,1	12,6
Bamako	26,0	.	26,0
Total	34,4	18,4	19,6

L'accès à l'eau de meilleure qualité par des moyens isolés semble une pratique plus répandue. Le pourcentage de localités disposant de forage n'est pas négligeable : il est de 62% au niveau national et de l'ordre 70% dans les communes des régions du sud du pays (tableau 24).

Tableau 24 : Pourcentage par région de localités avec forage et avec puits citernes

Région	% de localités avec forage	% localités avec puits citernes
Kayes	69,0	14,3
Koulikoro	70,0	9,5
Sikasso	77,3	6,0
Ségou	70,1	6,3
Mopti	41,4	14,2
Tombouctou	32,7	1,6
Gao	27,5	11,9
Kidal	24,4	11,1
Bamako	42,9	3,5
Ensemble	61,8	9,3

En fin de compte, au vu de toutes ces évaluations de différentes formes d'approvisionnement en eau, on ne peut pas dire que le problème de l'accès des populations à une eau de meilleure qualité soit en passe d'être solutionné. Ce problème reste de l'ordre des priorités.

I.4.3. Disponibilités en infrastructures d'éducation et niveau de scolarisation

Le profil des communes selon le domaine de l'éducation établit pour chaque commune le nombre d'infrastructures scolaires (écoles par niveau et centres de formation), le nombre de localités pourvues en ces infrastructures ainsi que les effectifs des élèves. La synthèse

faite ici de ce profil porte sur l'appréciation de la proximité des écoles de base par rapport aux usagers ainsi que sur le niveau de scolarisation.

Les données de l'enquête auprès des communes permettent de constater qu'il existe 4 communes au Mali ne disposant pas d'école du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental. Il s'agit des communes de :

- ALZOUNOUB et GARGANDO du cercle de Tombouctou,
- TINZAWATEN du cercle d'Abeibara (Kidal)
- TINTAGHERE du cercle de Tessalit (kidal).

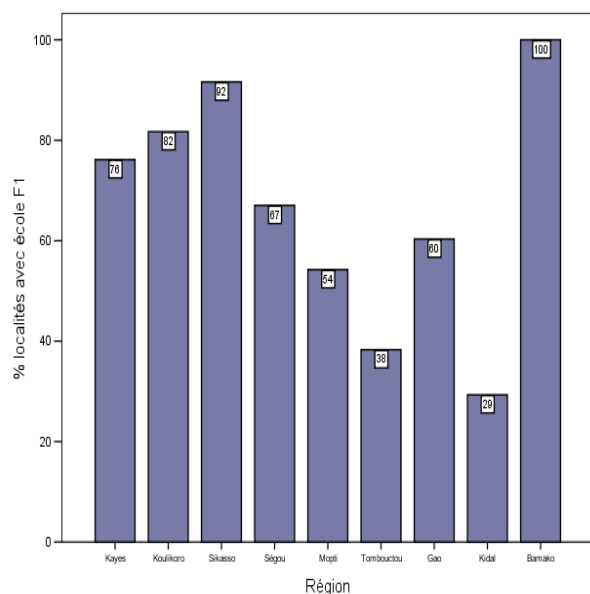
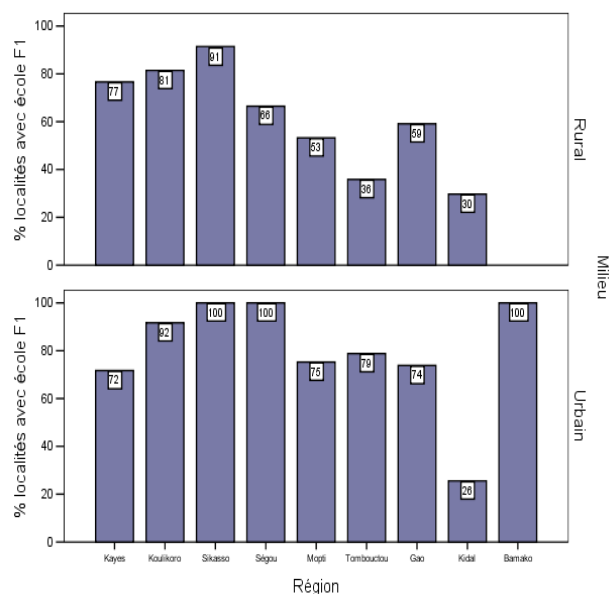
On note cependant que des enfants de ces communes sont scolarisés. Le nombre total d'écoles du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental s'élève à 11 616 soit en moyenne 16 écoles par commune (tableau 25). Cette moyenne ne peut pas rendre compte de la nécessaire proximité de l'école par rapport aux enfants en âge de scolarité.

Tableau 25 : Effectifs totaux des écoles du 1^{er} cycle fondamental et moyenne par commune ventilés par région

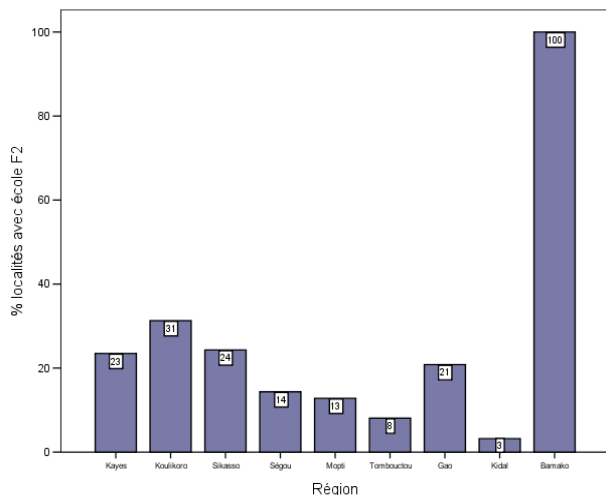
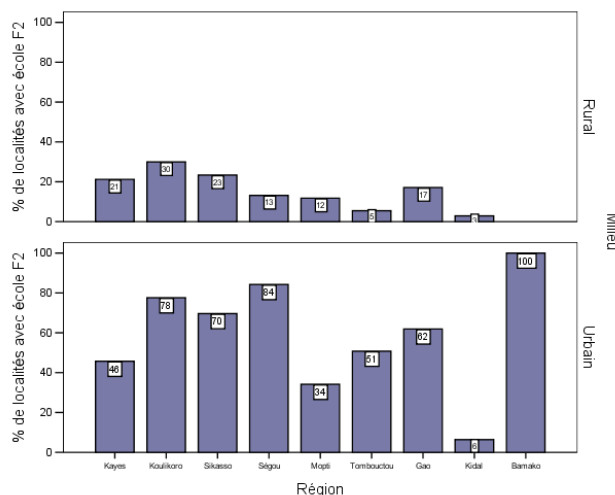
Région	Ensemble écoles du 1 ^{er} cycle fondamental		Dont publiques		Dont privées		Dont communautaires	
Région	Effectif	Moyenne par commune	Effectif	Moyenne par commune	Effectif	Moyenne par commune	Effectif	Moyenne par commune
Kayes	1642	12,7	952	7,4	47	0,4	307	2,4
Koulikoro	2196	20,3	1149	10,6	252	2,3	424	3,9
Sikasso	2534	17,2	1257	8,6	88	0,6	602	4,1
Ségou	1801	15,3	835	7,1	104	0,9	492	4,2
Mopti	1323	12,3	1028	9,5	40	0,4	102	0,9
Tombouctou	412	7,9	356	6,8	7	0,1	14	0,3
Gao	402	16,8	315	13,1	11	0,5	0	0,0
Kidal	50	4,5	40	3,6	1	0,1	5	0,5
Bamako	1256	209,3	285	47,5	692	115,3	104	17,3
Total	11616	16,5	6217	8,8	1242	1,8	2050	2,9

Cette proximité est établie quand chaque localité de la commune aura au moins une école du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental. L'indicateur approprié pour la mesurer est la proportion (%) de localités avec école du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental.

La proximité est totale dans les communes du district de Bamako, importante dans les communes des régions de Sikasso, Koulikoro, Kayes, faible dans les communes des régions de Kidal et Tombouctou et relative ailleurs (graphique 8). L'analyse par milieu (graphique 9) fait ressortir que la proximité est forte en milieu urbain partout sauf dans la commune urbaine de Kidal. En milieu rural, la proximité est importante dans les communes des régions de Sikasso, Koulikoro et Kayes, relative dans les communes des régions de Ségou, Mopti et Gao et faible dans les communes des régions de Tombouctou et Kidal.

Graphique 8 : Pourcentage de localités avec école du 1^{er} cycle (moyenne par commune)

Graphique 9 : Pourcentage par milieu de localités avec école du 1^{er} cycle (moyenne par commune)


La proximité de l'école dans le 2nd cycle de l'enseignement fondamental est un indicateur de la nécessité de migration scolaire en fin de 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental. En moyenne, seulement 20% des localités disposent d'une école du 2nd cycle de l'enseignement fondamental. Il n'y a pas de nécessité d'émigrer pour raison d'étude dans les localités des communes de Bamako (graphique 10). Partout ailleurs cette nécessité est forte, particulièrement pour les localités des communes rurales (graphique 11).

Graphique 10 : Pourcentage de localités avec école du 2nd cycle fondamental (moyenne par commune)

Graphique 11 : Pourcentage par milieu de localités avec école du 2nd cycle fondamental (moyenne par commune)


Le deuxième élément de synthèse du profil des communes par rapport à l'éducation à savoir le niveau de scolarisation est apprécié à travers le Taux Net de Scolarisation (TNS) et le Taux Brut de Scolarisation (TBS). Dans le tableau 26, sont consignées par région les moyennes par commune de ces taux.

Il ressort à travers ce tableau que le niveau de scolarisation au niveau des communes est très faible exception faite dans les communes de Bamako. Le TNS moyen est nettement en dessous de 50% dans les communes des régions de Mopti, Tombouctou et Kidal. Le TBS moyen des communes de cette dernière région n'est que de 35%.

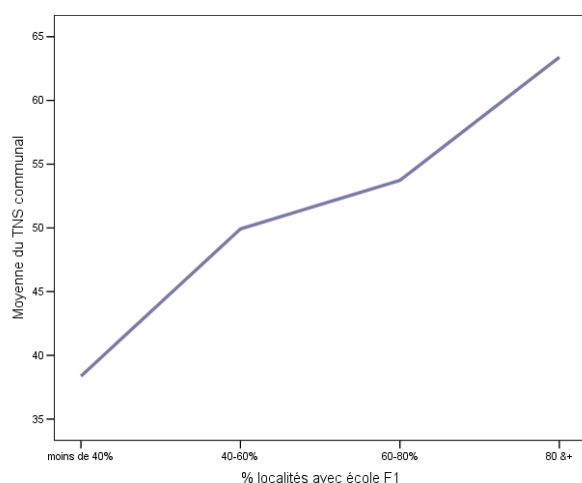
Tableau 26 : Taux Nets de Scolarisation (TNS) et Taux Bruts de Scolarisation (TBS) par région et par milieu %

	Milieu				Ensemble	
Région	Urbain		Rural			
	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS
Kayes	69	87	57	71	58	72
Koulikoro	95	118	66	81	67	82
Sikasso	96	122	58	72	58	73
Ségou	99	130	52	66	53	67
Mopti	76	95	40	49	42	51
Tombouctou	87	115	40	51	42	55
Gao	81	104	56	72	58	75
Kidal	61	83	24	30	27	35
Bamako	99	122	.	.	99	122

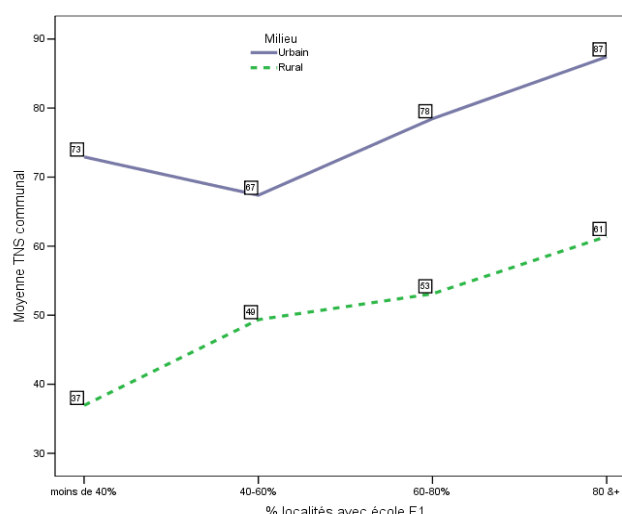
La faiblesse de ces taux au niveau d'ensemble est le reflet de la faiblesse des taux dans les communes rurales. En milieu urbain en effet, les TNS moyens sont au moins de 69% sinon entre 75-99% sauf dans le cas de la commune urbaine de Kidal.

On imagine qu'il y a une relation entre la proximité de l'école et le taux de scolarisation. Les graphiques 12 et 13 en donnent une bonne illustration. Le taux de scolarisation au 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental croît rapidement quand la proximité augmente. C'est vrai aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

Graphique 12: Variation TNS selon la proximité : ensemble des communes



Graphique 13: Evolution du TNS selon la proximité : analyse par milieu



C'est mettre en lumière l'évidence que la proximité est importante dans l'accroissement du taux de scolarisation dans l'enseignement de base.

I.4.4. Disponibilités pour l'offre de service de santé

Ces disponibilités s'analysent en termes de structures sanitaires fonctionnelles et de personnel de santé en poste. L'enquête par recensement de l'étude a permis de déterminer par commune le nombre d'hôpitaux, de Centre de Santé de Référence, de cliniques, de CSCom (Centre de Santé Communautaire), de maternité et de pharmacie. Les effectifs du personnel par catégorie sont également enregistrés.

Les statistiques des formations sanitaires de niveau inférieur aux hôpitaux et au CS réf aident à comprendre à la fois leur densité d'implantation et leur niveau de proximité au niveau de la commune.

On décompte en 2013-2014 (tableau 27) 62 CSRéf, 1186 CSCom, 197 cliniques et 352 cabinets médicaux. Ces effectifs doivent être rapportés soit à la population, soit au nombre de localités pour apprécier leur importance.

Sur le tableau 28, on présente le nombre de CSCom pour 10 000 habitants. Etant donné que la norme est de 1 CSCom pour 10 000 habitants, on constate que globalement cette norme est atteinte en moyenne pour les communes de la région de Kayes, de Sikasso, de Tombouctou et de Gao. On en est loin pour les communes du District et celles de la région de Kidal. Dans ces deux cas, la norme doit être considérée avec nuance. Dans le cas du District de Bamako, on observe une population dense avec la présence d'hôpitaux, de CSRéf et beaucoup d'autres formations sanitaires de relais (tableau 27). Dans le cas des communes de la région de Kidal, en raison de la faible densité et du mode de vie nomade des communautés, on note une forte surreprésentation en milieu urbain (1 CSCom pour une commune de moins de 10 000 habitants) et une nette sous représentation en milieu rural.

Tableau 27 : Effectifs par région des formations sanitaires des communes

Région	Nombre de centres de santé de référence	Nombre de CSCom	Nombre de cliniques	Nombre de cabinets médicaux
Kayes	8	231	15	56
Koulikoro	11	186	41	43
Sikasso	10	224	9	61
Ségou	8	190	17	19
Mopti	9	162	6	9
Tombouctou	5	71	0	3
Gao	4	64	2	0
Kidal	1	8	0	1
Bamako	6	50	107	160
Total	62	1186	197	352

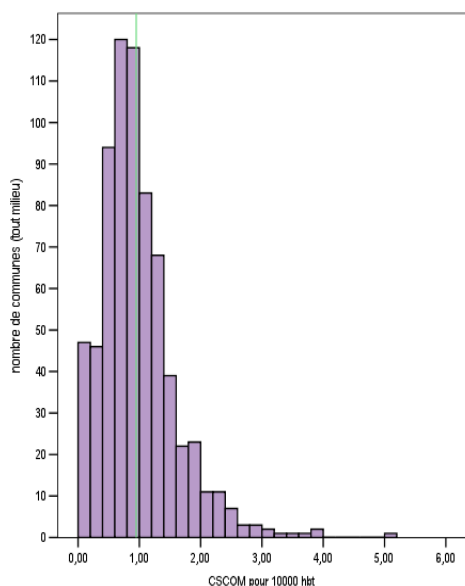
Tableau 28 : Nombre de CSCom pour 10 000 habitants

Région	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Kayes	1,2	1,2	1,2
Koulikoro	0,8	0,8	0,8
Sikasso	0,4	1,0	1,0
Ségou	0,3	0,9	0,9
Mopti	0,6	0,9	0,9
Tombouctou	0,5	1,3	1,2
Gao	0,7	1,2	1,1
Kidal	2,4	0,4	0,6
Bamako	0,3	.	0,3
Total	0,8	1,0	1,0

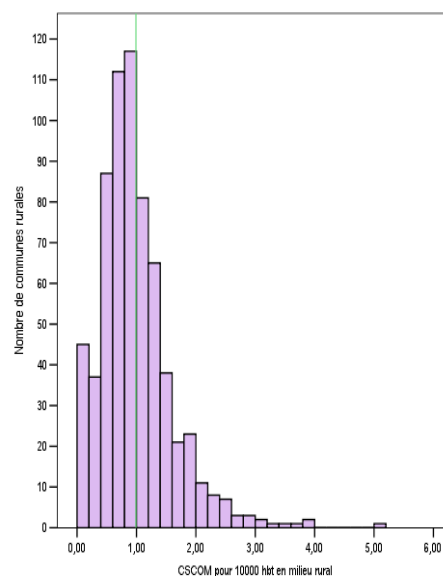
La distribution des communes selon l'indicateur du nombre de CSCom pour 10 000 habitants fait ressortir des anomalies dans la dotation des communes en CSCom. Il ressort en effet que 60,3% des communes urbaines et rurales sont en deçà de la norme de 1 CSCom pour 10 000 habitants et 6% des communes ont 2 CSCom ou plus pour 10 000 habitants.

Cette distorsion est autant un phénomène urbain que rural comme le fait voir la très grande similarité de distribution entre les graphiques 14 (ensemble milieu) et 15 (milieu rural). Il reste que son incidence sur l'accès aux soins primaires de santé est loin d'être similaire dans les deux milieux.

Graphique 14 : Distribution des communes urbaines et rurales selon le nombre de CCom pour 10 000 habitants

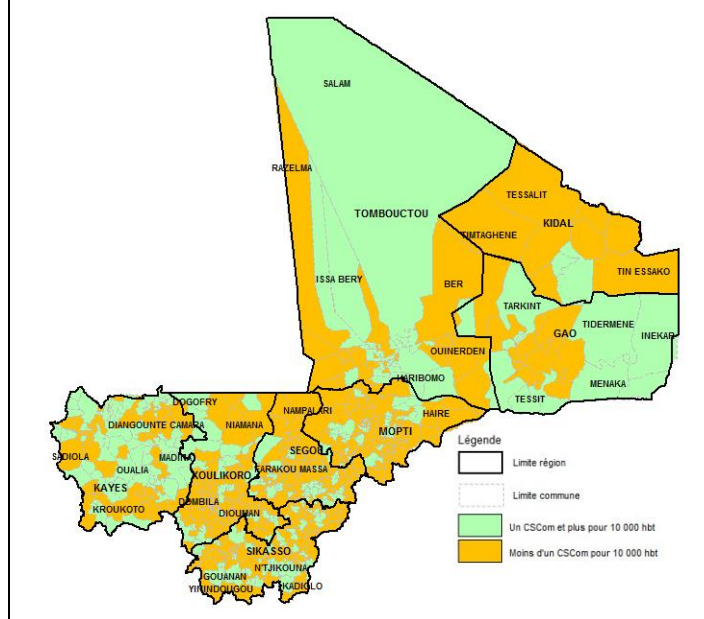


Graphique 15 : Distribution des communes rurales selon le nombre de CCom pour 10 000 habitants



Les communes où la norme n'est pas atteinte sont très nombreuses au Sud et au Centre du pays. La carte 16 montre les communes en deçà de la norme et les communes à la norme ou qui ont plus que la norme.

Carte 16 : Communes avec plus ou moins d'un CCom pour 10 000 habitants



La norme évoquée ci-dessus ne semble pas bien opérationnelle dans un pays comme le Mali, qui est vaste, connaît un enclavement intérieur important et où les écarts de densité sont très grands. L'examen de la proximité pour les usagers des formations sanitaires pourrait davantage édifier.

Pour l'ensemble urbain/rural et pour toutes les communes du Mali, en moyenne, seulement 13,4% des localités disposent de CSCoM, 1,7% de clinique et 2,4% de cabinet médical (Tableau 29). La proportion de localités disposant de CSCoM est de 81,1% à Bamako et atteint un maximum de 17,7% dans les localités des communes des régions de Kayes et de Gao. En milieu rural (Tableau 30) si encore en moyenne 12,2% des localités disposent de CSCoM, très rares sont celles qui disposent de clinique ou de cabinet médical.

Tableau 29 : Pourcentage par région de localités avec infrastructures sanitaires : ensemble milieu

Région	% de localités avec CSCoM	% de localités avec clinique	% de localités avec cabinet médical	% de localité avec dispensaire
Kayes	17,7	0,8	2,9	0,9
Koulikoro	12,8	3,3	2,7	1,1
Sikasso	14,7	0,2	2,0	1,5
Ségou	9,5	0,7	0,7	0,6
Mopti	9,6	0,4	0,5	0,5
Tombouctou	9,5	0,0	0,5	0,1
Gao	17,6	0,9	0,0	0,4
Kidal	1,7	0,0	0,2	0,1
Bamako	81,1	89,4	92,2	0,5
Ensemble	13,4	1,7	2,4	0,9

Tableau 30 : Pourcentage par région de localités avec infrastructures sanitaires : milieu rural

Région	% de localités avec CSCoM	% de localités avec clinique	% de localités avec cabinet médical	% de localité avec dispensaire
Kayes	16,2	0,5	1,6	0,9
Koulikoro	12,3	3,3	2,4	1,0
Sikasso	14,6	0,0	1,8	1,2
Ségou	9,4	0,5	0,6	0,5
Mopti	8,9	0,0	0,2	0,4
Tombouctou	8,9	0,0	0,0	0,1
Gao	16,1	0,0	0,0	0,4
Kidal	1,3	0,0	0,0	0,1
Ensemble	12,2	0,7	1,2	0,8

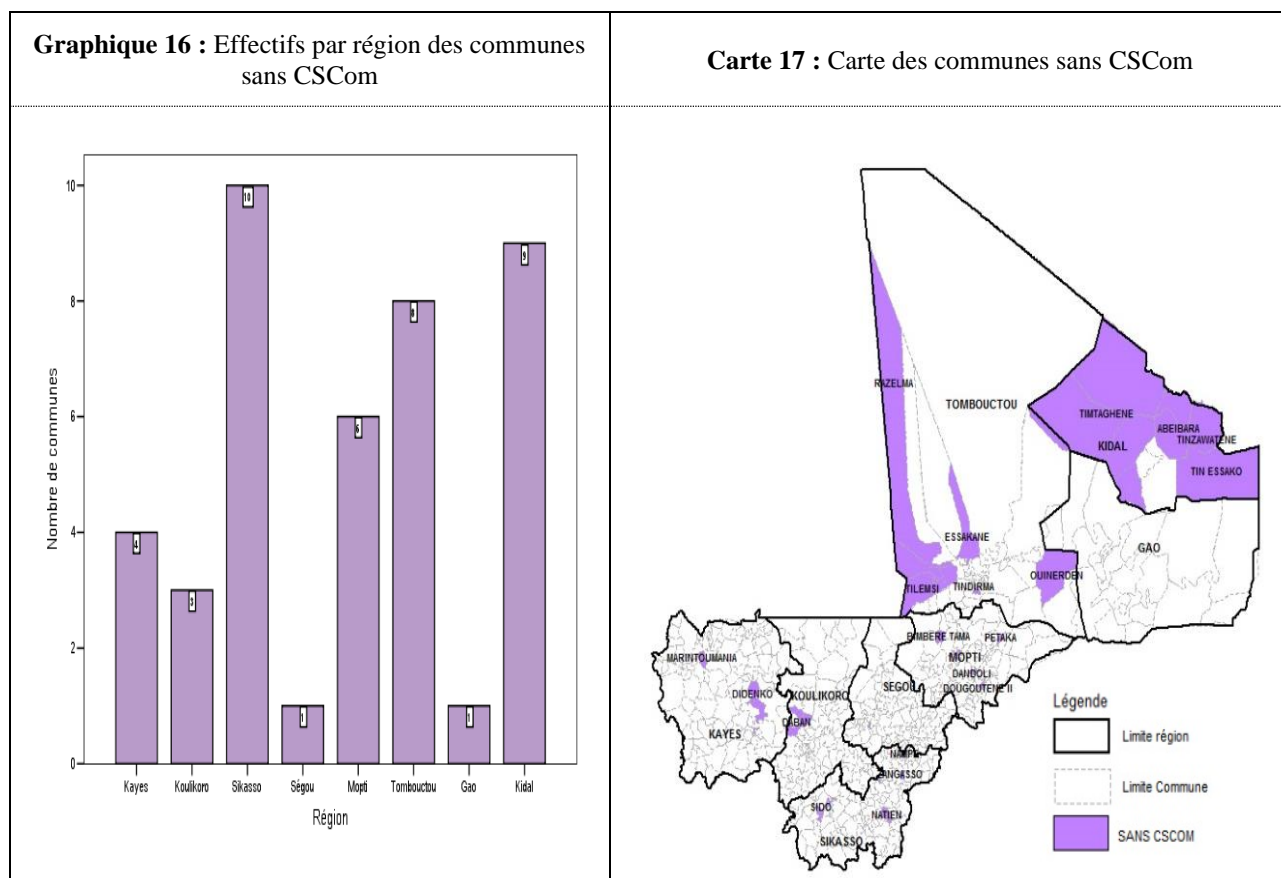
La taille moyenne d'une localité est de 1 433 personnes en moyenne pour tout milieu, de l'ordre de 10 000 en milieu urbain et dix fois moins en milieu rural (1120 personnes). Il est difficile dans ces conditions de s'en tenir à un seul et même critère quel que soit le milieu et la région.

La proportion de population à 5 km au plus d'un CSCoM c'est-à-dire une formation disposant d'un paquet minimum d'activité (PMA) est l'indicateur officiel de proximité des usagers à la structure sanitaire. En 2011, on déduit des données publiées dans l'annuaire du SLIS (Système Local d'Information Sanitaire)³ que 41% de la population malienne est à plus de 5 km d'un CSCoM, une proportion qui au niveau régional est de 40% au minimum (région de Kayes) et atteint un maximum de 54% à Kidal. On ne dispose pas des valeurs de cet indicateur par commune.

De toute façon, il est difficilement admissible qu'il puisse exister des localités sans aucune référence sanitaire de proximité au quotidien. C'est à ce titre qu'on signale, toujours en se référant aux résultats de l'enquête de l'étude, que 42 communes (voir liste en annexe) n'ont pas de CSCoM et pour la plupart sans autres structures sanitaires.

³ Annuaire SLIS 2011 Ministère de la Santé, Direction Nationale de la Santé.

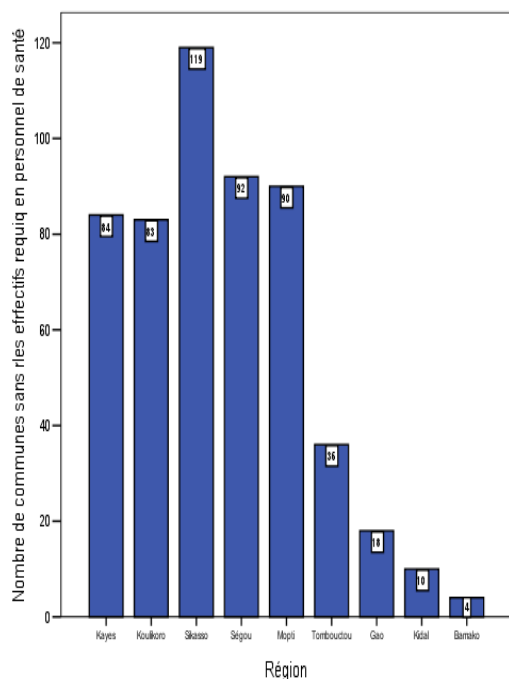
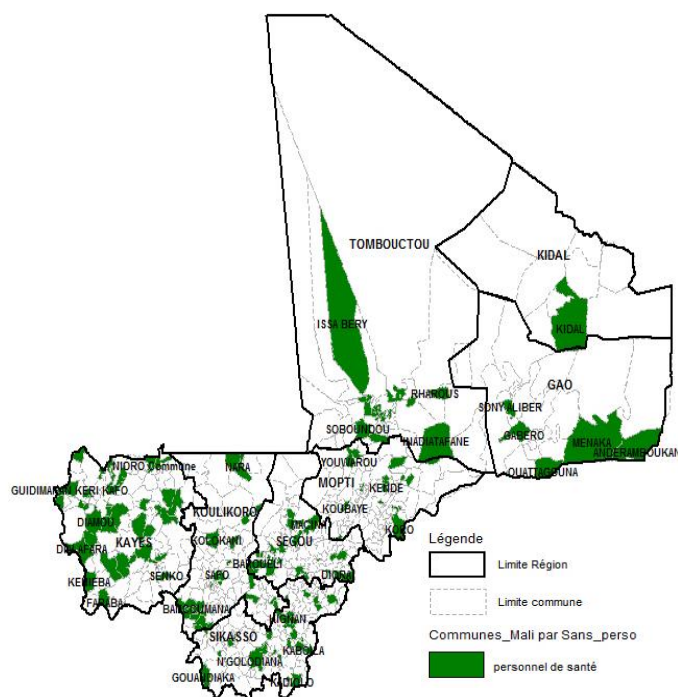
Le graphique 16 en donne la répartition par région et la carte 18 leur positionnement géographique.



La situation des communes en personnel de santé est aussi préoccupante :

- 59,2% des communes (416 communes) n'ont pas de médecin en poste et 88,6% ont moins d'un médecin pour 10 000 habitants ;
- 69,4% des communes n'ont pas de sage-femme en poste et 97,7% ont moins d'une sage-femme pour 5000 habitants ;
- 11,1% n'ont pas d'infirmier en poste et 83,6% ont moins d'un infirmier pour 5000 habitants.

En fait il est peu fréquent que les normes soient respectées à la fois en médecin, en sage-femme et en infirmier : 76,2% des communes soit 536 n'ont pas les effectifs requis. La répartition par région des 167 autres communes ayant les effectifs requis est illustrée par le graphique ci-après ; ces communes sont représentées en couleur sur la carte 18.

Graphique 17 : Nombre de communes par région n'ayant pas les effectifs requis en personnel de santé

Carte 18 : Communes ayant les effectifs requis en personnel de santé


I.5. Profil économique des communes

Le profil économique de la commune est déterminé à travers ses activités économiques, ses infrastructures de production agricole notamment ainsi que les unités économiques qu'elle abrite. L'exposé de synthèse qui suit est fait à partir de ces considérations.

I.5.1. Principales activités économiques

Les activités économiques sont relativement peu diversifiées au niveau des communes. L'agriculture est la principale activité dans 604 communes (85,9% des communes), l'élevage dans 50 communes (7,1% des communes) et le commerce dans 4,7% des communes. Ces mêmes activités principales sont associées de façon croisée en activités secondaires, d'où la relativité de la diversification.

Les communes qui pratiquent comme activité principale l'agriculture y associent en activité secondaire l'élevage (86,3% des cas) ; une majorité des ces communes ont comme activité tertiaire le commerce (59,4% des cas).

Quand l'activité principale est l'élevage, l'activité secondaire est le commerce (50% des cas) ou l'agriculture (46% des cas).

Lorsque l'activité principale est le commerce, on constate une plus grande diversité des activités secondaires : c'est l'agriculture dans 30% des cas, l'artisanat dans 21%, l'élevage dans 12%, la pêche dans 9% et le maraîchage dans 6% des cas.

Les activités comme la pêche, le maraîchage et l'orpaillage apparaissent de façon très confidentielle comme activités principales. L'apiculture, le tourisme et la cueillette sont également confidentielles même en activités secondaires et tertiaires.

Ce schéma est le même quelle que soit la région à la différence près que l'importance relative de l'agriculture diminue au profit de l'élevage quand on va du sud au nord du pays.

I.5.2. Disponibilités en infrastructures rurales (aménagements)

On s'intéresse aux petits aménagements dans les 666 communes rurales, c'est-à-dire les :

- périmètres maraîchers ;
- PPIV ;
- marres aménagées ;
- bas-fonds/plaines aménagés.

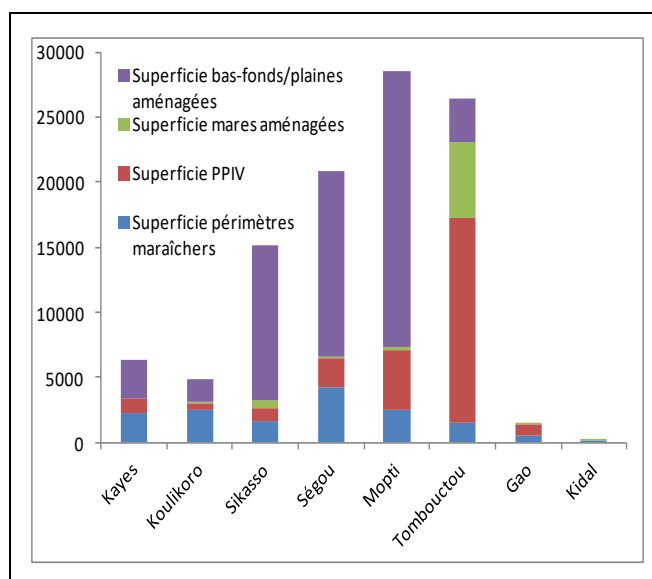
La superficie totale de ces aménagements s'établit à 103 935 ha dont une partie importante dans les communes des régions de Ségou, de Mopti et de Tombouctou (Tableau 31). La superficie moyenne par habitant est faible : 0,8 are ; elle est supérieure à 1 are dans les communes des régions de Mopti et de Tombouctou et faible dans les communes de Kidal.

La composition par région et type d'aménagement est caractérisée par une dominance des aménagements de bas-fonds et de plaine dans les régions de Sikasso, Ségou et Mopti et une dominance, moindre, des PPIV dans les communes des régions de Tombouctou et de Gao (Graphique 18).

Tableau 31 : Superficies par région des petits périmètres irrigués des communes rurales

Région	Superficie totale (ha)	Superficie moyenne par commune (ha)	Superficie/ht (are)
Kayes	6 387	55	0,331
Koulikoro	4 888	47	0,190
Sikasso	15 180	105	0,610
Ségou	20 875	180	0,869
Mopti	28 553	277	1,384
Tombouctou	26 485	541	4,015
Gao	1 468	67	0,305
Kidal	99	10	0,211
Total	103 935	156	0,822

Graphique 18 : Répartition par région et par type d'aménagement des superficies des petits périmètres irrigués des communes rurales



I.5.3. Disponibilités en infrastructures et services économiques et financiers

➤ Infrastructures économiques et financiers du secteur formel

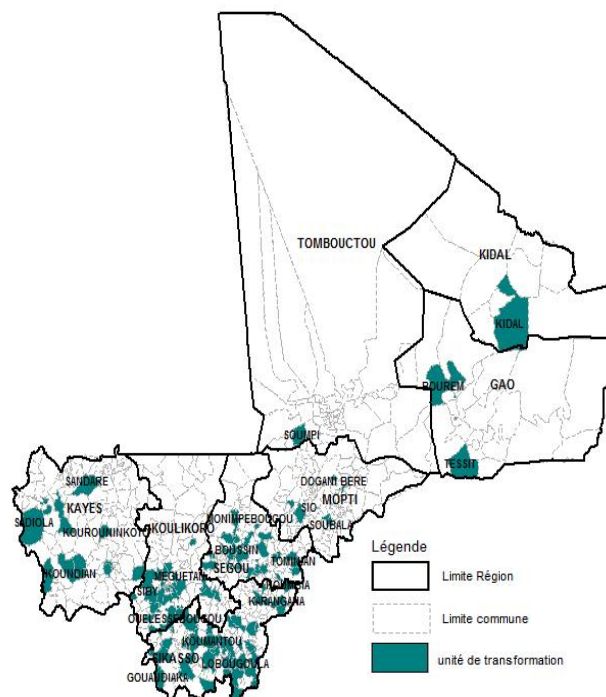
Dans chaque commune, on note l'existence ou non d'unités de transformation ou d'extraction, la présence de banque matérialisée par l'existence d'agence ou de guichet, de caisse de dépôt et de crédit.

Seulement 20,1% des communes abritent au moins une unité de transformation/extraction ; ces communes sont fortement représentées dans l'extrême sud du pays, très peu dans la partie nord (carte 19).

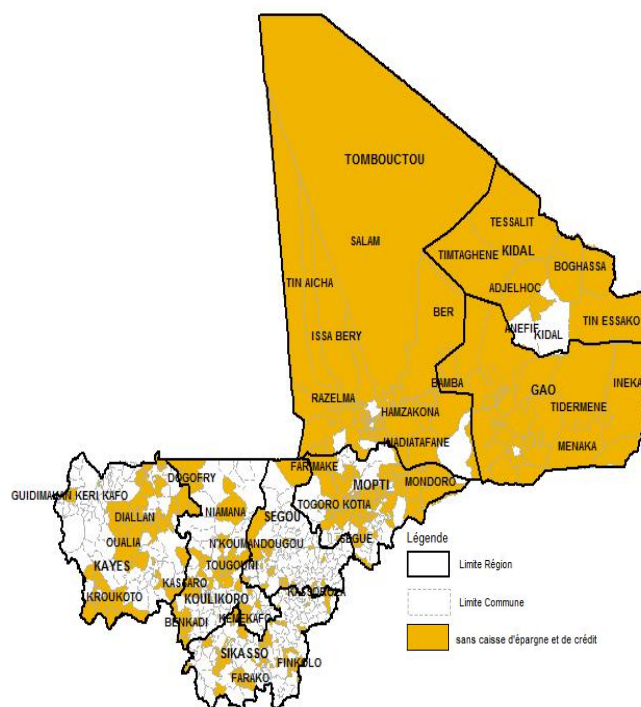
Dans seulement 9% des communes, il y a présence d'au moins une banque. Près de 94% des communes rurales n'abritent aucune banque contre seulement 38% des communes urbaines.

Par contre, il semble que les caisses d'épargne et de crédit ont beaucoup plus occupé l'espace communal : dans 56,8% des communes, il existe une ou plusieurs caisses d'épargne et de crédit. Les communes qui en sont dépourvues sont en grande majorité au nord du pays ; on note également une relative concentration de ces communes dans le sahel occidental ainsi qu'à l'extrême sud-ouest (carte 20).

Carte 19 : Communes avec unité de transformation



Carte 20 : Communes sans caisse d'épargne et de crédit

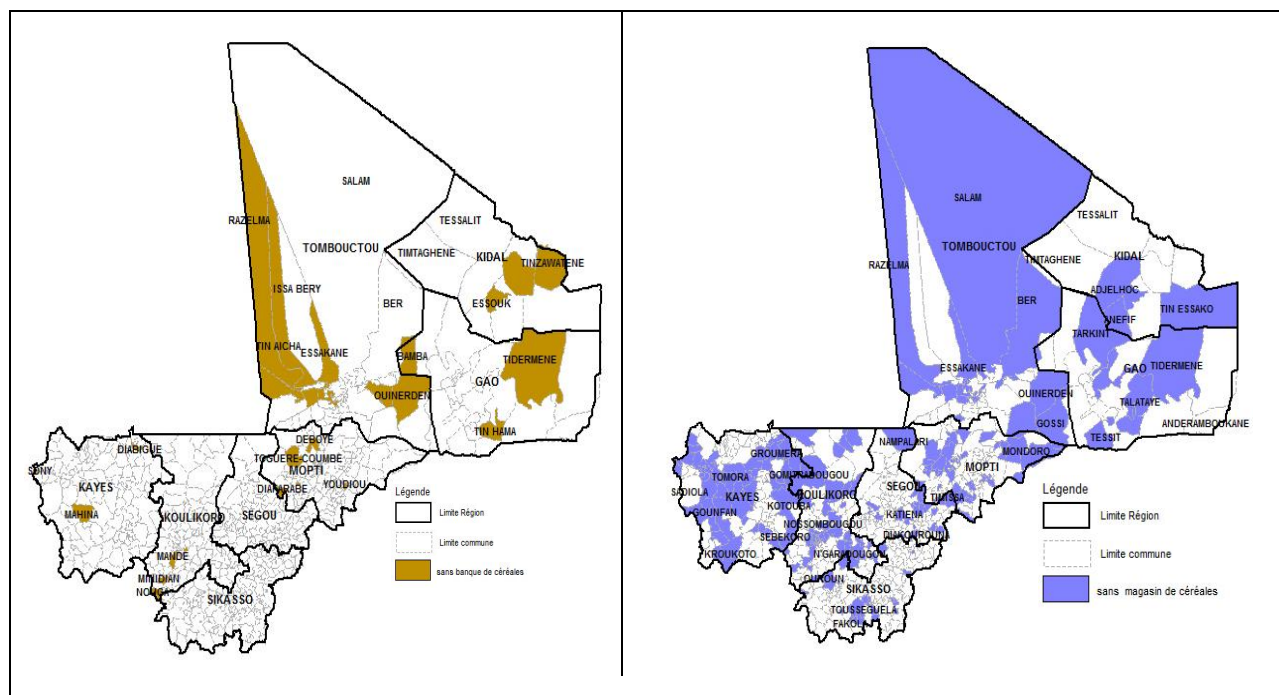


➤ Infrastructures économiques du secteur non formel

L'existence de banques de céréales est devenue, dans les communes, surtout rurales, une pratique courante. Plus de 95% des communes disposent de banque de céréales. Les quelques communes n'en disposant pas sont quasiment toutes au nord du pays (carte 21). L'existence de magasin de stockage de 35 tonnes ou de 70 tonnes pour les céréales et les intrants est moins courante que celles de la banque de céréales bien qu'importante : 66,3% des communes disposent de tel magasin de stockage. Les 237 communes (dont 225 communes rurales) n'en disposant pas sont signalées en couleur sur la carte 22.

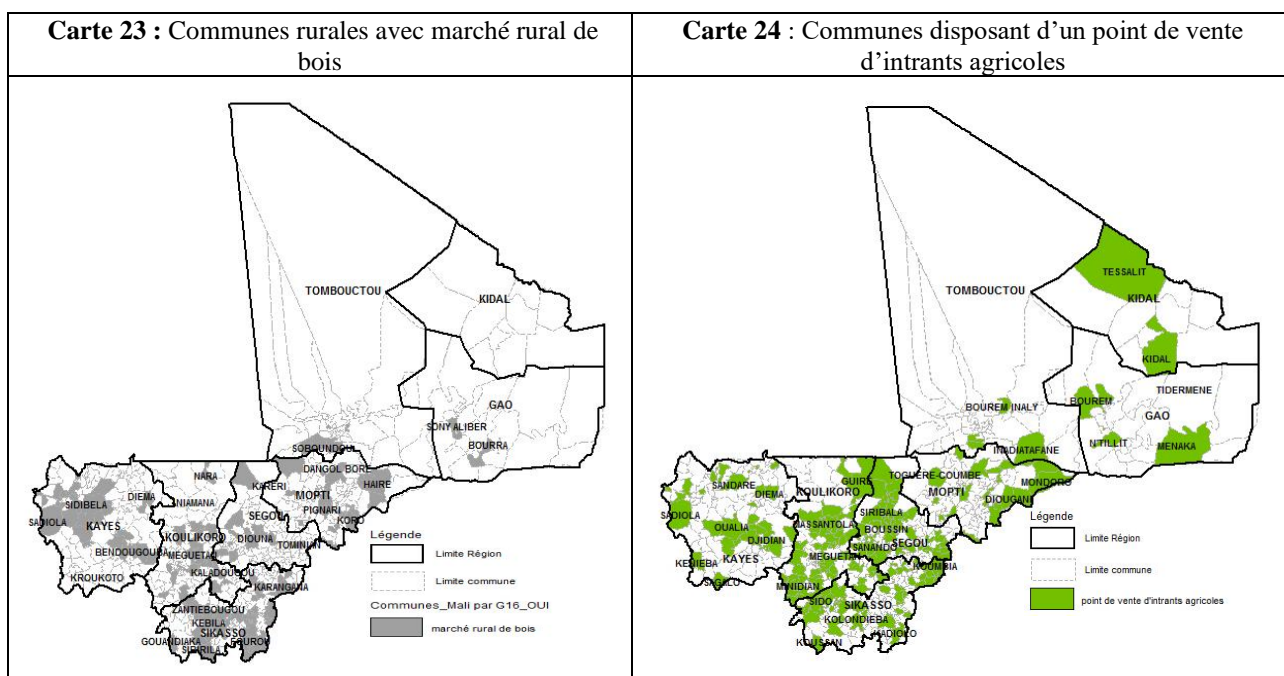
Carte 21 : Communes sans banque de céréales

Carte 22 : Communes sans magasin de céréales/intrants



Leur nombre est significatif dans la région de Kayes (66 communes), de Koulikoro (51 communes) et de Mopti (37 communes).

S'agissant des infrastructures commerciales, on retient que 77,7% des communes rurales sont sans marché rural de bois. Celles en disposant se trouvent majoritairement au centre-sud et au centre ainsi qu'à l'extrême ouest du pays (carte 23). Quant aux points de vente d'intrants agricole et d'élevage, il n'en existe que dans 33,3% des communes majoritairement localisées au centre-sud (carte 24).



Les infrastructures spécifiques à l'élevage considérées ici sont les centres de collecte de lait, les pharmacies vétérinaires et les parcs de vaccinations.

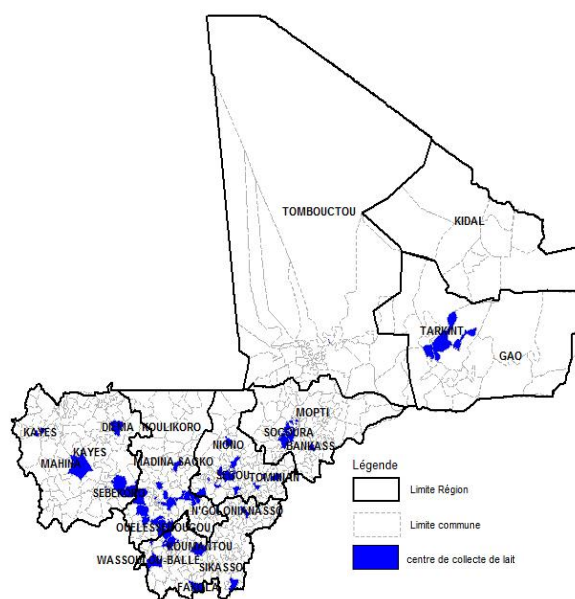
Très peu de communes ont un ou plusieurs centres de collecte de lait : 7,7% des communes soit 54 communes avec un total de 85 centres. Ces communes sont dans un axe Ouest, Sud-

Est passant par Bamako et Sikasso et un autre axe Bamako- commune urbaine de Ségou (carte 25).

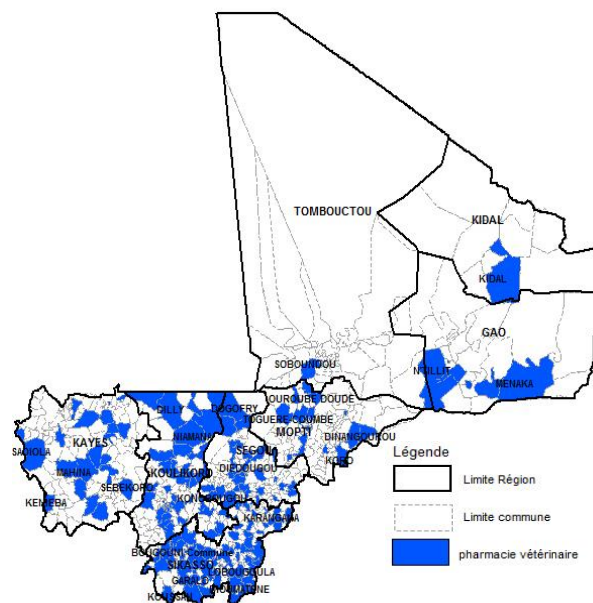
Près de 27% (26,9% soit 189 des communes) des communes disposent d'au moins une pharmacie vétérinaire. Ces communes sont surtout dans une bande allant du sahel-centre au centre Sud du pays. Les communes de l'extrême nord du pays zones de nomadisme par excellence en sont dépourvues contrairement au Nord-Est où quelques communes en ont (carte 26).

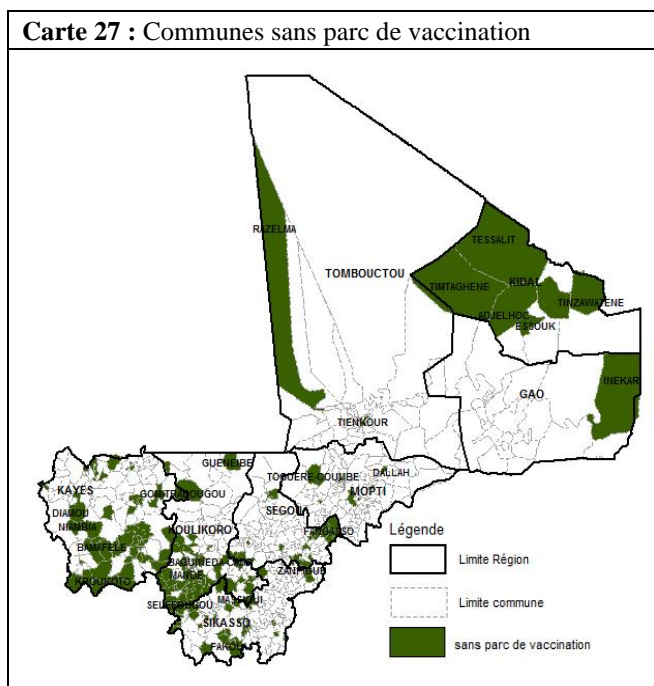
Les parcs de vaccination sont assez répandus dans les communes ; seulement 25,5% des communes n'en disposent pas. Ces communes qui n'en disposent pas sont enclavées dans des ensembles de communes qui en disposent aussi à l'Ouest et au Sud-Ouest qu'au Nord-Est du pays (carte 27). Un tel schéma fait dire que la transhumance et le nomadisme aidant, les difficultés pour les éleveurs résultantes de l'absence de parc semblent amoindries.

Carte 25 : Communes disposant d'un centre de collecte de lait



Carte 26 : Communes disposant d'une pharmacie vétérinaire



Carte 27 : Communes sans parc de vaccination


II. Etat de

développement économique et social des communes et mesure de leur niveau de pauvreté

Les thèmes traités dans le profil des communes, de par leur diversité et spécificité, montrent combien il est compliqué de les synthétiser en une seule notion exprimant l'état de développement de ces communes. Par développement il faut entendre un état de bonne condition de vie, état qui se définit comme l'accessibilité des populations à des services sociaux de base. La condition nécessaire de cette bonne condition de vie est la présence dans l'espace communal de certaines infrastructures fonctionnelles d'offre de ces services sociaux de base d'une part et d'autre part la présence d'un minimum d'infrastructures économiques fonctionnelles procurant des revenus de manière à faciliter l'accès à ces services. On note que l'insuffisance/faiblesse de cet état de développement d'une commune ne traduit autre que son état de pauvreté.

Cette partie de l'étude vise donc à faire une synthèse pour rendre lisible et compréhensible les interrelations des thèmes traités dans le profil pour ensuite dégager un résumé, contraction des aspects essentiels, permettant de donner une mesure objective de l'état de développement (de pauvreté). Comme pour le profil, l'étude se base sur l'existence ou non dans les communes d'infrastructures fonctionnelles de santé, d'éducation, de fourniture d'eau potable, d'énergie et de service de l'information/communication ainsi que l'existence d'infrastructures routières et économiques.

Dans une première étape, à partir des indicateurs relatifs à ces aspects, on détermine des composantes essentielles censées traduire différents aspects de l'état de développement des communes, sur base de condition de vie. Dans cette optique, on tient compte de deux notions importantes : l'importance relative dans la commune d'une infrastructure donnée par rapport au nombre de localités de cette commune d'une part et d'autre part la proximité ou degré de pénétration dans l'espace de la commune qui s'exprime en termes de proportion de localités disposant de cette infrastructure.

Dans une seconde partie, on propose comme indice de développement/pauvreté de condition de vie, un indicateur unique, combinaison des composantes identifiées et retenues.

II.1. Les composantes principales de la condition de vie des communes

Une trentaine d'indicateurs (voir liste en annexe), élaborés à partir du principe exposé ci-dessus, sont soumis à une technique statistique d'analyse dite Analyse en Composantes Principales (ACP)⁴ qui permet de résumer ces indicateurs en un nombre plus réduit de variables dites composantes principales.

Sept composantes principales significatives ont été ainsi déterminées et on en donne les interprétations suivantes⁵.

II.1.1 Composante n°1

C'est une échelle de valeur qui traduit à la fois l'existence plus ou moins importante dans la commune d'unités agro-alimentaires (boulangerie probablement), sa plus ou moins forte densité, le nombre plus ou moins élevé de localités de la commune avec écoles de 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental, le nombre plus ou moins élevé de localités de la commune avec cabinet médical et clinique, banques, station d'essence modernes, le nombre plus ou moins important de localités avec réseau SOMAGEP et réseau EDM, avec usines de transformation/extraction et CSCOM. En somme, cette composante exprime le niveau (degré) de présence simultanée de structures fonctionnelles d'offre de services sociaux de base au sens large et de services économiques. On voit en filigrane à travers ces indications les attributs des grandes agglomérations voire du milieu urbain. On donne ainsi à cet axe la dénomination de «Composante de développement socio-économique intégral». Cette composante discrimine entre communes urbaines et communes rurales. A l'examen du graphique 13 on voit l'axe vertical qui représente cette composante séparer les communes urbaines des communes rurales de façon générale et spécifiquement les communes du District de Bamako du reste des communes urbaines. Dans ce classement, les communes VI et V du District de Bamako sont les mieux dotées ; la commune de Kayes se positionne dans le même registre que les communes IV et III du District de Bamako. Les communes rurales de KALABANCORO et de SANGAREBOUGOU se positionnent bien avant les autres communes urbaines du pays, certainement en raison de leur proximité avec le District de Bamako.

Cette composante, bien que la plus importante n'épuise pas le contenu de l'information analysée. Cela se sent du reste sur le graphique 19 où la très grande majorité des communes constitue une masse peu différenciées. Les composantes 2 à 7 introduisent des nuances permettant de mieux caractériser ces communes notamment rurales.

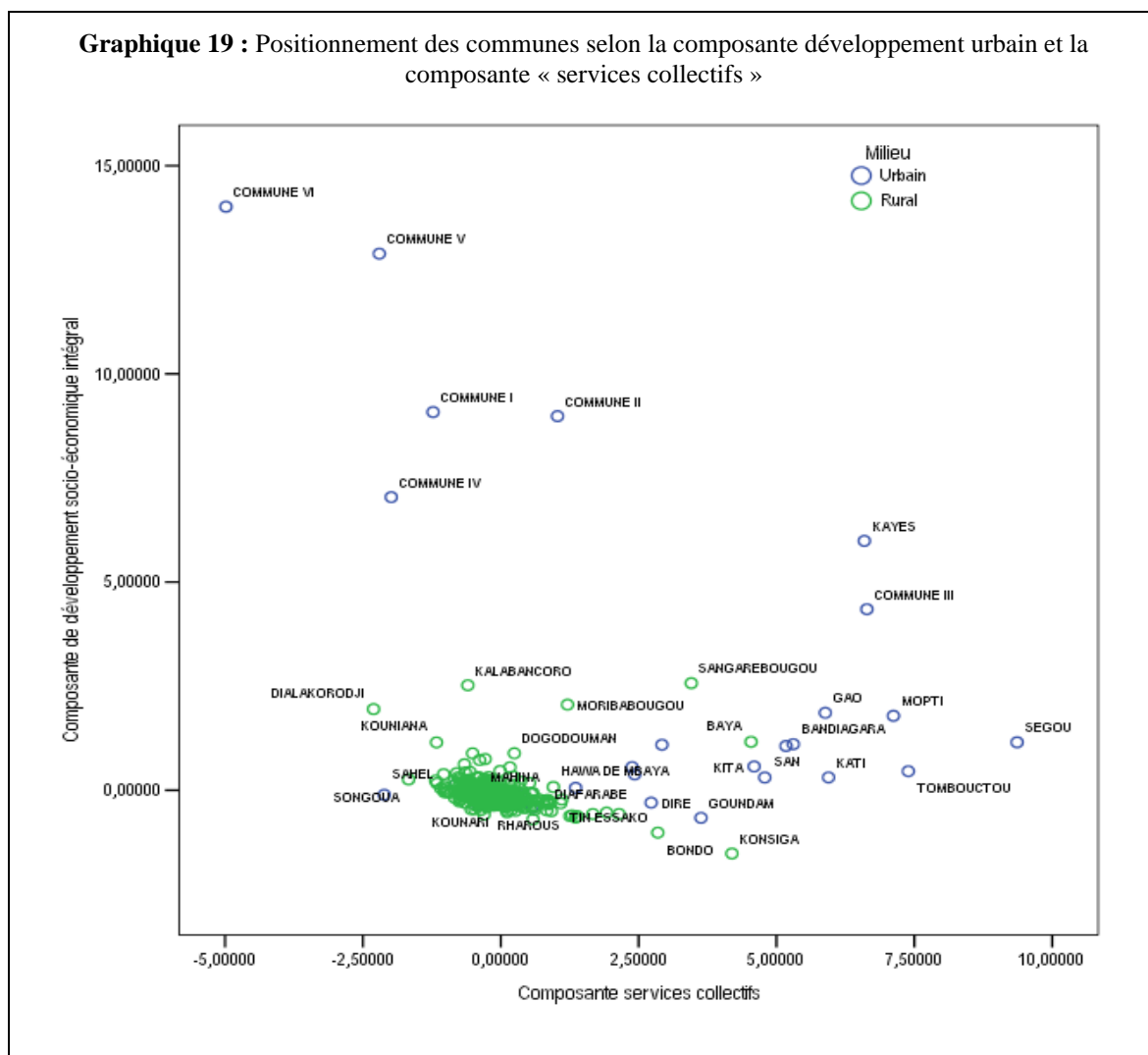
II.1.2 Composante n°2

La composante 2 se constitue autour des variables de voirie et d'éclairage public et accessoirement, les indicateurs de réseaux de distribution d'électricité et d'eau déjà présents dans la composante 1. La notion de services collectifs pour assurer l'accessibilité aux besoins sociaux apparaît à travers cette composante. Elle oppose les communes urbaines de SEGOU, TOMBOUCTOU et MOPTI à celles de DIRE et de HAWA

⁴ La technique de l'ACP s'applique à des variables quantitatives supposées suivre toutes la loi statistique dite loi de Gauss. Cette dernière hypothèse est a priori forte mais en vertu du théorème central limite on est en droit de la considérer satisfaite avec un univers de 703 observations (communes).

⁵ Voir en annexe l'exposé des résultats détaillés de l'analyse.

DEMBAYA (Axe horizontale, Graphique 19). Par contre, comme la composante 1, elle discrimine peu les communes rurales entre elles.

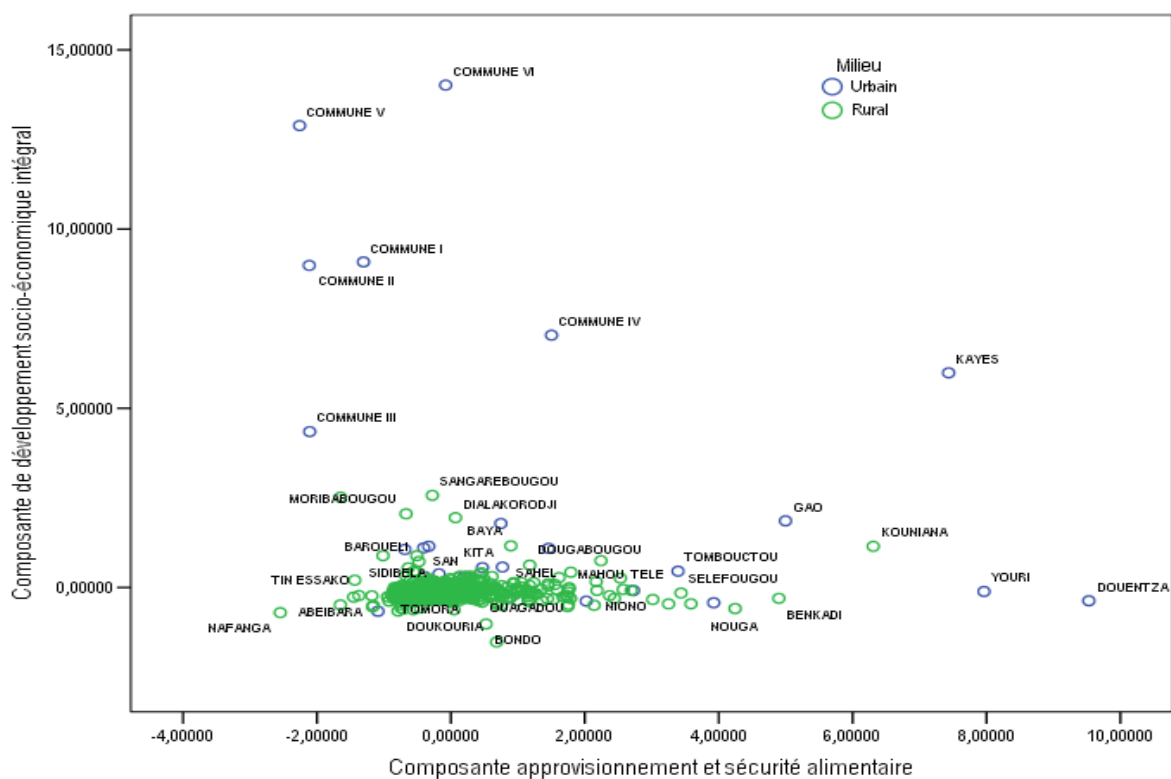


II.1.3 Compositante n°3

La composante 3 se constitue avec les indicateurs exprimant la présence plus ou moins importante de services techniques de l'Etat, l'existence plus ou moins grande de points de vente d'intrants agricoles et d'élevage, le nombre plus ou moins élevé de localités avec gare routière et banque de céréales. On l'interprète comme la composante « approvisionnement et sécurité alimentaire ».

Elle oppose les communes urbaines de DOUMENTZA et YOURI aux communes rurales de NAFANGA, TIN ESSAKO et ABEIBERA (Axe horizontale du graphique 20). Elle discrimine davantage les communes rurales entre elles que ne le font les deux premières composantes.

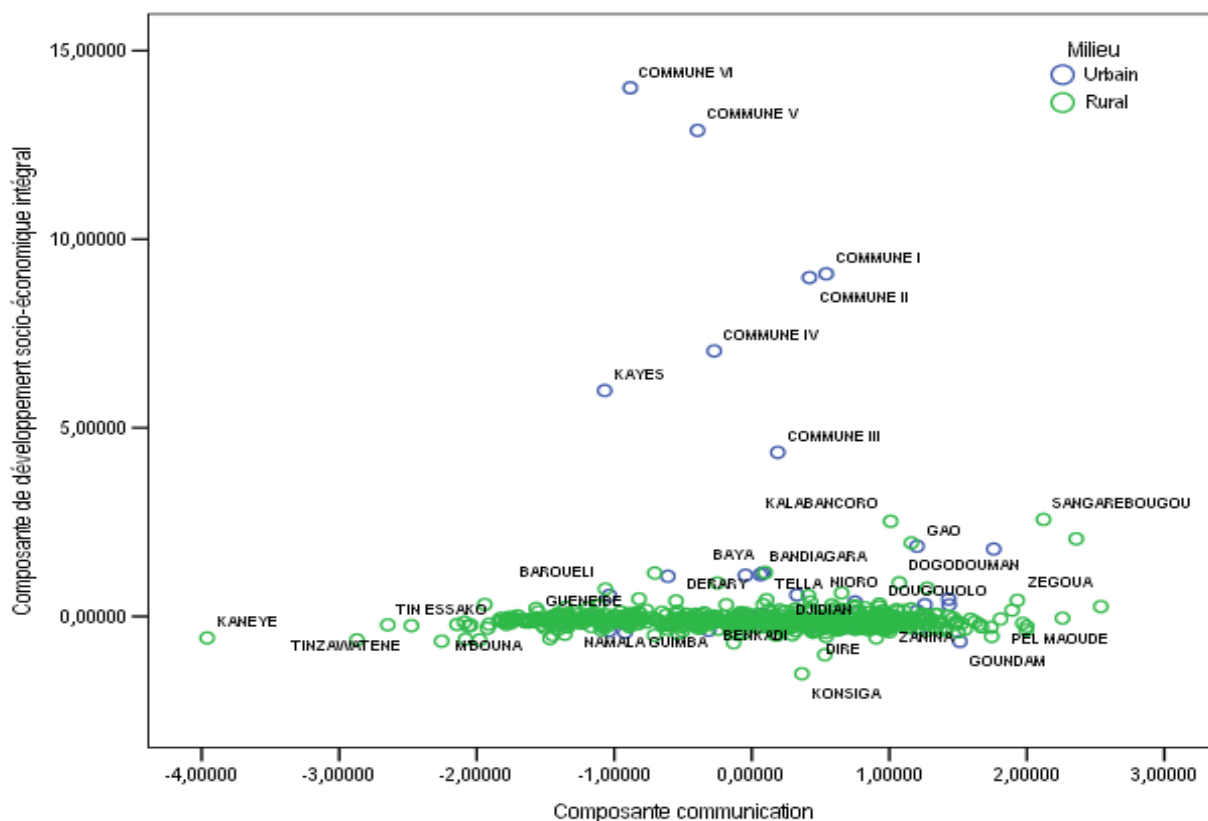
Graphique 20: Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante approvisionnement



II.1.4 Composante n°4

Il s'agit très clairement de la composante communication constituée à partir des variables exprimant la proportion de localités de la commune d'où on peut avoir accès aux réseaux Orange et Sotelma/Malitel. Elle discrimine fortement les communes rurales ; elle oppose les communes rurales de ZEGOUA, SANGAREBOUGOU et PEL MAOUDE où l'accès au sens précité est important à celles de KENEYE, TINZAWATENE et TIN ESSAKO où cet accès est faible (Axe horizontal du graphique 21).

Graphique 21: Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante communication

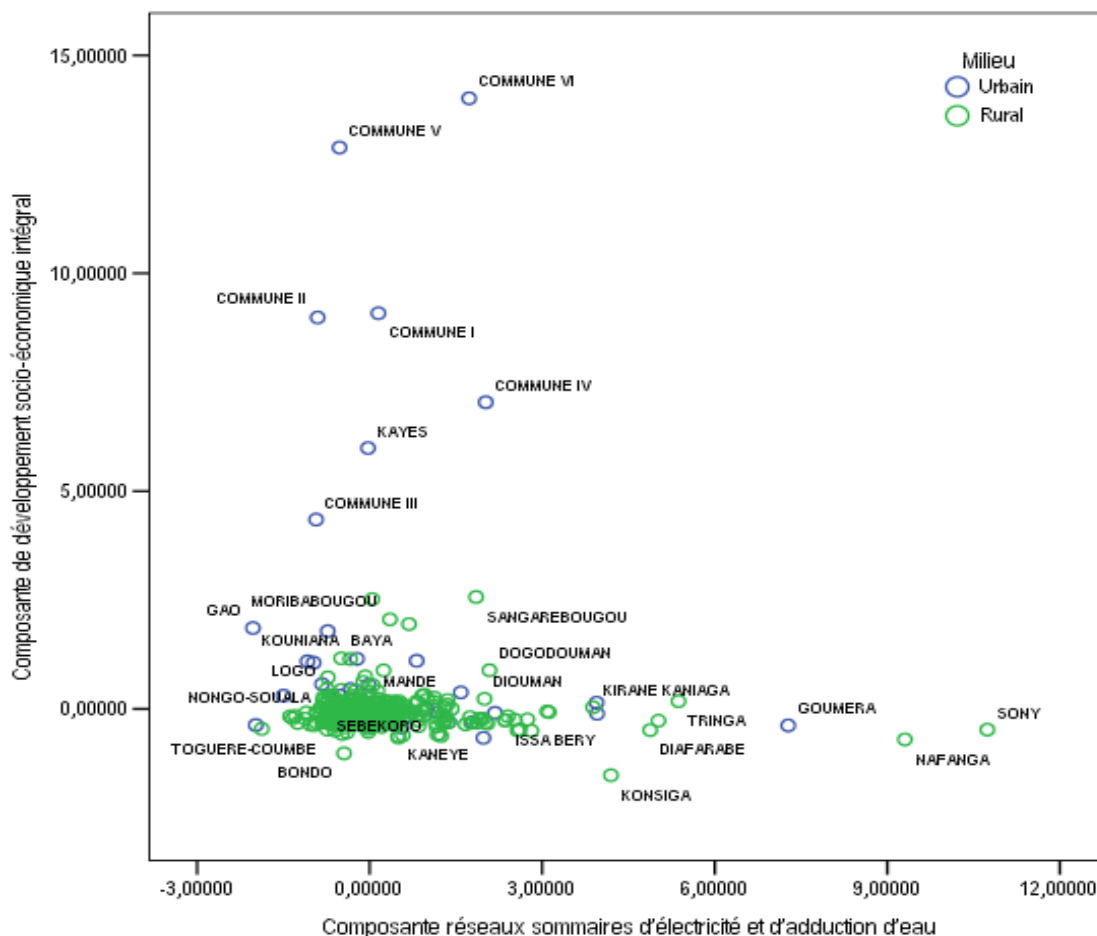


II.1.5 Composante n°5

Il s'agit de la composante qui exprime la fourniture de services d'électricité et d'eau à partir de réseaux sommaires. C'est davantage l'importance relative plus ou moins grande du nombre de localités de la commune bénéficiant de ce type de services qui est prise en compte par cette composante.

Les communes rurales de SONY, NAFANGA ainsi que la commune urbaine de GOUMERA semblent les mieux dotées suivant ce mode d'accès aux services sociaux. A l'opposé, on trouve la commune urbaine de Gao et les communes urbaines de NONGO-SOULA et DE TOUGOURE-COUMBE.

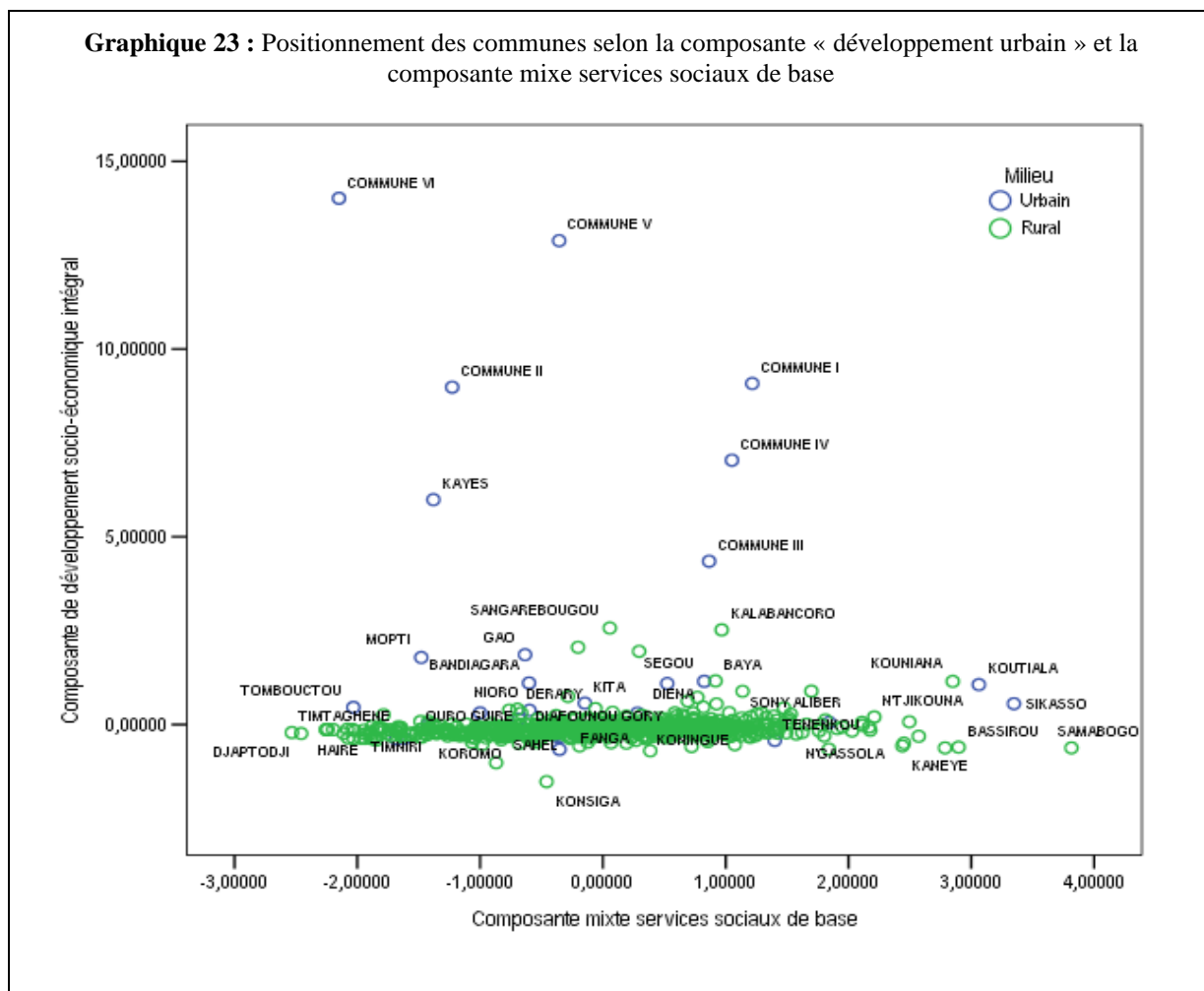
Graphique 22 : Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante « réseaux sommaires »



II.1.6 Composante n°6

On éprouve une certaine difficulté à interpréter la composante 6 qui est constituée à partir de des indicateurs qui traduisent l'importance relative des localités de la commune ayant un forage, ayant une école du 1^{er} cycle fondamental et un nombre requis d'infirmier pour 500 habitants. L'association de ces deux indicateurs en fait une particularité conduisant à l'identifier comme une « Composante mixte de services sociaux de base eau-éducation-santé ».

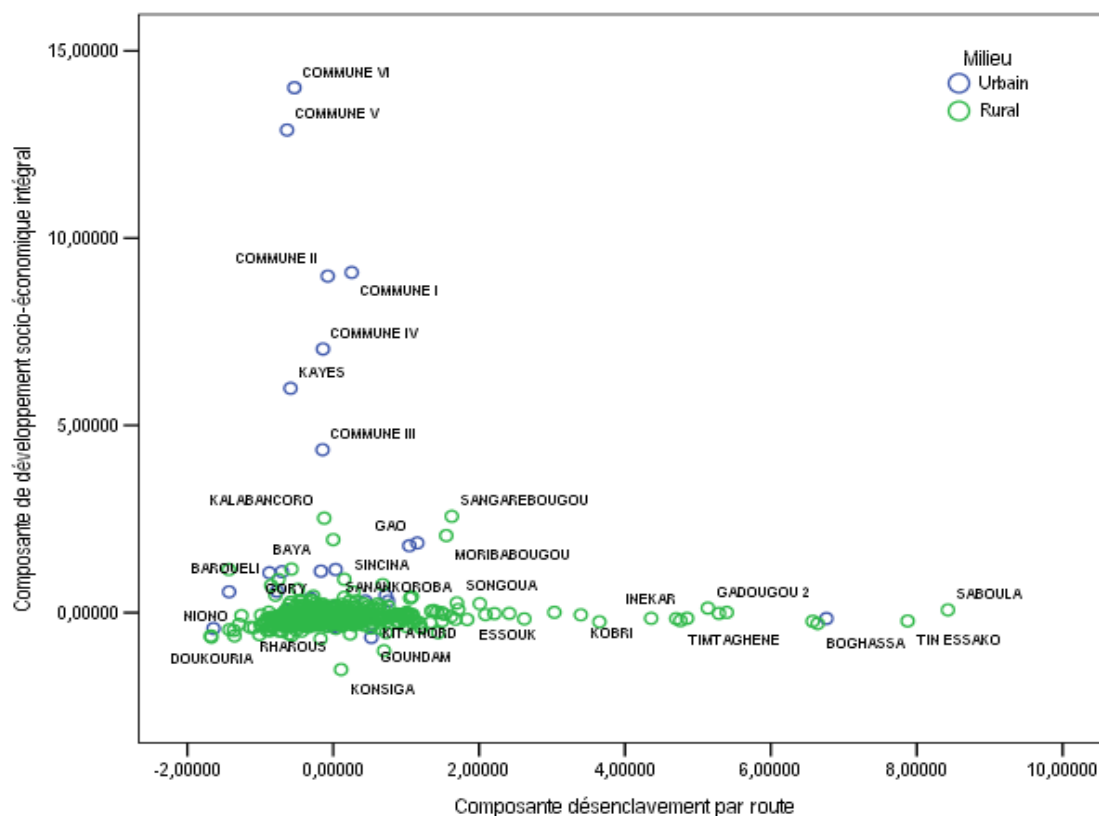
La composante a un pouvoir discriminant fort tant au niveau des communes rurales que des communes urbaines. Sur le graphique 23, on observe l'étalement des communes rurales sur une bande horizontale où la commune rurale de SAMABOGO et la commune urbaine de SIKASSO occupent la première position en opposition à la commune urbaine de TOMBOUCTOU et à la commune rurale de N'DODJIGA.



II.1.7 Composante n°7

La composante de désenclavement routier est construite à partir de deux indicateurs : la longueur de route bitumée pour 1000 habitants et la longueur de route en terre moderne pour 1000 habitants. On connaît les faiblesses de ces indicateurs qui ont tendance à considérer comme désenclavée les communes de faible population à longueur de route comparable. Cet inconvénient se manifeste dans le classement des communes selon le graphique ci-après puisque SABOULA, TIN ESSAKO et BOGHASSA apparaissent comme les communes les moins enclavées. Pour cette raison, cette composante ne sera pas retenue dans le calcul de l'indice de pauvreté.

Graphique 24 : Positionnement des communes selon la composante développement urbain et la composante désenclavement routier



II.2. Niveau de pauvreté des communes

Les six premières composantes présentées ci-dessus sont, selon l'analyse faite des données recueillies auprès des communes, des dimensions (aspects) essentielles de la condition de vie dans les communes. Il s'agit de partir de ces dimensions pour déterminer une mesure objective du niveau de développement/de pauvreté de conditions de vie dans chaque commune. La mesure doit être simple et reproductible pour permettre les comparaisons dans le temps. A partir de cette mesure, on définit des niveaux (catégories) de pauvreté des communes.

La démarche est la suivante :

- calculer une variable qui est la combinaison linéaire des six composantes⁶⁶, cette variable est considérée de fait comme l'indice de pauvreté ;
- sur la base de cet indice, établir le rang de pauvreté de chaque commune ;
- établir des niveaux de pauvreté ; on distinguera les communes très pauvres, les pauvres, les moins pauvres et les non pauvres.

Les résultats ci-après découlent de cette démarche.

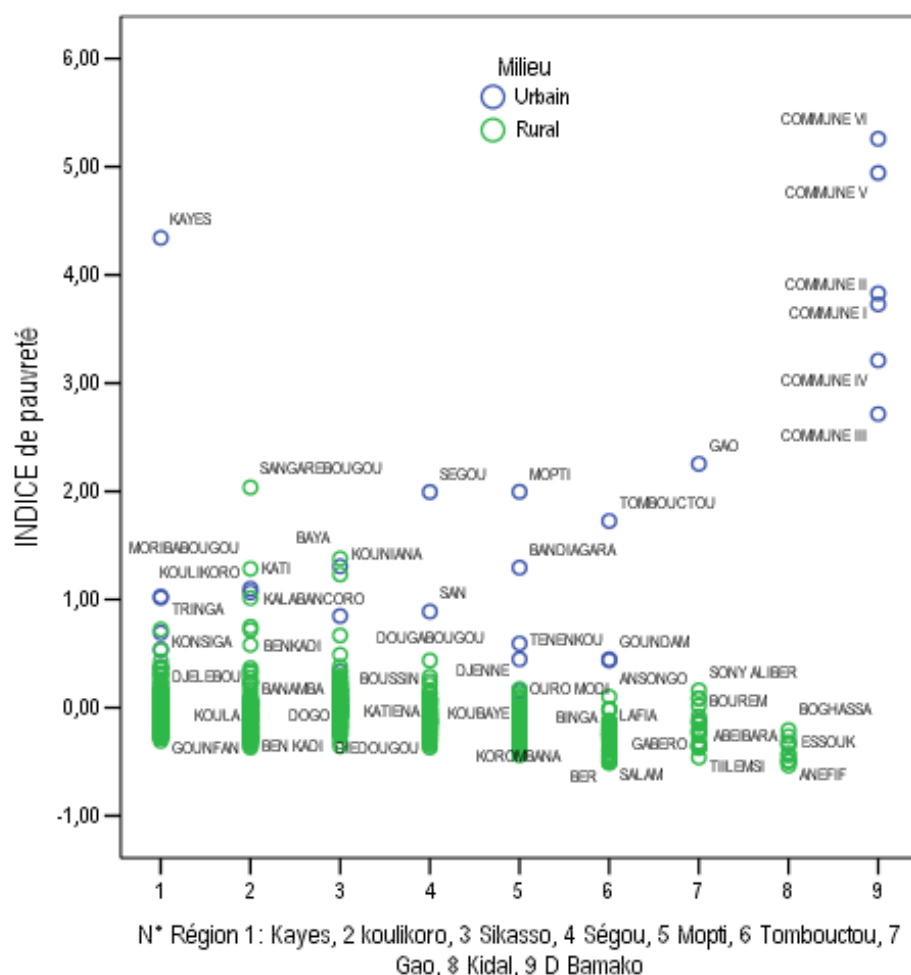
II.2.1 Indice de pauvreté

⁶⁶ Chaque composante est pondérée par son poids déterminée lors de l'ACP.

L'indice de pauvreté a été calculé pour chaque commune. Ces indices sont des nombres abstraits dont la valeur minimale est -0,54 et la valeur maximale 5,26 soit une étendue (écart entre le minimum et le maximum) de 5,8. Il s'agit d'une échelle de valeur censée donner la mesure relative du niveau de développement économique et social des communes les unes par rapport aux autres. Ceci de par le choix des thèmes et de leur contenu et le choix des variables qui représentent ces thèmes lors de l'analyse. La technique utilisée contribue d'une certaine façon à la relativité de la mesure⁷.

L'examen du positionnement des communes selon la valeur de l'indice permet de mettre en évidence certains faits intéressants qu'on peut constater sur le graphique suivant. Les communes urbaines de façon générale ont des indices les plus élevés et celles du District de Bamako sont nettement au dessus des autres. Quelques communes rurales telles que SANGAREBOUGOU, MORIBABOUGOU et BAYA sont les exceptions à cette domination des communes urbaines.

Graphique 25 : Positionnement des communes par région selon l'indice de pauvreté



⁷ Voir en annexe les limites de la démarche.

II.2.2 Classification des communes par rang de pauvreté

On classe les communes selon la valeur de l'indice de pauvreté : plus l'indice est petit, plus la commune est pauvre et plus son rang est élevé. Quatre classements sont faits :

- classement national, qui donne le rang de pauvreté au niveau national, tout milieu confondu ;
- classement par milieu qui donne le rang de pauvreté parmi les communes d'un même milieu ;
- classement par région qui donne le rang parmi les communes de la région, tout milieu confondu ;
- classement par niveau de pauvreté qui donne le rang de pauvreté (voir plus loin le niveau de pauvreté).

On présente en annexe la liste des communes avec pour chacune d'elle ses classements. On rappelle aussi que la base de données qui permet d'afficher pour chaque commune son profil et ses rangs.

Le tableau ci-après présente par région les communes dont les rangs sont extrêmes dans le classement national. La commune rurale de DIAMOU par exemple est la plus pauvre de la région de Kayes tandis que la commune urbaine de Kayes est la moins pauvre.

Tableau 32 : Liste par région des communes au rang extrêmes dans le classement national

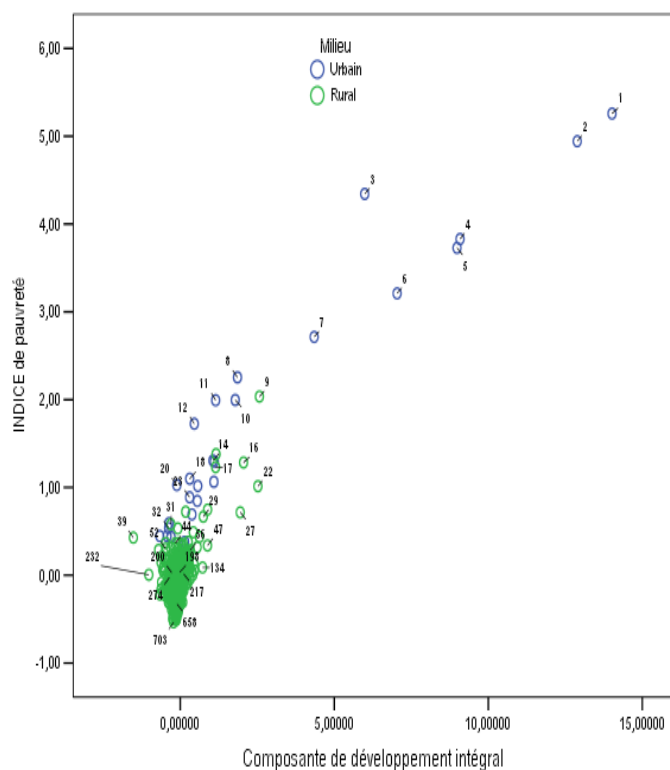
Région	Cercle	Commune	Milieu	Etat régional de pauvreté	Rang National	Rang Milieu	Rang Régional
Kayes	Kayes	DIAMOU	Rural	Plus pauvre de la région	641	605	129
Kayes	Kayes	KAYES	Urbain	Moins pauvre de la région	3	3	1
Koulikoro	Kati	SANGAREBOUGOU	Rural	Moins pauvre de la région	9	1	1
Koulikoro	Nara	DILLY	Rural	Plus pauvre de la région	676	639	108
Sikasso	Bougouni	SIDO	Rural	Plus pauvre de la région	671	634	147
Sikasso	Yanfolila	BAYA	Rural	Moins pauvre de la région	13	2	1
Ségou	Niono	NAMPALARI	Rural	Plus pauvre de la région	675	638	118
Ségou	Ségou	SEGOU	Urbain	Moins pauvre de la région	11	10	1
Mopti	Mopti	MOPTI	Urbain	Moins pauvre de la région	10	9	1
Mopti	Youwarou	FARIMAKE	Rural	Plus pauvre de la région	690	653	108
Tombouctou	Goundam	ALZOUNOUB	Rural	Plus pauvre de la région	702	665	52
Tombouctou	Tombouctou	TOMBOUCTOU	Urbain	Moins pauvre de la région	12	11	1
Gao	Gao	GAO	Urbain	Moins pauvre de la région	8	8	1
Gao	Ménaka	ALATA	Rural	Plus pauvre de la région	694	657	24
Kidal	Abéïbara	BOGHASSA	Rural	Moins pauvre de la région	529	493	1

Kidal	Tessalit	TIMTAGHENE	Rural	Plus pauvre de la région	703	666	11
Bamako	Bamako	COMMUNE III	Urbain	Plus pauvre du District	7	7	6
Bamako	Bamako	COMMUNE VI	Urbain	Moins pauvre du District	1	1	1

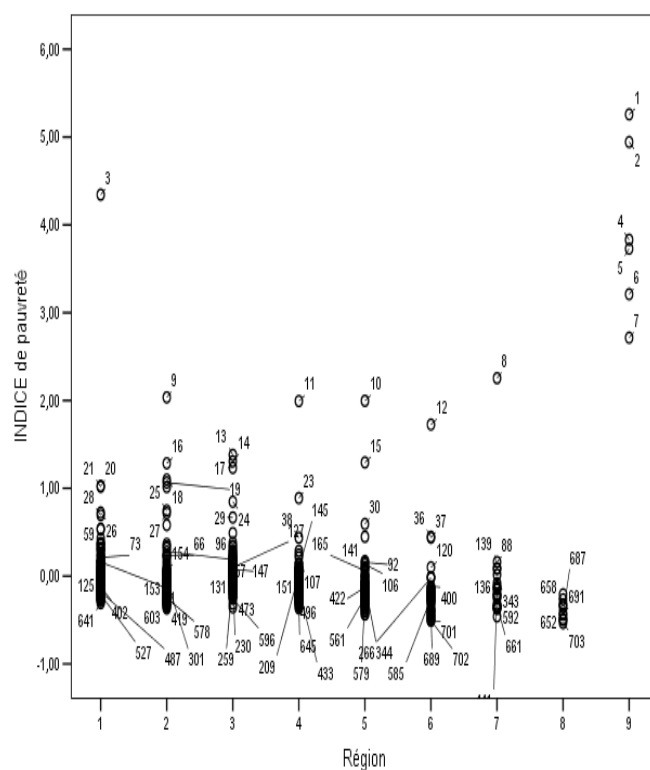
II.2.3 Les communes selon le niveau de pauvreté

Etant donné que l'indice de pauvreté est une échelle de valeur donnant le degré de pauvreté, il est nécessaire, pour rendre plus lisible et compréhensible, plus opérationnel aussi cette échelle, de la transformer en un nombre de classes homogènes. La pratique usuelle est d'ordonner les entités étudiées en l'occurrence les communes et de constituer « n » classes. Dans le cas présent, en ordonnant les communes selon l'indice de pauvreté en partant de la plus petite valeur de l'indice à la plus grande. On examine le positionnement de communes à partir de leur rang. On sait déjà que les communes ayant les plus grandes valeurs de l'indice c'est-à-dire celles des premiers rangs sont très distantes de la masse des autres communes (voir graphique 26). Il est raisonnable de les considérer comme un groupe distinct et ceci jusqu'à la lisière de la masse de communes. Cette lisière est marquée par les communes de rang compris entre 160 et 180 (Voir graphiques 26 et 27 ci-après). Or 176 est le rang de la commune ayant la valeur du 1^{er} quartile.

Graphique 26 : Rangs des communes dans l'échelle de l'indice et selon la valeur de la composante « développement intégral »



Graphique 27 : Rangs des communes dans l'échelle de l'indice et selon la région

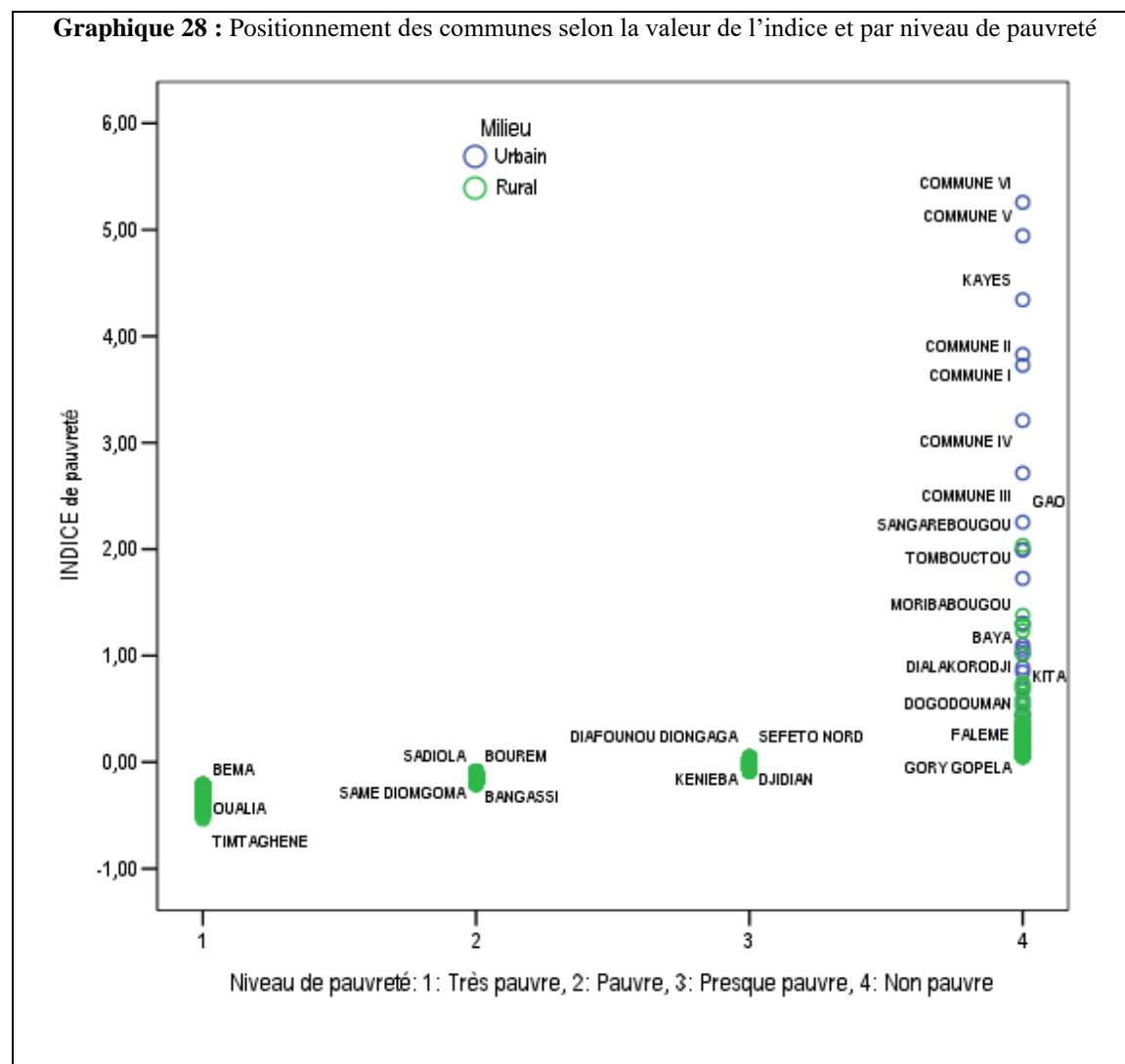


D'où la justification de constituer 4 classes : les 25% premières communes forment une 1^{ère} classe, les 25% suivantes une 2^{ème} classe et ainsi de suite. Ces classes sont des niveaux

de pauvreté. Ainsi la première classe est constituée par les 25% des communes les plus pauvres, la deuxième les 25% des communes dont le niveau de pauvreté suit immédiatement celui de la première et ainsi de suite. Ces classes sont alors désignées respectivement « communes très pauvres », « communes pauvres », « communes presque pauvres » et « communes non pauvres ».

Le positionnement des communes urbaines et rurales selon la valeur de l'indice pour les niveaux de pauvreté est donné par le graphique n°28. On rappelle que les effectifs des communes sont identiques pour les 4 niveaux (25% de l'effectif total, voir tableau 35). Sur le graphique, on observe que les communes non pauvres ont des valeurs très différentes comprises entre 0 environ et 5,6 alors que les communes pauvres et moins pauvres sont très peu différenciées. Par ailleurs, la quasi totalité des communes urbaines sont non pauvres.

Graphique 28 : Positionnement des communes selon la valeur de l'indice et par niveau de pauvreté



Les effectifs des communes par région et par niveau de pauvreté sont consignés dans le tableau 33. La région de Sikasso a le nombre de communes non pauvres le plus élevé tandis que la région de Mopti présente le nombre de commune très pauvres le plus élevé. En terme relatif, la région de Sikasso dégage une proportion de communes non pauvres la plus élevée (40,8% des communes de la région) ; la région de Kidal affiche la plus grande proportion de communes très pauvres (100 des communes de la région), suivie de la région de Tombouctou (63,5% des communes de la région) et de la région de Gao (54,2%).

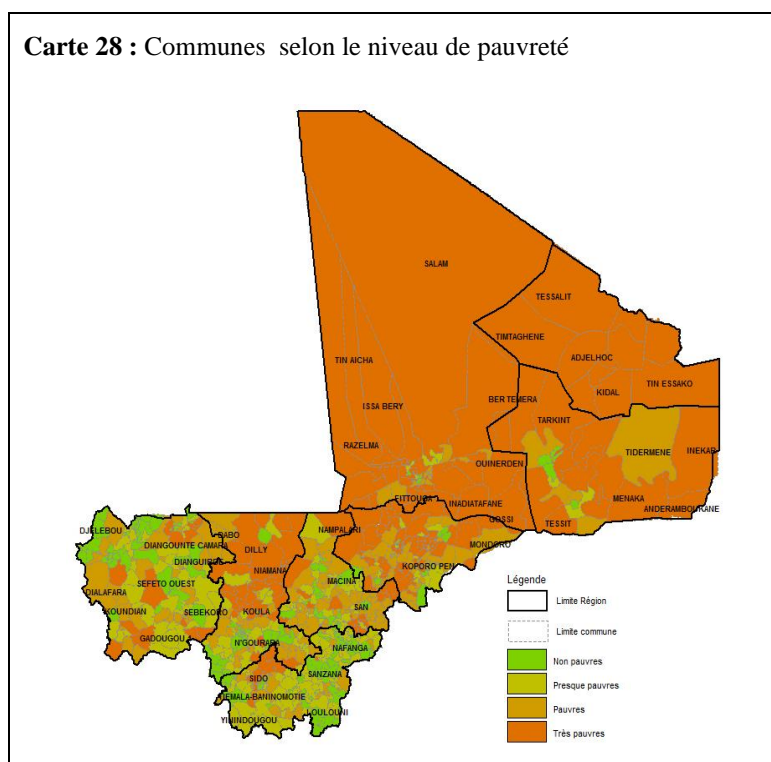
Tableau 33 : Effectifs de communes par région et par niveau de pauvreté

Région	Niveau de pauvreté				Total
	Très Pauvre	Pauvre	Moins Pauvre	Non Pauvre	
Kayes	15	31	39	44	129
Koulikoro	27	26	30	25	108
Sikasso	7	20	60	60	147
Ségou	19	48	30	21	118
Mopti	51	33	13	11	108
Tombouctou	33	12	3	4	52
Gao	13	5	2	4	24
Kidal	11				11
Bamako				6	6
Total	176	175	177	175	703

Tableau 34 : Pourcentage de communes par niveau de pauvreté selon les régions

Région	Niveau de pauvreté				Total
	Très Pauvre	Pauvre	Moins Pauvre	Non Pauvre	
Kayes	11,6	24,0	30,2	34,1	100
Koulikoro	25,0	24,1	27,8	23,1	100
Sikasso	4,8	13,6	40,8	40,8	100
Ségou	16,1	40,7	25,4	17,8	100
Mopti	47,2	30,6	12,0	10,2	100
Tombouctou	63,5	23,1	5,8	7,7	100
Gao	54,2	20,8	8,3	16,7	100
Kidal	100				100
Bamako				100,0	100

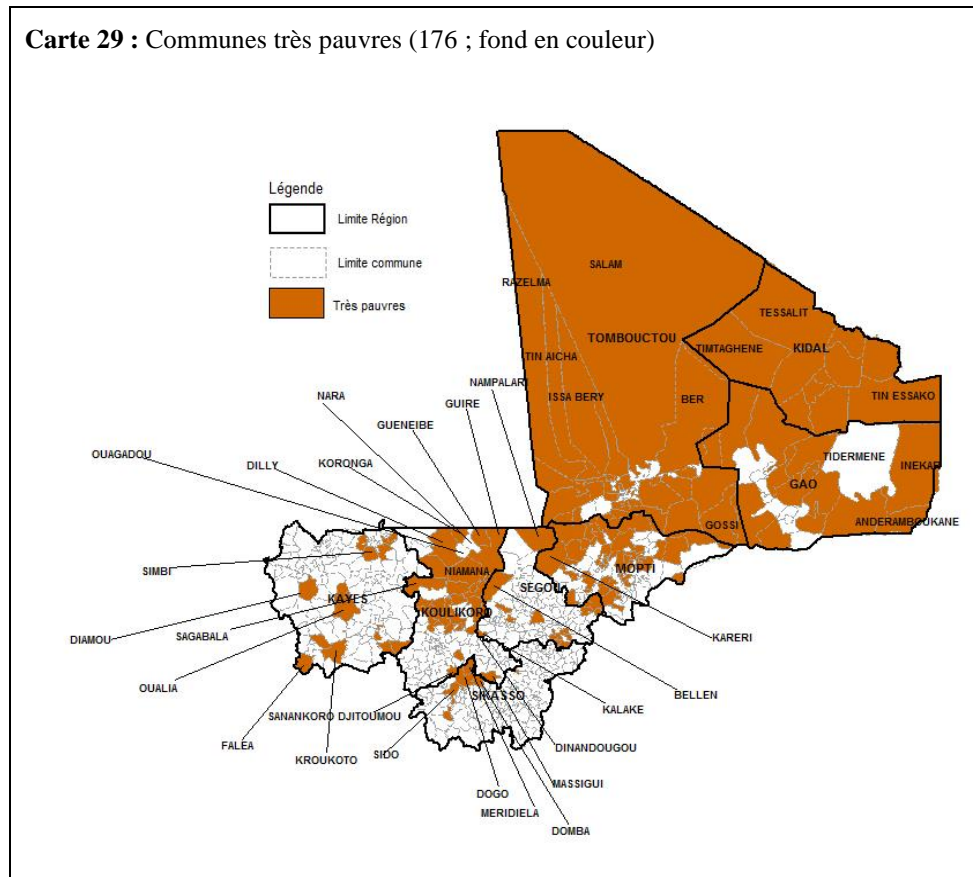
On se réfère à la carte 28 pour avoir une idée d'ensemble de la distribution de la pauvreté/non pauvreté de condition de vie à travers le territoire. L'observation générale est qu'à l'Ouest du pays, il existe quelques communes très pauvres en enclave de communes presque pauvres et pauvres. A l'extrême Sud du pays, les communes non pauvres et les communes presque pauvres dominent. Au centre (y compris la limite Est de la région de Koulikoro) et au Nord dominent les communes très pauvres.

Carte 28 : Communes selon le niveau de pauvreté


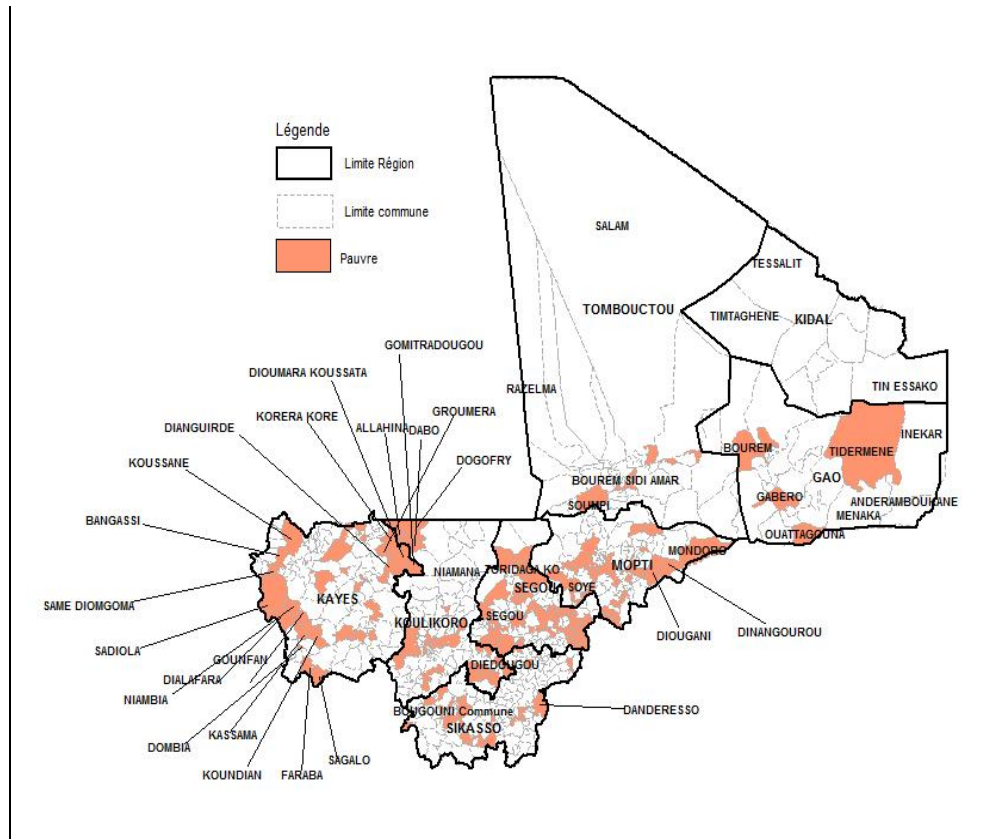
Afin d'explicitier davantage cette distribution des communes selon le niveau de pauvreté, on présente ci-après les cartes par niveau de pauvreté.

La plupart des communes très pauvres (carte 29) sont situées au centre (Région de Mopti) et au Nord. Une autre poche de très grande pauvreté se trouverait autour de NIAMANA (Région de Koulikoro) comprenant NIAMANA, au Nord de celle-ci les communes de GUIRE, GUENEÏBE et de KORONGO au Sud de NIAMANA les communes de SAGABALA, BELLIN et jusqu'à la commune de KALAKE. Les communes de DOGO, SANANKORO-DJITOU MOU, SIDO, MIRIDIELA, DOMBA et MASSIGUI forment une petite poche de communes très pauvres dans la région de Sikasso.

Carte 29 : Communes très pauvres (176 ; fond en couleur)



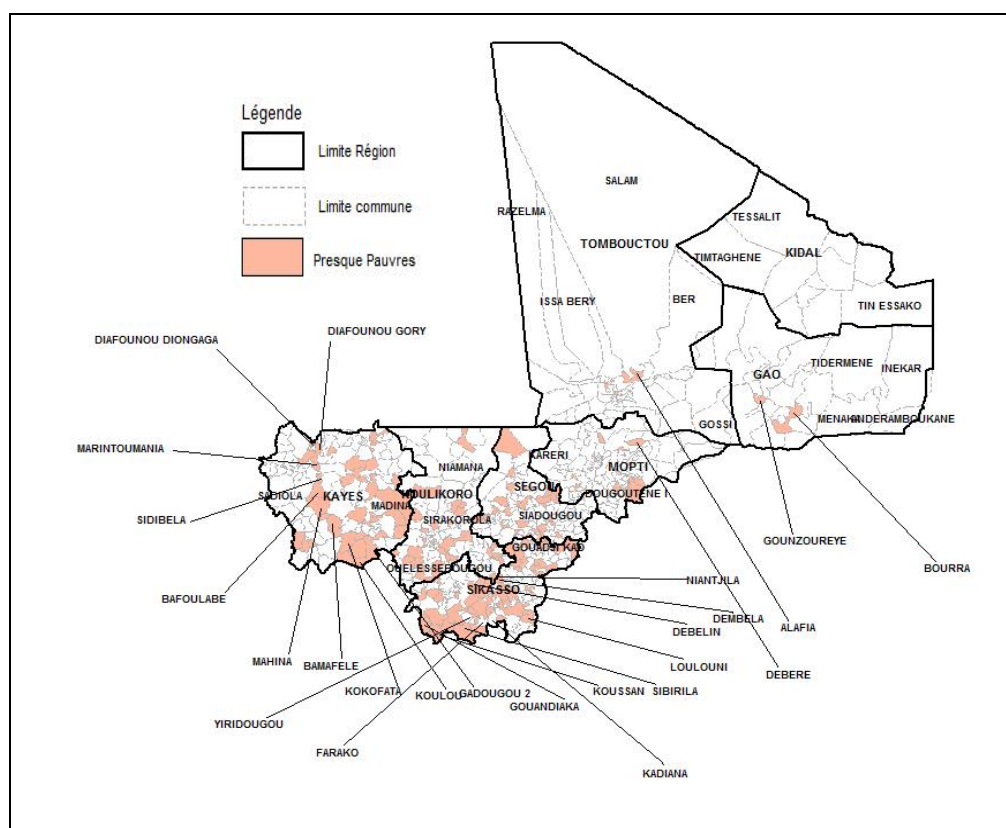
Carte 30 : Communes pauvres (175 communes)



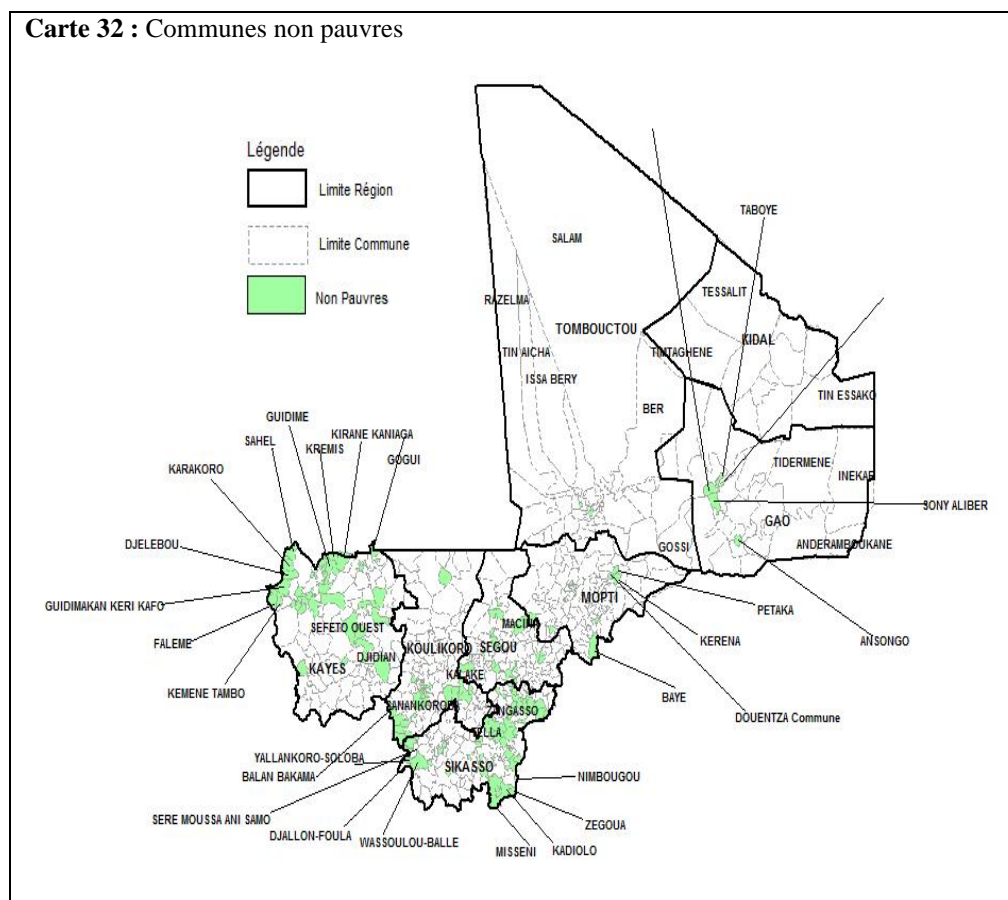
A l'extrême Ouest, les communes pauvres forment une bande Nord-Sud comprenant les communes de KOUSSANE, BANGASSI, SAME-DIOMGOMA, SADIOLA, NIAMBIA, DIALAFARA et GOUNFAN. Dans le Sahel-Occidental et à l'Ouest de la grappe des communes très pauvres, subsiste un ensemble de communes pauvres dont les communes de ALLAHINA, DOGOFRY de DIOUMARA-KOUSSATA et de DABO. Au Sud et au Nord les communes pauvres sont plutôt disséminées.

L'essentiel des communes presque pauvres est au centre Ouest et à l'extrême Sud tandis que les communes non pauvres forment une bande Nord-Ouest Sud avec les communes de DJELOBOU, KARAKORO, SAHEL à l'extrême Ouest et celle de WASSOULOU-BALLE au Sud.

Carte 31 : Communes presque pauvres



Carte 32 : Communes non pauvres



II.3. Profil de pauvreté des communes

Pour déterminer le niveau de pauvreté des communes on s'est servi d'indicateurs traduisant leur degré de dotation en infrastructures fonctionnelles dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'électricité. Des indicateurs économiques et d'autres à connotation environnementale ont également été pris en compte dans cette détermination. Dans ce qui suit il s'agit de faire ressortir le gap entre les communes de niveau de pauvreté différent.

II.3.1. Soupçon d'une meilleure dotation des communes pauvres en ressources pour l'agriculture

Un peu plus de 70% des communes rurales très pauvres disposeraient de réserves de terres pour l'agriculture contre 65% pour l'ensemble des communes (tableau 35) mais seulement 46,3 de ces communes très pauvres disposent de ressources en eau pour développer l'agriculture irriguée. Le manque d'eau semble un facteur important et réduit conséquemment l'utilité des disponibilités en terre. Sur le tableau 35, on note que seulement près de 40% des communes rurales très pauvres disposent à la fois de réserves de terre et d'eau pour le développement de l'irrigation. La note optimiste est qu'on peut, grâce au développement de l'irrigation, desserrer l'étau de la pauvreté pour ces 40% de communes rurales très pauvres.

Tableau 35 : Pourcentage par niveau de pauvreté de communes rurales disposant de réserves de terre

Niveau de pauvreté	Existence de réserves de terre non utilisées	Existence de ressources en eau pour développer l'irrigation	Existence à la fois de terre et d'eau
Très Pauvre	70,9	46,3	39,4
Pauvre	62,4	58,4	43,9
Presque Pauvre	68,4	63,2	45,4
Non Pauvre	61,8	62,5	43,8
Ensemble	66,1	57,4	43,1

Tableau 36 : Superficies moyennes par commune et par habitant en culture irriguée et en maraîchage (are)

Niveau de pauvreté	Superficie irriguée par habitant	Superficie maraîchère par habitant
Très Pauvre	1,23	0,18
Pauvre	1,82	0,13
Presque Pauvre	0,71	0,15
Non Pauvre	0,90	0,12
Ensemble	1,18	0,14

Il est aussi réconfortant de constater que les communes rurales très pauvres et pauvres disposent de bien plus de superficies irriguées par habitant et de superficies maraîchères par habitant que les communes rurales moins pauvres et non pauvres (tableau 36).

II.3.2. Démographie et niveau de pauvreté

La répartition de la population totale est pour 41% dans les communes non pauvres, le restant de la population étant presque également répartie entre les communes très pauvres, les communes pauvres et les presque pauvres. Cette dernière répartition assez singulière est induite par celle de la population du milieu rural (tableau 37)⁸. La population urbaine est par contre presque totalement (97,5%) dans les communes non pauvres.

⁸ On rappelle que le nombre de communes est le même par niveau de pauvreté

Tableau 37 : Pourcentage de la population par niveau de pauvreté et selon le milieu

Niveau de pauvreté	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Très Pauvre	0,8	24,6	19,2
Pauvre	1,1	25,6	20,0
Presque Pauvre	0,7	25,5	19,9
Non Pauvre	97,5	24,4	40,8
Ensemble	100	100	100

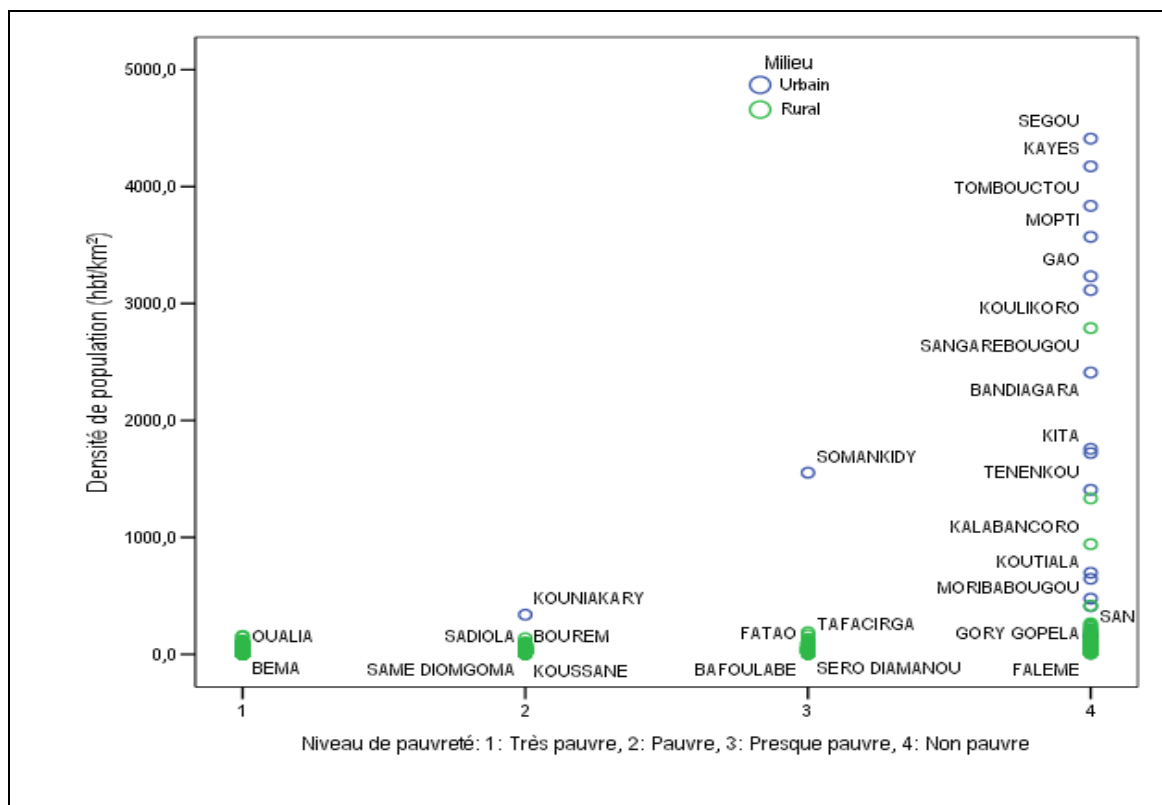
La population moyenne des communes très pauvres et pauvres est de l'ordre de 19 000 personnes tandis que celle des communes non pauvres est de l'ordre de 40 000 personnes c'est-à-dire 2 fois plus. Les densités de population par niveau de pauvreté reflètent bien cette inégalité de répartition (tableau 38).

Tableau 38 : Effectifs moyens et densités moyennes de population par niveau de pauvreté

Niveau de pauvreté	Population moyenne par commune	Densité de population (ht/km ²)
Très Pauvre	18377	3,5
Pauvre	19246	21,3
Presque Pauvre	18886	32,6
Non Pauvre	39218	104,9
Ensemble	23909	13,5

Sur le graphique 29, on positionne les communes (sans celles de Bamako pour une question d'échelle) par niveau de pauvreté et selon la densité de population. On constate qu'aucune commune pauvre n'a une densité assez élevée ; par contre il existe des communes non pauvres de faible densité de population.

Graphique 29 : Communes selon la densité de population (sans les communes du district de Bamako)



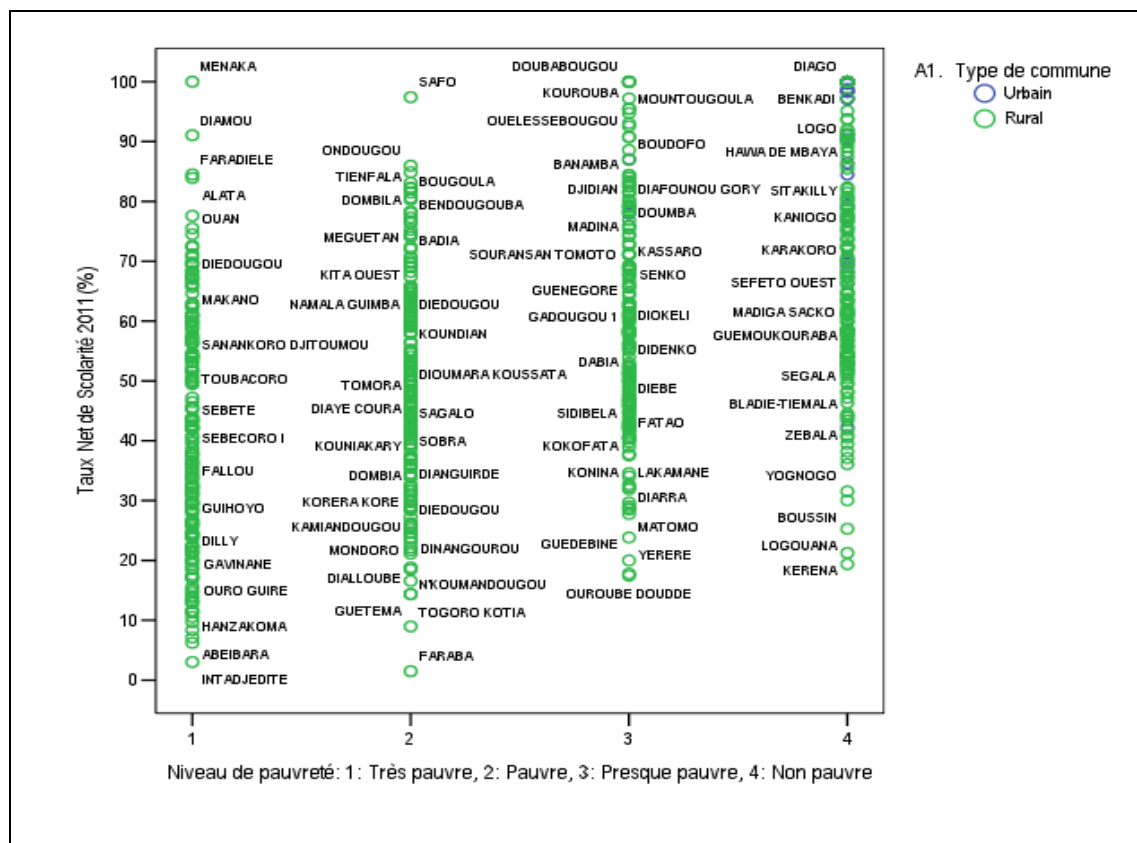
II.3.3. Pauvreté et scolarisation des enfants

Moins les communes sont pauvres, plus les indicateurs scolaires sont satisfaisants (tableau 39). La proportion de communes avec école du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental dans les communes non pauvres est plus du double de celle des communes très pauvres (91,9% contre 41,8%). Le taux net de scolarisation des enfants des communes non pauvres est 1,7 fois supérieur à celui des enfants des communes pauvres. Ceci ne veut pas dire que même s'il existe des communes très pauvres avec des indicateurs satisfaisants il n'en est pas ainsi pour la grande majorité de ces communes. Le graphique ci-après, nous donne une meilleure compréhension de ces statistiques.

Tableau 39 : Pourcentage de localités de la commune avec école et taux de scolarisation au 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental (%)

Niveau de pauvreté	% de localités avec école 1 ^{er} cycle	Taux Net de Scolarité 1 ^{er} cycle	Taux Brut de Scolarité 1 ^{er} cycle	% de localités avec école 2 nd cycle
Très Pauvre	41,8	41,0	51,7	7,4
Pauvre	69,1	49,8	61,9	14,5
Presque Pauvre	83,2	59,4	73,9	19,7
Non Pauvre	91,9	68,9	86,2	41,6
Ensemble	71,5	54,8	68,4	20,8

Graphique 30: Les communes par niveau de pauvreté et selon le taux de scolarisation



II.3.4. Pauvreté et disponibilité de service de santé

Les valeurs des indicateurs de santé par niveau de pauvreté traduisent une meilleure dotation des communes moins pauvres. L'écart de ces valeurs quand on passe des communes pauvres aux communes presque pauvres ou non pauvres est considérable (tableau 40) pour le niveau de pénétration des cliniques privées et cabinets médicaux et pour la dotation en personnel de santé. Pour le ratio de dotation en CSCoM l'écart entre communes pauvres et communes non pauvres est cependant moindre.

Tableau 40 : Principaux indicateurs de santé par niveau de pauvreté

	% de localités avec clinique	% de localités avec cabinet médical	Nombre de CSCoM pour 10 000 habitants	Nombre de médecin pour 10 000 habitants	Nombre de Sages-femmes pour 5 000 habitants	Nombre d'infirmiers pour 5 000 habitants
Très Pauvre	0,01	0,11	0,87	0,17	0,08	0,46
Pauvre	0,11	0,40	0,93	0,23	0,11	0,57
Presque Pauvre	0,48	0,72	1,06	0,37	0,18	0,65
Non Pauvre	6,06	8,34	1,03	0,61	0,21	0,90
	1,66	2,38	0,97	0,35	0,15	0,64

II.3.5. Services et unités économiques et niveau de pauvreté

On note sur le tableau 41 que seulement 0,1% des localités des communes pauvres ont une unité de production contre 3% pour les communes presque pauvres et 10,6% pour les communes non pauvres.

Tableau 41 : Principaux indicateurs de services économiques dans les communes selon le niveau de pauvreté

Niveau de pauvreté	% de localités avec usine de transformation/extraction	% de localités avec Banque	% de localités avec caisse d'épargne et de crédit	% de localités avec Banque de céréales	% de localités avec magasin de stockage	% de localités avec pharmacie vétérinaire
Très Pauvre	0,1	0,1	2,5	10,6	6,5	0,5
Pauvre	0,7	0,0	5,3	14,9	10,5	1,3
Presque Pauvre	3,0	0,3	9,2	16,5	17,1	2,2
Non Pauvre	10,6	4,2	17,4	23,3	24,4	6,3
Ensemble	3,6	1,2	8,6	16,3	14,6	2,6

III. Gouvernance des communes

III.1. Gouvernance administrative et politique

A l'examen du tableau 42 on peut dire qu'il est dix fois plus probable de trouver en milieu urbain une commune dont le maire est une femme qu'en milieu rural. De même on ne rencontre pas de maire femme dans les communes pauvres, tandis qu'il y a environ deux fois plus de chance de trouver une maire femme dans les communes non pauvres et les communes presque pauvres que dans les communes pauvres.

On y observe également que l'encadrement par les services techniques de l'Etat est trois fois plus important et plus dense en milieu urbain qu'en milieu rural. Le niveau de cet encadrement est deux fois plus important dans les communes non pauvres que dans les communes très pauvres et pauvres.

En moyenne, il y a 0,6 parti politique pour 1000 habitants dans les communes. Ce ratio varie peu selon le niveau de pauvreté et diminue sensiblement quand on passe du milieu urbain au milieu rural. Quel qu'il en soit, il est ainsi établi que la prolifération des partis politiques se manifeste en tout milieu et quelle que soit les conditions de vie. Bien que cette prolifération ne soit pas l'expression d'une grande diversité d'opinion, on retient qu'une proportion significative de partis politiques dans le conseil communal (élu) est signe d'une plus grande représentativité de ces partis et peut être gage d'une meilleure gouvernance politique. On constate sur le tableau 42 que cette proportion augmente nettement quand on passe du milieu urbain au milieu rural. Elle décroît, par contre, quand on passe des communes très pauvres aux communes pauvres et de celles-ci aux communes presque pauvres. La représentativité semble ainsi plus effective dans les communes les plus démunies.

Tableau 42 : Principaux indicateurs de gouvernance administrative et politique des communes : par milieu et par niveau de pauvreté

Milieu	Sexe du maire de la commune		Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune		Personnel communal pour 1000 habitants	Parti politique pour 1000 habitants	Proportion de parti politiques dans le conseil	Résidence du maire est le chef lieu de la commune
	Homme	Femme	Moyenne par commune	Moyenne par localité				
Urbain	94,6	5,4	17,1	1,9	0,68	0,5	39,3	83,8
Rural	99,4	0,6	5,2	0,4	0,64	0,7	50,6	68,2
Niveau de pauvreté								
Très Pauvre	100,0		4,1	0,2	0,49	0,6	54,9	72,2
Pauvre	99,4	0,6	4,7	0,3	0,50	0,6	51,6	66,3
Presque Pauvre	98,3	1,7	5,6	0,5	0,73	0,7	47,3	71,2
Non Pauvre	98,9	1,1	9,1	1,1	0,83	0,6	46,4	66,3
Ensemble	99,1	0,9	5,9	0,5	0,64	0,6	50,0	69,0

S'agissant de la gestion partagée de la commune entre les autorités et les populations, il ressort que dans 93,5% des communes il existe des débats publics. Ces débats publics portent essentiellement sur la gestion générale de la commune, le budget de la commune, la sensibilisation des populations, les questions d'accès aux services sociaux et la gestion des conflits (tableau 43). En milieu rural, les débats sur le budget de la commune et ceux sur la gestion de la commune de façon générale sont les plus fréquents. En milieu rural et quelque soit le niveau de pauvreté, les débats sur le budget, sur la gestion de la commune et sur la sensibilisation de la population sont les plus fréquents. Les débats sur l'accès aux services sociaux de base sont beaucoup moins fréquents. Il est probable que l'essentiel de cette question soit pris en charge lors des débats sur le budget ou sur la gestion de façon générale de la commune.

Tableau 43 : Fréquences des objets des débats publics des communes par milieu et par niveau de pauvreté (%)

Milieu	Budget de la commune	Gestion générale de la commune	Sensibilisation des populations	Accès aux services sociaux	gestion des conflits	Autres	Non déterminé	Total
Urbain	48,6	40,5	8,1	2,7				100
Rural	47,4	27,2	13,5	3,5	1,1	0,6	6,8	100
Niveau de pauvreté								
Très Pauvre	45,5	32,4	10,2	2,3	0,6		9,1	100
Pauvre	48,0	28,0	10,3	4,6	2,9	0,6	5,7	100
Presque Pauvre	47,5	23,2	18,6	3,4		1,1	6,2	100
Non Pauvre	49,1	28,0	13,7	3,4	0,6	0,6	4,6	100
Ensemble	47,5	27,9	13,2	3,4	1,0	0,6	6,4	100

L'organisation de ces débats publics est en soit un acte de bonne gouvernance ; formellement il y a implication de populations dans la gestion de la commune. On ne peut

toutefois pas préjuger de la qualité de ces débats publics et de leurs effets positifs sur la bonne marche de la commune.

III.2. Gouvernance financière

L'étude de la gouvernance financière porte sur l'examen de la nature des sources de financement, des méthodes de recouvrement des impôts, des débats sur l'adoption et sur l'exécution du budget.

La nature des sources de financement de la commune donne une idée de sa viabilité économique et une indication sur sa liberté de choix. L'idéal est que les ressources propres soient les plus importantes dans le financement du développement de la commune. Les principales sources de financement du budget des communes sont connues ; il s'agit des ressources propres, du Budget de l'Etat, des PTF. Il est question d'apprécier la perception des autorités communales à ce sujet.

Dans seulement 12,4% des réponses, les ressources propres sont citées comme principale source de financement : 13,5% en milieu urbain et 12,3% en milieu rural (tableau 44). Ce pourcentage varie notablement selon le niveau de pauvreté : 9% pour les communes très pauvres et pauvres, 15 et 16% respectivement pour les communes presque pauvres et non pauvres.

Tableau 44 : Principales sources de financement des budgets des communes

Milieu	Ressources propres	Etat	PTF	Autres	Total
Urbain	13,5	35,1	51,4		100
Rural	12,3	39,8	46,8	1,1	100
Niveau de pauvreté					
Très Pauvre	9,1	28,4	61,9	0,6	100
Pauvre	9,7	38,3	50,3	1,7	100
Presque Pauvre	14,7	46,9	38,4		100
Non Pauvre	16,0	44,6	37,7	1,7	100
Ensemble	12,4	39,5	47,1	1,0	100

Le budget de l'Etat est cité comme principale source de financement dans 39,5% des réponses. Il apparaît clairement que plus la commune est pauvre, moins l'Etat est cité comme principale source. A l'inverse, plus la commune est pauvre, plus les PTF sont cités comme principales sources de financement du budget de la commune.

Les capacités de mobilisation des recettes fiscales sont une autre dimension de la gouvernance financière. Pour cet aspect, on s'intéresse à la méthode de recouvrement et aux taux de réalisation.

Dans plus de la moitié des communes, le recouvrement des recettes fiscales se fait par envoi d'agents auprès des imposés. Cette méthode se fait moins en milieu urbain qu'en milieu rural et beaucoup plus dans les communes très pauvres et pauvres que dans les communes non pauvres (tableau 45). Les méthodes de collecte sont assez variables entre les communes de différentes régions, même si le recouvrement par envoi d'agent reste toujours dominant à l'exception des communes du District (tableau 46).

Tableau 45 : Fréquences des méthodes de recouvrement des recettes fiscales dans les communes par milieu et par niveau de pauvreté (%)

Région	Méthodes de recouvrement des recettes fiscales			Total
	Envoi convocation	Visite agent de recouvrement	Autres méthodes	
Urbain	40,5	56,8	2,7	100
Rural	23,0	68,0	9,0	100
Niveau de pauvreté				
Très Pauvre	17,6	74,4	8,0	100
Pauvre	22,3	68,6	9,1	100
Presque Pauvre	24,9	67,8	7,3	100
Non Pauvre	30,9	58,9	10,3	100
Ensemble	23,9	67,4	8,7	100

Tableau 46 : Fréquences des méthodes de recouvrement des recettes fiscales dans les communes par région (%)

Région	Méthodes de recouvrement des recettes fiscales			Total
	Envoi convocation	Visite agent de recouvrement	Autres méthodes	
Kayes	22,5	74,4	3,1	100,0
Koulikoro	24,1	68,5	7,4	100,0
Sikasso	34,7	48,3	17,0	100,0
Ségou	19,5	76,3	4,2	100,0
Mopti	18,5	73,1	8,3	100,0
Tombouctou	11,5	86,5	1,9	100,0
Gao	37,5	50,0	12,5	100,0
Kidal	9,1	36,4	54,5	100,0
Bamako	50,0	50,0		100,0

Il faut constater qu'à l'évidence, les taux moyens par commune de recouvrement des recettes fiscales sont bas : moins de 60% des prévisions budgétaires. Ces taux varient d'une année à l'autre : en moyenne 56,4% en 2010, 58,8% en 2011 et seulement 49,6% en 2012 (tableau 47). Sur cette période d'observation, il est plus élevé (de 6 à 9%) en milieu rural qu'en milieu urbain. Le niveau de pauvreté de la commune ne semble pas cependant déterminant pour le niveau de ce taux.

Tableau 47 : Taux de réalisation du budget des communes par milieu et par niveau de pauvreté (%)

Milieu	Taux de réalisation par rapport aux prévisions de recettes		
	2010	2011	2012
Urbain	53,2	55,7	45,6
Rural	56,6	59,0	49,8
Niveau de pauvreté			
Très Pauvre	55,4	54,3	35,5
Pauvre	58,9	61,2	52,3
Presque Pauvre	56,4	61,9	55,4
Non Pauvre	54,8	57,6	54,9
Ensemble	56,4	58,8	49,6

Tableau 48: Taux de réalisation du budget des communes par région (%)

Région	Taux de réalisation par rapport aux prévisions de recettes		
	2010	2011	2012
Kayes	53,1	53,9	50,7
Koulikoro	56,8	59,1	58,5
Sikasso	56,9	62,8	58,6
Ségou	61,7	67,0	66,4
Mopti	55,9	56,1	43,0
Tombouctou	63,3	60,7	4,9
Gao	43,6	40,7	3,0
Kidal	13,8	11,1	0,0
Bamako	54,4	72,5	61,6
Ensemble	56,4	58,8	49,6

Les taux de recouvrement des recettes fiscales des communes, établis au niveau de la région marquent de nettes différences entre d'une part les communes des régions de Gao et de Kidal et celles des autres régions d'autre part (tableau 48). Contrairement aux communes des autres régions, les taux de recouvrement des communes de Gao et Kidal ainsi que pour celles de Tombouctou pour 2012, sont bien en deçà de 50%.

Avec de tels taux de recouvrement, la viabilité financière des communes est en cause à court et moyen termes. Il faut s'interroger sur l'adéquation du budget, dans son montant et dans sa structure aux réalités économiques locales et nationales.

On doit s'interroger aussi sur la participation des populations à la gestion des finances de la commune. Les tableaux 49 et 50 nous donnent la proportion de communes où on fait un débat public pour l'adoption et la restitution du budget de la commune.

S'agissant de débat public pour l'adoption du budget, de l'examen des statistiques consignées dans le tableau 49, il ressort qu'en moyenne 90% des communes l'organisent. A ce sujet, on observe que l'année 2012 est atypique comparée à 2010 et 2011 car seulement 81% des communes ont organisé un tel débat public. On note également que la proportion de communes du milieu urbain qui organisent ce débat est significativement supérieure à celle des communes du milieu rural. Une tendance nette ne se dégage pas de ces statistiques pour se prononcer sur l'existence d'une relation entre niveau de pauvreté et organisation de débat public d'adoption du budget de la commune.

Tableau 49 : Fréquence des débats publics d'adoption du budget de la commune

Milieu	Année		
	2010	2011	2012
Urbain	94,6	97,3	86,5
Rural	89,2	89,3	80,9
Niveau de pauvreté			
Très Pauvre	88,1	87,5	65,9
Pauvre	90,3	90,9	84,6
Presque Pauvre	85,9	87,0	84,7
Non Pauvre	93,7	93,7	89,7
Ensemble	89,5	89,8	81,2

Tableau 50 : Fréquence des débats publics de restitution budget de la commune

Milieu	Année		
	2010	2011	2012
Urbain	73,0	81,1	73,0
Rural	78,4	77,0	70,7
Niveau de pauvreté			
Très Pauvre	77,3	75,6	57,4
Pauvre	80,0	78,3	74,9
Presque Pauvre	78,0	79,1	76,8
Non Pauvre	77,1	76,0	74,3
Ensemble	78,1	77,2	70,8

Le débat public de restitution de l'exécution du budget se fait bien moins fréquemment que le débat pour l'adoption du budget. Seulement, en moyenne 78% des communes l'ont organisé en 2010, 77% en 2011 et à peine 71% en 2012 (tableau 51). Les statistiques consignées dans le tableau 51 ne permettent pas de dire si oui ou non la pratique de ce débat est plus fréquente en milieu urbain qu'en milieu rural ou qu'elle est fonction du niveau de pauvreté des communes.

On peut toutefois dire qu'en 2010, 74,3% des communes ont organisé à la fois le débat d'adoption et le débat de restitution ; 15,2% ont organisé le premier mais pas le second et 3,8% ont organisé le second mais pas le premier (tableau 51). Près de 7% des communes n'ont organisé ni l'un ni l'autre. Ces proportions sont de même ordre en 2011. En 2012 (tableau 52) la même logique a prévalu.

En définitive la gestion de gouvernance financière reste posée à différents niveaux des finances des communes et il est évident que ceci a un impact considérable sur leur crédibilité et sur leur viabilité financière à terme.

Tableau 51 : Fréquences croisées des débats publics d'adoption et de restitution du budget de la commune 2010

	Débats publics de restitution du budget de la commune en 2010			
		<i>Oui</i>	<i>Non</i>	Total
Débat d'adoption du budget de la commune en 2010	<i>Oui</i>	74,3	15,2	89,5
	<i>Non</i>	3,8	6,7	10,5
	Total	78,1	21,9	100,0

Tableau 52 : Fréquences croisées des débats publics d'adoption et de restitution du budget de la commune 2012

	Débats publics de restitution du budget de la commune en 2012			
		<i>Oui</i>	<i>Non</i>	Total
Débat publics d'adoption du budget de la commune en 2012	<i>Oui</i>	66,1	15,1	81,2
	<i>Non</i>	4,7	14,1	18,8
	Total	70,8	29,2	100,0

III.3. Gouvernance en matière d'association et de coopération

La création par les populations d'organisations de développement économique et social, le fait de s'engager dans des projets et programmes de développement, de coopérer avec d'autres établissements humains et d'abriter des ONG sont autant de comportements de gouvernance économique et sociale. L'existence de ces comportements est évaluée dans cette section en termes quantitatifs et non qualitatifs, c'est-à-dire par le nombre de coopératives, d'associations, d'ONG etc. Cette approche est la mieux indiquée lorsqu'il s'agit de tenir la comparaison objective entre les 703 communes ; elle ne préjuge cependant en rien quant aux effets de ces organisations sur les conditions de vie des populations.

III.3.1. Les organisations émanant de la société civile

En analysant les nombres d'organisations selon le milieu, il apparait nettement qu'en moyenne le milieu rural est plus doté que le milieu urbain en organisations de développement tandis que le milieu urbain est plus doté en organisations de ce genre (voir tableau 53).

L'analyse par niveau de pauvreté fait ressortir, de façon assez étonnante, que plus la commune est pauvre, moins il y a d'organisations de développement communautaire, ceci est valable pour les communes sans ODC. Il faut signaler à cet effet que sur les 132 communes sans ODC, 44 soit 33% sont des communes très pauvres (tableau 54). Faut-il en chercher l'explication dans un déficit d'encadrement? Il a été en effet mis en évidence dans le paragraphe précédent, la faible dotation en moyen d'encadrement (services techniques et personnel communal) des communes très pauvres et pauvres comparativement aux communes presque pauvres et non pauvres. Quant aux organisations de genre, la différenciation est nette entre les communes non pauvres et les autres communes (tableau 53). Ici aussi, il est indiqué de voir du côté de l'encadrement et ceci d'autant plus que la plupart des premières sont du milieu urbain.

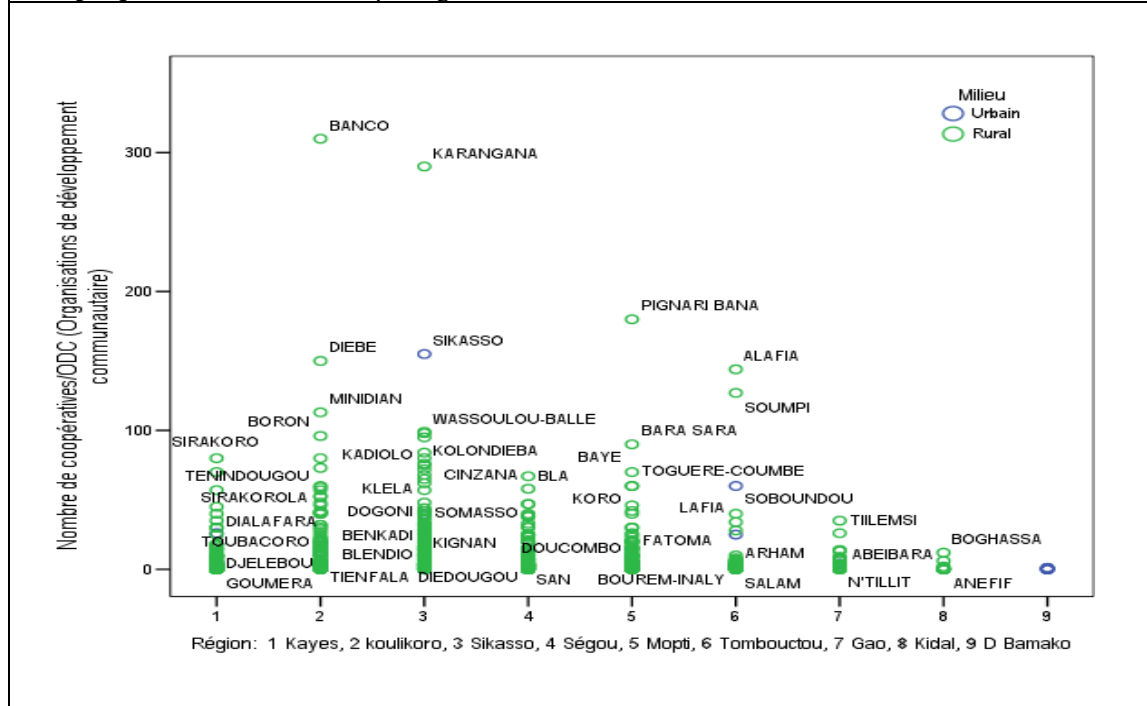
Tableau 53: Nombre moyen par commune de coopératives, d'associations de jeunes et d'associations de femmes par milieu et par niveau de pauvreté.

	Nombre de coopératives/Or ganisation de Développement communautaire	Associati ons de jeunes opérant dans la commune	Associati ons de femmes opérant dans la commune
Milieu			
Urbain	11,8	18,2	47,0
Rural	13,4	6,6	16,0
Niveau de pauvreté			
Très Pauvre	11,5	6,6	15,2
Pauvre	12,8	6,3	17,5
Presque Pauvre	13,8	6,7	14,8
Non Pauvre	15,1	9,2	23,2
Ensemble	13,3	7,2	17,7

Tableau 54: Effectifs des communes sans organisation de développement communautaire (ODC)

	Nombre d'ODC	%
Milieu		
Urbain	12	9,1
Rural	120	90,9
Niveau de pauvreté		
Très Pauvre	44	33,3
Pauvre	31	23,5
Presque Pauvre	28	21,2
Non Pauvre	29	22,0
Ensemble	132	100,0

Si on passe aux données individuelles par commune, on identifie facilement des communes avec un nombre impressionnant d'organisations. Tel est le cas de la commune de BANCO avec plus de 300 ODC, de la commune de KARANGANA, de PIGNARI BANA, de DIEBE, de SIKASSO et de ALAFIA. Les communes du District de Bamako et des régions de Gao et Kidal n'ont presque jamais plus d'une ou deux dizaines d'ODC.

Graphique 31: Positionnement par région des communes selon le nombre d'ODC


III.3.2. Les formes d'aide et de coopération

On s'intéresse à l'aide et à la coopération à travers le jumelage et la présence de projets/programmes de développement en exécution.

Sur les 703 communes, on dénombre 625 (88,9% des communes) qui n'ont aucune localité en jumelage avec une localité du Mali et 516 communes (73,4% des communes) n'ayant aucune localité en jumelage avec des localités d'autres pays.

Le jumelage dans les communes urbaines, tant avec des localités du pays qu'avec des localités d'autres pays est plus fréquent puisque en moyenne, au moins une localité par commune urbaine est concernée. En milieu rural par contre, le jumelage est assez rare, beaucoup plus rare entre localités du pays qu'entre localités du pays et localités du reste du monde (tableau 55).

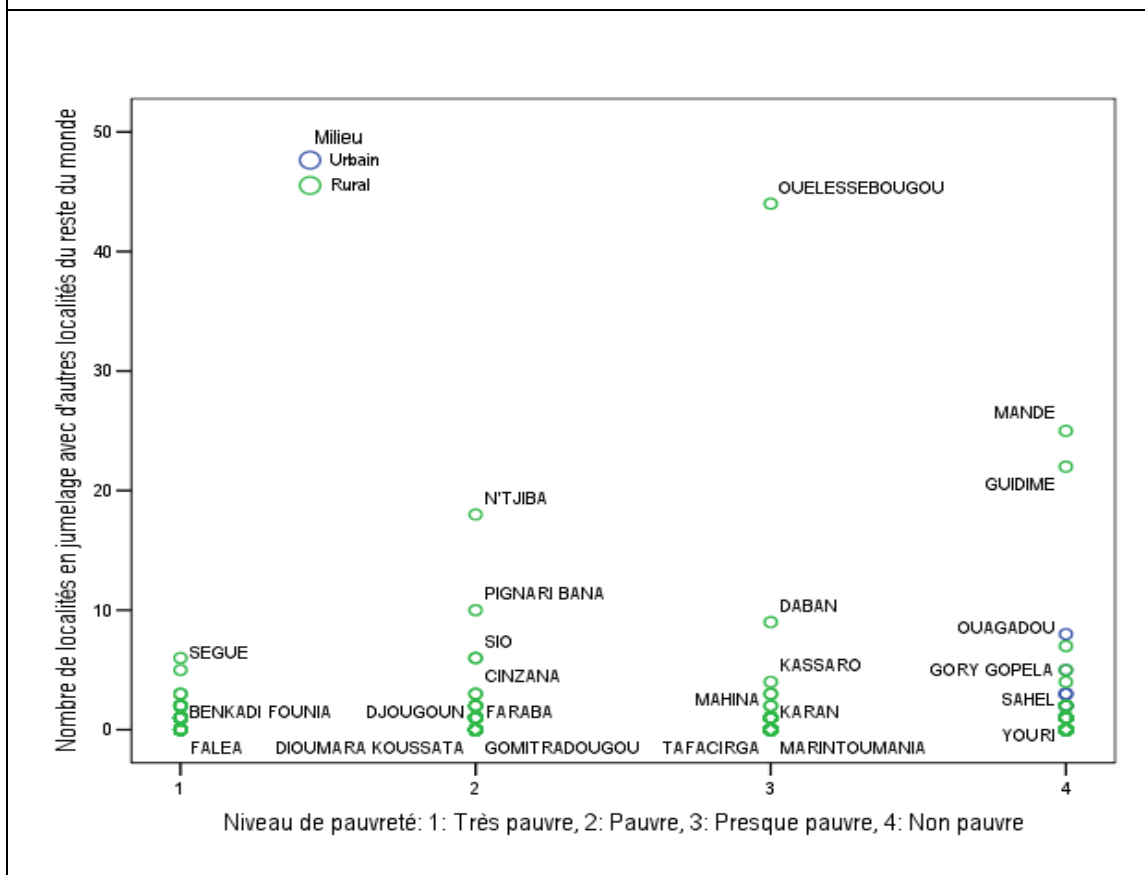
Il est vrai aussi, au regard des données analysées, que le jumelage se pratique plus dans les communes non pauvres que dans les autres communes.

Tableau 55: Nombre moyen de localités en jumelage et nombre moyen de projet/programme dans la commune

	Nombre moyen de localités en jumelage avec d'autres localités du pays	Nombre moyen de localités en jumelage avec d'autres localités du reste du monde	Nombre moyen de projets/programmes de développement intervenant dans la commune
Milieu			
Urbain	1,0	1,3	7,5
Rural	0,2	0,5	3,5
Niveau de pauvreté			
Très Pauvre	0,3	0,4	3,1
Pauvre	0,1	0,5	3,4
Presque Pauvre	0,1	0,5	3,9
Non Pauvre	0,5	0,9	4,4
Ensemble	0,3	0,6	3,7

La commune de OUELESSEBOUGOU dans le cercle de Kati (Région de Koulikoro) est la championne du jumelage avec le reste du monde car plus de 40 de ses localités sont jumelées avec des localités d'autres pays. Les communes de MANDE (commune non pauvre de la Région de Koulikoro, cercle de Kati), N'TJIBA (commune pauvre de la Région de Koulikoro, cercle de Kati) et de GUIDIME (commune non pauvre de la Région de Kayes cercle de Yélimané) ont entre 20 et 30 localités jumelées avec des localités du reste du monde (Graphique 32).

Graphique 32: Positionnement des communes selon le nombre de localités avec jumelage avec une localité du reste du monde

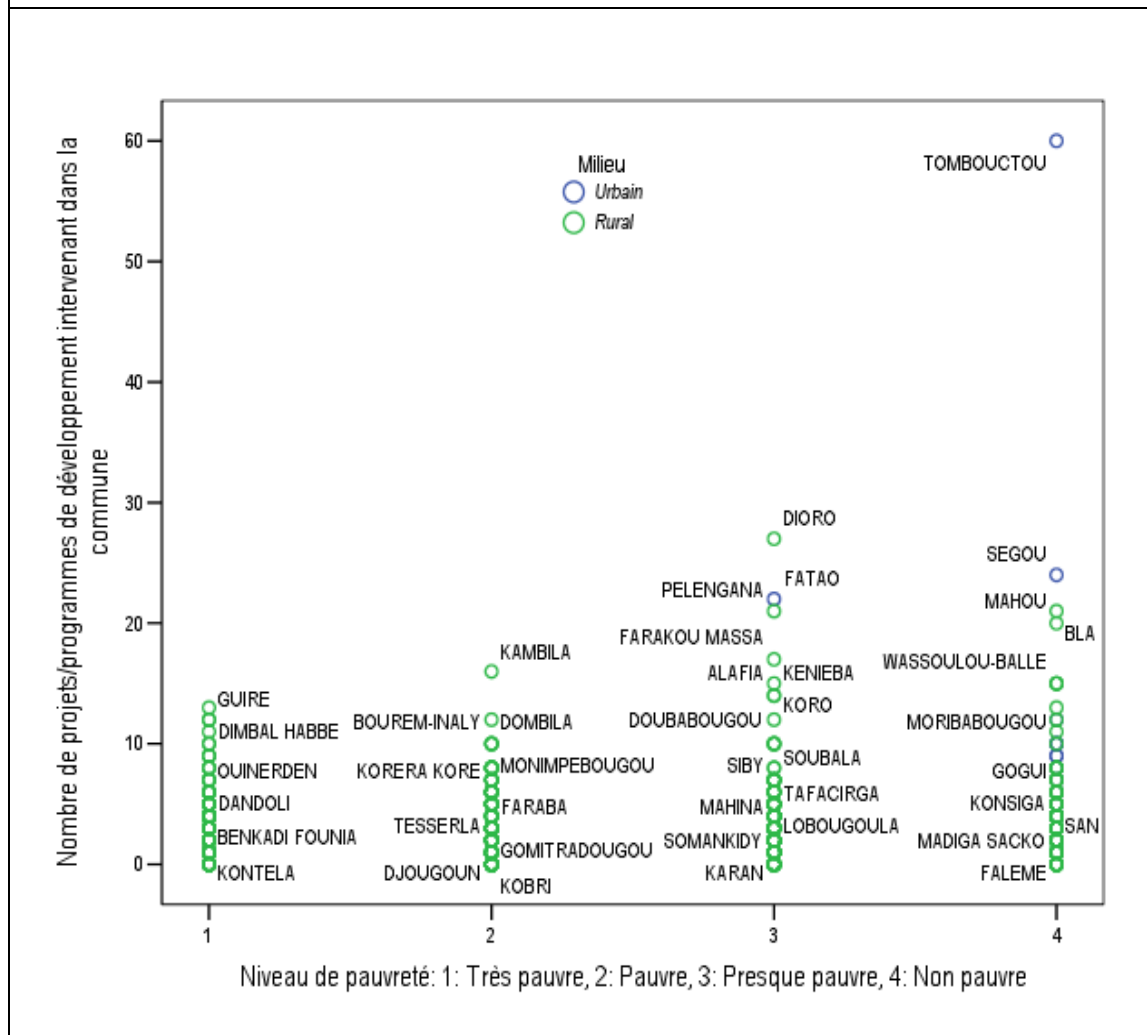


Pour les projets/programmes de développement, 79 communes (11% des communes) n'en n'ont aucun en exécution. Ces communes sont toutes rurales et plus de 64% d'entre elles sont très pauvres (34%) ou pauvres.

Les constats qu'on fait pour le nombre de projets/programmes sont les mêmes que ceux faits pour le jumelage. Il y a en moyenne plus de projets/programmes par commune en milieu urbain qu'en milieu rural et en moyenne plus de projets/programmes dans les communes non pauvres et presque pauvres que dans les communes pauvres et très pauvres (Tableau 59).

Sur le graphique 33, on positionne les communes selon le nombre de projets qui y interviennent. On voit sur ce graphique que dans la commune non pauvre de Tombouctou, interviennent près de 60 projets/programmes ; les communes de DIORO (presque pauvre) et de SEGOU (non pauvre) en comptent moins de la moitié.

Graphique 33 : Position par niveau de pauvreté des communes selon le nombre de projets/programmes en exécution



En définitive, au-delà du constat que le jumelage est peu pratiqué par les communes et beaucoup moins que l'aide par projet/programme, il est établi que le jumelage aussi bien que l'aide par projet/programme ont un rapport étroit avec le milieu ; le milieu urbain étant plus concerné que le milieu rural alors que ce dernier est l'aire de prédilection de la très grande pauvreté.

IV. Eléments de résilience des communes aux chocs de 2012.

Ces éléments sont déterminés en fonction de la nature de l'enquête ayant permis la collecte des données analysées ici. On rappelle qu'il s'agit d'une enquête par interview auprès des autorités communales. Les attitudes et opinions de la population ne sont saisies que de façon indirecte.

Trois niveaux de résilience sont abordés au niveau de la commune : la résilience de l'encadrement administratif, la résilience sociale et la résilience économique et financière. Dans chaque cas on détermine les difficultés survenues en raison de la crise pour ensuite apprécier les réponses de la société à travers les autorités communales pour y remédier partiellement ou totalement.

IV.1. Eléments de résilience de l'encadrement administratif et politique

Sur les 703 communes 284 (soit 40,4% des communes) déclarent avoir connu des contraintes ou difficultés d'ordre administratif et/ou politique suite à la crise de 2012. Dans la partie Sud du pays, la proportion de communes ayant été dans une telle situation est de l'ordre de 20% excepté les communes de la région de Kayes dont près de 42% ont ressenti ces effets. Les communes des régions du Nord du pays ont en totalité presque connu ces difficultés (tableau 56).

Tableau 56 : Communes ayant rencontré des contraintes/difficultés administratives et politiques suite à la crise de 2012

Région	Effectifs des communes	% des communes
Kayes	54	41,9
Koulikoro	24	22,2
Sikasso	18	12,2
Ségou	21	17,8
Mopti	76	70,4
Tombouctou	50	96,2
Gao	24	100,0
Kidal	11	100,0
Bamako	6	100,0
Total	284	40,4

Selon les déclarations des autorités communales, les principales difficultés sont : la défaillance de l'encadrement administratif et politique, la défaillance de l'Etat, les problèmes des populations déplacées, l'atonie politique.

Au niveau de l'ensemble des communes ayant connu des difficultés suite à la crise, près de 76% des communes ont été sujettes à une défaillance de l'administration et/ou de la fonction politique. Si dans les communes des régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso cette proportion est en deçà de 70%, elle dépasse 80% des communes des autres régions (tableau 57).

Tableau 57: Nature des contraintes/difficultés rencontrées par les communes au niveau administratif et politique suite à la crise de 2012

Région	Défaillance encadrement administratif et politique	Défaillance de l'Etat	Problèmes population déplacées	Atonie politique	Autres difficultés
Kayes	68,5	14,8	1,9	18,5	3,7
Koulikoro	54,2	16,7		8,3	8,3
Sikasso	50,0	66,7		11,1	
Ségou	81,0	19,0		23,8	
Mopti	84,2	26,3	5,3	7,9	7,9
Tombouctou	82,0	28,0	10,0	12,0	

Gao	79,2	50,0	8,3	12,5	
Kidal	90,9	54,5			9,1
Bamako	83,3	16,7	16,7		
Ensemble	75,7	28,5	4,6	12,0	3,9

A cela il faut ajouter les effets de la défaillance de l'Etat dans ses fonctions régaliennes : 28,5% des communes l'ont ressenti (tableau 57). Cette défaillance a été plus fréquemment ressentie par les communes de Sikasso (66,7%), celles des Gao (50%) et de Kidal (54,4%). Pour 12% des communes, l'expression de la fonction politique a été faible ; ceci davantage dans les communes de la région de Kayes et de Ségou.

Les problèmes de gestion des populations déplacées ont été une des préoccupations dans certaines communes de Mopti, Tombouctou, Gao et du District de Bamako principalement. Les mesures prises pour faire face à ces difficultés sont principalement :

- sensibilisation des populations/acteurs ;
- concertation entre parties prenantes ;
- adoption de mesures ad hoc de sécurité ;
- rappel du personnel communal ;
- appel aux PTF ;
- amélioration de la gouvernance ;
- délocalisation de l'administration.

La sensibilisation des populations et des acteurs de la société civile a été la mesure dominante pour conserver tant soit peu le tissu social. Cela a été le cas dans près de la moitié des communes : 66,7% des communes de la région de Kayes, 63,2% de celles de la région de Mopti. Ce type d'intervention a été cependant moins fréquent dans les communes des régions septentrionales (tableau 58).

La concertation entre acteurs de la société s'inscrit dans le même registre que la sensibilisation à savoir la préservation du tissu social. C'est dans les communes des régions de Sikasso (22%) et Tombouctou (20%) que ce mode d'intervention a été le plus souvent utilisé.

Tableau 58: Mesures adoptées pour faire face aux contraintes/difficultés administratives et politiques

Région	Sensibilisation des populations / acteurs	Concertation entre parties prenantes	Adoption de mesures ad hoc de sécurité	Rappel du personnel communal	Appel aux PTF	Amélioration de la gouvernance	Délocalisation de l'administration	Autres mesures
Kayes	66,7	9,3	18,5		13,0	13,0	1,9	3,7
Koulikoro	41,7	8,3	4,2	8,3	12,5	20,8		8,3
Sikasso	55,6	22,2						
Ségou	52,4	14,3	19,0	4,8	14,3	14,3		4,8
Mopti	63,2	14,5	21,1		9,2	11,8	1,3	3,9
Tombouctou	28,0	20,0	24,0	8,0	10,0	30,0	4,0	4,0
Gao	33,3	8,3	20,8	8,3	8,3	20,8	16,7	
Kidal	18,2	9,1	36,4		18,2	9,1	9,1	9,1

Bamako	33,3	16,7				16,7	16,7	
Ensemble	49,6	13,7	18,3	3,2	10,2	16,2	3,5	3,9

IV.2. Éléments de résilience sociale

Les difficultés et contraintes sociales sont survenues suite à la crise de 2012 dans 256 communes du pays soit 36,4% du total des communes. Dans les communes des régions du Nord, la presque totalité des communes ont connu de telles difficultés sociales (tableau 59).

Tableau 59 : Effectifs et pourcentages de communes ayant connu des difficultés sociales suite à la crise de 2012

Région	Effectifs communes	% de communes
Kayes	37	28,7
Koulikoro	24	22,2
Sikasso	15	10,2
Ségou	28	23,7
Mopti	68	63,0
Tombouctou	47	90,4
Gao	20	83,3
Kidal	11	100
Bamako	6	100
Ensemble	256	36,4

Ces difficultés sont par ordre d'importance: l'insécurité des populations, les difficultés de gestion des personnes déplacées, les difficultés d'accès aux services sociaux de base.

Les mesures préconisées par les autorités communales vont de la sensibilisation des populations à la prise en charge des populations déplacées en passant par la mise en marche des services administratifs et des services sociaux de base.

Par expérience, on sait qu'en période de trouble social, les femmes et les enfants sont plus que d'habitude victimes de violence. Le cas des femmes et des filles entre 2011 et 2013 est examiné ci-après à travers des statistiques collectées auprès des autorités communales.

Dans 263 communes sur les 703 communes et pour la 2011-2013, des violences faites aux femmes et aux filles ont été rapportées. Ces communes où ces violences ont été rapportées représentent 37,4% du total des communes : 50% des communes de la région de Ségou, 45% de celles de Kayes et seulement 9,1% de celles de Kidal.

Au total, 4480 cas de violences ont été rapportés sur la période : 1413 cas en 2011, 1696 en 2012 et 1371 cas en 2013 (tableau 61). La variation du nombre de cas a été de +20% entre 2011 à 2012 et de – 19% entre 2012 et 2013.

Tableau 60 : Effectifs et pourcentages par région des communes où des violences faites aux femmes et aux filles ont été rapportées

Tableau 61 : Nombre par région de cas de violences (viols, harcèlements, violences conjugales, violences physiques, mariages forcés) faites aux femmes et aux filles de 2011 à 2013

Région	Effectifs	% de communes	Région	2011	2012	2013
Kayes	58	45,0	Kayes	301	261	233
Koulikoro	31	28,7	Koulikoro	498	610	609
Sikasso	53	36,1	Sikasso	116	143	121
Ségou	59	50,0	Ségou	169	177	215
Mopti	32	29,6	Mopti	117	171	88
Tombouctou	19	36,5	Tombouctou	140	222	46
Gao	8	33,3	Gao	10	38	2
Kidal	1	9,1	Kidal	0	0	0
Bamako	2	33,3	Bamako	62	74	57
Total	263	37,4	Total	1413	1696	1371

Plus généralement (36,6% des cas) ces violences sont rapportées par les victimes elles-mêmes ; elles ne sont rapportées par des témoins que dans 18,6% des cas (tableau 62).

Tableau 62 : Fréquences par région de la qualité du rapporteur (%)

Région	Par des victimes	Par des témoins	Par des ONG
Kayes	35,7	15,5	2,3
Koulikoro	26,9	12,0	4,6
Sikasso	29,3	14,3	2,7
Ségou	61,9	23,7	
Mopti	31,5	26,9	3,7
Tombouctou	40,4	23,1	5,8
Gao	33,3	25,0	8,3
Kidal	9,1	9,1	
Bamako	33,3	16,7	16,7
Ensemble	36,6	18,6	3,1

Des attitudes appropriées et non exclusives des autorités une fois la violence rapportée contribuent à l'amélioration de la résilience de la société face à ces crimes. Des données analysées, il ressort que dans 61% des cas l'autorité pense devoir référer la victime au centre de santé ; elle ne la réfère à la police ou à la gendarmerie que dans 29% des cas. La médiation entre la victime et le coupable est une attitude plus répandue qu'on ne le pense : 45% des cas.

Tableau 63 : Fréquences par région des types d'actions lorsque la violence est rapportée (%)

Région	Référer au centre de santé	Référer à la Police/gendarmerie	Centre spécialisé de prise en charge	Dénoncer à la police/gendarmerie	Enregistrer le cas dans un registre	Médiation entre la victime et	Poursuite judiciaire contre le coupable	Rien
--------	----------------------------	---------------------------------	--------------------------------------	----------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------	---	------

						le coupable		
Kayes	38,0	20,9	7,8	24,0	26,4	24,8	19,4	6,2
Koulikoro	26,9	19,4	13,9	18,5	16,7	24,1	13,9	9,3
Sikasso	81,0	42,9	4,8	40,8	55,1	61,9	27,2	2,0
Ségou	94,9	47,5	11,9	49,2	66,9	69,5	35,6	1,7
Mopti	65,7	15,7	18,5	22,2	31,5	52,8	14,8	9,3
Tombouctou	78,8	21,2	5,8	30,8	30,8	42,3	13,5	11,5
Gao	33,3	25,0	8,3	20,8	20,8	16,7	12,5	12,5
Kidal	27,3	9,1	18,2	27,3	18,2	9,1	18,2	9,1
Bamako		33,3		16,7		16,7	16,7	
Ensemble	61,5	29,0	10,4	31,0	38,3	45,0	21,5	6,1

L'assistance à la victime est également une mesure de résilience. On note sur le tableau 64 que dans près de 58%, la victime reçoit des services médicaux, les services juridiques dans seulement 25% des cas. Les services psychologiques et les services socioéconomiques ne leur sont prestés que dans 16 à 17% des cas (tableau 64).

Tableau 64 : Fréquences par région des services fournies aux victimes.

Région	Services médicaux	Services juridiques et judiciaires	Services psychologiques	Services socioéconomiques
Kayes	33,3	21,7	17,1	15,5
Koulikoro	27,8	20,4	13,0	12,0
Sikasso	74,1	28,6	18,4	19,7
Ségou	80,5	39,8	20,3	13,6
Mopti	70,4	22,2	9,3	14,8
Tombouctou	75,0	7,7	19,2	46,2
Gao	33,3	20,8	8,3	4,2
Kidal	45,5	18,2	18,2	18,2
Bamako	16,7	33,3	16,7	16,7
	57,8	25,0	15,9	17,4

IV.3. Eléments de résilience économique et financière

La quasi-totalité des communes ont connu des difficultés économiques et financières plus ou moins importantes, suite à la crise de 2012. A l'exception notable des communes de la région de Koulikoro, près de 90% des communes des autres régions en ont été affectées.

Tableau 65 : Effectifs et proportions de communes ayant rencontré des difficultés économiques et financières suite à la crise de 2012

Région	Effectifs	% de communes
Kayes	111	86,0
Koulikoro	74	68,5

Sikasso	134	91,2
Ségou	110	93,2
Mopti	95	88,0
Tombouctou	52	100,0
Gao	23	95,8
Kidal	11	100,0
Bamako	6	100,0
	616	87,6

Il s'agit des difficultés au niveau du financement des activités de la mairie et aussi des difficultés économiques des populations. Les difficultés de financement de la mairie font suite à l'arrêt du financement de l'Etat (64,5% des communes concernées) à la suspension du financement des PTF (41,9% des communes concernées) et aussi à la baisse du niveau de mobilisation des ressources fiscales (45% des communes concernées). Cette dernière difficulté est en rapport avec l'aggravation de la pauvreté des populations locales comme c'est constaté dans 19,6% des communes concernées. L'aggravation de la pauvreté des populations a été bien plus constatée en proportion élevée dans les communes de Ségou, Mopti, Tombouctou Gao et Kidal.

Tableau 66 : Proportions de communes par difficultés économiques et financières et par région

Région	Suspension financement Etat & ANICT	Suspension financement PTF	Faible mobilisation ressources fiscales	Aggravation pauvreté des populations	Autres difficultés économiques
Kayes	72,1	39,6	38,7	8,1	2,7
Koulikoro	62,2	28,4	51,4	13,5	1,4
Sikasso	82,1	55,2	19,4	12,7	0,7
Ségou	81,8	60,9	44,5	20,0	
Mopti	38,9	30,5	67,4	30,5	2,1
Tombouctou	34,6	28,8	67,3	42,3	5,8
Gao	43,5	4,3	60,9	30,4	4,3
Kidal	54,5	45,5	36,4	45,5	
Bamako	16,7	33,3	66,7		
	64,6	41,9	45,0	19,6	1,8

Face à ces difficultés, les autorités communales ont appliqué deux sortes de mesures : les mesures de gouvernance d'ordre fiscal et les mesures de gouvernance d'ordre économique. La sensibilisation des populations (contribuables) pour s'acquitter des impôts a été le volet de gouvernance fiscale le plus fréquemment appliqué dans les communes concernées : 46,3% pour l'ensemble des communes concernées, 60% des communes concernées de la région Ségou et 52,2% de celles concernées de la région de Sikasso. L'élargissement de l'assiette des impôts et taxes, le renforcement des moyens de recouvrement sont les pendants de cette sensibilisation. On doute cependant que ces actions puissent donner leur plein effet étant donné l'aggravation de la pauvreté des contribuables.

Les mesures de gouvernance économique se traduisent en premier lieu par la demande d'appui financier au Gouvernement et aux PTF. Seulement 14,8% des communes concernées par les difficultés économiques et financières l'ont fait. Près de 22% des

communes concernées de la région de Ségou l'ont fait; cette proportion atteint 36,5% pour les communes concernées de la région de Tombouctou et 33,3% pour celles du District de Bamako. Il n'y a pas de doute que l'amélioration de la gouvernance opérationnelle au plan financier et administratif de la mairie telle que préconisée par 18,% des communes qui ont connues des difficultés économiques et financières est un atout pour bénéficier de l'appui de l'Etat et des PTF.

Tableau 67 : Proportions de communes par type de mesures économiques et financières préconisées

Région	Sensibilisation des populations	Demande d'appui Etat et PTF	Elargissement de l'assiette des impôts et taxes	Création nouvelles taxes	Renforcement du recouvrement des recettes fiscales	Amélioration de la gouvernance financière et administrative	Accroissement de la mobilisation des ressources fiscales	Autres mesures économiques
Kayes	39,6	31,5	11,7	3,6	11,7	9,9	0,9	4,5
Koulikoro	41,9	18,9	6,8	1,4	5,4	14,9	5,4	1,4
Sikasso	52,2	17,2	10,4	7,5	18,7	14,9	3,0	2,2
Ségou	60,0	36,4	21,8	9,1	18,2	20,0	3,6	
Mopti	48,4	30,5	9,5	3,2	10,5	22,1	8,4	1,1
Tombouctou	36,5	30,8	36,5	1,9	17,3	36,5		1,9
Gao	30,4	39,1	13,0		21,7	17,4	8,7	8,7
Kidal	9,1	36,4	18,2			45,5		
Bamako	16,7		33,3		16,7	16,7		
Ensemble	46,3	27,6	14,8	4,7	14,1	18,5	3,7	2,1

De ce qui précède, on constate combien les communes ont été dépourvues de facteurs de résilience économique et financière face à la crise 2012. Il est vrai que les statistiques ci-dessus font référence aux seules communes qui ont connu des difficultés économiques et financières; il existe en effet une petite minorité (12,4% des 703 communes) qui malgré la gravité de la crise de l'économie nationale, ont su tenir tête.

Conclusion et recommandations

Ce rapport fait l'exposé détaillé du profil des communes, thème par thème pour ensuite s'en servir pour établir une échelle de valeur permettant d'attribuer à chaque commune une mesure quantitative de son niveau relatif de développement socioéconomique, c'est-à-dire corollairement son niveau relatif de pauvreté.

Si la démarche procède d'une certaine logique, il n'est pas inutile de préciser que la fiabilité des résultats découle en droite ligne de la qualité des données, lesquelles sont obtenues par déclarations, quelque fois faites de mémoire. Malgré un long et méticuleux travail de contrôle de saisie des données et de vérification de cohérence, la qualité de ces données reste, non pas la seule, mais la principale limite des résultats obtenus.

Le profil des communes par thème fait ressortir une large diversité de situations, expression certes des différences de contexte, des divergences d'option des autorités communales mais bien autant de la perspicacité, de la rigueur et de la constance de celles-ci dans la programmation, la mise en œuvre et le suivi des actions de développement.

Quand il est question de déterminer une échelle unique de valeur pour mesurer le niveau de développement des communes, la diversité des thèmes se conjugue avec la diversité des situations par thème pour rendre problématique cette détermination. Par ailleurs cette échelle de valeur est relative de par le choix des thèmes, du choix des variables et quelque peu du choix de la technique utilisée pour déterminer l'échelle de valeur.

Cette problématique se manifeste clairement lorsqu'il s'agit de résumer le niveau de pauvreté des communes selon la trilogie « très pauvre », « pauvre », « non pauvre » ; le grand écart de niveau entre les communes les plus dotées et les autres rend nécessaire la prise en compte d'une catégorie de transition à savoir les communes « presque pauvres ».

La mesure objective du niveau de développement n'épuise pas le sujet de caractérisation des communes dans l'optique de leur niveau de développement économique et social. Deux communes ayant le même niveau relatif de développement économique, social et culturel ne sont pas en effet identiques à tous égards. L'une peut être urbaine et l'autre rurale ; même si elles sont du même milieu, leur base de développement n'est pas forcément la même. Il importe de pousser l'analyse pour mettre en évidence les similarités et constituer des groupes homogènes de communes. Il ne s'agit pas d'une simple exigence intellectuelle mais davantage de la conception d'un outil opérationnel de programmation du développement. Par exemple, l'appartenance d'une commune à un groupe aux caractéristiques bien déterminées permet de mieux orienter la programmation de son développement. D'autre part, les groupes considérés au niveau cercle ou région, peuvent être utilisés pour déterminer des espaces d'intercommunalité. Les aspects de complémentarité ou de similitude mis en évidence doivent y aider. On utilise à cet effet des techniques et outils statistiques appropriés et des techniques de cartographie.

Le présent rapport n'est qu'une synthèse des informations collectées dans le cadre de l'étude. Il n'est pas possible de restituer complètement la totalité et même partie très significative de ces informations autrement que par des moyens informatiques. C'est la raison de la création de la base informatique de données. Cette base permettra aux usagers d'accéder aux données individuelles des communes sous format tabulaire et cartographique.

Dans le cadre de la planification du développement et du suivi-évaluation efficace des activités de développement, il est de plus en plus question pour et au niveau des communes de :

- disposer de l'inventaire permanent et exhaustif des infrastructures clés et leurs équipements ;
- mieux aider les autorités locales à identifier les besoins en infrastructures et en équipements ;
- les aider davantage dans la planification pour la réalisation de nouvelles infrastructures (extension du réseau électrique, construction de nouvelles routes, création de point d'eau etc.) ;
- permettre de façon inclusive le partage des informations sur les réalisations et leurs effets.

Dans un futur qu'il faut espérer très proche, il faudra alors :

- faire le géo-référencement de toutes les localités et hameaux dans les communes et faire un inventaire géo-référencé des infrastructures et équipements qui les accompagnent avec leur description individuelle ;
- utiliser les technologies modernes de l'information (par exemple Smartphone avec le logiciel approprié) pour la collecte des données en lieu et place du papier rendant ainsi plus fiable et disponible en temps réel les données ;
- créer sur internet une plateforme de partage des informations détaillées ainsi que les synthèses : données tabulaires, cartes thématiques et notes de synthèse.

Une telle initiative doit être nationale et comporter une phase expérimentale.

Bibliographie

ODHD/LCP : Profil de pauvreté des communes du Mali, Bamako, 2008

CPS/ SE : Annuaire statistique du secteur éducation, Bamako, 2012

DNS : Système Local d'Informations Sanitaires, Bamako

INSTAT : Recensement général de la population et de l'habitat - Répertoire des villages,
Bamako

ANNEXES

Annexe 1 : Infrastructures des communes

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Kayes	Kayes	KAYES	6	54	160	18	0	6	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	BANGASSI	21	3	4	43	50	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	COLIMBINE	9	4	4	23	38	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	DIAMOU	24	5	20	53	160	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	DJELEBOU	11	4	5	61	182	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	FALEME	11	7	17	34	47	3	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	FEGUI	3	2	3	0	35	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kayes	GORY GOPELA	5	5	4	23	28	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	GOUMERA	2	5	2	0	43	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Kayes	GUIDIMAKAN KERI KAFFO	13	3	3	79	56	8	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	HAWA DE MBAYA	10	4	2	26	6	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	KARAKORO	7	3	5	17	60	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	KEMENE TAMBO	15	6	7	28	36	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	KHOULOUM	11	2	6	22	50	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	KOUNIAKARY	9	5	11	1	0	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	KOUSSANE	28	5	5	121	89	2	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	LIBERTE DE MBAYA	17	30	11	29	20	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	LOGO	19	3	4	36	64	0	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Kayes	Kayes	MARENA DIOMBOUGOU	9	3	4	22	43	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	MARINTOUMANIA	10	4	5	9	12	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	SADIOLA	46	4	19	207	0	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	SAHEL	7	3	12	59	135	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	SAME DIOMGOMA	18	3	3	77	15	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	SEGALA	20	5	5	76	85	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	SERO DIAMANOU	19	5	4	43	57	7	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	SOMANKIDY	8	3	8	0	23	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kayes	SONY	6	6	4	25	17	2	Oui	Oui	Non
Kayes	Kayes	TAFACIRGA	6	5	4	5	39	0	Non	Non	Oui
Kayes	Bafoulabé	BAFOULABE	29	12	14	40	146	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Bafoulabé	BAMAFELE	23	4	5	42	55	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Bafoulabé	DIAKON	18	4	4	35	195	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Bafoulabé	DIALLAN	21	1	3	61	275	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Bafoulabé	DIOKELI	18	5	3	52	229	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Bafoulabé	GOUNFAN	8	2	4	32	109	0	Non	Non	Oui
Kayes	Bafoulabé	KONTELA	30	5	5	48	516	0	Non	Oui	Non
Kayes	Bafoulabé	KOUNDIAN	27	5	3	45	230	0	Non	Oui	Non
Kayes	Bafoulabé	MAHINA	24	8	7	59	128	2	Oui	Oui	Oui
Kayes	Bafoulabé	NIAMBIA	13	5	4	38	268	0	Non	Non	Non
Kayes	Bafoulabé	OUALIA	30	5	6	109	410	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Kayes	Bafoulabé	SIDIBELA	7	3	4	24	306	0	Non	Non	Oui
Kayes	Bafoulabé	TOMORA	37	5	4	113	315	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	DIEMA	20	26	7	77	179	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Diéma	BEMA	24	4	5	132	400	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	DIANGOUNTE CAMARA	17	6	3	44	249	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Diéma	DIANGUIRDE	17	5	1	116	248	3	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	DIEOURA	7	4	5	41	600	0	Non	Non	Oui
Kayes	Diéma	DIOUMARA KOUSSATA	18	5	3	86	295	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	FASSOUDEBE	3	4	6	21	31	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	FATAO	6	2	3	0	10	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	GOMITRADOUGOU	7	4	2	35	62	1	Non	Oui	Non
Kayes	Diéma	GROUMERA	8	2	3	54	98	0	Non	Non	Oui
Kayes	Diéma	GUEDEBINE	6	2	4	29	50	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	LAKAMANE	16	4	7	75	153	3	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	LAMBIDOU	4	8	6	30	42	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	MADIGA SACKO	4	4	1	29	77	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Diéma	SANSANKIDE	6	1	0	39	910	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kéniéba	KENIEBA	27	24	15	81	30	4	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kéniéba	BAYE	17	3	3	41	120	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kéniéba	DABIA	13	3	5	23	55	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Kéniéba	DIALAFARA	36	7	9	192	90	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Kayes	Kéniéba	DOMBIA	5	2	6	23	49	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kéniéba	FALEA	21	8	2	134	558	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kéniéba	FARABA	13	6	5	36	350	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kéniéba	GUENEGORE	8	10	7	18	50	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kéniéba	KASSAMA	25	3	5	62	600	0	Non	Oui	Non
Kayes	Kéniéba	KROUKOTO	10	3	4	30	16	0	Non	Oui	Non
Kayes	Kéniéba	SAGALO	18	4	3	75	189	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kéniéba	SITAKILLY	16	5	14	64	82	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	KITA	15	22	19	5	0	5	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kita	BADIA	9	4	2	14	60	0	Non	Non	Non
Kayes	Kita	BENDOUGOUBA	18	6	4	31	105	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	BENKADI FOUNIA	14	1	2	20	42	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	BOUDOFO	9	5	2	39	52	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	BOUGARIBAYA	7	5	2	26	105	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kita	DIDENKO	7	3	5	14	75	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kita	DJIDIAN	14	4	5	69	48	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kita	DJOUGOUN	5	3	6	12	270	0	Non	Non	Non
Kayes	Kita	GADOUGOU 1	17	5	3	23	320	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	GADOUGOU 2	6	5	2	24	400	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kita	GUEMOUKOURABA	5	3	3	10	60	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kita	KASSARO	17	5	10	80	160	0	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Kayes	Kita	KITA NORD	9	4	4	28	80	0	Non	Non	Non
Kayes	Kita	KITA OUEST	21	7	4	39	213	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	KOBRI	17	4	2	69	150	0	Non	Oui	Non
Kayes	Kita	KOKOFATA	17	5	4	92	150	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	KOTOUBA	5	7	6	23	101	0	Non	Non	Non
Kayes	Kita	KOULOU	10	4	3	57	500	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kita	KOOUROUNINKOTO	8	4	4	0	42	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	MADINA	10	2	5	99	135	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kita	MAKANO	15	0	5	44	200	0	Non	Oui	Non
Kayes	Kita	NAMALA GUIMBA	11	3	6	33	38	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kita	NIANTANSO	6	2	2	30	115	2	Non	Non	Non
Kayes	Kita	SABOULA	5	3	3	23	53	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	SEBEKORO	16	6	5	105	191	20	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kita	SEFETO NORD	6	0	7	30	280	0	Non	Non	Oui
Kayes	Kita	SEFETO OUEST	9	4	8	27	76	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	SENKO	8	5	10	17	69	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Kita	SIRAKORO	10	4	2	22	40	0	Non	Non	Non
Kayes	Kita	SOURANSAN TOMOTO	6	4	12	7	30	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	TAMBAGA	10	3	2	24	26	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Kita	TOUKOTO	13	8	4	38	45	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	NIORO	17	23	35	0	0	5	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Kayes	Nioro	BANIERE KORE	14	7	4	65	0	0	Oui	Non	Oui
Kayes	Nioro	DIABIGUE	14	1	4	31	80	0	Non	Non	Oui
Kayes	Nioro	DIARRA	6	2	3	31	37	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	DIAYE COURA	9	5	5	93	143	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	GAVINANE	22	5	5	131	69	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	GOGUI	8	8	5	18	60	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	GUETEMA	11	3	3	14	54	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	KADIABA KADIEL	7	12	5	46	63	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	KORERA KORE	16	4	4	94	135	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	NIORO TOUGOUNE RANGABE	18	5	4	102	203	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	SANDARE	23	5	3	107	20	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	SIMBI	21	4	4	102	230	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	TROUNGOUMBE	5	6	4	9	18	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Nioro	YERERE	10	5	2	50	60	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Nioro	YOURI	1	3	3	0	52	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	GUIDIME	22	17	43	43	268	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	DIAFOUNOU DIONGAGA	8	6	11	27	84	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	DIAFOUNOU GORY	14	5	40	21	133	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	FANGA	4	7	4	19	30	0	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	GORY	10	3	8	62	90	1	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Kayes	Yélimané	KIRANE KANIAGA	12	7	11	28	205	3	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	KONSIGA	3	4	8	3	4	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	KREMIS	8	4	15	18	42	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	MAREKAFO	3	2	4	0	5	1	Non	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	SOUMPOU	5	6	6	9	27	0	Non	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	TOYA	6	5	13	13	60	1	Oui	Oui	Oui
Kayes	Yélimané	TRINGA	4	3	12	15	15	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	KOULIKORO	11	27	53	10	0	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	DINANDOUYOU	29	5	6	71	100	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	DOUMBA	7	6	2	13	18	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	KOULA	36	5	4	69	83	1	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	MEGUETAN	25	7	5	43	0	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	NYAMINA	50	6	6	128	143	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	SIRAKOROLA	55	7	4	140	217	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	TIENFALA	16	7	8	62	25	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Koulikoro	TOUGOUNI	23	5	5	45	55	2	Non	Oui	Non
Koulikoro	Banamba	BANAMBA	28	19	7	71	186	2	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Banamba	BEN KADI	13	9	4	53	40	0	Non	Non	Non
Koulikoro	Banamba	BORON	48	4	7	160	80	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Banamba	DUGUWOLOWULA	30	6	5	95	104	2	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Banamba	KIBAN	6	2	5	17	48	2	Oui	Oui	Non

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Koulikoro	Banamba	MADINA SACKO	31	5	5	107	35	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Banamba	SEBETE	10	6	2	28	172	0	Non	Non	Non
Koulikoro	Banamba	TOUBACORO	22	5	5	88	20	0	Non	Non	Oui
Koulikoro	Banamba	TOUKOROBA	17	3	4	76	199	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	KALADOUGOU	23	14	9	64	237	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	BANCO	31	2	6	85	31	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	BENKADI	6	3	8	16	12	0	Non	Non	Oui
Koulikoro	Dioïla	BINKO	12	3	5	50	168	1	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	DEGNEKORO	9	2	14	8	44	0	Non	Oui	Non
Koulikoro	Dioïla	DIEBE	7	2	6	18	15	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	DIEDOUGOU	34	7	8	87	40	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	DIOUMAN	4	3	4	23	41	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	DOLENDUGOU	9	2	8	20	14	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	GUEGNEKA	8	15	25	6	25	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	JEKAFO	8	3	8	27	12	0	Non	Non	Oui
Koulikoro	Dioïla	KEMEKAFO	32	5	6	85	32	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	KERELA	12	2	4	34	184	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	KILIDUGOU	12	4	9	41	45	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	MASSIGUI	53	7	33	133	100	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	N'DLONDUGOU	19	6	10	28	128	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	N'GARADUGOU	10	6	6	20	28	1	Non	Non	Non

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Koulikoro	Dioïla	N'GOLOBOUGOU	23	5	13	70	23	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	NANGOLA	14	3	5	34	56	1	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	NIANTJILA	14	3	4	47	14	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	TENINDOUGOU	7	7	5	15	25	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	WACORO	6	3	3	26	58	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Dioïla	ZAN COULIBALY	9	8	9	23	76	1	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kangaba	MINIDIAN	11	21	11	35	80	3	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kangaba	BALAN BAKAMA	6	8	4	33	60	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kangaba	BENKADI	4	15	8	19	129	3	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kangaba	KANIOGO	11	19	6	30	47	4	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kangaba	KARAN	4	8	4	0	80	1	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kangaba	MARAMANDOUGOU	10	15	3	58	100	4	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kangaba	NARENA	6	9	6	8	32	1	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kangaba	NOUGA	6	13	5	30	58	4	Non	Non	Oui
Koulikoro	Kangaba	SELEFOUGOU	4	15	5	24	24	1	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	KATI	13	7	113	22	14	2	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	BAGUINEDA-CAMP	32	11	17	57	20	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	BANCOUMANA	14	3	5	20	30	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	BOSSOFALA	17	7	6	54	36	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	BOUGOULA	11	1	4	53	29	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	DABAN	10	5	4	32	0	0	Non	Non	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Koulikoro	Kati	DIAGO	7	5	3	42	3	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	DIALAKOROBA	23	5	9	72	47	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	DIALAKORODJI	3	2	11	8	8	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	DIEDOUGOU	17	2	4	43	18	0	Non	Non	Oui
Koulikoro	Kati	DIO-GARE	7	3	4	11	56	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	DOGODOUMAN	3	2	7	3	5	2	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	DOMBILA	11	3	4	24	7	0	Non	Non	Oui
Koulikoro	Kati	DOUBABOUGOU	7	2	4	12	0	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	FARABA	12	5	6	34	117	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	KALABANCORO	12	5	32	37	49	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	KALIFABOUGOU	12	3	4	20	0	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	KAMBILA	15	0	7	33	6	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	KOUROUBA	5	2	3	8	37	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	MANDE	25	8	14	32	20	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	MORIBABOUGOU	4	2	11	5	7	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	MOUNTOUGOULA	16	4	5	42	30	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	N'GABACORO	7	3	8	11	0	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	N'GOURABA	13	5	6	32	95	0	Non	Oui	Non
Koulikoro	Kati	N'TJIBA	18	4	4	43	0	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	NIAGADINA	5	3	3	7	30	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	NIOUMAMAKANA	9	2	3	27	97	0	Non	Non	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Koulikoro	Kati	OUELESSEBOUGOU	44	14	11	143	141	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	SAFO	14	0	11	24	8	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	SANANKORO DJITOU MOU	27	5	4	86	103	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	SANANKOROBA	26	5	13	61	126	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	SANGAREBOUGOU	3	3	13	44	3	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	SIBY	21	8	6	48	80	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	SOBRA	10	2	3	48	124	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	TIAKADOUGOUDIALAKORO	9	1	2	25	25	0	Non	Oui	Non
Koulikoro	Kati	TIELE	13	5	5	5	70	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Kati	YELEKEBOUGOU	17	3	3	50	134	0	Non	Oui	Non
Koulikoro	kolokani	KOLOKANI	45	14	8	161	280	1	Oui	Non	Non
Koulikoro	kolokani	DIDIENI	40	5	9	183	0	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	kolokani	GUIHOYO	24	3	5	93	30	0	Non	Non	Non
Koulikoro	kolokani	MASSANTOLA	42	6	5	196	789	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	kolokani	NONKON	19	4	0	69	0	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	kolokani	NOSSOMBOUGOU	22	4	7	40	0	1	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	kolokani	OULOLODO	11	4	5	22	37	0	Non	Non	Oui
Koulikoro	kolokani	SAGABALA	35	4	7	163	100	0	Non	Oui	Non
Koulikoro	kolokani	SEBECORO I	33	2	7	96	189	0	Non	Oui	Non
Koulikoro	kolokani	TIORIBOUGOU	14	3	3	42	107	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Nara	NARA	17	28	12	59	309	4	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Koulikoro	Nara	ALLAHINA	8	3	3	32	77	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Nara	DABO	10	2	9	66	114	0	Non	Non	Oui
Koulikoro	Nara	DILLY	65	5	8	316	219	0	Oui	Oui	Oui
Koulikoro	Nara	DOGOFRY	28	6	7	150	170	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Nara	FALLOU	43	6	13	177	110	0	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Nara	GUENEIBE	18	1	4	103	200	0	Non	Non	Non
Koulikoro	Nara	GUIRE	26	3	4	140	70	1	Non	Non	Oui
Koulikoro	Nara	KORONGA	17	3	4	60	282	0	Non	Non	Non
Koulikoro	Nara	NIAMANA	39	5	11	161	97	1	Non	Oui	Oui
Koulikoro	Nara	OUAGADOU	7	2	4	33	0	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	SIKASSO	49	65	208	27	286	12	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	BENKADI	7	3	15	0	40	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	BLENDIO	15	7	20	0	129	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	DANDERESSO	31	4	26	0	133	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	DEMBELA	11	0	21	0	99	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	DIALAKORO	4	0	13	0	37	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	DIOMATENE	4	5	13	0	8	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	DOGONI	14	11	21	0	112	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	DOUMANABA	8	3	21	0	32	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	FAMA	7	4	13	0	74	0	Non	Non	Oui
Sikasso	Sikasso	FARAKALA	12	5	16	0	56	0	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Sikasso	Sikasso	FINKOLO	8	3	22	0	146	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	FINKOLO GANADOUGOU	17	6	22	0	103	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	GONGASSO	10	12	15	0	113	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KABARASSO	11	7	14	0	38	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KABOILA	26	7	22	0	220	4	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KAFOUZIELA	6	8	13	0	26	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KAPALA	9	5	14	0	58	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KAPOLONDOUGOU	19	8	21	0	296	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KIGNAN	15	5	34	0	92	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KLELA	15	9	22	0	109	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KOFAN	8	4	15	0	30	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KOLOKOBA	10	6	15	0	24	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KOUMANKOU	4	4	13	0	86	1	Non	Oui	Non
Sikasso	Sikasso	KOUORO	7	4	15	0	30	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	KOUROUMA	10	11	21	0	97	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	LOBOUGOULA	35	6	29	0	702	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	MINIKO	6	7	13	0	250	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	MIRIA	5	3	15	0	61	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	MISSIRIKORO	8	2	13	0	60	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	N'TJIKOUNA	5	7	13	0	30	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	NATIEN	8	0	15	0	319	0	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Sikasso	Sikasso	NIENA	45	7	30	0	30	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	NONGO-SOUALA	4	5	15	0	31	0	Non	Non	Oui
Sikasso	Sikasso	PIMPERNA	11	2	14	0	74	0	Oui	Non	Oui
Sikasso	Sikasso	SANZANA	8	1	18	30	58	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	SOKOURANIMISSIRIK.	5	2	13	0	17	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	TELLA	8	0	14	0	88	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	TIANKADI	3	0	14	0	32	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	WATENI	11	7	13	0	71	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	ZANFEREBOUGOU	3	5	13	0	2	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	ZANGARADOUGOU	7	9	14	0	29	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Sikasso	ZANIENA	11	7	14	0	48	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	BOUGOUNI	28	33	45	19	120	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	BLADIE-TIEMALA	3	3	13	0	0	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	DANOU	11	6	22	0	87	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	DEBELIN	9	4	15	0	40	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	DEFINA	8	3	15	0	40	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	DOGO	58	4	32	0	555	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	DOMBA	18	2	15	0	10	0	Non	Oui	Non
Sikasso	Bougouni	FARADIELE	9	1	14	0	39	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	FARAGOUARAN	11	6	15	0	127	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	GARALO	36	8	23	0	270	1	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Sikasso	Bougouni	KELEYA	22	3	22	0	162	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	KOKELE	13	4	13	0	62	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	KOLA	9	2	14	0	20	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	KOUMANTOU	37	6	29	5	86	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	KOUROULAMINI	6	3	13	0	36	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	MERIDIELA	24	4	20	0	73	0	Non	Non	Oui
Sikasso	Bougouni	OUROUN	7	5	15	0	42	0	Non	Non	Oui
Sikasso	Bougouni	SANSO	16	6	22	0	168	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	SIBIRILA	25	7	24	0	200	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	SIDO	96	6	22	0	300	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	SYEN TOULA	11	6	15	34	87	0	Non	Non	Oui
Sikasso	Bougouni	TIEMALA BANIMONOTIE	28	4	21	0	280	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	WOLA	10	2	14	0	79	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	YININDOUGOU	11	3	15	0	157	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	YIRIDOUGOU	16	3	13	0	39	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Bougouni	ZANTIEBOUGOU	42	7	29	0	115	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Kadiolo	KADIOLO	20	29	29	0	148	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Kadiolo	DIOU	3	2	15	0	27	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kadiolo	DIOUMATENE	5	4	15	0	37	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kadiolo	FOUROU	23	4	29	0	215	3	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kadiolo	KAI	7	3	13	0	113	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Sikasso	Kadiolo	LOULOUNI	29	3	30	0	165	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Kadiolo	MISSENI	20	4	23	0	189	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kadiolo	NIMBOUGOU	5	2	15	0	69	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kadiolo	ZEGOUA	9	8	35	0	35	2	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	KOLONDIEBA	57	19	42	0	610	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	BOUGOULA	5	3	13	0	33	0	Non	Oui	Non
Sikasso	Kolondiéba	FAKOLA	14	6	23	0	156	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	FARAKO	13	2	21	0	186	0	Non	Oui	Non
Sikasso	Kolondiéba	KADIANA	18	8	24	0	225	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	KEBILA	31	4	27	0	80	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	KOLOSSO	10	2	13	0	107	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	MENA	13	3	14	0	112	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	N'GOLODIANA	12	1	13	0	162	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	NANGALASSO	11	6	14	0	185	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	TIONGUI	12	2	15	0	180	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Kolondiéba	TOUSSEGUELA	8	4	13	0	137	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KOUTIALA	20	15	86	10	2	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	DIEDOUGOU	4	3	15	0	35	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	DIOURADOUGOU KAFO	9	3	21	0	117	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	FAGUI	12	5	16	0	98	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	FAKOLO	6	4	15	0	30	0	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Sikasso	Koutiala	GOUADJI KAO	5	5	15	0	12	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	GOUADJIE SOUGOUNA	6	4	22	0	45	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KAFO FABOLI	10	4	21	0	45	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KAPALA	5	2	16	0	26	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KARAGOUANA MALLE	5	3	18	0	27	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KOLONIGUE	11	6	22	0	36	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KONINA	7	6	14	0	6	1	Non	Non	Oui
Sikasso	Koutiala	KONINGUE	5	3	22	0	6	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KONSEGUELA	18	6	27	0	75	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KOROMO	8	4	15	0	19	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	KOUNIANA	2	7	14	0	50	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	LOGOUANA	5	2	14	0	18	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	M'PESSOBA	20	11	28	0	38	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	MIENA	4	4	21	0	48	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	N'GOLONIANASSO	17	7	21	0	18	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	N'GOUTJINA	9	10	18	0	12	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	N'TOSSONI	5	3	16	0	10	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	NAFANGA	6	3	17	0	23	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	NAMPE	4	2	15	0	12	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	NIANTAGA	4	1	13	0	28	0	Non	Non	Oui
Sikasso	Koutiala	SINCINA	7	23	25	0	75	1	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Sikasso	Koutiala	SINKOLO	9	3	16	0	128	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	SONGO-DOUBACORE	10	4	23	0	74	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	SONGOUA	2	3	22	0	13	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	SOROBASSO	5	5	14	0	8	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	TAO	3	4	17	0	38	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	YOGNOGO	3	3	13	0	0	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	ZANFIGUE	11	5	16	0	48	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	ZANGASSO	10	7	22	0	200	3	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	ZANINA	3	6	15	0	16	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Koutiala	ZEBALA	8	3	23	0	56	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	WASSOULOU-BALLE	37	26	36	0	534	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	BAYA	5	9	17	12	5	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	BOLO-FOUTA	4	3	14	0	18	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	DJALLON-FOULA	8	4	15	0	48	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	DJIGUIYA DE KOLONI	11	4	14	0	83	1	Non	Non	Non
Sikasso	Yanfolila	GOUANAN	35	3	24	0	655	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	GOUANDIAKA	29	7	17	0	151	2	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	KOUSSAN	16	3	14	0	237	2	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	SANKARANI	8	4	13	0	63	2	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	SERE MOUSSA ANI SAMO	16	3	22	0	58	1	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yanfolila	TAGANDOUGOU	7	9	14	0	76	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Sikasso	Yanfolila	YALLANKORO-SOLOBA	8	5	17	0	95	2	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	YOROSSO	10	24	28	0	69	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	BOURA	15	9	22	0	223	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	KARANGANA	9	10	23	0	73	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	KIFFOSSO 1	12	8	23	0	67	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	KOUMBIA	12	10	28	0	150	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	KOURY	17	12	30	0	85	1	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	MAHOU	4	6	22	0	26	0	Oui	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	MENAMBA 1	9	7	16	0	92	0	Non	Oui	Oui
Sikasso	Yorosso	OURIKELA	10	6	21	0	135	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SEGOU	19	22	100	8	0	4	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	BAGUINDADOUGOU	18	9	4	0	158	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	BELLEN	11	8	5	0	189	0	Non	Non	Non
Ségou	Ségou	BOUSSIN	15	6	3	0	100	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	CINZANA	72	6	5	0	777	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	DIEDOUGOU	20	4	6	0	190	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	DIGANIBOUGOU	23	8	4	0	117	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	DIORO	30	11	21	0	70	1	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	DIOUNA	11	5	4	0	109	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	DOUGABOUGOU	7	8	11	0	60	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	FARAKO	12	9	6	0	150	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Ségou	Ségou	FARAKOU MASSA	10	5	5	0	29	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	FATINE	30	5	5	0	349	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	KAMIANDOUGOU	19	5	7	0	179	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	KATIENA	27	4	6	0	127	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	KONODIMINI	24	5	7	0	81	1	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	MARKALA	30	20	35	0	87	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	MASSALA	8	6	3	0	17	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	N'GARA	10	4	5	0	20	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	N'KOUMANDOUGOU	16	10	5	0	90	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	PELENGANA	28	10	19	0	200	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SAKOIBA	30	7	4	0	108	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SAMA FOULALA	8	10	5	0	86	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SAMINE	6	11	5	0	51	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SANSANDING	20	10	10	0	100	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SEBOUGOU	10	3	5	2	13	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SIBILA	15	9	9	0	198	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SOIGNEBOUGOU	8	4	2	0	70	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	SOUBA	27	10	5	0	125	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Ségou	TOGOU	10	6	3	0	67	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	BAROUELI	42	10	7	0	30	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	BOIDIE	25	4	6	0	21	0	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Ségou	Baraouéli	DOUGOUFIE	8	3	4	0	60	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	GOUENDO	10	6	6	0	69	0	Non	Oui	Non
Ségou	Baraouéli	KALAKE	25	7	5	0	25	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	KONOBOUGOU	45	6	8	0	150	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	N'GASSOLA	6	4	2	0	44	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	SANANDO	38	9	6	0	180	1	Non	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	SOMO	10	3	4	0	18	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	TAMANI	14	5	4	0	20	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Baraouéli	TESSERLA	10	4	3	0	42	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	BLA	19	19	9	0	193	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Bla	BEGUENE	8	3	3	0	62	0	Non	Oui	Non
Ségou	Bla	DIARAMANA	14	3	4	0	50	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	DIENA	5	4	4	0	55	0	Non	Non	Oui
Ségou	Bla	DOUGOUOLO	6	4	5	0	27	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	FALO	26	6	6	0	120	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	FANI	19	2	4	0	134	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	KAZANGASSO	8	3	2	0	60	0	Non	Non	Oui
Ségou	Bla	KEMENI	11	3	3	0	42	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	KORODOUGOU	11	3	5	0	111	1	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	KOULANDOUGOU	12	2	2	0	15	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	NIALA	8	5	4	0	18	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Ségou	Bla	SAMABOGO	10	4	3	0	74	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	SOMASSO	5	4	5	0	51	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	TIEMENA	13	5	4	0	100	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	TOUNA	25	6	5	0	239	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Bla	YANGASSO	30	5	5	0	60	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Macina	MACINA	22	7	6	0	78	1	Oui	Oui	Oui
Ségou	Macina	BOKY WERE	15	4	6	0	25	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Macina	FOLOMANA	18	5	3	0	0	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Macina	KOKRY CENTRE	18	3	5	0	56	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Macina	KOLONGO	37	4	5	0	108	1	Oui	Oui	Oui
Ségou	Macina	MATOMO	14	5	5	0	0	1	Non	Oui	Oui
Ségou	Macina	MONIMPEBOUGOU	34	7	5	0	511	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Macina	SALIBA	45	6	4	0	0	1	Oui	Oui	Oui
Ségou	Macina	SANA	27	7	6	16	9	1	Oui	Oui	Oui
Ségou	Macina	SOULEYE	10	5	1	0	25	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Macina	TONGUE	10	4	4	0	8	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Niono	NIONO	21	33	19	30	174	1	Oui	Oui	Oui
Ségou	Niono	DIABALY	33	5	9	0	140	1	Oui	Oui	Oui
Ségou	Niono	DOGOFRY	24	5	8	0	200	2	Oui	Oui	Oui
Ségou	Niono	KALA SIGUIDA	18	14	7	0	100	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Niono	MARIKO	24	6	5	0	180	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Ségou	Niono	NAMPALARI	27	8	3	0	300	0	Non	Non	Oui
Ségou	Niono	POGO	18	12	5	0	101	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Niono	SIRIBALA	20	7	7	0	76	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Niono	SIRIFILA BOUNDY	17	10	11	10	60	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Niono	SOKOLO	19	4	8	0	253	1	Non	Oui	Oui
Ségou	Niono	TORIDAGA KO	19	5	6	0	77	1	Non	Non	Oui
Ségou	Niono	YEREDON SANIONA	15	5	6	0	270	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	SAN	19	16	63	0	180	1	Oui	Oui	Oui
Ségou	San	BARAMANDOUGOU	10	3	4	0	30	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	DAH	27	4	6	0	13	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	DIAKOUROUNA	21	3	5	0	34	0	Non	Oui	Non
Ségou	San	DIELI	36	6	6	100	130	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	DJEGUENA	8	4	7	0	36	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	FION	8	2	1	0	20	0	Non	Non	Oui
Ségou	San	KANIEGUE	18	4	4	0	31	0	Non	Oui	Non
Ségou	San	KARABA	13	2	5	0	16	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	KASSOROLA	23	6	5	0	60	0	Oui	Oui	Non
Ségou	San	KAVA	22	8	9	0	10	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	San	MORIBILA	16	1	9	0	70	0	Non	Oui	Non
Ségou	San	N'GOA	15	3	3	0	52	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	N'TOROSSO	17	3	4	0	27	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Ségou	San	NIAMANA	19	3	5	0	60	0	Non	Non	Non
Ségou	San	NIASSO	27	2	6	0	28	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	OUOLON	13	4	4	0	200	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	SIADOUGOU	20	5	4	0	20	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	SOMO	3	5	2	0	20	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	SOUROUNTOUNA	31	6	6	0	77	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	San	SY	11	4	4	40	8	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	San	TENE	25	4	1	0	0	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	San	TENENI	4	3	4	0	25	0	Non	Oui	Oui
Ségou	San	TOURAKOLOMBA	15	3	4	0	15	0	Non	Non	Non
Ségou	San	WAKI	12	4	5	0	75	0	Non	Non	Non
Ségou	Tominian	TOMINIAN	36	6	5	0	51	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Tominian	BENENA	27	5	4	0	358	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Tominian	DIORA	16	6	4	0	82	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Tominian	FANGASSO	41	4	9	0	60	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Tominian	KOULA	34	4	8	0	60	0	Non	Oui	Non
Ségou	Tominian	LANFIALA	17	0	3	0	40	0	Non	Non	Non
Ségou	Tominian	MAFOUNE	29	5	5	0	660	0	Non	Non	Oui
Ségou	Tominian	MANDIAKUY	28	6	6	0	80	0	Oui	Oui	Oui
Ségou	Tominian	OUAN	17	1	4	0	20	0	Non	Oui	Oui
Ségou	Tominian	SANEKUY	20	3	6	0	60	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Ségou	Tominian	TIMISSA	30	5	5	0	60	0	Non	Oui	Non
Ségou	Tominian	YASSO	22	3	5	0	51	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	MOPTI	11	18	119	14	0	1	Oui	Oui	Oui
Mopti	Mopti	BASSIROU	6	1	2	7	0	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	BORONDOUGOU	5	6	4	3	15	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	DIALLOUBE	21	5	8	66	2	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	FATOMA	25	5	18	58	130	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	KONNA	28	6	12	63	51	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	KOROMBANA	32	5	4	49	141	0	Oui	Oui	Oui
Mopti	Mopti	KOUBAYE	8	2	4	8	56	0	Non	Oui	Non
Mopti	Mopti	KOUNARI	32	6	9	52	25	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	OURO MODI	4	5	2	13	23	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	OUROUBE DOUDDE	9	5	3	5	20	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	SASALBE	9	4	4	37	20	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	SIO	20	5	5	40	69	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Mopti	SOCOURA	28	6	12	29	50	0	Oui	Oui	Oui
Mopti	Mopti	SOYE	26	2	13	81	89	0	Non	Oui	Non
Mopti	Bandiagara	BANDIAGARA	8	20	11	5	0	1	Oui	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	BARA SARA	23	5	4	0	19	0	Non	Oui	Non
Mopti	Bandiagara	BORKO	5	2	3	7	14	0	Non	Non	Oui
Mopti	Bandiagara	DANDOLI	14	6	2	43	21	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Mopti	Bandiagara	DIAMNATI	10	2	2	28	133	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	DOGANI BERE	5	4	2	12	29	0	Non	Non	Non
Mopti	Bandiagara	DOUCOMBO	24	4	4	106	18	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	DOUROU	28	4	2	56	92	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	KENDE	5	2	2	15	46	0	Non	Oui	Non
Mopti	Bandiagara	KENDIE	35	4	4	119	298	0	Non	Oui	Non
Mopti	Bandiagara	LOWOL GUEOU	20	5	4	17	45	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	METOUMOU	24	2	2	42	129	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	ONDOUGOU	10	2	2	24	44	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	PELOU	4	1	2	14	25	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	PIGNARI	20	3	7	82	200	0	Non	Non	Non
Mopti	Bandiagara	PIGNARI BANA	23	6	4	76	254	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	SANGHA	56	3	9	53	40	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	SEGUE IRE	16	6	3	11	19	0	Non	Oui	Non
Mopti	Bandiagara	SOROLY	9	3	2	20	32	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Bandiagara	TIMNIRI	29	5	13	56	100	0	Non	Non	Non
Mopti	Bandiagara	WADOUBA	48	5	4	91	135	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bankass	BANKASS	26	10	9	60	50	1	Oui	Oui	Oui
Mopti	Bankass	BAYE	33	6	10	164	114	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Bankass	DIALASSAGOU	25	6	5	51	45	2	Non	Oui	Oui
Mopti	Bankass	DIMBAL HABBE	21	3	5	51	59	1	Non	Non	Non

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Mopti	Bankass	KANI-BONZONI	17	6	3	28	25	0	Non	Non	Non
Mopti	Bankass	KOULOGON HABE	17	3	4	27	27	1	Non	Oui	Non
Mopti	Bankass	LESSAGOU HABE	22	2	4	46	35	0	Non	Non	Non
Mopti	Bankass	OUONKORO	22	5	3	105	23	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Bankass	SEGUE	44	3	4	90	144	0	Non	Oui	Non
Mopti	Bankass	SOKOURA	32	2	3	75	167	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Bankass	SOUBALA	9	2	3	19	36	0	Non	Oui	Non
Mopti	Bankass	TORI	24	2	4	34	20	1	Non	Non	Oui
Mopti	Djenné	DJENNE	11	13	20	24	58	1	Oui	Oui	Oui
Mopti	Djenné	DANDOUGOU FAKALA	10	5	11	19	79	0	Non	Oui	Non
Mopti	Djenné	DERARY	8	6	7	9	42	2	Non	Oui	Oui
Mopti	Djenné	FAKALA	30	8	17	54	100	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Djenné	FEMAYE	21	3	5	24	0	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Djenné	KEWA	16	5	8	66	124	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Djenné	MADIAMA	10	3	9	16	55	0	Non	Non	Oui
Mopti	Djenné	NEMA-BADENYAKAFO	29	3	9	72	195	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Djenné	NIANSANARIE	6	5	4	5	20	0	Non	Non	Oui
Mopti	Djenné	OURO ALI	10	6	11	12	27	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Djenné	PONDORI	6	0	10	18	20	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Djenné	TOGUE MOURARI	12	5	10	9	100	0	Non	Non	Non
Mopti	Douentza	DOUMENTZA	5	28	12	0	15	2	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Mopti	Douentza	DALLAH	12	9	3	23	67	0	Non	Non	Oui
Mopti	Douentza	DANGOL-BORE	36	5	5	74	245	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Douentza	DEBERE	6	15	3	10	70	0	Non	Non	Oui
Mopti	Douentza	DIANWELY	8	2	3	25	81	0	Non	Non	Non
Mopti	Douentza	DJAPTODJI	58	4	3	168	160	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Douentza	GANDAMIA	8	8	4	10	80	0	Non	Non	Non
Mopti	Douentza	HAIRE	32	6	11	79	121	1	Non	Non	Oui
Mopti	Douentza	HOMBORI	20	8	8	57	188	0	Oui	Oui	Oui
Mopti	Douentza	KERENA	2	1	3	5	50	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Douentza	KORAROU	9	12	3	17	147	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Douentza	KOUBEWEL KOUNDIA	15	5	3	14	21	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Douentza	MONDORO	23	3	4	168	236	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Douentza	PETAKA	5	16	2	8	30	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Douentza	TEDIE	12	10	3	19	124	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	KORO	49	32	14	162	956	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	BAMBA	28	6	7	27	43	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	BARAPIRELI	14	2	4	27	20	0	Non	Oui	Non
Mopti	Koro	BONDO	15	3	6	58	12	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	DIANKABOU	19	3	6	56	79	0	Non	Oui	Non
Mopti	Koro	DINANGOUROU	13	9	6	43	279	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	DIOUNGANI	21	5	9	107	214	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Mopti	Koro	DOUGOUTENE I	22	5	9	36	107	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	DOUGOUTENE II	22	4	4	0	66	0	Non	Oui	Non
Mopti	Koro	KASSA	19	5	6	34	110	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	KOPORO PEN	16	6	4	35	41	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	KOPOROKENDIE NA	19	4	5	83	57	0	Non	Oui	Non
Mopti	Koro	MADOUGOU	29	5	4	113	102	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	PEL MAOUDE	9	5	9	12	65	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Koro	YORO	9	2	8	57	60	0	Non	Non	Oui
Mopti	Koro	YUODIOU	12	2	5	31	75	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Tenenkou	TENENKOU	5	26	9	0	18	1	Oui	Oui	Oui
Mopti	Tenenkou	DIAFARABE	10	5	5	28	160	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Tenenkou	DIAGA	17	5	4	64	208	1	Oui	Oui	Oui
Mopti	Tenenkou	DIONDIORI	37	6	4	96	53	1	Non	Oui	Non
Mopti	Tenenkou	KARERI	42	6	4	182	0	3	Non	Oui	Oui
Mopti	Tenenkou	OURO ARDO	29	6	5	59	69	0	Non	Non	Oui
Mopti	Tenenkou	OURO GUIRE	15	9	3	27	35	0	Non	Oui	Oui
Mopti	Tenenkou	SOUGOULBE	17	0	2	41	49	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Tenenkou	TOGORO KOTIA	13	5	2	34	110	2	Non	Oui	Oui
Mopti	Tenenkou	TOGUERE-COUMBE	33	7	3	72	114	1	Oui	Oui	Oui
Mopti	Youwarou	YOUWAROU	22	15	5	95	275	1	Non	Oui	Oui
Mopti	Youwarou	BIMBERE TAMA	10	8	3	30	49	0	Non	Non	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Mopti	Youwarou	DEBOYE	24	5	2	41	113	0	Non	Non	Non
Mopti	Youwarou	DIRMA	24	4	3	42	28	0	Non	Non	Non
Mopti	Youwarou	DONGO	13	4	4	47	13	0	Non	Non	Non
Mopti	Youwarou	FARIMAKE	34	5	3	72	95	1	Non	Non	Non
Mopti	Youwarou	N'DODJIGA	50	8	4	86	90	1	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Tombouctou	TOMBOUCTOU	8	27	38	23	10	3	Oui	Oui	Oui
Tombouctou	Tombouctou	ALAFIA	24	10	8	0	36	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Tombouctou	BER	36	3	3	0	60	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Tombouctou	BOUREM-INALY	10	3	6	0	40	0	Oui	Non	Oui
Tombouctou	Tombouctou	LAFIA	11	3	4	0	0	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Tombouctou	SALAM	57	3	6	0	0	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Diré	DIRE	10	11	6	0	75	1	Oui	Oui	Oui
Tombouctou	Diré	ARHAM	3	6	6	0	62	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Diré	BINGA	8	5	3	0	75	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Diré	BOUREM SIDI AMAR	8	1	4	0	14	0	Oui	Oui	Non
Tombouctou	Diré	DANGHA	15	4	9	0	11	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Diré	GARBAKOIRA	11	6	5	0	97	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Diré	HAIBONGO	14	5	5	0	135	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Diré	KIRCHAMBA	7	2	3	0	17	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Diré	KONDI	5	4	2	0	22	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Diré	SAREYAMOU	13	5	6	0	145	0	Non	Non	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Tombouctou	Diré	TIENKOUR	11	2	4	0	25	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Diré	TINDIRMA	10	4	2	0	40	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Diré	TINGUEREGUIF	9	2	4	0	21	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Goundam	GOUNDAM	11	13	11	0	80	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Goundam	ALZOUNOUB	16	0	3	0	170	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	BINTAGOUNGOU	9	1	2	0	7	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	D'ADARMALANE	8	1	6	0	6	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	DOUEKIRE	41	6	7	0	240	0	Oui	Oui	Oui
Tombouctou	Goundam	DOUKOURIA	24	6	6	0	15	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Goundam	ESSAKANE	27	8	4	0	0	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Goundam	GARGANDO	22	0	0	0	150	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	ISSA BERY	7	4	2	0	25	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	KANEYE	8	1	11	0	18	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Goundam	M'BOUNA	10	8	4	0	85	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	RAZ-EL-MA	9	0	5	0	210	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	TELE	4	8	2	0	24	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	TILEMSI	36	0	4	0	43	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	TIN AICHA	6	1	4	0	120	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Goundam	TONKA	24	10	5	0	95	1	Non	Non	Oui
Tombouctou	Gourma-Rarhous	RHAROUS	35	15	7	0	345	0	Oui	Oui	Oui
Tombouctou	Gourma-Rarhous	BAMBARA MAOUDÉ	47	4	5	0	95	0	Non	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Tombouctou	Gourma-Rarhous	BANIKANE	16	5	4	0	76	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Gourma-Rarhous	GOSSI	61	6	4	0	528	1	Oui	Oui	Oui
Tombouctou	Gourma-Rarhous	HANZAKOMA	24	3	3	0	50	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Gourma-Rarhous	HARIBOMO	19	3	4	0	125	0	Non	Non	Non
Tombouctou	Gourma-Rarhous	INADIATAFANE	26	2	5	0	230	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Gourma-Rarhous	OUINERDEN	20	4	3	0	190	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Gourma-Rarhous	SERERE	9	4	3	0	60	0	Non	Non	Oui
Tombouctou	Nianfunké	SOBOUNDOU	52	21	35	0	20	1	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Nianfunké	BANIKANE NARHAWA	43	3	8	0	65	1	Oui	Oui	Oui
Tombouctou	Nianfunké	DIANKE	17	4	6	0	85	1	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Nianfunké	FITTOUGA	64	7	12	0	57	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Nianfunké	KOUMAIRA	36	5	5	0	22	0	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Nianfunké	LERE	23	3	5	0	45	1	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Nianfunké	N'GORKOU	54	4	4	100	180	1	Non	Oui	Oui
Tombouctou	Nianfunké	SOUMPI	22	7	4	0	60	3	Non	Non	Oui
Gao	Gao	GAO	9	49	59	23	0	3	Oui	Oui	Oui
Gao	Gao	ANCHAWADI	41	0	3	247	248	0	Non	Non	Non
Gao	Gao	GABERO	16	4	12	48	50	0	Non	Non	Oui
Gao	Gao	GOUNZOUREYE	13	1	4	68	197	2	Non	Oui	Oui
Gao	Gao	N'TILLIT	21	2	5	159	70	0	Non	Non	Oui
Gao	Gao	SONY ALIBER	13	2	5	29	55	0	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Gao	Gao	TIILEMSI	17	0	3	98	70	0	Non	Non	Non
Gao	Ansongo	ANSONGO	9	6	12	6	40	0	Oui	Oui	Oui
Gao	Ansongo	BARA	6	6	5	41	40	0	Non	Non	Oui
Gao	Ansongo	BOURRA	15	6	4	64	85	0	Non	Oui	Oui
Gao	Ansongo	OUATTAGOUNA	19	8	0	125	125	0	Non	Oui	Oui
Gao	Ansongo	TALATAYE	11	1	17	30	45	0	Non	Non	Non
Gao	Ansongo	TESSIT	20	4	17	114	405	0	Non	Oui	Oui
Gao	Ansongo	TIN-HAMA	14	3	11	23	53	0	Non	Non	Non
Gao	Bourem	BOUREM	21	18	8	0	120	1	Non	Oui	Oui
Gao	Bourem	BAMBA	31	5	28	241	240	0	Non	Non	Oui
Gao	Bourem	TABOYE	8	1	6	49	30	0	Non	Oui	Oui
Gao	Bourem	TARKINT	36	2	3	302	302	0	Non	Oui	Non
Gao	Bourem	TEMERA	26	3	8	137	147	0	Non	Non	Oui
Gao	Ménaka	MENAKA	23	6	12	158	0	0	Oui	Oui	Oui
Gao	Ménaka	ALATA	17	0	12	0	105	0	Non	Non	Non
Gao	Ménaka	ANDERAMBOUKANE	18	5	5	278	339	0	Non	Non	Non
Gao	Ménaka	INEKAR	12	3	17	512	105	0	Non	Non	Non
Gao	Ménaka	TIDERMENE	7	5	4	83	110	0	Non	Non	Non
Kidal	Kidal	KIDAL	47	1	7	0	250	0	Oui	Oui	Oui
Kidal	Kidal	ANEFIF	16	3	5	120	264	0	Non	Oui	Oui
Kidal	Kidal	ESSOUK	8	2	2	90	300	0	Non	Non	Non

REGION	CERCLE	COMMUNE	Administration			Infrastructures routières			Infrastructures de communication		
			Nombre de localités de la Commune	Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune	Nombre d'agents de la mairie	Km de route bitumée communale	Km de piste rurale	Nombre d'auto gares	Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	Couverture oui ou non du Réseau ORANGE
Kidal	Abéïbara	ABEIBARA	11	2	4	320	405	0	Non	Non	Non
Kidal	Abéïbara	BOGHASSA	4	3	1	142	200	0	Non	Non	Non
Kidal	Abéïbara	TINZAWATENE	2	2	2	225	0	0	Non	Non	Non
Kidal	Tessalit	TESSALIT	7	2	3	305	290	0	Oui	Oui	Oui
Kidal	Tessalit	ADJELHOC	12	3	2	225	0	0	Non	Non	Oui
Kidal	Tessalit	TIMTAGHENE	6	0	0	220	380	0	Non	Non	Non
Kidal	Tin-Essako	TIN ESSAKO	10	0	1	355	0	0	Non	Non	Non
Kidal	Tin-Essako	INTADJEDITE	14	0	2	0	900	0	Non	Non	Non
Bamako	Bamako	COMMUNE I	8	16	101	30	0	0	Oui	Oui	Oui
Bamako	Bamako	COMMUNE II	12	10	272	50	0	1	Oui	Oui	Oui
Bamako	Bamako	COMMUNE III	22	14	218	53	0	9	Oui	Oui	Oui
Bamako	Bamako	COMMUNE IV	8	14	210	581	0	4	Oui	Oui	Oui
Bamako	Bamako	COMMUNE V	8	14	128	62	0	0	Oui	Oui	Oui
Bamako	Bamako	COMMUNE VI	10	15	172	557	0	8	Oui	Oui	Oui

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Kayes	Kayes	KAYES	216	20	0	2	57	10	11	4
Kayes	Kayes	BANGASSI	0	8	1	3	7	0	1	1
Kayes	Kayes	COLIMBINE	0	4	0	0	12	0	0	1
Kayes	Kayes	DIAMOU	0	24	4	0	5	0	1	1
Kayes	Kayes	DJELEBOU	0	4	0	11	10	0	3	5
Kayes	Kayes	FALEME	0	24	0	2	14	0	3	2
Kayes	Kayes	FEGUI	0	2	2	1	3	0	1	1
Kayes	Kayes	GORY GOPELA	0	10	1	3	7	0	0	1
Kayes	Kayes	GOUMERA	0	0	1	1	2	0	1	1
Kayes	Kayes	GUIDIMAKAN KERI KAFFO	0	30	0	2	18	0	10	2
Kayes	Kayes	HAWA DE MBAYA	0	12	1	2	4	0	2	2
Kayes	Kayes	KARAKORO	0	6	0	5	12	0	2	2
Kayes	Kayes	KEMENE TAMBO	0	25	2	3	16	0	2	2
Kayes	Kayes	KHOULOUM	61	21	0	2	15	1	1	2
Kayes	Kayes	KOUNIAKARY	0	0	0	1	5	0	2	1
Kayes	Kayes	KOUSSANE	0	18	0	4	20	0	0	3
Kayes	Kayes	LIBERTE DE MBAYA	0	30	1	3	9	0	3	1
Kayes	Kayes	LOGO	0	17	0	3	11	0	3	1
Kayes	Kayes	MARENA DIOMBOUGOU	0	14	1	2	13	0	1	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Kayes	Kayes	MARINTOUMANIA	0	12	0	2	10	0	1	0
Kayes	Kayes	SADIOLA	0	76	4	1	28	0	1	4
Kayes	Kayes	SAHEL	0	9	0	6	10	0	3	2
Kayes	Kayes	SAME DIOMGOMA	0	2	0	1	14	1	0	2
Kayes	Kayes	SEGALA	0	13	1	2	19	0	1	3
Kayes	Kayes	SERO DIAMANOU	0	10	9	3	16	0	2	2
Kayes	Kayes	SOMANKIDY	0	3	0	1	5	0	1	1
Kayes	Kayes	SONY	0	52	6	0	6	0	3	2
Kayes	Kayes	TAFACIRGA	0	13	0	0	9	0	4	1
Kayes	Bafoulabé	BAFOULABE	0	6	3	2	27	0	1	4
Kayes	Bafoulabé	BAMAFELE	0	63	0	0	12	1	5	2
Kayes	Bafoulabé	DIAKON	0	10	6	6	30	0	6	6
Kayes	Bafoulabé	DIALLAN	0	25	6	1	20	0	2	3
Kayes	Bafoulabé	DIOKELI	0	23	1	0	13	0	2	2
Kayes	Bafoulabé	GOUNFAN	0	10	0	2	6	0	1	1
Kayes	Bafoulabé	KONTELA	0	32	4	0	22	0	2	1
Kayes	Bafoulabé	KOUNDIAN	0	0	0	0	19	0	4	4
Kayes	Bafoulabé	MAHINA	0	28	3	0	30	1	1	2
Kayes	Bafoulabé	NIAMBIA	0	12	0	0	8	0	4	3

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Kayes	Bafoulabé	OUALIA	0	35	0	4	18	0	5	3
Kayes	Bafoulabé	SIDIBELA	0	7	3	4	7	0	2	1
Kayes	Bafoulabé	TOMORA	0	20	5	1	37	0	1	6
Kayes	Diéma	DIEMA	0	40	0	3	19	2	2	2
Kayes	Diéma	BEMA	0	8	0	1	8	0	1	2
Kayes	Diéma	DIANGOUNTE CAMARA	0	16	0	1	21	0	6	3
Kayes	Diéma	DIANGUIRDE	0	80	1	0	7	0	0	2
Kayes	Diéma	DIEOURA	0	17	0	7	11	0	3	1
Kayes	Diéma	DIOUMARA KOUSSATA	0	39	0	1	12	0	2	1
Kayes	Diéma	FASSOUDEBE	0	3	0	1	2	0	0	1
Kayes	Diéma	FATAO	0	2	0	0	7	0	3	1
Kayes	Diéma	GOMITRADOUGOU	0	17	0	0	8	0	2	1
Kayes	Diéma	GROUMERA	0	15	0	11	5	0	2	1
Kayes	Diéma	GUEDEBINE	0	4	0	4	4	0	1	1
Kayes	Diéma	LAKAMANE	0	21	0	14	11	0	3	2
Kayes	Diéma	LAMBIDOU	0	2	0	0	11	0	6	1
Kayes	Diéma	MADIGA SACKO	0	8	0	1	14	0	1	2
Kayes	Diéma	SANSANKIDE	0	7	2	2	3	0	1	1
Kayes	Kénieba	KENIEBA	0	37	0	1	37	1	4	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Kayes	Kéniéba	BAYE	0	46	0	1	10	0	1	1
Kayes	Kéniéba	DABIA	0	32	0	1	19	0	2	2
Kayes	Kéniéba	DIALAFARA	0	72	0	1	20	0	1	4
Kayes	Kéniéba	DOMBIA	0	10	0	0	6	0	1	1
Kayes	Kéniéba	FALEA	0	30	0	0	20	0	0	1
Kayes	Kéniéba	FARABA	0	17	0	0	12	0	1	1
Kayes	Kéniéba	GUENEGORE	0	16	0	2	10	0	0	1
Kayes	Kéniéba	KASSAMA	0	45	0	1	23	0	2	2
Kayes	Kéniéba	KROUKOTO	0	14	0	0	9	0	1	1
Kayes	Kéniéba	SAGALO	0	34	0	0	24	0	2	2
Kayes	Kéniéba	SITAKILLY	0	48	0	3	29	0	8	2
Kayes	Kita	KITA	11	2	1	1	56	8	7	4
Kayes	Kita	BADIA	0	8	0	0	8	0	1	1
Kayes	Kita	BENDOUGOUBA	0	17	7	1	9	0	1	1
Kayes	Kita	BENKADI FOUNIA	0	0	0	0	8	0	1	1
Kayes	Kita	BOUDOFO	0	2	8	0	8	0	2	2
Kayes	Kita	BOUGARIBAYA	0	6	0	0	7	0	2	1
Kayes	Kita	DIDENKO	0	8	0	4	9	0	4	0
Kayes	Kita	DJIDIAN	0	60	4	0	17	0	3	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Kayes	Kita	DJOUGOUN	0	5	0	0	6	0	2	2
Kayes	Kita	GADOUGOU 1	0	38	0	0	23	0	0	1
Kayes	Kita	GADOUGOU 2	0	13	0	1	7	0	2	1
Kayes	Kita	GUEMOUKOURABA	0	5	0	5	9	0	0	2
Kayes	Kita	KASSARO	0	24	15	0	20	0	4	2
Kayes	Kita	KITA NORD	0	37	0	0	6	1	0	0
Kayes	Kita	KITA OUEST	0	16	10	0	18	0	1	1
Kayes	Kita	KOBRI	0	7	0	0	17	0	2	1
Kayes	Kita	KOKOFATA	0	25	0	1	19	0	2	2
Kayes	Kita	KOTOUBA	0	5	0	0	7	0	1	1
Kayes	Kita	KOULOU	9	12	0	0	12	0	1	2
Kayes	Kita	KOUREDOUNINKOTO	0	0	0	1	4	0	1	1
Kayes	Kita	MADINA	0	12	0	2	11	0	3	3
Kayes	Kita	MAKANO	0	7	0	0	7	0	2	1
Kayes	Kita	NAMALA GUIMBA	0	23	0	0	11	0	0	0
Kayes	Kita	NIANTANSO	0	6	0	0	4	0	1	1
Kayes	Kita	SABOULA	0	5	5	0	10	0	2	1
Kayes	Kita	SEBEKORO	0	18	8	4	29	0	3	4
Kayes	Kita	SEFETO NORD	0	20	0	1	7	0	2	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Kayes	Kita	SEFETO OUEST	0	15	0	1	10	0	1	3
Kayes	Kita	SENKO	0	9	0	0	9	0	1	1
Kayes	Kita	SIRAKORO	0	0	0	1	10	1	0	1
Kayes	Kita	SOURANSAN TOMOTO	0	12	0	0	5	0	1	1
Kayes	Kita	TAMBAGA	0	8	0	1	14	0	1	1
Kayes	Kita	TOUKOTO	0	6	3	0	13	0	1	1
Kayes	Nioro	NIORO	30	23	0	5	19	2	4	3
Kayes	Nioro	BANIERE KORE	0	9	0	1	4	0	1	1
Kayes	Nioro	DIABIGUE	0	12	0	1	8	0	1	1
Kayes	Nioro	DIARRA	0	3	0	1	7	0	1	1
Kayes	Nioro	DIAYE COURA	0	2	0	1	11	0	2	1
Kayes	Nioro	GAVINANE	0	21	0	6	3	0	2	2
Kayes	Nioro	GOGUI	0	4	0	4	10	0	2	2
Kayes	Nioro	GUETEMA	0	23	0	2	3	0	2	1
Kayes	Nioro	KADIABA KADIEL	0	8	0	0	6	0	2	2
Kayes	Nioro	KORERA KORE	0	39	0	5	5	0	3	1
Kayes	Nioro	NIORO TOUGOUNE RANGABE	0	36	0	1	7	0	0	2
Kayes	Nioro	SANDARE	0	56	1	1	16	0	2	2
Kayes	Nioro	SIMBI	0	10	0	1	10	0	2	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Kayes	Nioro	TROUNGOUMBE	0	0	0	2	9	0	1	2
Kayes	Nioro	YERERE	0	3	0	2	9	0	2	3
Kayes	Nioro	YOURI	0	3	0	0	3	0	2	1
Kayes	Yélimané	GUIDIME	0	34	0	3	17	1	1	5
Kayes	Yélimané	DIAFOUNOU DIONGAGA	0	5	1	0	6	0	1	1
Kayes	Yélimané	DIAFOUNOU GORY	0	1	0	3	15	0	0	3
Kayes	Yélimané	FANGA	0	4	0	1	7	0	1	1
Kayes	Yélimané	GORY	0	7	0	0	19	0	1	2
Kayes	Yélimané	KIRANE KANIAGA	0	6	0	0	25	0	12	5
Kayes	Yélimané	KONSIGA	0	3	0	1	5	0	0	1
Kayes	Yélimané	KREMIS	0	1	0	1	10	0	1	1
Kayes	Yélimané	MAREKAFO	0	0	0	1	5	0	1	1
Kayes	Yélimané	SOUMPOU	0	3	0	0	8	0	0	1
Kayes	Yélimané	TOYA	0	5	0	1	7	0	3	1
Kayes	Yélimané	TRINGA	0	11	0	1	10	0	3	3
Koulikoro	Koulikoro	KOULIKORO	6	7	0	1	30	5	11	3
Koulikoro	Koulikoro	DINANDOUGOU	0	45	0	1	20	0	5	2
Koulikoro	Koulikoro	DOUMBA	0	31	2	0	9	0	2	1
Koulikoro	Koulikoro	KOULA	0	39	1	2	20	0	3	3

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Koulikoro	Koulikoro	MEGUETAN	0	32	4	2	22	0	10	2
Koulikoro	Koulikoro	NYAMINA	0	70	0	6	38	0	6	5
Koulikoro	Koulikoro	SIRAKOROLA	0	40	2	2	42	0	4	3
Koulikoro	Koulikoro	TIENFALA	0	22	0	0	7	0	2	1
Koulikoro	Koulikoro	TOUGOUNI	0	0	0	1	25	0	1	1
Koulikoro	Banamba	BANAMBA	0	37	2	5	24	0	5	3
Koulikoro	Banamba	BEN KADI	0	1	0	3	15	0	1	1
Koulikoro	Banamba	BORON	0	10	0	2	23	0	1	5
Koulikoro	Banamba	DUGUWOLOWULA	0	8	0	1	38	0	5	4
Koulikoro	Banamba	KIBAN	0	6	0	2	10	0	4	1
Koulikoro	Banamba	MADINA SACKO	0	7	1	4	21	0	4	3
Koulikoro	Banamba	SEBETE	0	5	0	1	5	0	0	1
Koulikoro	Banamba	TOUBACORO	0	3	0	4	14	0	1	1
Koulikoro	Banamba	TOUKOROBA	0	4	5	2	9	0	1	1
Koulikoro	Dioïla	KALADOUGOU	0	47	2	1	64	3	6	2
Koulikoro	Dioïla	BANCO	0	64	0	0	30	0	5	3
Koulikoro	Dioïla	BENKADI	0	4	0	0	8	0	1	1
Koulikoro	Dioïla	BINKO	0	36	3	0	21	0	2	2
Koulikoro	Dioïla	DEGNEKORO	0	0	1	0	12	0	1	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Koulikoro	Dioïla	DIEBE	0	0	0	1	8	0	1	1
Koulikoro	Dioïla	DIEDOUGOU	0	34	0	5	33	1	6	2
Koulikoro	Dioïla	DIOUMAN	0	12	0	0	16	0	2	2
Koulikoro	Dioïla	DOLENDOUGOU	0	8	0	1	13	0	2	1
Koulikoro	Dioïla	GUEGNEKA	0	28	2	2	31	8	3	1
Koulikoro	Dioïla	JEKAFO	0	9	0	0	6	0	1	2
Koulikoro	Dioïla	KEMEKAFO	0	41	2	0	38	0	1	1
Koulikoro	Dioïla	KERELA	0	16	0	0	16	0	1	1
Koulikoro	Dioïla	KILIDOUGOU	0	13	0	3	12	0	2	2
Koulikoro	Dioïla	MASSIGUI	0	57	0	5	29	0	7	5
Koulikoro	Dioïla	N'DLONDOUGOU	0	6	0	2	20	0	3	1
Koulikoro	Dioïla	N'GARADOUGOU	0	18	0	3	21	0	2	2
Koulikoro	Dioïla	N'GOLOBOUGOU	0	16	0	1	21	0	0	1
Koulikoro	Dioïla	NANGOLA	0	12	0	1	15	0	2	1
Koulikoro	Dioïla	NIANTJILA	0	14	0	0	13	0	1	2
Koulikoro	Dioïla	TENINDOUGOU	0	12	0	2	15	0	1	1
Koulikoro	Dioïla	WACORO	0	4	0	0	10	0	2	1
Koulikoro	Dioïla	ZAN COULIBALY	0	0	3	1	17	0	3	2
Koulikoro	Kangaba	MINIDIAN	0	25	4	1	28	4	7	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Koulikoro	Kangaba	BALAN BAKAMA	0	15	0	0	8	0	1	1
Koulikoro	Kangaba	BENKADI	0	5	0	0	17	0	5	2
Koulikoro	Kangaba	KANIOGO	0	12	0	0	22	0	1	2
Koulikoro	Kangaba	KARAN	0	25	0	0	14	0	2	1
Koulikoro	Kangaba	MARAMANDOUGOU	0	34	0	0	18	0	2	2
Koulikoro	Kangaba	NARENA	0	9	0	0	11	0	1	1
Koulikoro	Kangaba	NOUGA	0	11	0	0	7	0	3	1
Koulikoro	Kangaba	SELEFOUGOU	0	5	0	0	6	0	0	1
Koulikoro	Kati	KATI	62	20	3	1	40	4	12	4
Koulikoro	Kati	BAGUINEDA-CAMP	18	35	1	2	18	2	6	3
Koulikoro	Kati	BANCOUMANA	0	20	0	0	14	0	4	1
Koulikoro	Kati	BOSSOFALA	0	35	0	1	12	0	0	1
Koulikoro	Kati	BOUGOULA	0	21	0	0	15	0	1	1
Koulikoro	Kati	DABAN	0	29	0	0	16	0	0	1
Koulikoro	Kati	DIAGO	0	16	0	0	6	0	0	1
Koulikoro	Kati	DIALAKOROBA	0	52	0	0	35	1	1	1
Koulikoro	Kati	DIALAKORODJI	0	9	1	0	64	3	1	1
Koulikoro	Kati	DIEDOUGOU	0	6	0	0	6	0	1	1
Koulikoro	Kati	DIO-GARE	0	15	0	0	7	0	3	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Koulikoro	Kati	DOGODOUMAN	0	10	0	0	6	0	1	1
Koulikoro	Kati	DOMBILA	0	15	1	0	18	0	1	1
Koulikoro	Kati	DOUBABOUGOU	0	20	0	0	10	0	0	1
Koulikoro	Kati	FARABA	0	44	0	0	14	0	1	1
Koulikoro	Kati	KALABANCORO	2	29	0	1	70	3	5	6
Koulikoro	Kati	KALIFABOUGOU	0	13	0	1	10	1	0	1
Koulikoro	Kati	KAMBILA	0	13	0	1	15	0	1	1
Koulikoro	Kati	KOUROUBA	0	6	0	0	6	0	1	1
Koulikoro	Kati	MANDE	0	45	1	0	69	4	6	2
Koulikoro	Kati	MORIBABOUGOU	2	10	0	0	10	7	3	1
Koulikoro	Kati	MOUNTOUGOULA	0	16	0	0	20	0	3	2
Koulikoro	Kati	N'GABACORO	0	3	0	0	23	1	5	1
Koulikoro	Kati	N'GOURABA	0	7	0	1	17	0	1	1
Koulikoro	Kati	N'TJIBA	0	23	0	0	21	0	0	0
Koulikoro	Kati	NIAGADINA	0	9	0	0	6	0	3	2
Koulikoro	Kati	NIOUMAMAKANA	0	13	0	0	9	0	1	1
Koulikoro	Kati	OUELESSEBOUGOU	0	102	4	0	57	3	2	4
Koulikoro	Kati	SAFO	0	19	0	0	23	0	1	1
Koulikoro	Kati	SANANKORO DJITOU MOU	0	34	0	0	19	0	1	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Koulikoro	Kati	SANANKOROBA	0	38	0	0	45	1	3	2
Koulikoro	Kati	SANGAREBOUGOU	8	6	1	0	31	4	3	1
Koulikoro	Kati	SIBY	0	21	0	1	33	1	4	2
Koulikoro	Kati	SOBRA	0	11	0	0	12	0	1	1
Koulikoro	Kati	TIAKADOUGOUDIALAKORO	0	11	0	0	12	0	2	1
Koulikoro	Kati	TIELE	0	26	0	0	14	0	2	1
Koulikoro	Kati	YELEKEBOUGOU	0	29	0	0	15	0	0	1
Koulikoro	kolokani	KOLOKANI	0	65	2	1	26	2	1	2
Koulikoro	kolokani	DIDIENI	0	67	0	2	33	0	2	3
Koulikoro	kolokani	GUIHOYO	0	23	0	2	19	0	1	0
Koulikoro	kolokani	MASSANTOLA	0	17	0	3	26	0	0	4
Koulikoro	kolokani	NONKON	0	22	0	1	14	0	1	1
Koulikoro	kolokani	NOSSOMBOUGOU	0	22	0	1	28	0	1	1
Koulikoro	kolokani	OUOLODO	0	11	0	0	7	0	2	1
Koulikoro	kolokani	SAGABALA	0	34	0	1	29	0	0	4
Koulikoro	kolokani	SEBECORO I	0	13	0	1	17	0	0	3
Koulikoro	kolokani	TIORIBOUGOU	0	24	5	0	6	0	1	0
Koulikoro	Nara	NARA	0	9	1	2	24	1	4	1
Koulikoro	Nara	ALLAHINA	0	12	0	0	11	0	1	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Koulikoro	Nara	DABO	0	7	0	1	16	0	2	2
Koulikoro	Nara	DILLY	0	2	0	1	26	0	0	1
Koulikoro	Nara	DOGOFRY	0	6	0	2	26	0	5	5
Koulikoro	Nara	FALLOU	0	40	0	0	27	0	4	4
Koulikoro	Nara	GUENEIBE	0	0	0	0	16	0	0	1
Koulikoro	Nara	GUIRE	0	0	0	4	7	0	1	2
Koulikoro	Nara	KORONGA	0	2	0	3	7	0	0	1
Koulikoro	Nara	NIAMANA	0	50	0	2	25	0	2	2
Koulikoro	Nara	OUAGADOU	0	13	0	2	16	0	1	2
Sikasso	Sikasso	SIKASSO	41	61	0	7	87	30	28	10
Sikasso	Sikasso	BENKADI	0	19	0	0	12	0	2	2
Sikasso	Sikasso	BLENDIO	0	21	0	4	19	0	2	1
Sikasso	Sikasso	DANDERESSO	0	39	3	3	39	0	4	3
Sikasso	Sikasso	DEMBELA	0	15	0	0	15	0	1	1
Sikasso	Sikasso	DIALAKORO	0	0	0	2	5	0	0	0
Sikasso	Sikasso	DIOMATENE	0	7	0	1	4	0	1	1
Sikasso	Sikasso	DOGONI	0	17	0	6	12	0	2	1
Sikasso	Sikasso	DOUMANABA	0	24	0	2	12	0	2	1
Sikasso	Sikasso	FAMA	0	18	0	1	14	0	1	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Sikasso	Sikasso	FARAKALA	0	24	2	5	11	0	3	0
Sikasso	Sikasso	FINKOLO	0	8	2	1	17	0	4	2
Sikasso	Sikasso	FINKOLO GANADOUGOU	0	45	0	2	14	0	2	2
Sikasso	Sikasso	GONGASSO	0	14	5	10	10	0	1	1
Sikasso	Sikasso	KABARASSO	0	23	0	11	9	0	1	1
Sikasso	Sikasso	KABOILA	0	67	0	3	33	0	4	4
Sikasso	Sikasso	KAFOUZIELA	0	7	0	1	5	0	1	1
Sikasso	Sikasso	KAPALA	0	17	0	2	12	0	1	1
Sikasso	Sikasso	KAPOLONDOUGOU	0	31	2	1	14	1	2	1
Sikasso	Sikasso	KIGNAN	0	9	0	6	28	1	6	1
Sikasso	Sikasso	KLELA	0	22	0	15	19	0	1	1
Sikasso	Sikasso	KOFAN	0	17	0	3	9	0	1	1
Sikasso	Sikasso	KOLOKOB	0	24	1	1	6	0	1	1
Sikasso	Sikasso	KOUMANKOU	0	4	0	3	5	0	2	1
Sikasso	Sikasso	KOUORO	0	18	4	1	11	0	1	1
Sikasso	Sikasso	KOUROUMA	0	19	2	10	10	0	2	2
Sikasso	Sikasso	LOBOUGOULA	0	56	4	3	26	0	6	4
Sikasso	Sikasso	MINIKO	0	7	0	1	4	0	1	1
Sikasso	Sikasso	MIRIA	0	5	0	5	8	0	3	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Sikasso	Sikasso	MISSIRIKORO	0	15	2	0	4	0	2	0
Sikasso	Sikasso	N'TJIKOUNA	0	12	0	1	5	0	1	1
Sikasso	Sikasso	NATIEN	0	16	1	1	10	0	0	0
Sikasso	Sikasso	NIENA	0	110	6	1	47	2	4	2
Sikasso	Sikasso	NONGO-SOUALA	0	14	0	4	9	0	1	1
Sikasso	Sikasso	PIMPERNA	0	11	1	1	8	0	1	1
Sikasso	Sikasso	SANZANA	0	12	0	8	10	0	1	1
Sikasso	Sikasso	SOKOURANIMISSIRIK.	0	3	0	0	3	0	0	0
Sikasso	Sikasso	TELLA	0	10	0	2	9	0	1	1
Sikasso	Sikasso	TIANKADI	0	2	0	1	3	0	1	1
Sikasso	Sikasso	WATENI	0	24	0	4	12	0	1	1
Sikasso	Sikasso	ZANFEREBOUGOU	0	4	2	1	3	0	1	1
Sikasso	Sikasso	ZANGARADOUGOU	0	5	3	2	8	0	1	1
Sikasso	Sikasso	ZANIENA	0	27	0	6	11	0	1	1
Sikasso	Bougouni	BOUGOUNI	7	35	3	1	48	5	6	4
Sikasso	Bougouni	BLADIE-TIEMALA	0	6	0	0	4	0	1	1
Sikasso	Bougouni	DANOU	0	36	0	0	16	0	1	1
Sikasso	Bougouni	DEBELIN	0	19	0	0	14	0	1	1
Sikasso	Bougouni	DEFINA	0	4	0	0	8	0	1	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Sikasso	Bougouni	DOGO	0	103	0	1	47	0	4	4
Sikasso	Bougouni	DOMBA	0	40	0	3	18	0	0	1
Sikasso	Bougouni	FARADIELE	0	6	0	0	4	0	0	0
Sikasso	Bougouni	FARAGOUARAN	0	20	0	3	19	0	2	1
Sikasso	Bougouni	GARALO	0	42	2	1	34	0	6	4
Sikasso	Bougouni	KELEYA	0	42	3	1	26	0	1	1
Sikasso	Bougouni	KOKELE	0	13	2	1	18	0	0	0
Sikasso	Bougouni	KOLA	0	18	1	0	8	0	1	1
Sikasso	Bougouni	KOUMANTOU	0	110	5	2	63	2	1	4
Sikasso	Bougouni	KOUROULAMINI	0	22	0	1	8	0	0	0
Sikasso	Bougouni	MERIDIELA	0	38	0	0	14	0	1	1
Sikasso	Bougouni	OUROUN	0	11	2	1	8	0	1	1
Sikasso	Bougouni	SANSO	0	54	0	0	21	0	2	1
Sikasso	Bougouni	SIBIRILA	0	40	2	1	30	1	4	3
Sikasso	Bougouni	SIDO	0	46	5	1	28	0	3	2
Sikasso	Bougouni	SYEN TOULA	0	21	0	0	13	0	1	1
Sikasso	Bougouni	TIEMALA BANIMONOTIE	0	30	0	1	38	0	1	1
Sikasso	Bougouni	WOLA	0	24	0	1	12	0	1	1
Sikasso	Bougouni	YININDOUGOU	0	21	0	0	18	0	1	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Sikasso	Bougouni	YIRIDOUGOU	0	18	1	0	12	0	1	1
Sikasso	Bougouni	ZANTIEBOUGOU	0	109	4	1	52	0	6	3
Sikasso	Kadiolo	KADIOLO	0	38	3	1	32	3	6	5
Sikasso	Kadiolo	DIOU	0	10	1	1	4	0	1	1
Sikasso	Kadiolo	DIOUMATENE	0	20	1	2	7	0	1	1
Sikasso	Kadiolo	FOUROU	0	52	2	1	31	0	8	5
Sikasso	Kadiolo	KAI	0	8	0	0	10	0	1	1
Sikasso	Kadiolo	LOULOUNI	0	30	5	1	37	0	8	4
Sikasso	Kadiolo	MISSENI	0	85	1	1	30	0	3	3
Sikasso	Kadiolo	NIMBOUGOU	0	5	0	0	7	0	1	1
Sikasso	Kadiolo	ZEGOUA	0	10	3	3	18	0	5	3
Sikasso	Kolondiéba	KOLONDIEBA	0	72	3	1	87	2	2	3
Sikasso	Kolondiéba	BOUGOULA	0	4	0	0	11	0	1	1
Sikasso	Kolondiéba	FAKOLA	0	16	0	0	21	0	4	2
Sikasso	Kolondiéba	FARAKO	0	15	0	0	17	0	2	2
Sikasso	Kolondiéba	KADIANA	0	16	0	1	22	0	3	1
Sikasso	Kolondiéba	KEBILA	0	25	1	1	44	0	3	2
Sikasso	Kolondiéba	KOLOSSO	0	16	0	0	11	0	1	1
Sikasso	Kolondiéba	MENA	0	1	0	0	14	0	3	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Sikasso	Kolondiéba	N'GOLODIANA	0	17	0	0	19	0	1	1
Sikasso	Kolondiéba	NANGALASSO	0	35	0	1	10	0	2	2
Sikasso	Kolondiéba	TIONGUI	0	25	0	1	11	0	1	1
Sikasso	Kolondiéba	TOUSSEGUELA	0	12	0	0	11	0	1	1
Sikasso	Koutiala	KOUTIALA	10	16	0	9	135	8	14	3
Sikasso	Koutiala	DIEDOUGOU	0	2	0	1	5	0	1	1
Sikasso	Koutiala	DIOURADOUGOU KAFO	0	17	0	10	13	0	1	1
Sikasso	Koutiala	FAGUI	0	10	10	9	14	0	1	1
Sikasso	Koutiala	FAKOLO	0	9	0	2	10	0	2	1
Sikasso	Koutiala	GOUADJI KAO	0	13	0	4	5	0	1	1
Sikasso	Koutiala	GOUADJIE SOUGOUNA	0	15	1	6	14	0	1	1
Sikasso	Koutiala	KAFO FABOLI	0	3	0	15	11	0	1	1
Sikasso	Koutiala	KAPALA	0	5	1	1	6	0	0	0
Sikasso	Koutiala	KARAGOUANA MALLE	0	13	0	3	6	0	1	1
Sikasso	Koutiala	KOLONIGUE	0	9	0	3	12	0	1	1
Sikasso	Koutiala	KONINA	0	6	0	0	11	0	1	1
Sikasso	Koutiala	KONINGUE	0	12	1	5	13	0	3	2
Sikasso	Koutiala	KONSEGUELA	0	17	2	5	23	0	1	1
Sikasso	Koutiala	KOROMO	0	0	0	5	8	0	1	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Sikasso	Koutiala	KOUNIANA	0	5	3	2	4	0	2	1
Sikasso	Koutiala	LOGOUANA	0	6	0	1	5	0	1	1
Sikasso	Koutiala	M'PESSOBA	0	43	0	20	26	1	3	2
Sikasso	Koutiala	MIENA	0	11	0	38	10	0	1	1
Sikasso	Koutiala	N'GOLONIANASSO	0	0	0	1	17	0	2	1
Sikasso	Koutiala	N'GOUTJINA	0	24	0	8	15	0	0	1
Sikasso	Koutiala	N'TOSSONI	0	5	0	1	6	0	1	1
Sikasso	Koutiala	NAFANGA	0	12	0	2	7	0	2	1
Sikasso	Koutiala	NAMPE	0	1	0	4	2	0	0	0
Sikasso	Koutiala	NIANTAGA	0	3	0	0	5	0	0	1
Sikasso	Koutiala	SINCINA	6	11	0	1	10	1	1	1
Sikasso	Koutiala	SINKOLO	0	8	0	9	19	0	2	1
Sikasso	Koutiala	SONGO-DOUBACORE	0	18	0	3	7	0	0	1
Sikasso	Koutiala	SONGOUA	0	8	0	3	2	0	0	1
Sikasso	Koutiala	SOROBASSO	0	5	0	1	4	0	0	1
Sikasso	Koutiala	TAO	0	6	0	3	5	0	1	1
Sikasso	Koutiala	YOGNOGO	0	0	0	5	6	0	1	1
Sikasso	Koutiala	ZANFIGUE	0	18	0	11	9	0	1	1
Sikasso	Koutiala	ZANGASSO	0	12	2	1	19	0	3	3

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Sikasso	Koutiala	ZANINA	0	2	0	6	7	0	1	1
Sikasso	Koutiala	ZEBALA	0	6	1	8	13	0	3	3
Sikasso	Yanfolila	WASSOULOU-BALLE	0	50	0	3	49	3	7	5
Sikasso	Yanfolila	BAYA	13	6	0	0	26	1	5	2
Sikasso	Yanfolila	BOLO-FOUTA	0	1	0	0	9	0	1	1
Sikasso	Yanfolila	DJALLON-FOULA	0	1	0	0	14	0	2	1
Sikasso	Yanfolila	DJIGUIYA DE KOLONI	0	2	0	1	15	0	1	1
Sikasso	Yanfolila	GOUANAN	0	30	0	2	33	0	4	4
Sikasso	Yanfolila	GOUANDIAKA	0	33	1	1	38	0	7	2
Sikasso	Yanfolila	KOUSSAN	0	25	0	1	21	0	1	1
Sikasso	Yanfolila	SANKARANI	0	7	0	0	9	0	1	1
Sikasso	Yanfolila	SERE MOUSSA ANI SAMO	0	36	0	1	25	0	3	2
Sikasso	Yanfolila	TAGANDOUGOU	0	1	0	0	21	0	2	2
Sikasso	Yanfolila	YALLANKORO-SOLOBA	0	20	0	0	15	0	3	1
Sikasso	Yorosso	YOROSSO	0	3	0	0	12	0	3	1
Sikasso	Yorosso	BOURA	0	13	0	3	19	0	2	2
Sikasso	Yorosso	KARANGANA	0	15	2	1	12	0	1	1
Sikasso	Yorosso	KIFFOSSO 1	0	10	1	0	11	0	1	1
Sikasso	Yorosso	KOUMBIA	0	0	0	1	18	0	2	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Sikasso	Yorosso	KOURY	0	17	1	8	25	0	8	5
Sikasso	Yorosso	MAHOU	0	2	0	1	8	0	2	1
Sikasso	Yorosso	MENAMBA 1	0	3	0	1	9	0	1	1
Sikasso	Yorosso	OURIKELA	0	5	1	2	14	0	1	1
Ségou	Ségou	SEGOU	99	3	1	1	97	21	18	5
Ségou	Ségou	BAGUINDADOUGOU	0	9	0	3	11	0	0	2
Ségou	Ségou	BELLEN	0	1	0	2	6	0	0	1
Ségou	Ségou	BOUSSIN	0	30	1	6	13	0	1	1
Ségou	Ségou	CINZANA	0	72	1	24	17	0	1	4
Ségou	Ségou	DIEDOUGOU	0	26	1	1	8	0	1	1
Ségou	Ségou	DIGANIBOUGOU	0	28	1	2	6	0	0	1
Ségou	Ségou	DIORO	0	54	1	2	27	1	4	4
Ségou	Ségou	DIOUNA	0	6	1	1	7	0	2	1
Ségou	Ségou	DOUGABOUGOU	0	4	0	3	16	0	1	2
Ségou	Ségou	FARAKO	0	5	0	1	13	0	0	2
Ségou	Ségou	FARAKOU MASSA	0	26	0	2	14	0	0	1
Ségou	Ségou	FATINE	0	27	4	1	18	0	2	2
Ségou	Ségou	KAMIANDOUGOU	0	19	0	2	10	0	1	1
Ségou	Ségou	KATIENA	0	2	0	5	22	0	0	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Ségou	Ségou	KONODIMINI	0	23	0	2	13	0	0	1
Ségou	Ségou	MARKALA	20	80	1	4	37	1	5	2
Ségou	Ségou	MASSALA	0	13	0	0	5	0	0	2
Ségou	Ségou	N'GARA	0	16	1	3	7	0	0	1
Ségou	Ségou	N'KOUMANDOUGOU	0	10	1	1	8	0	0	1
Ségou	Ségou	PELENGANA	4	41	0	1	39	4	2	2
Ségou	Ségou	SAKOIBA	0	28	0	4	10	0	0	1
Ségou	Ségou	SAMA FOULALA	0	1	0	3	7	0	0	1
Ségou	Ségou	SAMINE	0	3	0	3	8	0	0	1
Ségou	Ségou	SANSANDING	0	4	0	2	14	0	2	2
Ségou	Ségou	SEBOUGOU	2	5	0	1	12	1	1	2
Ségou	Ségou	SIBILA	0	16	1	2	7	0	0	1
Ségou	Ségou	SOIGNEBOUGOU	0	8	0	4	3	0	0	0
Ségou	Ségou	SOUBA	0	30	0	3	20	0	0	2
Ségou	Ségou	TOGOU	0	13	1	3	10	0	1	1
Ségou	Baraouéli	BAROUELI	0	27	2	1	34	1	3	3
Ségou	Baraouéli	BOIDIE	0	21	0	6	13	0	0	3
Ségou	Baraouéli	DOUGOUFIE	0	15	0	2	7	0	0	1
Ségou	Baraouéli	GOUENDO	0	15	0	0	10	0	0	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Ségou	Baraouéli	KALAKE	0	19	0	0	12	0	0	2
Ségou	Baraouéli	KONOBougou	0	45	0	0	31	0	3	4
Ségou	Baraouéli	N'GASSOLA	0	11	0	1	4	0	0	1
Ségou	Baraouéli	SANANDO	0	80	4	38	22	0	2	5
Ségou	Baraouéli	SOMO	0	15	0	1	8	0	0	1
Ségou	Baraouéli	TAMANI	0	19	0	2	10	0	1	2
Ségou	Baraouéli	TESSERLA	0	12	0	1	5	0	0	1
Ségou	Bla	BLA	0	76	0	19	41	6	4	2
Ségou	Bla	BEGUENE	0	14	0	8	8	0	0	1
Ségou	Bla	DIARAMANA	0	34	0	9	16	0	1	2
Ségou	Bla	DIENA	0	10	0	5	7	0	1	1
Ségou	Bla	DOUGOUOLO	0	7	0	6	5	0	1	1
Ségou	Bla	FALO	0	33	0	26	19	0	0	3
Ségou	Bla	FANI	0	15	0	1	10	0	0	2
Ségou	Bla	KAZANGASSO	0	5	0	0	6	0	0	1
Ségou	Bla	KEMENI	0	26	0	11	12	0	0	2
Ségou	Bla	KORODOUGOU	0	15	0	17	9	0	0	2
Ségou	Bla	KOULANDOUGOU	0	9	0	5	6	0	0	1
Ségou	Bla	NIALA	0	26	0	7	8	0	0	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Ségou	Bla	SAMABOGO	0	7	0	8	10	0	0	2
Ségou	Bla	SOMASSO	0	9	0	5	9	0	0	1
Ségou	Bla	TIEMENA	0	9	0	10	13	0	0	2
Ségou	Bla	TOUNA	0	34	0	24	26	0	1	2
Ségou	Bla	YANGASSO	0	42	0	28	15	0	2	4
Ségou	Macina	MACINA	0	67	0	5	34	2	1	4
Ségou	Macina	BOKY WERE	0	16	0	1	12	0	0	1
Ségou	Macina	FOLOMANA	0	5	0	1	8	0	0	1
Ségou	Macina	KOKRY CENTRE	0	22	0	1	13	2	1	1
Ségou	Macina	KOLONGO	0	49	0	2	25	0	1	1
Ségou	Macina	MATOMO	0	11	0	8	13	0	1	2
Ségou	Macina	MONIMPEBOUGOU	0	26	0	2	26	0	0	1
Ségou	Macina	SALIBA	0	39	0	15	31	0	2	3
Ségou	Macina	SANA	0	91	0	12	20	0	2	2
Ségou	Macina	SOULEYE	0	15	0	1	8	0	0	1
Ségou	Macina	TONGUE	0	10	0	1	9	0	0	1
Ségou	Niono	NIONO	0	27	0	3	51	2	5	3
Ségou	Niono	DIABALY	0	157	0	4	25	0	5	2
Ségou	Niono	DOGOFRY	0	30	1	1	29	0	1	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Ségou	Niono	KALA SIGUIDA	0	39	0	3	13	2	1	1
Ségou	Niono	MARIKO	0	33	0	3	22	0	0	2
Ségou	Niono	NAMPALARI	0	3	0	3	5	0	1	1
Ségou	Niono	POGO	0	17	0	13	10	0	0	3
Ségou	Niono	SIRIBALA	0	33	0	2	23	0	6	1
Ségou	Niono	SIRIFILA BOUNDY	0	6	0	0	23	0	1	2
Ségou	Niono	SOKOLO	0	16	0	1	15	0	1	2
Ségou	Niono	TORIDAGA KO	0	17	0	0	19	0	0	1
Ségou	Niono	YEREDON SANIONA	0	11	0	3	14	0	0	1
Ségou	San	SAN	10	25	0	1	36	5	6	2
Ségou	San	BARAMANDOUGOU	0	18	0	0	6	0	1	1
Ségou	San	DAH	0	37	0	0	13	0	0	1
Ségou	San	DIAKOUROUNA	0	25	0	0	13	0	1	1
Ségou	San	DIELI	0	45	0	15	12	0	0	2
Ségou	San	DJEGUENA	0	6	0	8	5	0	0	1
Ségou	San	FION	0	15	0	0	7	0	1	1
Ségou	San	KANIEGUE	0	15	0	5	7	0	1	1
Ségou	San	KARABA	0	11	0	1	7	0	1	1
Ségou	San	KASSOROLA	0	20	0	0	14	0	2	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Ségou	San	KAVA	0	20	0	2	17	0	3	1
Ségou	San	MORIBILA	0	21	2	0	7	0	0	1
Ségou	San	N'GOA	0	0	0	1	7	0	0	1
Ségou	San	N'TOROSSO	0	23	0	4	10	0	0	1
Ségou	San	NIAMANA	0	24	0	7	10	0	0	2
Ségou	San	NIASSO	0	11	0	4	15	0	0	1
Ségou	San	OUOLON	0	10	0	7	12	0	0	1
Ségou	San	SIADOUGOU	0	1	0	3	18	0	0	1
Ségou	San	SOMO	0	3	0	3	4	0	0	1
Ségou	San	SOUROUNTOUNA	0	50	0	4	10	0	0	1
Ségou	San	SY	0	7	0	3	6	0	0	1
Ségou	San	TENE	0	36	0	0	18	0	2	1
Ségou	San	TENENI	0	4	0	0	8	0	1	1
Ségou	San	TOURAKOLOMBA	0	19	0	0	8	0	1	1
Ségou	San	WAKI	0	10	0	0	8	0	2	2
Ségou	Tominian	TOMINIAN	0	15	1	3	16	1	1	2
Ségou	Tominian	BENENA	0	25	0	4	18	1	2	1
Ségou	Tominian	DIORA	0	10	0	3	18	0	1	2
Ségou	Tominian	FANGASSO	0	8	0	0	19	0	2	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Ségou	Tominian	KOULA	0	0	0	0	19	0	1	1
Ségou	Tominian	LANFIALA	0	5	0	0	10	0	1	1
Ségou	Tominian	MAFOUNE	0	17	0	1	16	0	0	2
Ségou	Tominian	MANDIAKUY	0	25	0	1	23	0	0	2
Ségou	Tominian	OUAN	0	24	0	0	13	0	1	1
Ségou	Tominian	SANEKUY	0	2	0	1	17	0	0	2
Ségou	Tominian	TIMISSA	0	6	0	0	25	0	2	2
Ségou	Tominian	YASSO	0	10	0	5	20	0	0	1
Mopti	Mopti	MOPTI	190	5	0	1	76	13	12	6
Mopti	Mopti	BASSIROU	0	0	0	2	2	0	0	1
Mopti	Mopti	BORONDOUGOU	0	2	0	0	6	0	0	1
Mopti	Mopti	DIALLOUBE	0	0	0	4	8	0	1	3
Mopti	Mopti	FATOMA	0	2	1	1	12	0	1	2
Mopti	Mopti	KONNA	0	4	0	1	18	0	3	2
Mopti	Mopti	KOROMBANA	0	18	0	4	12	0	0	1
Mopti	Mopti	KOUBAYE	0	9	0	2	5	0	1	1
Mopti	Mopti	KOUNARI	0	35	0	1	6	0	0	0
Mopti	Mopti	OURO MODI	0	4	0	0	2	0	1	1
Mopti	Mopti	OUROUBE DOUDDE	0	2	1	2	7	0	0	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Mopti	Mopti	SASALBE	0	0	0	3	4	0	0	1
Mopti	Mopti	SIO	0	5	0	5	12	0	0	3
Mopti	Mopti	SOCOURA	4	12	0	1	20	0	0	2
Mopti	Mopti	SOYE	0	5	0	1	3	0	1	1
Mopti	Bandiagara	BANDIAGARA	20	10	1	2	16	4	2	1
Mopti	Bandiagara	BARA SARA	0	8	2	1	12	0	0	1
Mopti	Bandiagara	BORKO	0	3	0	1	5	0	0	1
Mopti	Bandiagara	DANDOLI	0	9	0	2	9	0	0	0
Mopti	Bandiagara	DIAMNATI	0	4	0	2	8	0	0	1
Mopti	Bandiagara	DOGANI BERE	0	2	0	1	3	0	0	1
Mopti	Bandiagara	DOUCOMBO	0	1	2	0	24	0	0	2
Mopti	Bandiagara	DOUROU	0	11	0	3	22	0	1	1
Mopti	Bandiagara	KENDE	0	2	0	1	4	0	0	1
Mopti	Bandiagara	KENDIE	0	51	0	2	18	0	0	1
Mopti	Bandiagara	LOWOL GUEOU	0	3	1	1	5	0	0	1
Mopti	Bandiagara	METOU MOU	0	8	0	2	18	0	0	1
Mopti	Bandiagara	ONDOUGOU	0	9	0	1	8	0	0	1
Mopti	Bandiagara	PELOU	0	0	0	0	3	0	0	0
Mopti	Bandiagara	PIGNARI	0	0	2	3	9	0	0	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Mopti	Bandiagara	PIGNARI BANA	0	9	2	2	15	0	0	2
Mopti	Bandiagara	SANGHA	0	34	0	4	25	0	1	4
Mopti	Bandiagara	SEGUE IRE	0	7	0	1	12	0	0	1
Mopti	Bandiagara	SOROLY	0	2	0	1	8	0	0	1
Mopti	Bandiagara	TIMNIRI	0	2	0	3	8	0	0	1
Mopti	Bandiagara	WADOUBA	0	26	0	11	26	0	0	4
Mopti	Bankass	BANKASS	0	30	0	2	26	1	1	1
Mopti	Bankass	BAYE	0	63	0	3	37	0	4	4
Mopti	Bankass	DIALASSAGOU	0	23	1	4	15	0	0	2
Mopti	Bankass	DIMBAL HABBE	0	4	0	3	12	0	1	1
Mopti	Bankass	KANI-BONZONI	0	4	0	2	13	0	1	2
Mopti	Bankass	KOULOGON HABE	0	6	4	2	16	0	1	1
Mopti	Bankass	LESSAGOU HABE	0	6	0	2	15	0	0	2
Mopti	Bankass	OUONKORO	0	10	1	3	14	0	1	1
Mopti	Bankass	SEGUE	0	6	0	5	19	0	0	3
Mopti	Bankass	SOKOURA	0	22	0	1	26	0	2	2
Mopti	Bankass	SOUBALA	0	2	0	2	10	0	0	1
Mopti	Bankass	TORI	0	6	0	2	9	0	0	1
Mopti	Djenné	DJENNE	0	12	1	2	19	1	2	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Mopti	Djenné	DANDOUGOU FAKALA	0	15	0	2	6	0	0	1
Mopti	Djenné	DERARY	0	3	0	1	5	0	1	1
Mopti	Djenné	FAKALA	0	23	0	2	17	1	3	2
Mopti	Djenné	FEMAYE	0	12	0	1	8	0	0	1
Mopti	Djenné	KEWA	0	10	0	3	8	0	1	2
Mopti	Djenné	MADIAMA	0	8	0	2	9	0	1	2
Mopti	Djenné	NEMA-BADENYAKAFO	0	4	0	5	17	0	2	2
Mopti	Djenné	NIANSANARIE	0	7	0	1	4	0	0	1
Mopti	Djenné	OURO ALI	0	8	0	1	5	0	0	1
Mopti	Djenné	PONDORI	0	13	0	1	5	0	1	1
Mopti	Djenné	TOGUE MOURARI	0	3	0	1	7	0	0	1
Mopti	Douentza	DOUENTZA	0	1	0	1	15	1	3	1
Mopti	Douentza	DALLAH	0	3	1	3	6	0	1	1
Mopti	Douentza	DANGOL-BORE	0	10	3	12	25	0	0	1
Mopti	Douentza	DEBERE	0	1	0	1	8	0	1	1
Mopti	Douentza	DIANWELY	0	1	0	1	5	0	0	1
Mopti	Douentza	DJAPTODJI	0	10	0	4	33	0	0	3
Mopti	Douentza	GANDAMIA	0	5	0	3	8	0	0	1
Mopti	Douentza	HAIRE	0	5	1	5	15	0	3	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Mopti	Douentza	HOMBORI	0	6	0	8	17	0	1	1
Mopti	Douentza	KERENA	0	3	2	2	2	0	0	1
Mopti	Douentza	KORAROU	0	2	0	2	4	0	1	1
Mopti	Douentza	KOUBEWEL KOUNDIA	0	2	0	4	16	0	0	1
Mopti	Douentza	MONDORO	0	7	0	7	17	0	4	4
Mopti	Douentza	PETAKA	0	3	1	0	4	0	0	0
Mopti	Douentza	TEDIE	0	0	0	2	8	0	0	1
Mopti	Koro	KORO	0	30	2	3	53	4	2	4
Mopti	Koro	BAMBA	0	7	0	0	11	0	1	1
Mopti	Koro	BARAPIRELI	0	14	1	3	14	0	2	1
Mopti	Koro	BONDO	0	6	1	3	13	0	0	2
Mopti	Koro	DIANKABOU	0	1	0	3	5	0	1	1
Mopti	Koro	DINANGOUROU	0	3	1	7	13	0	1	2
Mopti	Koro	DIOUNGANI	0	20	0	6	22	0	1	1
Mopti	Koro	DOUGOUTENE I	0	30	0	5	15	0	2	2
Mopti	Koro	DOUGOUTENE II	0	15	0	2	21	0	2	2
Mopti	Koro	KASSA	0	2	0	2	7	0	1	2
Mopti	Koro	KOPORO PEN	0	12	0	2	14	0	1	1
Mopti	Koro	KOPOROKENDIE NA	0	18	1	1	11	0	0	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Mopti	Koro	MADOUGOU	0	17	0	4	22	0	0	2
Mopti	Koro	PEL MAOUDE	0	10	1	2	11	0	1	0
Mopti	Koro	YORO	0	6	0	1	5	0	1	1
Mopti	Koro	YODIOU	0	16	0	2	8	0	1	1
Mopti	Tenenkou	TENENKOU	0	7	1	1	5	0	5	1
Mopti	Tenenkou	DIAFARABE	0	8	0	3	13	0	3	2
Mopti	Tenenkou	DIAGA	0	10	0	4	9	0	2	2
Mopti	Tenenkou	DIONDIORI	0	28	1	2	8	0	4	3
Mopti	Tenenkou	KARERI	0	19	0	2	13	0	3	3
Mopti	Tenenkou	OURO ARDO	0	24	0	3	6	0	0	2
Mopti	Tenenkou	OURO GUIRE	0	2	0	1	3	0	1	1
Mopti	Tenenkou	SOUGOULBE	0	18	0	3	5	0	1	1
Mopti	Tenenkou	TOGORO KOTIA	0	9	0	3	5	0	2	2
Mopti	Tenenkou	TOGUERE-COUMBE	0	9	0	0	7	0	3	3
Mopti	Youwarou	YOUWAROU	0	3	0	3	12	0	1	1
Mopti	Youwarou	BIMBERE TAMA	0	0	0	1	3	0	0	0
Mopti	Youwarou	DEBOYE	0	0	0	3	9	0	1	1
Mopti	Youwarou	DIRMA	0	0	0	1	3	0	1	1
Mopti	Youwarou	DONGO	0	1	0	3	6	0	1	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Mopti	Youwarou	FARIMAKE	0	1	1	5	10	0	1	1
Mopti	Youwarou	N'DODJIGA	0	0	0	5	5	0	2	2
Tombouctou	Tombouctou	TOMBOUCTOU	11	0	1	1	29	5	4	3
Tombouctou	Tombouctou	ALAFIA	0	20	0	6	25	0	3	3
Tombouctou	Tombouctou	BER	0	0	0	4	19	0	1	2
Tombouctou	Tombouctou	BOUREM-INALY	0	14	0	1	11	0	1	2
Tombouctou	Tombouctou	LAFIA	0	20	0	7	5	0	0	2
Tombouctou	Tombouctou	SALAM	0	6	0	1	14	0	0	3
Tombouctou	Diré	DIRE	0	3	0	2	13	1	2	1
Tombouctou	Diré	ARHAM	0	3	0	0	4	0	0	1
Tombouctou	Diré	BINGA	0	8	0	2	3	0	0	0
Tombouctou	Diré	BOUREM SIDI AMAR	0	2	0	1	7	0	0	1
Tombouctou	Diré	DANGHA	0	15	2	3	10	0	0	1
Tombouctou	Diré	GARBAKOIRA	0	8	0	1	6	0	0	1
Tombouctou	Diré	HAIBONGO	0	5	0	5	6	0	0	2
Tombouctou	Diré	KIRCHAMBA	0	5	0	1	2	0	0	1
Tombouctou	Diré	KONDI	0	4	0	1	4	0	0	1
Tombouctou	Diré	SAREYAMOU	0	5	0	2	7	0	0	2
Tombouctou	Diré	TIENKOUR	0	5	0	0	5	0	0	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Tombouctou	Diré	TINDIRMA	0	9	0	1	3	0	0	1
Tombouctou	Diré	TINGUEREGUIF	0	6	0	0	4	0	0	1
Tombouctou	Goundam	GOUNDAM	0	10	1	2	6	0	1	1
Tombouctou	Goundam	ALZOUNOUB	0	0	0	1	0	0	0	0
Tombouctou	Goundam	BINTAGOUNGOU	0	7	0	1	4	0	0	1
Tombouctou	Goundam	D'ADARMALANE	0	0	0	1	1	0	0	0
Tombouctou	Goundam	DOUEKIRE	0	2	0	3	10	0	0	1
Tombouctou	Goundam	DOUKOURIA	0	12	0	2	4	0	0	1
Tombouctou	Goundam	ESSAKANE	0	15	0	5	5	0	0	0
Tombouctou	Goundam	GARGANDO	0	2	0	6	0	0	0	0
Tombouctou	Goundam	ISSA BERY	0	0	0	1	4	0	0	1
Tombouctou	Goundam	KANEYE	0	2	0	2	3	0	0	1
Tombouctou	Goundam	M'BOUNA	0	4	0	1	6	0	0	1
Tombouctou	Goundam	RAZ-EL-MA	0	0	0	0	1	0	0	0
Tombouctou	Goundam	TELE	0	2	0	1	4	0	0	1
Tombouctou	Goundam	TILEMSI	0	0	0	1	5	0	0	0
Tombouctou	Goundam	TIN AICHA	0	3	0	1	2	0	0	1
Tombouctou	Goundam	TONKA	0	5	0	4	18	0	1	4
Tombouctou	Gourma-Rarhous	RHAROUS	0	11	0	4	22	0	1	2

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Tombouctou	Gourma-Rarhous	BAMBARA MAOUDE	0	15	0	4	6	0	0	2
Tombouctou	Gourma-Rarhous	BANIKANE	0	19	0	2	12	0	0	1
Tombouctou	Gourma-Rarhous	GOSSI	0	1	0	8	14	0	1	1
Tombouctou	Gourma-Rarhous	HANZAKOMA	0	2	0	1	2	0	0	1
Tombouctou	Gourma-Rarhous	HARIBOMO	0	12	0	6	4	0	0	1
Tombouctou	Gourma-Rarhous	INADIATAFANE	0	2	0	4	3	0	0	1
Tombouctou	Gourma-Rarhous	OUINERDEN	0	1	0	3	2	0	0	0
Tombouctou	Gourma-Rarhous	SERERE	0	0	0	2	9	0	0	1
Tombouctou	Nianfunké	SOBOUNDOU	0	54	1	4	23	0	1	4
Tombouctou	Nianfunké	BANIKANE NARHAWA	0	7	1	3	7	0	0	3
Tombouctou	Nianfunké	DIANKE	0	3	0	2	5	0	0	1
Tombouctou	Nianfunké	FITTOUGA	0	2	2	4	12	0	0	4
Tombouctou	Nianfunké	KOUMAIRA	0	12	0	1	10	0	0	1
Tombouctou	Nianfunké	LERE	0	3	0	2	9	0	2	1

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Tombouctou	Nianfunké	N'GORKOU	0	0	0	4	9	0	0	2
Tombouctou	Nianfunké	SOUMPI	0	20	1	6	13	0	0	3
Gao	Gao	GAO	18	6	0	1	34	8	5	5
Gao	Gao	ANCHAWADI	0	22	0	20	28	0	0	1
Gao	Gao	GABERO	0	4	0	5	32	0	0	2
Gao	Gao	GOUNZOUREYE	0	0	1	6	25	0	0	3
Gao	Gao	N'TILLIT	0	6	0	10	24	0	0	4
Gao	Gao	SONY ALIBER	0	11	1	9	59	0	0	5
Gao	Gao	TIILEMSI	0	5	0	1	11	0	0	1
Gao	Ansongo	ANSONGO	0	29	0	4	20	0	1	2
Gao	Ansongo	BARA	0	5	0	2	8	0	0	1
Gao	Ansongo	BOURRA	0	14	2	5	16	0	0	4
Gao	Ansongo	OUATTAGOUNA	0	7	0	7	7	0	0	4
Gao	Ansongo	TALATAYE	0	0	0	2	4	0	0	1
Gao	Ansongo	TESSIT	0	1	0	13	6	0	1	2
Gao	Ansongo	TIN-HAMA	0	2	0	5	7	0	1	1
Gao	Bourem	BOUREM	0	2	0	8	25	0	1	3
Gao	Bourem	BAMBA	0	16	0	6	17	0	0	6
Gao	Bourem	TABOYE	0	5	0	6	18	0	0	3

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Gao	Bourem	TARKINT	0	8	0	4	15	0	0	4
Gao	Bourem	TEMERA	0	3	0	6	16	0	0	2
Gao	Ménaka	MENAKA	0	4	0	5	5	0	3	3
Gao	Ménaka	ALATA	0	1	0	0	3	0	0	0
Gao	Ménaka	ANDERAMBOUKANE	0	3	0	12	6	0	0	5
Gao	Ménaka	INEKAR	0	2	0	0	12	0	0	1
Gao	Ménaka	TIDERMENE	0	0	0	3	4	0	0	1
Kidal	Kidal	KIDAL	12	17	0	6	22	0	1	7
Kidal	Kidal	ANEFIF	0	4	0	1	2	0	0	0
Kidal	Kidal	ESSOUK	0	3	0	0	4	0	0	1
Kidal	Abéibara	ABEIBARA	0	3	0	0	1	0	0	0
Kidal	Abéibara	BOGHASSA	0	4	0	2	1	0	0	0
Kidal	Abéibara	TINZAWATENE	0	4	0	0	0	0	0	0
Kidal	Tessalit	TESSALIT	0	5	0	0	9	0	0	0
Kidal	Tessalit	ADJELHOC	0	0	0	0	8	0	0	0
Kidal	Tessalit	TIMTAGHENE	0	0	0	0	0	0	0	0
Kidal	Tin-Essako	TIN ESSAKO	0	8	0	1	2	0	0	0
Kidal	Tin-Essako	INTADJEDITE	0	5	0	0	1	0	0	0
Bamako	Bamako	COMMUNE I	53	18	0	0	119	34	8	8

REGION	CERCLE	COMMUNE	Infrastructures eau		Infrastructures rurales		Infrastructures de l'éducation		Infrastructures de santé	
			Nombre de bornes fontaines fonctionnelles (SOMAGEP)	Nombre de forages fonctionnels	Nombre de marchés ruraux de bois	Nombre de parcs de vaccination	Nombre d'écoles 1er Cycle dont	Nombre de centres de formation technique et professionnelle.	Nombre de pharmacies humaines	Nombre de CSCom
Bamako	Bamako	COMMUNE II	0	0	0	1	122	19	28	6
Bamako	Bamako	COMMUNE III	35	22	0	0	84	9	31	8
Bamako	Bamako	COMMUNE IV	354	22	0	0	104	27	34	9
Bamako	Bamako	COMMUNE V	20	8	0	0	325	37	43	8
Bamako	Bamako	COMMUNE VI	100	5	0	1	502	45	49	11

Annexe 2 : Communes sans CSCom

Région	Cercle	Communes	Nombre de cliniques	Nombre de cabinets médicaux	Nombre de localités avec maternités	Nombre de centres de santé de référence	Nombre de médecins en poste	Population 2012
Kayes	Kayes	MARINTOUMANIA	1	0	0	0	0	9054
	Kita	DIDENKO	0	0	3	0	0	11173
		KITA NORD	0	0	0	0	0	9624
		NAMALA GUIMBA	0	0	2	0	0	13382
Koulikoro	Kati	N'TJIBA	0	0	4	0	1	24478
	kolokani	GUIHOYO	0	0	0	0	0	24184
		TIORIBOUGOU	0	0	2	0	1	14267
Sikasso	Sikasso	DIALAKORO	0	0	1	0	0	6151
		FARAKALA	0	1	1	0	2	8523
		MISSIRIKORO	0	0	2	0	0	4947
		NATIEN	0	0	3	0	0	7770
		SOKOURANIMISSIRIK.	0	1	0	0	0	3787
	Bougouni	FARADIELE	0	0	2	0	0	3020
		KOKELE	0	0	0	0	0	7275
		KOUROULAMINI	0	0	2	0	0	7014
	Koutiala	KAPALA	0	0	0	0	0	9315
		NAMPE	0	0	0	0	0	5420
Ségou	Ségou	SOIGNEBOUGOU	0	0	1	0	0	3481
Mopti	Mopti	KOUNARI	0	0	0	0	0	17395
	Bandiagara	DANDOLI	0	0	0	0	0	10759
		PELOU	0	0	0	0	0	4883
	Douentza	PETAKA	0	0	0	0	0	6237

Région	Cercle	Communes	Nombre de cliniques	Nombre de cabinets médicaux	Nombre de localités avec maternités	Nombre de centres de santé de référence	Nombre de médecins en poste	Population 2012
	Koro	PEL MAOUDE	0	0	1	0	0	15342
	Youwarou	BIMBERE TAMA	0	0	0	0	0	9255
Tombouctou	Diré	BINGA	0	0	1	0	0	5745
	Goundam	ALZOUNOUB	0	0	0	0	0	5029
		D'ADARMALANE	0	0	0	0	0	1073
		ESSAKANE	0	0	0	0	0	12758
		GARGANDO	0	0	0	0	0	9572
		RAZ-EL-MA	0	0	0	0	0	4940
		TILEMSI	0	0	1	0	0	8303
	Gourma-Rarhous	OUINERDEN	0	0	0	0	0	6853
Gao	Ménaka	ALATA	0	0	0	0	0	3208
Kidal	Kidal	ANEFIF	0	0	0	0	0	5750
	Abéïbara	ABEIBARA	0	0	0	0	0	5109
		BOGHASSA	0	0	0	0	0	3794
		TINZAWATENE	0	0	0	0	0	2661
	Tessalit	TESSALIT	0	0	0	0	0	6271
		ADJELHOC	0	0	0	0	0	8877
		TIMTAGHENE	0	0	0	0	0	2773
	Tin-Essako	TIN ESSAKO	0	0	0	0	0	2915
		INTADJEDITE	0	0	0	0	0	6096

Annexe 3 : Statistiques de l'Analyse en Composante Principale et limites de la démarche

 ➤ **Listes des variables centrées réduites soumises à l'analyse**

N°	Nom des variables analysées	Libellés
1	Zscore(UnitAgro_loc)	Nombre d'unités agro-alimentaires par localité
2	Zscore: Densité de population (hbt/km²)	Densité de population en habitants au km²
3	Zscore:% de localités avec cabinet médical	% de localité avec cabinet médical
4	Zscore:% de localités avec clinique	% de localités avec clinique
5	Zscore(Banq_loc)	Nombre de banques par localité
6	Zscore(p_locEssM)	% de localités avec stations d'essence moderne
7	Zscore:Pourcentage de localités avec SOMAGEP	% de localités avec SOMAGEP
8	Zscore(p_locEDM)	% de localités avec réseau d'électricité EDM
9	Zscore(p_locUsine)	% de localités avec unités de transformation/extraction
10	Zscore:% de localités avec CSCom	% de localités avec CSCom
11	Zscore(p_locCaisEp)	% de localités avec caisses d'épargne et de crédit
12	Zscore(p_locVoirie)	% de localités avec % de localités avec système de voirie
13	Zscore(p_loceclairag)	% de localités avec éclairage public
14	Zscore(PtventIntrant_loc)	Nombre de points de vente d'intrant par localité
15	Zscore(ServTech_loc)	Nombre de service technique de l'Etat par localité
16	Zscore(p_locgarrou)	% de localités avec localités avec auto gare
17	Zscore(p_locBanqcer)	% de localités avec Banque Céréalière
18	Zscore(p_locForg)	% de localités avec forage
19	Zscore(p_locF1)	% de localités avec école fondamentale 1 ^{er} cycle d'enseignement
20	Zscore(p_locorang)	% de localités avec ORANGE
21	Zscore(p_locmalitel)	% de localités avec MALITEL
22	Zscore(platF_loc)	Nombre de plateformes par localité
23	Zscore(p_locAMADER)	% de localités avec localité avec AMADER
24	Zscore: Pourcentage de localités avec AES	% de localités avec AES
25	Zscore(KmRT_1000)	Km de route en terre moderne pour 1000 habitants

N°	Nom des variables analysées	Libellés
26	Zscore(KmRB_1000)	Km de route bitumé pour 1000 habitants
27	Zscore(EcolF1_loc)	Nombre d'écoles du 1 ^{er} cycle par localité
28	Zscore(Infirmier_5000)	Nombre d'infirmier pour 5000 habitants

➤ **Variance totale expliquée des composantes**

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction Sommes des carrés des facteurs retenus			Somme des carrés des facteurs retenus pour la rotation		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
1	9,064	32,371	32,371	9,064	32,371	32,371	7,400	26,427	26,427
2	2,429	8,675	41,047	2,429	8,675	41,047	2,627	9,383	35,810
3	1,736	6,201	47,247	1,736	6,201	47,247	2,048	7,315	43,125
4	1,523	5,440	52,688	1,523	5,440	52,688	1,831	6,539	49,664
5	1,221	4,359	57,047	1,221	4,359	57,047	1,438	5,137	54,801
6	1,131	4,039	61,086	1,131	4,039	61,086	1,437	5,132	59,933
7	1,099	3,927	65,013	1,099	3,927	65,013	1,305	4,661	64,594
8	1,008	3,599	68,612	1,008	3,599	68,612	1,125	4,019	68,612
9	,937	3,346	71,958						
10	,904	3,230	75,188						
11	,812	2,900	78,088						
12	,754	2,694	80,782						
13	,719	2,567	83,350						
14	,622	2,223	85,572						
15	,597	2,131	87,703						
16	,535	1,911	89,615						
17	,481	1,718	91,332						
18	,456	1,627	92,960						
19	,369	1,316	94,276						

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction Sommes des carrés des facteurs retenus			Somme des carrés des facteurs retenus pour la rotation		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
20	,320	1,144	95,420						
21	,297	1,060	96,480						
22	,264	,942	97,422						
23	,198	,708	98,130						
24	,161	,576	98,706						
25	,154	,549	99,255						
26	,108	,387	99,642						
27	,057	,203	99,845						
28	,043	,155	100,000						

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

➤ **Coefficient des Composantes Principales (Matrice des composantes après rotation)**

Variables	Composante							
	1	2	3	4	5	6	7	8
Zscore(UnitAgro_loc)	,942	-,045	,009	-,020	,027	-,037	-,034	,027
Zscore: Densité de population (hbt/km²)	,890	,256	,008	,047	-,001	-,026	-,016	-,008
Zscore(EcolF1_loc)	,880	-,075	,061	,052	,086	,053	-,013	,018
Zscore: % de localités avec cabinet médical	,856	,213	,060	,054	,054	,031	-,027	,024
Zscore: % de localités avec clinique	,846	,116	-,105	,070	,036	,006	,008	-,033
Zscore(Banq_loc)	,788	,276	,224	,003	,001	-,047	-,030	,059
Zscore(p_locEssM)	,746	,435	,158	,053	-,010	-,023	-,008	-,026
Zscore: Pourcentage de localités avec SOMAGEP	,704	,622	,103	,079	-,034	-,025	,006	,009
Zscore(p_locEDM)	,640	,637	,080	,122	,020	-,009	,016	,018
Zscore(p_locUsine)	,619	,198	,105	-,004	-,069	,222	-,095	-,007
Zscore: % de localités avec CSCCom	,612	,007	,369	,140	,373	,215	,012	-,079
Zscore(p_locCaisEp)	,521	,032	,214	,154	,174	,022	,088	,428

Variables	Composante							
	1	2	3	4	5	6	7	8
Zscore(p_locVoirie)	,198	,763	,177	,098	,013	-,047	,056	-,046
Zscore(p_loceclairag)	,415	,697	,035	,083	,142	-,010	-,029	,137
Zscore(ServTech_loc)	,273	,292	,730	,062	,122	,125	-,018	,031
Zscore(PtventIntrant_loc)	-,021	,046	,688	-,061	-,129	,101	-,146	,138
Zscore(p_locgarrou)	,192	,237	,550	-,024	,381	,024	-,058	-,022
Zscore(p_locBanqcer)	,005	-,133	,511	,313	,023	-,130	,367	-,050
Zscore(p_locorang)	,078	,108	,025	,815	,051	,183	-,132	,040
Zscore(p_locmalitel)	,084	,124	,024	,791	,113	,107	-,189	-,004
Zscore(p_locAMADER)	-,030	,083	-,106	-,038	,796	-,020	-,075	,132
Zscore: Pourcentage de localités avec AES	,098	-,022	,213	,255	,611	,053	,128	-,076
Zscore(p_locForg)	-,039	-,124	-,063	,205	-,047	,721	,038	,125
Zscore(p_locF1)	,183	-,050	,245	,264	,033	,651	,083	,036
Zscore(Infirmier_5000)	-,020	,333	,095	-,246	,156	,488	-,170	-,109
Zscore(KmRT_1000)	-,042	-,005	-,026	-,084	-,019	,163	,804	,023
Zscore(KmRB_1000)	-,050	,063	-,085	-,304	,035	-,151	,602	-,034
Zscore(platF_loc)	-,019	,021	,062	-,003	,024	,084	-,030	,910

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Méthode de rotation : Varimax avec normalisation de Kaiser.

➤ Calcul de l'indice de développement/pauvreté économique et social
- IPC : Indice de Pauvreté Communale
- FAC1_1, FAC2_1, 3 ;;; FAC6_1: vecteurs composantes
$IPC = ((FAC1_1 * 26.4271992960651) + (9.38328047648153 * FAC2_1) + (7.3146054231942 * FAC3_1) + (6.53886809201506 * FAC4_1) + (5.13728381358069 * FAC5_1) + (5.1315591844865 * FAC6_1)) / 59.9327963.$

➤ **Limites de la démarche de la collecte des données à l'analyse.**

Les profils sont établis à partir des données collectées par enquête exhaustive des communes pour une part et pour l'autre part prélevées des rapports des structures techniques. Ce mélange de sources a quelques inconvénients dont les différences de périodes de références et de niveau d'agrégation. Les données de l'enquête exhaustive, collectées de novembre 2013 à janvier 2014 sont des situations d'inventaire à cette période tandis que celles issues des rapports des services techniques se réfèrent au dernier exercice pour lequel les informations sont disponibles. Les premières contrairement aux secondes ont l'avantage d'être désagrégées au niveau de la commune et il arrive que l'agrégation des données communales ne soit pas cohérente avec les données régionales et nationales.

L'enquête exhaustive auprès des communes s'intéresse à près de 400 variables couvrant entre autres les thèmes de la gestion administrative, de la démographie, des ressources naturelles, des infrastructures de communication et de télécommunication, des infrastructures d'électricité et d'eau, des infrastructures économiques, les thèmes de l'éducation, de la santé et de la culture. Avec un nombre si élevé de variables se pose la question de cohérence entre elles. Cette cohérence a été recherchée à travers la façon de structurer la fiche de collecte des données.

Toutefois, la collecte étant faite par interview des autorités des communes et des services techniques, il est légitime de supposer que dans certaines communes, les bonnes personnes pour répondre valablement aux questions posées ne soient pas celles disponibles pour l'interview. Ceci peut occasionner des biais d'observation difficiles à détecter. Par exemple un forage existant peut cesser d'être fonctionnel sans que la personne interrogée en soit informée. Pour amoindrir ce risque de biais, les données saisies informatiquement on fait l'objet de multiples contrôles à partir de critères de vraisemblance et de cohérence. Il a été fait appel aux autorités des communes et des services techniques, quand cela a été nécessaire, pour corriger les invraisemblances et incohérences détectées.

Malgré cela, certaines imperfections pourraient encore subsister étant donné la nature même de sujets abordés. Avec les efforts d'apurement faits, on suppose que ces imperfections sont de faible effet sur les profils d'ensemble. Les données individuelles par commune ont été par contre soumises par fichiers informatiques à l'appréciation d'un large éventail de lecteurs, ce qui peut permettre de les améliorer.

La technique de l'ACP s'applique à des variables quantitatives supposées suivre toutes la loi statistique dite loi de Gauss. Cette dernière hypothèse est a priori forte mais en vertu du théorème central limite on est en droit de la considérer comme satisfaite avec un univers de 703 observations (communes). De plus les logiciels standards d'analyse statistique permettent de s'assurer de l'adéquation des données pour une analyse ACP. Au total 32 variables ont été soumises à l'analyse et au final 28 ont été retenues. Huit axes factoriels captant une quantité suffisante d'information de l'ensemble des données soumises à l'analyse ont été étudiées. Ces axes sont des composantes. Parmi ces composantes, 6 ont été identifiées comme pouvant être des aspects de l'état de développement économique et social des communes. Ces 6 composantes ont été retenues pour calculer l'indice de développement/pauvreté économique et social.

Ces composantes représentent environ 60% de l'« information » totale contenue dans l'ensemble des 28 variables analysées. Les composantes restantes ont été d'interprétation incertaine et de ce fait n'ont pas été considérées dans la suite de l'étude. En fait, la difficulté qu'il faut souligner et qui est une faiblesse de la technique utilisée est qu'il faut considérer beaucoup de variables dans l'analyse pour prendre en compte les différents aspects de

condition de vie alors que la multiplication des variables induit celle des composantes dont une proportion significative pourrait ne pas avoir un sens bien clair pour l'analyste.

L'indice, au même titre que les composantes, est défini à une constante près et au signe près. C'est-à-dire qu'on ne change pas la comparaison en ajoutant une constante à la valeur de l'indice de chaque commune ou en la multipliant par -1. C'est une mesure relative du niveau de développement qui donne la position relative de chaque commune par rapport aux autres et non une mesure absolue. Si toutes les communes évoluent dans le temps de la même façon, leur position relative demeure inchangée. L'évolution dans le temps d'une commune ne peut se mesurer que comme changement de sa position par rapport aux autres communes.

Il est cependant possible de pallier cet inconvénient en gardant pour les évaluations futures les coefficients des variables pour les appliquer aux données futures et ainsi reconstruire les composantes pour la période en question. Alors la comparaison de la valeur de l'indice de développement entre deux périodes, moyennant quelques précautions, aurait un sens pour la mesure de l'évolution d'une commune. D'autre part la valeur de l'indice pour une commune est peu sensible aux petites variations d'une variable. Le changement de valeur n'est notable que lorsque plusieurs variables changent ou lorsque une variable clé varie conséquemment. Partant l'indice n'est pas approprié pour un suivi à court terme

Annexe 4 : Classement des communes par niveau de pauvreté et rang selon la Région

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Kayes	Kayes	KAYES	Urbain	4,34	Non Pauvre	3	1	3
Kayes	Kayes	BANGASSI	Rural	-0,12	Pauvre	402	91	368
Kayes	Kayes	COLIMBINE	Rural	0,16	Non Pauvre	91	26	63
Kayes	Kayes	DIAMOU	Rural	-0,31	Très Pauvre	641	129	605
Kayes	Kayes	DJELEBOU	Rural	0,10	Non Pauvre	125	36	94
Kayes	Kayes	FALEME	Rural	0,26	Non Pauvre	59	17	32
Kayes	Kayes	FEGUI	Urbain	0,21	Non Pauvre	73	20	28
Kayes	Kayes	GORY GOPELA	Rural	0,15	Non Pauvre	100	29	71
Kayes	Kayes	GOUMERA	Urbain	0,54	Non Pauvre	32	6	22
Kayes	Kayes	GUIDIMAKAN KERI KAFFO	Rural	0,17	Non Pauvre	81	22	53
Kayes	Kayes	HAWA DE MBAYA	Rural	0,17	Non Pauvre	80	21	52
Kayes	Kayes	KARAKORO	Rural	0,15	Non Pauvre	97	28	68
Kayes	Kayes	KEMENE TAMBO	Rural	0,30	Non Pauvre	52	15	25
Kayes	Kayes	KHOULOUM	Rural	0,17	Non Pauvre	84	24	56
Kayes	Kayes	KOUNIAKARY	Urbain	-0,18	Pauvre	487	106	36
Kayes	Kayes	KOUSSANE	Rural	-0,21	Pauvre	527	114	491
Kayes	Kayes	LIBERTE DE MBAYA	Rural	0,09	Non Pauvre	129	37	98
Kayes	Kayes	LOGO	Rural	0,06	Non Pauvre	169	43	138
Kayes	Kayes	MARENA DIOMBOUGOU	Rural	0,23	Non Pauvre	68	19	41
Kayes	Kayes	MARINTOUMANIA	Rural	-0,05	Presque Pauvre	305	73	271
Kayes	Kayes	SADIOLA	Rural	-0,13	Pauvre	426	94	391
Kayes	Kayes	SAHEL	Rural	0,17	Non Pauvre	85	25	57
Kayes	Kayes	SAME DIOMGOMA	Rural	-0,09	Pauvre	358	85	324
Kayes	Kayes	SEGALA	Rural	0,08	Non Pauvre	149	40	118
Kayes	Kayes	SERO DIAMANOU	Rural	-0,02	Presque Pauvre	274	63	240
Kayes	Kayes	SOMANKIDY	Urbain	0,00	Presque Pauvre	240	60	34

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Kayes	Kayes	SONY	Rural	0,37	Non Pauvre	42	10	16
Kayes	Kayes	TAFACIRGA	Rural	0,01	Presque Pauvre	224	55	192
Kayes	Bafoulabe	BAFOULABE	Rural	0,01	Presque Pauvre	227	57	195
Kayes	Bafoulabe	BAMAFELE	Rural	-0,05	Presque Pauvre	313	74	279
Kayes	Bafoulabe	DIAKON	Rural	0,17	Non Pauvre	83	23	55
Kayes	Bafoulabe	DIALLAN	Rural	-0,08	Presque Pauvre	348	82	314
Kayes	Bafoulabe	DIOKELI	Rural	-0,03	Presque Pauvre	281	65	247
Kayes	Bafoulabe	GOUNFAN	Rural	-0,18	Pauvre	497	108	461
Kayes	Bafoulabe	KONTELA	Rural	-0,28	Très Pauvre	615	127	579
Kayes	Bafoulabe	KOUNDIAN	Rural	-0,14	Pauvre	438	95	403
Kayes	Bafoulabe	MAHINA	Rural	-0,04	Presque Pauvre	298	71	264
Kayes	Bafoulabe	NIAMBIA	Rural	-0,14	Pauvre	440	97	405
Kayes	Bafoulabe	OUALIA	Rural	-0,23	Très Pauvre	556	118	520
Kayes	Bafoulabe	SIDIBELA	Rural	-0,06	Presque Pauvre	317	76	283
Kayes	Bafoulabe	TOMORA	Rural	-0,16	Pauvre	465	102	430
Kayes	Diéma	DIEMA	Rural	0,09	Non Pauvre	135	39	104
Kayes	Diéma	BEMA	Rural	-0,25	Très Pauvre	581	122	545
Kayes	Diéma	DIANGOUNTE CAMARA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	284	67	250
Kayes	Diéma	DIANGUIRDE	Rural	-0,12	Pauvre	401	90	367
Kayes	Diéma	DIEOURA	Rural	-0,05	Presque Pauvre	316	75	282
Kayes	Diéma	DIOUMARA KOUSSATA	Rural	-0,18	Pauvre	488	107	452
Kayes	Diéma	FASSOUBE	Rural	0,03	Presque Pauvre	203	53	171
Kayes	Diéma	FATAO	Urbain	0,01	Presque Pauvre	229	58	33
Kayes	Diéma	GOMITRADOUGOU	Rural	-0,10	Pauvre	378	88	344
Kayes	Diéma	GROUMERA	Rural	-0,20	Pauvre	522	113	486
Kayes	Diéma	GUEDEBINE	Rural	-0,06	Presque Pauvre	329	79	295
Kayes	Diéma	LAKAMANE	Rural	-0,05	Presque Pauvre	300	72	266
Kayes	Diéma	LAMBIDOU	Rural	0,36	Non Pauvre	45	12	19
Kayes	Diéma	MADIGA SACKO	Rural	0,53	Non Pauvre	33	7	11

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Kayes	Diéma	SANSANKIDE	Rural	-0,15	Pauvre	447	99	412
Kayes	Kéniéba	KENIEBA	Rural	0,05	Presque Pauvre	177	45	146
Kayes	Kéniéba	BAYE	Rural	-0,28	Très Pauvre	617	128	581
Kayes	Kéniéba	DABIA	Rural	0,04	Presque Pauvre	191	50	159
Kayes	Kéniéba	DIALAFARA	Rural	-0,18	Pauvre	484	105	449
Kayes	Kéniéba	DOMBIA	Rural	-0,09	Pauvre	366	86	332
Kayes	Kéniéba	FALEA	Rural	-0,25	Très Pauvre	589	123	553
Kayes	Kéniéba	FARABA	Rural	-0,16	Pauvre	467	103	432
Kayes	Kéniéba	GUENEGORE	Rural	0,04	Presque Pauvre	190	49	158
Kayes	Kéniéba	KASSAMA	Rural	-0,18	Pauvre	500	109	464
Kayes	Kéniéba	KROUKOTO	Rural	-0,21	Très Pauvre	530	115	494
Kayes	Kéniéba	SAGALO	Rural	-0,14	Pauvre	439	96	404
Kayes	Kéniéba	SITAKILLY	Rural	0,32	Non Pauvre	49	13	22
Kayes	Kita	KITA	Urbain	1,02	Non Pauvre	21	3	17
Kayes	Kita	BADIA	Rural	-0,14	Pauvre	444	98	409
Kayes	Kita	BENDOUGOUBA	Rural	-0,19	Pauvre	508	110	472
Kayes	Kita	BENKADI FOUNIA	Rural	-0,22	Très Pauvre	548	116	512
Kayes	Kita	BOUDOFO	Rural	-0,02	Presque Pauvre	262	61	228
Kayes	Kita	BOUGARIBAYA	Rural	0,01	Presque Pauvre	225	56	193
Kayes	Kita	DIDENKO	Rural	-0,06	Presque Pauvre	327	78	293
Kayes	Kita	DJIDIAN	Rural	0,05	Presque Pauvre	180	47	149
Kayes	Kita	DJOUGOUN	Rural	-0,10	Pauvre	368	87	334
Kayes	Kita	GADOUGOU 1	Rural	-0,08	Presque Pauvre	351	83	317
Kayes	Kita	GADOUGOU 2	Rural	0,02	Presque Pauvre	206	54	174
Kayes	Kita	GUEMOUKOURABA	Rural	0,11	Non Pauvre	117	33	87
Kayes	Kita	KASSARO	Rural	-0,08	Presque Pauvre	346	80	312
Kayes	Kita	KITA NORD	Rural	-0,27	Très Pauvre	604	124	568
Kayes	Kita	KITA OUEST	Rural	-0,15	Pauvre	448	100	413
Kayes	Kita	KOBRI	Rural	-0,20	Pauvre	516	111	480

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Kayes	Kita	KOKOFATA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	280	64	246
Kayes	Kita	KOTOUBA	Rural	-0,08	Presque Pauvre	347	81	313
Kayes	Kita	KOULOULOU	Rural	-0,03	Presque Pauvre	282	66	248
Kayes	Kita	KOUDOUNINKOTO	Urbain	0,10	Non Pauvre	123	35	31
Kayes	Kita	MADINA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	287	69	253
Kayes	Kita	MAKANO	Rural	-0,25	Très Pauvre	575	121	539
Kayes	Kita	NAMALA GUIMBA	Rural	-0,20	Pauvre	517	112	481
Kayes	Kita	NIANTANSO	Rural	0,05	Non Pauvre	173	44	142
Kayes	Kita	SABOULA	Rural	0,24	Non Pauvre	65	18	38
Kayes	Kita	SEBEKORO	Rural	0,07	Non Pauvre	161	41	130
Kayes	Kita	SEFETO NORD	Rural	0,04	Presque Pauvre	183	48	151
Kayes	Kita	SEFETO OUEST	Rural	0,31	Non Pauvre	51	14	24
Kayes	Kita	SENKO	Rural	-0,04	Presque Pauvre	294	70	260
Kayes	Kita	SIRAKORO	Rural	-0,27	Très Pauvre	613	126	577
Kayes	Kita	SOURANSAN TOMOTO	Rural	0,04	Presque Pauvre	194	52	162
Kayes	Kita	TAMBAGA	Rural	-0,10	Pauvre	385	89	351
Kayes	Kita	TOUKOTO	Rural	-0,06	Presque Pauvre	321	77	287
Kayes	Nioro	NIORO	Urbain	0,69	Non Pauvre	28	5	20
Kayes	Nioro	BANIERE KORE	Rural	-0,24	Très Pauvre	564	119	528
Kayes	Nioro	DIABIGUE	Rural	-0,27	Très Pauvre	606	125	570
Kayes	Nioro	DIARRA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	285	68	251
Kayes	Nioro	DIAYE COURA	Rural	-0,12	Pauvre	408	92	374
Kayes	Nioro	GAVINANE	Rural	-0,24	Très Pauvre	570	120	534
Kayes	Nioro	GOGUI	Rural	0,12	Non Pauvre	111	31	81
Kayes	Nioro	GUETEMA	Rural	-0,15	Pauvre	453	101	418
Kayes	Nioro	KADIABA KADIEL	Rural	0,12	Non Pauvre	113	32	83
Kayes	Nioro	KORERA KORE	Rural	-0,13	Pauvre	420	93	385
Kayes	Nioro	NIORO TOUGOUNE						
Kayes	Nioro	RANGABE	Rural	-0,16	Pauvre	470	104	435

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Kayes	Nioro	SANDARE	Rural	-0,09	Pauvre	354	84	320
Kayes	Nioro	SIMBI	Rural	-0,23	Très Pauvre	551	117	515
Kayes	Nioro	TROUNGOUMBE	Urbain	0,38	Non Pauvre	41	9	26
Kayes	Nioro	YERERE	Rural	-0,02	Presque Pauvre	264	62	230
Kayes	Nioro	YOURI	Urbain	1,03	Non Pauvre	20	2	16
Kayes	Yélimané	GUIDIME	Rural	0,11	Non Pauvre	118	34	88
Kayes	Yélimané	DIAFOUNOU DIONGAGA	Rural	0,05	Presque Pauvre	179	46	148
Kayes	Yélimané	DIAFOUNOU GORY	Rural	0,00	Presque Pauvre	233	59	200
Kayes	Yélimané	FANGA	Rural	0,09	Non Pauvre	133	38	102
Kayes	Yélimané	GORY	Rural	0,16	Non Pauvre	95	27	66
Kayes	Yélimané	KIRANE KANIAGA	Rural	0,30	Non Pauvre	53	16	26
Kayes	Yélimané	KONSIGA	Rural	0,43	Non Pauvre	39	8	14
Kayes	Yélimané	KREMIS	Rural	0,06	Non Pauvre	164	42	133
Kayes	Yélimané	MAREKAFO	Rural	0,37	Non Pauvre	43	11	17
Kayes	Yélimané	SOUMPOU	Rural	0,04	Presque Pauvre	193	51	161
Kayes	Yélimané	TOYA	Urbain	0,13	Non Pauvre	109	30	30
Kayes	Yélimané	TRINGA	Rural	0,72	Non Pauvre	26	4	7
Koulikoro	Koulikoro	KOULIKORO	Urbain	1,06	Non Pauvre	19	4	15
Koulikoro	Koulikoro	DINANDOUYOU	Rural	-0,25	Très Pauvre	578	88	542
Koulikoro	Koulikoro	DOUMBA	Rural	-0,05	Presque Pauvre	301	49	267
Koulikoro	Koulikoro	KOULA	Rural	-0,27	Très Pauvre	603	93	567
Koulikoro	Koulikoro	MEGUETAN	Rural	-0,13	Pauvre	419	71	384
Koulikoro	Koulikoro	NYAMINA	Rural	-0,24	Très Pauvre	571	87	535
Koulikoro	Koulikoro	SIRAKOROLA	Rural	-0,26	Très Pauvre	597	90	561
Koulikoro	Koulikoro	TIENFALA	Rural	-0,18	Pauvre	494	76	458
Koulikoro	Koulikoro	TOUGOUNI	Rural	-0,19	Pauvre	507	79	471
Koulikoro	Banamba	BANAMBA	Rural	-0,01	Presque Pauvre	256	42	222
Koulikoro	Banamba	BEN KADI	Rural	-0,17	Pauvre	477	74	442
Koulikoro	Banamba	BORON	Rural	-0,32	Très Pauvre	651	104	615

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Koulikoro	Banamba	DUGUWOLOWULA	Rural	-0,06	Presque Pauvre	322	53	288
Koulikoro	Banamba	KIBAN	Rural	-0,05	Presque Pauvre	311	50	277
Koulikoro	Banamba	MADINA SACKO	Rural	-0,27	Très Pauvre	611	95	575
Koulikoro	Banamba	SEBETE	Rural	-0,30	Très Pauvre	636	100	600
Koulikoro	Banamba	TOUBACORO	Rural	-0,29	Très Pauvre	627	97	591
Koulikoro	Banamba	TOUKOROBA	Rural	-0,29	Très Pauvre	630	98	594
Koulikoro	Dioïla	KALADOUGOU	Rural	0,07	Non Pauvre	154	22	123
Koulikoro	Dioïla	BANCO	Rural	-0,18	Pauvre	495	77	459
Koulikoro	Dioïla	BENKADI	Rural	0,02	Presque Pauvre	207	36	175
Koulikoro	Dioïla	BINKO	Rural	-0,07	Presque Pauvre	339	54	305
Koulikoro	Dioïla	DEGNEKORO	Rural	-0,11	Pauvre	392	65	358
Koulikoro	Dioïla	DIEBE	Rural	-0,04	Presque Pauvre	292	46	258
Koulikoro	Dioïla	DIEDOUGOU	Rural	-0,09	Pauvre	365	57	331
Koulikoro	Dioïla	DIOUMAN	Rural	0,28	Non Pauvre	57	12	30
Koulikoro	Dioïla	DOLENDOUGOU	Rural	-0,04	Presque Pauvre	299	48	265
Koulikoro	Dioïla	GUEGNEKA	Rural	0,23	Non Pauvre	66	15	39
Koulikoro	Dioïla	JEKAFO	Rural	0,00	Presque Pauvre	238	40	205
Koulikoro	Dioïla	KEMEKAFO	Rural	-0,20	Pauvre	518	80	482
Koulikoro	Dioïla	KERELA	Rural	-0,12	Pauvre	403	67	369
Koulikoro	Dioïla	KILIDOUGOU	Rural	-0,03	Presque Pauvre	288	44	254
Koulikoro	Dioïla	MASSIGUI	Rural	-0,25	Très Pauvre	586	89	550
Koulikoro	Dioïla	N'DLONDOUGOU	Rural	-0,10	Pauvre	380	61	346
Koulikoro	Dioïla	N'GARADOUGOU	Rural	-0,10	Pauvre	381	62	347
Koulikoro	Dioïla	N'GOLOBOUGOU	Rural	-0,17	Pauvre	478	75	443
Koulikoro	Dioïla	NANGOLA	Rural	-0,10	Pauvre	372	59	338
Koulikoro	Dioïla	NIANTJILA	Rural	-0,04	Presque Pauvre	291	45	257
Koulikoro	Dioïla	TENINDOUGOU	Rural	0,07	Non Pauvre	153	21	122
Koulikoro	Dioïla	WACORO	Rural	0,06	Non Pauvre	167	24	136
Koulikoro	Dioïla	ZAN COULIBALY	Rural	0,04	Presque Pauvre	189	30	157

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Koulikoro	Kangaba	MINIDIAN	Rural	0,32	Non Pauvre	50	11	23
Koulikoro	Kangaba	BALAN BAKAMA	Rural	0,06	Non Pauvre	166	23	135
Koulikoro	Kangaba	BENKADI	Rural	0,58	Non Pauvre	31	8	10
Koulikoro	Kangaba	KANIOGO	Rural	0,17	Non Pauvre	79	17	51
Koulikoro	Kangaba	KARAN	Urbain	0,04	Presque Pauvre	181	26	32
Koulikoro	Kangaba	MARAMANDOUGOU	Rural	0,02	Presque Pauvre	204	34	172
Koulikoro	Kangaba	NARENA	Rural	0,02	Presque Pauvre	213	37	181
Koulikoro	Kangaba	NOUGA	Rural	0,21	Non Pauvre	72	16	45
Koulikoro	Kangaba	SELEFOUGOU	Rural	0,37	Non Pauvre	44	9	18
Koulikoro	Kati	KATI	Urbain	1,10	Non Pauvre	18	3	14
Koulikoro	Kati	BAGUINEDA-CAMP	Rural	0,02	Presque Pauvre	221	38	189
Koulikoro	Kati	BANCOUMANA	Rural	0,02	Presque Pauvre	205	35	173
Koulikoro	Kati	BOSSOFALA	Rural	-0,16	Pauvre	474	73	439
Koulikoro	Kati	BOUGOULA	Rural	-0,12	Pauvre	405	68	371
Koulikoro	Kati	DABAN	Rural	-0,02	Presque Pauvre	258	43	224
Koulikoro	Kati	DIAGO	Rural	0,05	Non Pauvre	175	25	144
Koulikoro	Kati	DIALAKOROBA	Rural	-0,10	Pauvre	371	58	337
Koulikoro	Kati	DIALAKORODJI	Rural	0,72	Non Pauvre	27	7	8
Koulikoro	Kati	DIEDOUGOU	Rural	-0,35	Très Pauvre	665	107	628
Koulikoro	Kati	DIO-GARE	Rural	0,09	Non Pauvre	132	20	101
Koulikoro	Kati	DOGODOUMAN	Rural	0,75	Non Pauvre	25	6	6
Koulikoro	Kati	DOMBILA	Rural	-0,10	Pauvre	373	60	339
Koulikoro	Kati	DOUBABOUGOU	Rural	-0,08	Presque Pauvre	342	55	308
Koulikoro	Kati	FARABA	Rural	-0,13	Pauvre	417	70	382
Koulikoro	Kati	KALABANCORO	Rural	1,01	Non Pauvre	22	5	5
Koulikoro	Kati	KALIFABOUGOU	Rural	-0,05	Presque Pauvre	315	51	281
Koulikoro	Kati	KAMBILA	Rural	-0,10	Pauvre	382	63	348
Koulikoro	Kati	KOUROUBA	Rural	0,00	Presque Pauvre	239	41	206
Koulikoro	Kati	MANDE	Rural	0,24	Non Pauvre	64	14	37

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Koulikoro	Kati	MORIBABOUGOU	Rural	1,28	Non Pauvre	16	2	3
Koulikoro	Kati	MOUNTOUGOULA	Rural	0,03	Presque Pauvre	198	32	166
Koulikoro	Kati	N'GABACORO	Rural	0,34	Non Pauvre	47	10	21
Koulikoro	Kati	N'GOURABA	Rural	-0,21	Très Pauvre	534	84	498
Koulikoro	Kati	N'TJIBA	Rural	-0,15	Pauvre	450	72	415
Koulikoro	Kati	NIAGADINA	Rural	0,24	Non Pauvre	62	13	35
Koulikoro	Kati	NIOUMAMAKANA	Rural	-0,06	Presque Pauvre	320	52	286
Koulikoro	Kati	OUELESSEBOUGOU	Rural	0,04	Presque Pauvre	186	28	154
Koulikoro	Kati	SAFO	Rural	-0,11	Pauvre	397	66	363
Koulikoro	Kati	SANANKORO DJITOU MOU	Rural	-0,30	Très Pauvre	638	101	602
Koulikoro	Kati	SANANKOROBA	Rural	0,10	Non Pauvre	122	19	92
Koulikoro	Kati	SANGAREBOUGOU	Rural	2,04	Non Pauvre	9	1	1
Koulikoro	Kati	SIBY	Rural	0,04	Presque Pauvre	182	27	150
Koulikoro	Kati	SOBRA	Rural	-0,09	Pauvre	363	56	329
Koulikoro	Kati	TIKADOU GOUDIALAKORO	Rural	-0,04	Presque Pauvre	297	47	263
Koulikoro	Kati	TIELE	Rural	0,04	Presque Pauvre	192	31	160
Koulikoro	Kati	YELEKEBOUGOU	Rural	-0,20	Pauvre	519	81	483
Koulikoro	kolokani	KOLOKANI	Rural	-0,21	Très Pauvre	535	85	499
Koulikoro	kolokani	DIDIENI	Rural	0,04	Presque Pauvre	188	29	156
Koulikoro	kolokani	GUIHOYO	Rural	-0,28	Très Pauvre	618	96	582
Koulikoro	kolokani	MASSANTOLA	Rural	-0,26	Très Pauvre	599	92	563
Koulikoro	kolokani	NONKON	Rural	-0,21	Très Pauvre	532	83	496
Koulikoro	kolokani	NOSSOMBOUGOU	Rural	0,01	Presque Pauvre	226	39	194
Koulikoro	kolokani	OUOLODO	Rural	-0,27	Très Pauvre	609	94	573
Koulikoro	kolokani	SAGABALA	Rural	-0,22	Très Pauvre	547	86	511
Koulikoro	kolokani	SEBECORO I	Rural	-0,30	Très Pauvre	635	99	599
Koulikoro	kolokani	TIORIBOUGOU	Rural	-0,21	Très Pauvre	528	82	492
Koulikoro	Nara	NARA	Rural	0,03	Presque Pauvre	200	33	168
Koulikoro	Nara	ALLAHINA	Rural	-0,12	Pauvre	413	69	378

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Koulikoro	Nara	DABO	Rural	-0,10	Pauvre	383	64	349
Koulikoro	Nara	DILLY	Rural	-0,37	Très Pauvre	676	108	639
Koulikoro	Nara	DOGOFRY	Rural	-0,19	Pauvre	502	78	466
Koulikoro	Nara	FALLOU	Rural	-0,26	Très Pauvre	598	91	562
Koulikoro	Nara	GUENEIBE	Rural	-0,30	Très Pauvre	639	102	603
Koulikoro	Nara	GUIRE	Rural	-0,35	Très Pauvre	664	106	627
Koulikoro	Nara	KORONGA	Rural	-0,33	Très Pauvre	657	105	621
Koulikoro	Nara	NIAMANA	Rural	-0,32	Très Pauvre	650	103	614
Koulikoro	Nara	OUAGADOU	Rural	0,14	Non Pauvre	103	18	74
Sikasso	Sikasso	SIKASSO	Urbain	0,85	Non Pauvre	24	4	19
Sikasso	Sikasso	BENKADI	Rural	0,08	Non Pauvre	147	49	116
Sikasso	Sikasso	BLENDIO	Rural	-0,02	Presque Pauvre	259	93	225
Sikasso	Sikasso	DANDERESSO	Rural	-0,16	Pauvre	473	135	438
Sikasso	Sikasso	DEMBELA	Rural	0,01	Presque Pauvre	230	77	197
Sikasso	Sikasso	DIALAKORO	Rural	-0,26	Très Pauvre	596	145	560
Sikasso	Sikasso	DIOMATENE	Rural	0,16	Non Pauvre	96	29	67
Sikasso	Sikasso	DOGONI	Rural	-0,04	Presque Pauvre	290	106	256
Sikasso	Sikasso	DOUMANABA	Rural	0,10	Non Pauvre	127	42	96
Sikasso	Sikasso	FAMA	Rural	0,02	Presque Pauvre	219	73	187
Sikasso	Sikasso	FARAKALA	Rural	0,02	Presque Pauvre	210	68	178
Sikasso	Sikasso	FINKOLO	Rural	0,09	Non Pauvre	131	45	100
Sikasso	Sikasso	FINKOLO GANADOUGOU	Rural	0,01	Presque Pauvre	222	75	190
Sikasso	Sikasso	GONGASSO	Rural	0,07	Non Pauvre	155	52	124
Sikasso	Sikasso	KABARASSO	Rural	-0,07	Presque Pauvre	330	116	296
Sikasso	Sikasso	KABOILA	Rural	0,07	Non Pauvre	159	55	128
Sikasso	Sikasso	KAFOUZIELA	Rural	0,00	Presque Pauvre	235	80	202
Sikasso	Sikasso	KAPALA	Rural	-0,06	Presque Pauvre	324	114	290
Sikasso	Sikasso	KAPOLONDOUGOU	Rural	-0,08	Presque Pauvre	341	119	307
Sikasso	Sikasso	KIGNAN	Rural	0,08	Non Pauvre	148	50	117

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Sikasso	Sikasso	KLELA	Rural	0,08	Non Pauvre	146	48	115
Sikasso	Sikasso	KOFAN	Rural	-0,02	Presque Pauvre	268	96	234
Sikasso	Sikasso	KOLOKOB	Rural	-0,12	Pauvre	412	130	377
Sikasso	Sikasso	KOUMANKOU	Rural	0,19	Non Pauvre	77	21	49
Sikasso	Sikasso	KOUORO	Rural	0,07	Non Pauvre	160	56	129
Sikasso	Sikasso	KOUROUMA	Rural	0,24	Non Pauvre	63	14	36
Sikasso	Sikasso	LOBOUGOULA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	263	94	229
Sikasso	Sikasso	MINIKO	Rural	0,02	Presque Pauvre	216	71	184
Sikasso	Sikasso	MIRIA	Rural	0,17	Non Pauvre	86	23	58
Sikasso	Sikasso	MISSIRIKORO	Rural	-0,19	Pauvre	503	139	467
Sikasso	Sikasso	N'TJIKOUNA	Rural	0,27	Non Pauvre	58	12	31
Sikasso	Sikasso	NATIEN	Rural	-0,11	Pauvre	396	129	362
Sikasso	Sikasso	NIENA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	276	100	242
Sikasso	Sikasso	NONGO-SOUALA	Rural	0,14	Non Pauvre	102	32	73
Sikasso	Sikasso	PIMPERNA	Rural	-0,18	Pauvre	492	137	456
Sikasso	Sikasso	SANZANA	Rural	0,11	Non Pauvre	114	37	84
Sikasso	Sikasso	SOKOURANIMISSIRIK.	Rural	-0,13	Pauvre	429	131	394
Sikasso	Sikasso	TELLA	Rural	0,13	Non Pauvre	105	33	76
Sikasso	Sikasso	TIANKADI	Rural	0,06	Non Pauvre	171	59	140
Sikasso	Sikasso	WATENI	Rural	0,09	Non Pauvre	130	44	99
Sikasso	Sikasso	ZANFEREBOUGOU	Rural	0,22	Non Pauvre	70	17	43
Sikasso	Sikasso	ZANGARADOUGOU	Rural	-0,01	Presque Pauvre	255	91	221
Sikasso	Sikasso	ZANIENA	Rural	0,08	Non Pauvre	143	47	112
Sikasso	Bougouni	BOUGOUNI	Urbain	0,33	Non Pauvre	48	9	27
Sikasso	Bougouni	BLADIE-TIEMALA	Rural	0,20	Non Pauvre	75	19	47
Sikasso	Bougouni	DANOU	Rural	-0,04	Presque Pauvre	296	108	262
Sikasso	Bougouni	DEBELIN	Rural	0,01	Presque Pauvre	231	78	198
Sikasso	Bougouni	DEFINA	Rural	-0,06	Presque Pauvre	318	111	284
Sikasso	Bougouni	DOGO	Rural	-0,25	Très Pauvre	587	144	551

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Sikasso	Bougouni	DOMBA	Rural	-0,22	Très Pauvre	537	141	501
Sikasso	Bougouni	FARADIELE	Rural	-0,31	Très Pauvre	647	146	611
Sikasso	Bougouni	FARAGOUARAN	Rural	0,02	Presque Pauvre	208	67	176
Sikasso	Bougouni	GARALO	Rural	-0,01	Presque Pauvre	244	83	210
Sikasso	Bougouni	KELEYA	Rural	-0,09	Pauvre	356	123	322
Sikasso	Bougouni	KOKELE	Rural	-0,14	Pauvre	431	132	396
Sikasso	Bougouni	KOLA	Rural	-0,01	Presque Pauvre	250	88	216
Sikasso	Bougouni	KOUMANTOU	Rural	0,00	Presque Pauvre	234	79	201
Sikasso	Bougouni	KOUROULAMINI	Rural	-0,20	Pauvre	512	140	476
Sikasso	Bougouni	MERIDIELA	Rural	-0,24	Très Pauvre	559	143	523
Sikasso	Bougouni	OUROUN	Rural	0,03	Presque Pauvre	201	65	169
Sikasso	Bougouni	SANSO	Rural	0,04	Presque Pauvre	195	62	163
Sikasso	Bougouni	SIBIRILA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	267	95	233
Sikasso	Bougouni	SIDO	Rural	-0,36	Très Pauvre	671	147	634
Sikasso	Bougouni	SYEN TOULA	Rural	-0,17	Pauvre	479	136	444
Sikasso	Bougouni	TIEMALA BANIMONOTIE	Rural	-0,16	Pauvre	463	134	428
Sikasso	Bougouni	WOLA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	277	101	243
Sikasso	Bougouni	YININDOUGOU	Rural	-0,04	Presque Pauvre	295	107	261
Sikasso	Bougouni	YIRIDOUGOU	Rural	-0,09	Pauvre	355	122	321
Sikasso	Bougouni	ZANTIEBOUGOU	Rural	-0,09	Pauvre	353	121	319
Sikasso	Kadiolo	KADIOLO	Rural	0,29	Non Pauvre	54	10	27
Sikasso	Kadiolo	DIOU	Rural	0,23	Non Pauvre	67	15	40
Sikasso	Kadiolo	DIOUMATENE	Rural	0,15	Non Pauvre	98	30	69
Sikasso	Kadiolo	FOUROU	Rural	0,22	Non Pauvre	69	16	42
Sikasso	Kadiolo	KAI	Rural	-0,01	Presque Pauvre	251	89	217
Sikasso	Kadiolo	LOULOUNI	Rural	0,03	Presque Pauvre	197	63	165
Sikasso	Kadiolo	MISSENI	Rural	0,11	Non Pauvre	115	38	85
Sikasso	Kadiolo	NIMBOUGOU	Rural	0,16	Non Pauvre	90	26	62
Sikasso	Kadiolo	ZEGOUA	Rural	0,49	Non Pauvre	34	6	12

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Sikasso	Kolondiéba	KOLONDIEBA	Rural	-0,08	Presque Pauvre	349	120	315
Sikasso	Kolondiéba	BOUGOULA	Rural	-0,04	Presque Pauvre	289	105	255
Sikasso	Kolondiéba	FAKOLA	Rural	0,02	Presque Pauvre	220	74	188
Sikasso	Kolondiéba	FARAKO	Rural	-0,15	Pauvre	446	133	411
Sikasso	Kolondiéba	KADIANA	Rural	-0,09	Pauvre	357	124	323
Sikasso	Kolondiéba	KEBILA	Rural	-0,06	Presque Pauvre	323	113	289
Sikasso	Kolondiéba	KOLOSSO	Rural	-0,11	Pauvre	394	128	360
Sikasso	Kolondiéba	MENA	Rural	0,16	Non Pauvre	87	24	59
Sikasso	Kolondiéba	N'GOLODIANA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	272	98	238
Sikasso	Kolondiéba	NANGALASSO	Rural	0,16	Non Pauvre	89	25	61
Sikasso	Kolondiéba	TIONGUI	Rural	-0,03	Presque Pauvre	286	104	252
Sikasso	Kolondiéba	TOUSSEGUELA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	271	97	237
Sikasso	Koutiala	KOUTIALA	Urbain	1,31	Non Pauvre	14	2	12
Sikasso	Koutiala	DIEDOUGOU	Rural	-0,01	Presque Pauvre	248	86	214
Sikasso	Koutiala	DIOURADOUGOU KAFO	Rural	-0,01	Presque Pauvre	249	87	215
Sikasso	Koutiala	FAGUI	Rural	0,05	Presque Pauvre	176	61	145
Sikasso	Koutiala	FAKOLO	Rural	0,07	Non Pauvre	156	53	125
Sikasso	Koutiala	GOUADJI KAO	Rural	0,13	Non Pauvre	110	35	80
Sikasso	Koutiala	GOUADJIE SOUGOUNA	Rural	0,11	Non Pauvre	119	40	89
Sikasso	Koutiala	KAFO FABOLI	Rural	-0,09	Pauvre	362	126	328
Sikasso	Koutiala	KAPALA	Rural	-0,01	Presque Pauvre	254	90	220
Sikasso	Koutiala	KARAGOUANA MALLE	Rural	0,02	Presque Pauvre	212	69	180
Sikasso	Koutiala	KOLONIGUE	Rural	-0,06	Presque Pauvre	319	112	285
Sikasso	Koutiala	KONINA	Rural	-0,05	Presque Pauvre	312	110	278
Sikasso	Koutiala	KONINGUE	Rural	0,16	Non Pauvre	94	28	65
Sikasso	Koutiala	KONSEGUELA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	279	102	245
Sikasso	Koutiala	KOROMO	Rural	-0,07	Presque Pauvre	337	118	303
Sikasso	Koutiala	KOUNIANA	Rural	1,23	Non Pauvre	17	3	4
Sikasso	Koutiala	LOGOUANA	Rural	0,05	Non Pauvre	174	60	143

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Sikasso	Koutiala	M'PESSOBA	Rural	0,03	Presque Pauvre	202	66	170
Sikasso	Koutiala	MIENA	Rural	0,25	Non Pauvre	61	13	34
Sikasso	Koutiala	N'GOLONIANASSO	Rural	-0,18	Pauvre	499	138	463
Sikasso	Koutiala	N'GOUTJINA	Rural	0,11	Non Pauvre	116	39	86
Sikasso	Koutiala	N'TOSSONI	Rural	0,08	Non Pauvre	150	51	119
Sikasso	Koutiala	NAFANGA	Rural	0,29	Non Pauvre	55	11	28
Sikasso	Koutiala	NAMPE	Rural	0,03	Presque Pauvre	199	64	167
Sikasso	Koutiala	NIANTAGA	Rural	0,02	Presque Pauvre	217	72	185
Sikasso	Koutiala	SINCINA	Rural	0,67	Non Pauvre	29	5	9
Sikasso	Koutiala	SINKOLO	Rural	0,01	Presque Pauvre	228	76	196
Sikasso	Koutiala	SONGO-DOUBACORE	Rural	-0,01	Presque Pauvre	247	85	213
Sikasso	Koutiala	SONGOUA	Rural	0,38	Non Pauvre	40	7	15
Sikasso	Koutiala	SOROBASSO	Rural	-0,01	Presque Pauvre	257	92	223
Sikasso	Koutiala	TAO	Rural	0,13	Non Pauvre	108	34	79
Sikasso	Koutiala	YOGNOGO	Rural	0,10	Non Pauvre	128	43	97
Sikasso	Koutiala	ZANFIGUE	Rural	-0,05	Presque Pauvre	302	109	268
Sikasso	Koutiala	ZANGASSO	Rural	0,18	Non Pauvre	78	22	50
Sikasso	Koutiala	ZANINA	Rural	0,15	Non Pauvre	99	31	70
Sikasso	Koutiala	ZEBALA	Rural	0,12	Non Pauvre	112	36	82
Sikasso	Yanfolila	WASSOULOU-BALLE	Rural	0,07	Non Pauvre	157	54	126
Sikasso	Yanfolila	BAYA	Rural	1,38	Non Pauvre	13	1	2
Sikasso	Yanfolila	BOLO-FOUTA	Rural	0,08	Non Pauvre	138	46	107
Sikasso	Yanfolila	DJALLON-FOULA	Rural	-0,10	Pauvre	370	127	336
Sikasso	Yanfolila	DJIGUIYA DE KOLONI	Rural	-0,22	Très Pauvre	543	142	507
Sikasso	Yanfolila	GOUANAN	Rural	-0,07	Presque Pauvre	333	117	299
Sikasso	Yanfolila	GOUANDIAKA	Rural	0,02	Presque Pauvre	214	70	182
Sikasso	Yanfolila	KOUSSAN	Rural	0,00	Presque Pauvre	237	81	204
Sikasso	Yanfolila	SANKARANI	Rural	0,06	Non Pauvre	168	58	137
Sikasso	Yanfolila	SERE MOUSSA ANI SAMO	Rural	-0,01	Presque Pauvre	245	84	211

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Sikasso	Yanfolila	TAGANDOUGOU	Rural	0,34	Non Pauvre	46	8	20
Sikasso	Yanfolila	YALLANKORO-SOLOBA	Rural	0,20	Non Pauvre	74	18	46
Sikasso	Yorosso	YOROSSO	Rural	0,19	Non Pauvre	76	20	48
Sikasso	Yorosso	BOURA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	283	103	249
Sikasso	Yorosso	KARANGANA	Rural	0,06	Non Pauvre	163	57	132
Sikasso	Yorosso	KIFFOSSO 1	Rural	-0,06	Presque Pauvre	326	115	292
Sikasso	Yorosso	KOUMBIA	Rural	-0,01	Presque Pauvre	243	82	209
Sikasso	Yorosso	KOURY	Rural	0,16	Non Pauvre	93	27	64
Sikasso	Yorosso	MAHOU	Rural	0,10	Non Pauvre	124	41	93
Sikasso	Yorosso	MENAMBA 1	Rural	-0,09	Pauvre	361	125	327
Sikasso	Yorosso	OURIKELA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	275	99	241
Ségou	Ségou	SEGOU	Urbain	1,99	Non Pauvre	11	1	10
Ségou	Ségou	BAGUINDADOUGOU	Rural	0,02	Presque Pauvre	209	27	177
Ségou	Ségou	BELLEN	Rural	-0,31	Très Pauvre	645	115	609
Ségou	Ségou	BOUSSIN	Rural	0,08	Non Pauvre	145	15	114
Ségou	Ségou	CINZANA	Rural	-0,14	Pauvre	433	77	398
Ségou	Ségou	DIEDOUGOU	Rural	-0,18	Pauvre	496	92	460
Ségou	Ségou	DIGANIBOUGOU	Rural	-0,30	Très Pauvre	632	112	596
Ségou	Ségou	DIORO	Rural	-0,05	Presque Pauvre	309	42	275
Ségou	Ségou	DIOUNA	Rural	-0,11	Pauvre	386	60	352
Ségou	Ségou	DOUGABOUGOU	Rural	0,44	Non Pauvre	38	3	13
Ségou	Ségou	FARAKO	Rural	0,04	Presque Pauvre	187	25	155
Ségou	Ségou	FARAKOU MASSA	Rural	0,02	Presque Pauvre	211	28	179
Ségou	Ségou	FATINE	Rural	-0,15	Pauvre	451	82	416
Ségou	Ségou	KAMIANDOUGOU	Rural	-0,11	Pauvre	388	61	354
Ségou	Ségou	KATIENA	Rural	-0,22	Très Pauvre	546	102	510
Ségou	Ségou	KONODIMINI	Rural	-0,13	Pauvre	427	75	392
Ségou	Ségou	MARKALA	Rural	0,08	Non Pauvre	151	16	120
Ségou	Ségou	MASSALA	Rural	0,00	Presque Pauvre	241	30	207

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Ségou	Ségou	N'GARA	Rural	-0,11	Pauvre	391	64	357
Ségou	Ségou	N'KOUMANDOUYOU	Rural	-0,11	Pauvre	399	66	365
Ségou	Ségou	PELENGANA	Rural	-0,03	Presque Pauvre	278	37	244
Ségou	Ségou	SAKOIBA	Rural	-0,24	Très Pauvre	567	104	531
Ségou	Ségou	SAMA FOULALA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	265	33	231
Ségou	Ségou	SAMINE	Rural	0,13	Non Pauvre	107	9	78
Ségou	Ségou	SANSANDING	Rural	-0,13	Pauvre	421	72	386
Ségou	Ségou	SEBOUGOU	Rural	0,29	Non Pauvre	56	4	29
Ségou	Ségou	SIBILA	Rural	-0,16	Pauvre	457	83	422
Ségou	Ségou	SOIGNEBOUGOU	Rural	-0,16	Pauvre	459	85	424
Ségou	Ségou	SOUBA	Rural	-0,19	Pauvre	505	93	469
Ségou	Ségou	TOGOU	Rural	0,07	Non Pauvre	162	19	131
Ségou	Baraouéli	BAROUELI	Rural	0,09	Non Pauvre	134	10	103
Ségou	Baraouéli	BOIDIE	Rural	-0,07	Presque Pauvre	338	50	304
Ségou	Baraouéli	DOUGOUFIE	Rural	-0,07	Presque Pauvre	340	51	306
Ségou	Baraouéli	GOUENDO	Rural	-0,09	Pauvre	364	53	330
Ségou	Baraouéli	KALAKE	Rural	-0,31	Très Pauvre	644	114	608
Ségou	Baraouéli	KONOBOUTOU	Rural	-0,10	Pauvre	377	58	343
Ségou	Baraouéli	N'GASSOLA	Rural	0,04	Presque Pauvre	184	23	152
Ségou	Baraouéli	SANANDO	Rural	-0,09	Pauvre	359	52	325
Ségou	Baraouéli	SOMO	Rural	-0,02	Presque Pauvre	269	34	235
Ségou	Baraouéli	TAMANI	Rural	0,03	Presque Pauvre	196	26	164
Ségou	Baraouéli	TESSERLA	Rural	-0,14	Pauvre	430	76	395
Ségou	Bla	BLA	Rural	0,08	Non Pauvre	142	13	111
Ségou	Bla	BEGUENE	Rural	-0,13	Pauvre	418	71	383
Ségou	Bla	DIARAMANA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	270	35	236
Ségou	Bla	DIENA	Rural	0,07	Non Pauvre	152	17	121
Ségou	Bla	DOUGOUOLO	Rural	0,21	Non Pauvre	71	6	44
Ségou	Bla	FALO	Rural	-0,10	Pauvre	376	57	342

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Ségou	Bla	FANI	Rural	-0,19	Pauvre	509	94	473
Ségou	Bla	KAZANGASSO	Rural	-0,14	Pauvre	434	78	399
Ségou	Bla	KEMENI	Rural	0,04	Presque Pauvre	185	24	153
Ségou	Bla	KORODOUGOU	Rural	0,08	Non Pauvre	144	14	113
Ségou	Bla	KOULANDOUYOU	Rural	-0,10	Pauvre	374	55	340
Ségou	Bla	NIALA	Rural	-0,10	Pauvre	367	54	333
Ségou	Bla	SAMABOGO	Rural	0,15	Non Pauvre	101	7	72
Ségou	Bla	SOMASSO	Rural	-0,05	Presque Pauvre	306	40	272
Ségou	Bla	TIEMENA	Rural	-0,07	Presque Pauvre	335	48	301
Ségou	Bla	TOUNA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	273	36	239
Ségou	Bla	YANGASSO	Rural	0,01	Presque Pauvre	223	29	191
Ségou	Macina	MACINA	Rural	0,08	Non Pauvre	140	12	109
Ségou	Macina	BOKY WERE	Rural	-0,05	Presque Pauvre	314	44	280
Ségou	Macina	FOLOMANA	Rural	-0,13	Pauvre	415	70	380
Ségou	Macina	KOKRY CENTRE	Rural	0,05	Non Pauvre	172	21	141
Ségou	Macina	KOLONGO	Rural	-0,16	Pauvre	458	84	423
Ségou	Macina	MATOMO	Rural	-0,04	Presque Pauvre	293	38	259
Ségou	Macina	MONIMPEBOUGOU	Rural	-0,16	Pauvre	468	89	433
Ségou	Macina	SALIBA	Rural	-0,07	Presque Pauvre	331	47	297
Ségou	Macina	SANA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	260	32	226
Ségou	Macina	SOULEYE	Rural	-0,05	Presque Pauvre	307	41	273
Ségou	Macina	TONGUE	Rural	-0,05	Presque Pauvre	310	43	276
Ségou	Niono	NIONO	Rural	0,25	Non Pauvre	60	5	33
Ségou	Niono	DIABALY	Rural	-0,16	Pauvre	462	86	427
Ségou	Niono	DOGOFRY	Rural	-0,05	Presque Pauvre	304	39	270
Ségou	Niono	KALA SIGUIDA	Rural	0,07	Non Pauvre	158	18	127
Ségou	Niono	MARIKO	Rural	-0,06	Presque Pauvre	328	46	294
Ségou	Niono	NAMPALARI	Rural	-0,37	Très Pauvre	675	118	638
Ségou	Niono	POGO	Rural	-0,14	Pauvre	435	79	400

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Ségou	Niono	SIRIBALA	Rural	0,05	Presque Pauvre	178	22	147
Ségou	Niono	SIRIFILA BOUNDY	Rural	0,06	Non Pauvre	170	20	139
Ségou	Niono	SOKOLO	Rural	-0,11	Pauvre	389	62	355
Ségou	Niono	TORIDAGA KO	Rural	-0,20	Pauvre	521	98	485
Ségou	Niono	YEREDON SANIONA	Rural	-0,16	Pauvre	466	88	431
Ségou	San	SAN	Urbain	0,89	Non Pauvre	23	2	18
Ségou	San	BARAMANDOUGOU	Rural	-0,13	Pauvre	423	73	388
Ségou	San	DAH	Rural	-0,20	Pauvre	523	99	487
Ségou	San	DIAKOLOURNA	Rural	-0,25	Très Pauvre	582	107	546
Ségou	San	DIELI	Rural	-0,17	Pauvre	476	91	441
Ségou	San	DJEGUENA	Rural	-0,12	Pauvre	410	69	376
Ségou	San	FION	Rural	-0,11	Pauvre	393	65	359
Ségou	San	KANIEGUE	Rural	-0,33	Très Pauvre	659	116	622
Ségou	San	KARABA	Rural	-0,22	Très Pauvre	542	100	506
Ségou	San	KASSOROLA	Rural	-0,27	Très Pauvre	612	110	576
Ségou	San	KAVA	Rural	-0,07	Presque Pauvre	336	49	302
Ségou	San	MORIBILA	Rural	-0,30	Très Pauvre	637	113	601
Ségou	San	N'GOA	Rural	-0,06	Presque Pauvre	325	45	291
Ségou	San	N'TOROSSO	Rural	0,00	Presque Pauvre	242	31	208
Ségou	San	NIAMANA	Rural	-0,22	Très Pauvre	545	101	509
Ségou	San	NIASSO	Rural	-0,16	Pauvre	472	90	437
Ségou	San	OUOLON	Rural	-0,10	Pauvre	375	56	341
Ségou	San	SIADOUGOU	Rural	-0,11	Pauvre	390	63	356
Ségou	San	SOMO	Rural	0,14	Non Pauvre	104	8	75
Ségou	San	SOUROUNTOUNA	Rural	-0,25	Très Pauvre	573	105	537
Ségou	San	SY	Rural	-0,13	Pauvre	424	74	389
Ségou	San	TENE	Rural	-0,14	Pauvre	443	81	408
Ségou	San	TENENI	Rural	0,09	Non Pauvre	137	11	106
Ségou	San	TOURAKOLOMBA	Rural	-0,29	Très Pauvre	625	111	589

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Ségou	San	WAKI	Rural	-0,26	Très Pauvre	601	108	565
Ségou	Tominian	TOMINIAN	Rural	-0,20	Pauvre	513	96	477
Ségou	Tominian	BENENA	Rural	-0,14	Pauvre	442	80	407
Ségou	Tominian	DIORA	Rural	-0,12	Pauvre	409	68	375
Ségou	Tominian	FANGASSO	Rural	-0,27	Très Pauvre	607	109	571
Ségou	Tominian	KOULA	Rural	-0,20	Pauvre	511	95	475
Ségou	Tominian	LANFIALA	Rural	-0,35	Très Pauvre	663	117	626
Ségou	Tominian	MAFOUNE	Rural	-0,16	Pauvre	464	87	429
Ségou	Tominian	MANDIAKUY	Rural	-0,10	Pauvre	379	59	345
Ségou	Tominian	OUAN	Rural	-0,25	Très Pauvre	577	106	541
Ségou	Tominian	SANEKUY	Rural	-0,12	Pauvre	407	67	373
Ségou	Tominian	TIMISSA	Rural	-0,23	Très Pauvre	557	103	521
Ségou	Tominian	YASSO	Rural	-0,20	Pauvre	514	97	478
Mopti	Mopti	MOPTI	Urbain	2,00	Non Pauvre	10	1	9
Mopti	Mopti	BASSIROU	Rural	-0,08	Presque Pauvre	344	21	310
Mopti	Mopti	BORONDOUGOU	Rural	0,08	Non Pauvre	141	10	110
Mopti	Mopti	DIALLOUBE	Rural	-0,13	Pauvre	422	34	387
Mopti	Mopti	FATOMA	Rural	-0,24	Très Pauvre	561	67	525
Mopti	Mopti	KONNA	Rural	-0,25	Très Pauvre	579	74	543
Mopti	Mopti	KOROMBANA	Rural	-0,24	Très Pauvre	572	72	536
Mopti	Mopti	KOUBAYE	Rural	-0,23	Très Pauvre	552	62	516
Mopti	Mopti	KOUNARI	Rural	-0,23	Très Pauvre	554	64	518
Mopti	Mopti	OURO MODI	Rural	-0,01	Presque Pauvre	253	16	219
Mopti	Mopti	OUROUBE DOUDDE	Rural	-0,07	Presque Pauvre	334	20	300
Mopti	Mopti	SASALBE	Rural	-0,16	Pauvre	471	44	436
Mopti	Mopti	SIO	Rural	-0,12	Pauvre	406	32	372
Mopti	Mopti	SOCOURA	Rural	-0,15	Pauvre	456	40	421
Mopti	Mopti	SOYE	Rural	-0,37	Très Pauvre	677	103	640
Mopti	Bandiagara	BANDIAGARA	Urbain	1,29	Non Pauvre	15	2	13

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Mopti	Bandiagara	BARA SARA	Rural	-0,28	Très Pauvre	621	85	585
Mopti	Bandiagara	BORKO	Rural	-0,08	Presque Pauvre	352	24	318
Mopti	Bandiagara	DANDOLI	Rural	-0,24	Très Pauvre	560	66	524
Mopti	Bandiagara	DIAMNATI	Rural	-0,22	Très Pauvre	538	59	502
Mopti	Bandiagara	DOGANI BERE	Rural	-0,23	Très Pauvre	550	61	514
Mopti	Bandiagara	DOUCOMBO	Rural	-0,20	Pauvre	524	57	488
Mopti	Bandiagara	DOUROU	Rural	-0,25	Très Pauvre	593	76	557
Mopti	Bandiagara	KENDE	Rural	-0,23	Très Pauvre	553	63	517
Mopti	Bandiagara	KENDIE	Rural	-0,32	Très Pauvre	648	96	612
Mopti	Bandiagara	LOWOL GUEOU	Rural	-0,26	Très Pauvre	594	77	558
Mopti	Bandiagara	METOUMOU	Rural	-0,28	Très Pauvre	623	87	587
Mopti	Bandiagara	ONDOUGOU	Rural	-0,15	Pauvre	455	39	420
Mopti	Bandiagara	PELOU	Rural	-0,18	Pauvre	493	52	457
Mopti	Bandiagara	PIGNARI	Rural	-0,37	Très Pauvre	678	104	641
Mopti	Bandiagara	PIGNARI BANA	Rural	-0,18	Pauvre	490	50	454
Mopti	Bandiagara	SANGHA	Rural	-0,19	Pauvre	510	56	474
Mopti	Bandiagara	SEGUE IRE	Rural	-0,24	Très Pauvre	566	70	530
Mopti	Bandiagara	SOROLY	Rural	-0,07	Presque Pauvre	332	19	298
Mopti	Bandiagara	TIMNIRI	Rural	-0,40	Très Pauvre	684	106	647
Mopti	Bandiagara	WADOUBA	Rural	-0,28	Très Pauvre	616	83	580
Mopti	Bankass	BANKASS	Rural	-0,05	Presque Pauvre	303	17	269
Mopti	Bankass	BAYE	Rural	0,06	Non Pauvre	165	11	134
Mopti	Bankass	DIALASSAGOU	Rural	-0,10	Pauvre	369	26	335
Mopti	Bankass	DIMBAL HABBE	Rural	-0,32	Très Pauvre	653	97	617
Mopti	Bankass	KANI-BONZONI	Rural	-0,18	Pauvre	485	48	450
Mopti	Bankass	KOULOGON HABE	Rural	-0,13	Pauvre	425	35	390
Mopti	Bankass	LESSAGOU HABE	Rural	-0,29	Très Pauvre	631	90	595
Mopti	Bankass	OUONKORO	Rural	-0,13	Pauvre	416	33	381
Mopti	Bankass	SEGUE	Rural	-0,32	Très Pauvre	654	98	618

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Mopti	Bankass	SOKOURA	Rural	-0,19	Pauvre	506	55	470
Mopti	Bankass	SOUBALA	Rural	-0,08	Presque Pauvre	350	23	316
Mopti	Bankass	TORI	Rural	-0,26	Très Pauvre	600	79	564
Mopti	Djenné	DJENNE	Urbain	0,16	Non Pauvre	92	6	29
Mopti	Djenné	DANDOUGOU FAKALA	Rural	-0,18	Pauvre	489	49	453
Mopti	Djenné	DERARY	Rural	0,00	Presque Pauvre	236	14	203
Mopti	Djenné	FAKALA	Rural	-0,17	Pauvre	480	46	445
Mopti	Djenné	FEMAYE	Rural	-0,32	Très Pauvre	655	99	619
Mopti	Djenné	KEWA	Rural	-0,16	Pauvre	461	42	426
Mopti	Djenné	MADIAMA	Rural	-0,17	Pauvre	483	47	448
Mopti	Djenné	NEMA-BADENYAKAFO	Rural	-0,27	Très Pauvre	610	82	574
Mopti	Djenné	NIANSANARIE	Rural	-0,24	Très Pauvre	563	69	527
Mopti	Djenné	OURO ALI	Rural	-0,11	Pauvre	395	29	361
Mopti	Djenné	PONDORI	Rural	-0,14	Pauvre	432	36	397
Mopti	Djenné	TOGUE MOURARI	Rural	-0,30	Très Pauvre	634	92	598
Mopti	Douentza	DOUENTZA	Urbain	0,59	Non Pauvre	30	3	21
Mopti	Douentza	DALLAH	Rural	-0,22	Très Pauvre	540	60	504
Mopti	Douentza	DANGOL-BORE	Rural	-0,28	Très Pauvre	619	84	583
Mopti	Douentza	DEBERE	Rural	-0,01	Presque Pauvre	246	15	212
Mopti	Douentza	DIANWELY	Rural	-0,18	Pauvre	491	51	455
Mopti	Douentza	DJAPTODJI	Rural	-0,25	Très Pauvre	574	73	538
Mopti	Douentza	GANDAMIA	Rural	-0,16	Pauvre	460	41	425
Mopti	Douentza	HAIRE	Rural	-0,28	Très Pauvre	622	86	586
Mopti	Douentza	HOMBORI	Rural	-0,25	Très Pauvre	583	75	547
Mopti	Douentza	KERENA	Rural	0,13	Non Pauvre	106	7	77
Mopti	Douentza	KORAROU	Rural	-0,11	Pauvre	398	30	364
Mopti	Douentza	KOUBEWEL KOUNDIA	Rural	-0,27	Très Pauvre	605	80	569
Mopti	Douentza	MONDORO	Rural	-0,19	Pauvre	501	53	465
Mopti	Douentza	PETAKA	Rural	0,10	Non Pauvre	121	8	91

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Mopti	Douentza	TEDIE	Rural	-0,26	Très Pauvre	595	78	559
Mopti	Koro	KORO	Rural	0,02	Presque Pauvre	215	12	183
Mopti	Koro	BAMBA	Rural	-0,29	Très Pauvre	628	89	592
Mopti	Koro	BARAPIRELI	Rural	-0,09	Pauvre	360	25	326
Mopti	Koro	BONDO	Rural	0,01	Presque Pauvre	232	13	199
Mopti	Koro	DIANKABOU	Rural	-0,35	Très Pauvre	670	102	633
Mopti	Koro	DINANGOUROU	Rural	-0,19	Pauvre	504	54	468
Mopti	Koro	DIOUNGANI	Rural	-0,11	Pauvre	387	28	353
Mopti	Koro	DOUGOUTENE I	Rural	-0,05	Presque Pauvre	308	18	274
Mopti	Koro	DOUGOUTENE II	Rural	-0,14	Pauvre	445	37	410
Mopti	Koro	KASSA	Rural	-0,33	Très Pauvre	660	100	623
Mopti	Koro	KOPORO PEN	Rural	-0,10	Pauvre	384	27	350
Mopti	Koro	KOPOROKENDIE NA	Rural	-0,22	Très Pauvre	536	58	500
Mopti	Koro	MADOUGOU	Rural	-0,15	Pauvre	452	38	417
Mopti	Koro	PEL MAOUDE	Rural	0,10	Non Pauvre	126	9	95
Mopti	Koro	YORO	Rural	-0,24	Très Pauvre	562	68	526
Mopti	Koro	YUODIOU	Rural	-0,08	Presque Pauvre	345	22	311
Mopti	Tenenkou	TENENKOU	Urbain	0,45	Non Pauvre	35	4	23
Mopti	Tenenkou	DIAFARABE	Rural	0,17	Non Pauvre	82	5	54
Mopti	Tenenkou	DIKA	Rural	-0,12	Pauvre	404	31	370
Mopti	Tenenkou	DIONDIORI	Rural	-0,29	Très Pauvre	626	88	590
Mopti	Tenenkou	KARERI	Rural	-0,30	Très Pauvre	633	91	597
Mopti	Tenenkou	OURO ARDO	Rural	-0,17	Pauvre	475	45	440
Mopti	Tenenkou	OURO GUIRE	Rural	-0,31	Très Pauvre	643	94	607
Mopti	Tenenkou	SOUGOULBE	Rural	-0,24	Très Pauvre	568	71	532
Mopti	Tenenkou	TOGORO KOTIA	Rural	-0,16	Pauvre	469	43	434
Mopti	Tenenkou	TOGUERE-COUMBE	Rural	-0,23	Très Pauvre	555	65	519
Mopti	Youwarou	YOUWAROU	Rural	-0,27	Très Pauvre	608	81	572
Mopti	Youwarou	BIMBERE TAMA	Rural	-0,34	Très Pauvre	662	101	625

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Mopti	Youwarou	DEBOYE	Rural	-0,43	Très Pauvre	688	107	651
Mopti	Youwarou	DIRMA	Rural	-0,40	Très Pauvre	683	105	646
Mopti	Youwarou	DONGO	Rural	-0,31	Très Pauvre	640	93	604
Mopti	Youwarou	FARIMAKE	Rural	-0,44	Très Pauvre	690	108	653
Mopti	Youwarou	N'DODJIGA	Rural	-0,31	Très Pauvre	646	95	610
Tombouctou	Tombouctou	TOMBOUCTOU	Urbain	1,73	Non Pauvre	12	1	11
Tombouctou	Tombouctou	ALAFIA	Rural	-0,02	Presque Pauvre	266	7	232
Tombouctou	Tombouctou	BER	Rural	-0,44	Très Pauvre	689	45	652
Tombouctou	Tombouctou	BOUREM-INALY	Rural	-0,12	Pauvre	400	8	366
Tombouctou	Tombouctou	LAFIA	Rural	-0,25	Très Pauvre	585	29	549
Tombouctou	Tombouctou	SALAM	Rural	-0,42	Très Pauvre	686	44	649
Tombouctou	Diré	DIRE	Urbain	0,44	Non Pauvre	37	3	25
Tombouctou	Diré	ARHAM	Rural	0,10	Non Pauvre	120	4	90
Tombouctou	Diré	BINGA	Rural	-0,28	Très Pauvre	620	34	584
Tombouctou	Diré	BOUREM SIDI AMAR	Rural	-0,25	Très Pauvre	588	30	552
Tombouctou	Diré	DANGHA	Rural	-0,17	Pauvre	482	14	447
Tombouctou	Diré	GARBAKOIRA	Rural	-0,20	Pauvre	515	17	479
Tombouctou	Diré	HAIBONGO	Rural	-0,14	Pauvre	436	10	401
Tombouctou	Diré	KIRCHAMBA	Rural	-0,24	Très Pauvre	565	24	529
Tombouctou	Diré	KONDI	Rural	-0,02	Presque Pauvre	261	6	227
Tombouctou	Diré	SAREYAMOU	Rural	-0,22	Très Pauvre	544	23	508
Tombouctou	Diré	TIENKOUR	Rural	-0,18	Pauvre	498	16	462
Tombouctou	Diré	TINDIRMA	Rural	-0,21	Pauvre	525	19	489
Tombouctou	Diré	TINGUEREGUIF	Rural	-0,14	Pauvre	437	11	402
Tombouctou	Goundam	GOUNDAM	Urbain	0,45	Non Pauvre	36	2	24
Tombouctou	Goundam	ALZOUNOUB	Rural	-0,51	Très Pauvre	702	52	665
Tombouctou	Goundam	BINTAGOUNGOU	Rural	-0,25	Très Pauvre	580	27	544
Tombouctou	Goundam	D'ADARMALANE	Rural	-0,47	Très Pauvre	695	48	658
Tombouctou	Goundam	DOUEKIRE	Rural	-0,29	Très Pauvre	629	36	593

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Tombouctou	Goundam	DOUKOURIA	Rural	-0,22	Très Pauvre	541	22	505
Tombouctou	Goundam	ESSAKANE	Rural	-0,39	Très Pauvre	681	41	644
Tombouctou	Goundam	GARGANDO	Rural	-0,51	Très Pauvre	701	51	664
Tombouctou	Goundam	ISSA BERY	Rural	-0,25	Très Pauvre	576	26	540
Tombouctou	Goundam	KANEYE	Rural	-0,20	Pauvre	520	18	484
Tombouctou	Goundam	M'BOUNA	Rural	-0,27	Très Pauvre	614	33	578
Tombouctou	Goundam	RAZ-EL-MA	Rural	-0,49	Très Pauvre	696	49	659
Tombouctou	Goundam	TELE	Rural	-0,01	Presque Pauvre	252	5	218
Tombouctou	Goundam	TILEMSI	Rural	-0,50	Très Pauvre	700	50	663
Tombouctou	Goundam	TIN AICHA	Rural	-0,33	Très Pauvre	656	38	620
Tombouctou	Goundam	TONKA	Rural	-0,21	Très Pauvre	533	20	497
Tombouctou	Gourma-Rarhous	RHAROUS	Rural	-0,25	Très Pauvre	584	28	548
Tombouctou	Gourma-Rarhous	BAMBARA MAOUE	Rural	-0,29	Très Pauvre	624	35	588
Tombouctou	Gourma-Rarhous	BANIKANE	Rural	-0,17	Pauvre	481	13	446
Tombouctou	Gourma-Rarhous	GOSSI	Rural	-0,36	Très Pauvre	672	39	635
Tombouctou	Gourma-Rarhous	HANZAKOMA	Rural	-0,45	Très Pauvre	692	46	655
Tombouctou	Gourma-Rarhous	HARIBOMO	Rural	-0,38	Très Pauvre	680	40	643
Tombouctou	Gourma-Rarhous	INADIATAFANE	Rural	-0,39	Très Pauvre	682	42	645
Tombouctou	Gourma-Rarhous	OUINERDEN	Rural	-0,46	Très Pauvre	693	47	656
Tombouctou	Gourma-Rarhous	SERERE	Rural	-0,15	Pauvre	449	12	414
Tombouctou	Nianfunké	SOBOUNDOU	Rural	-0,13	Pauvre	428	9	393

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Tombouctou	Nianfunké	BANIKANE NARHAWA	Rural	-0,25	Très Pauvre	591	32	555
Tombouctou	Nianfunké	DIANKE	Rural	-0,22	Très Pauvre	539	21	503
Tombouctou	Nianfunké	FITTOUGA	Rural	-0,40	Très Pauvre	685	43	648
Tombouctou	Nianfunké	KOUMAIRA	Rural	-0,24	Très Pauvre	569	25	533
Tombouctou	Nianfunké	LERE	Rural	-0,25	Très Pauvre	590	31	554
Tombouctou	Nianfunké	N'GORKOU	Rural	-0,31	Très Pauvre	642	37	606
Tombouctou	Nianfunké	SOUMPI	Rural	-0,18	Pauvre	486	15	451
Gao	Gao	GAO	Urbain	2,25	Non Pauvre	8	1	8
Gao	Gao	ANCHAWADI	Rural	-0,34	Très Pauvre	661	17	624
Gao	Gao	GABERO	Rural	-0,14	Pauvre	441	9	406
Gao	Gao	GOUNZOUREYE	Rural	-0,08	Presque Pauvre	343	6	309
Gao	Gao	N'TILLIT	Rural	-0,25	Très Pauvre	592	15	556
Gao	Gao	SONY ALIBER	Rural	0,16	Non Pauvre	88	2	60
Gao	Gao	TILEMSI	Rural	-0,35	Très Pauvre	667	19	630
Gao	Ansongo	ANSONGO	Rural	0,08	Non Pauvre	139	4	108
Gao	Ansongo	BARA	Rural	-0,15	Pauvre	454	10	419
Gao	Ansongo	BOURRA	Rural	0,02	Presque Pauvre	218	5	186
Gao	Ansongo	OUATTAGOUNA	Rural	-0,12	Pauvre	414	8	379
Gao	Ansongo	TALATAYE	Rural	-0,37	Très Pauvre	679	23	642
Gao	Ansongo	TESSIT	Rural	-0,32	Très Pauvre	649	16	613
Gao	Ansongo	TIN-HAMA	Rural	-0,35	Très Pauvre	668	20	631
Gao	Bourem	BOUREM	Urbain	-0,12	Pauvre	411	7	35
Gao	Bourem	BAMBA	Rural	-0,23	Très Pauvre	549	13	513
Gao	Bourem	TABOYE	Rural	0,09	Non Pauvre	136	3	105
Gao	Bourem	TARKINT	Rural	-0,36	Très Pauvre	674	22	637
Gao	Bourem	TEMERA	Rural	-0,35	Très Pauvre	666	18	629
Gao	Ménaka	MENAKA	Rural	-0,24	Très Pauvre	558	14	522
Gao	Ménaka	ALATA	Rural	-0,46	Très Pauvre	694	24	657
Gao	Ménaka	ANDERAMBOUKANE	Rural	-0,21	Très Pauvre	531	12	495

<i>REGION</i>	<i>CERCLE</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>Milieu</i>	<i>Indice de pauvreté</i>	<i>Niveau de pauvreté</i>	<i>Rang national</i>	<i>Rang par région</i>	<i>Rang par milieu</i>
Gao	Ménaka	INEKAR	Rural	-0,36	Très Pauvre	673	21	636
Gao	Ménaka	TIDERMENE	Rural	-0,21	Pauvre	526	11	490
Kidal	Kidal	KIDAL	Urbain	-0,33	Très Pauvre	658	4	37
Kidal	Kidal	ANEFIF	Rural	-0,43	Très Pauvre	687	6	650
Kidal	Kidal	ESSOUK	Rural	-0,32	Très Pauvre	652	3	616
Kidal	Abéïbara	ABEIBARA	Rural	-0,44	Très Pauvre	691	7	654
Kidal	Abéïbara	BOGHASSA	Rural	-0,21	Très Pauvre	529	1	493
Kidal	Abéïbara	TINZAWATENE	Rural	-0,50	Très Pauvre	698	9	661
Kidal	Tessalit	TESSALIT	Rural	-0,26	Très Pauvre	602	2	566
Kidal	Tessalit	ADJELHOC	Rural	-0,35	Très Pauvre	669	5	632
Kidal	Tessalit	TIMTAGHENE	Rural	-0,54	Très Pauvre	703	11	666
Kidal	Tin-Essako	TIN ESSAKO	Rural	-0,50	Très Pauvre	699	10	662
Kidal	Tin-Essako	INTADJEDITE	Rural	-0,49	Très Pauvre	697	8	660
Bamako	Bamako	COMMUNE I	Urbain	3,83	Non Pauvre	4	3	4
Bamako	Bamako	COMMUNE II	Urbain	3,73	Non Pauvre	5	4	5
Bamako	Bamako	COMMUNE III	Urbain	2,71	Non Pauvre	7	6	7
Bamako	Bamako	COMMUNE IV	Urbain	3,21	Non Pauvre	6	5	6
Bamako	Bamako	COMMUNE V	Urbain	4,94	Non Pauvre	2	2	2
Bamako	Bamako	COMMUNE VI	Urbain	5,26	Non Pauvre	1	1	1

Annexe 5 : Questionnaire de l'enquête

République du Mali
Un peuple – Un but – Une foi

Ministère du Travail et des Affaires Sociales
et Humanitaires
o o o o o o o o o o

Observatoire du développement Humain
Durable et de la Lutte cont

Ministère du Plan et de la Prospective

○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○

Institut National de la Statistique

Questionnaire

Actualisation du Profil de Pauvreté des Communes 2013

Région de	
Cercle de	
Commune de	

Nom, signature et cachet de l'autorité communale

N° téléphone :

Date de remplissage du questionnaire / /

Nom de l'Enquêteur , Nom du Contrôleur , Nom du Superviseur

Les informations recueillies au terme de ce Questionnaire seront gardées confidentielles sans pouvoir être utilisées à des fins autres que purement statistiques

Module A. Généralités et Administration de la commune

A1. Type de commune	1. Urbain 2. Rural	<input type="checkbox"/>	A7. Nombre d'agents de la mairie dont personnel communal dont femme personnel auxiliaire dont femme	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
A2. Nombre de localités de la Commune		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	A8. Prénom (s) et Nom du maire de la commune	
A3. Nom de la plus Grande localité			A9. Sexe du maire de la commune Homme. ..1 Femme...2	<input type="checkbox"/>
A4. Présence oui ou non de centres d'état civil	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>	A10. Origine du maire de la commune 1. Chef lieu de la Commune 2. Autre localité de la commune 3. Autre localité du cercle 4. Autre localité de la région 5. Autre localité du pays	<input type="checkbox"/>
A5. Si oui à A4, Nombre de centres d'état civil		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	A11. Profession du maire de la commune	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

<p>A6. Nombre de services techniques de l'Etat intervenant dans la commune</p>		<p> _ _ </p>	<p>A12. Résidence du maire de la commune</p>	<p>1. Chef lieu de la Commune 2. Autre localité de la commune 3. Autre localité du cercle 4. Autre localité de la région 5. Autre localité du pays</p>	<p> _ </p>
--	--	--------------	--	--	------------

Module B. Infrastructures routières

B1. Km de route bitumée nationale	<input type="text"/>
B2. Km de route bitumée régionale	<input type="text"/>
B3. Km de route bitumée locale	<input type="text"/>
B4. Km de route bitumée communale	<input type="text"/>
B5. Km de route en terre aménagée nationale	<input type="text"/>
B6. Km de route en terre aménagée régionale	<input type="text"/>
B7. Km de route en terre aménagée locale	<input type="text"/>
B8. Km de route en terre aménagée communale	<input type="text"/>
B9. Km de piste rurale	<input type="text"/>
B10. Km de piste saisonnière	<input type="text"/>
B11. Km de chemin de fer	<input type="text"/>

B12. Nombre de gares ferroviaires fonctionnels	<input type="text"/>
B13. Nombre de localités avec gares ferroviaires fonctionnels	<input type="text"/>
B14. Km de voie navigable	<input type="text"/>
B15. Nombre de mois de navigabilité dans l'année	<input type="text"/>
B16. Nombre d'auto gares	<input type="text"/>
B17. Nombre de localités avec auto gares	<input type="text"/>
B18. Existence oui ou non d'aéroport fonctionnel	1. Oui 2. Non <input type="text"/>
B19. Si oui à B18, Nombre de localités avec aéroport fonctionnel	<input type="text"/>
B20. Existence oui ou non d'aérodrome fonctionnel	1. Oui 2. Non <input type="text"/>
B 21. Si oui à B20, Nombre de localités avec aérodrome fonctionnel	<input type="text"/>

Module C. (Télé) communications

C1. Couverture oui ou non du Réseau SOTELMA	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
C2. <i>Si oui à C1</i> , Nombre de localités avec SOTELMA		<input type="text"/>
C3. Couverture oui ou non du Réseau MALITEL	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
C4. <i>Si oui à C3</i> , Nombre de localités avec MALITEL		<input type="text"/>
C5. Couverture oui ou non du Réseau ORANGE	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
C6. <i>Si oui à C5</i> , Nombre de localités avec ORANGE		<input type="text"/>
C7. Existence oui ou non de radios de proximité	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>

C8. <i>Si oui à C7</i> , Nombre de localités couvertes par des radios de proximité		<input type="text"/>
C9. Couverture oui ou non de l'ORTM télé	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
C10. <i>Si oui à C9</i> , Nombre de localités couvertes par ORTM télé		<input type="text"/>
C11. Couverture oui ou non d'autres chaînes de télé	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
C12. <i>Si oui à C11</i> , Nombre de localités couvertes par d'autres chaînes de télé		<input type="text"/>
C13. Existence oui ou non de connexion internet dans la Commune	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
C14. <i>Si oui à C13</i> , Le siège de la Commune est-il connecté au réseau internet ?	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>

Module D. Electrification

D1. Présence oui ou non du réseau électrique EDM	1. Oui 2. Non	_
D2. <i>Si oui à D1</i> , Nombre de localités reliées au réseau électrique EDM		_ _
D3. Nombre de stations d'essence sommaires		_ _ _
D4. Nombre de localité avec stations d'essence sommaires		_ _
D5. Présence oui ou non de plateforme multifonctionnelle	1. Oui 2. Non	_
D6. <i>Si oui à D5</i> , Nombre de plateformes multifonctionnelles		_ _ _
D7. <i>Si oui à D5</i> , Nombre de localité avec plateformes multifonctionnelles		_ _
D8. Présence oui ou non du réseau électrique AMADER	1. Oui 2. Non	_

D9. <i>Si oui à D8</i> , Nombre de localités reliées au réseau électrique AMADER		_ _
D10. <i>Si oui à D1 ou à D8</i> , Nombre de stations d'essence modernes		_ _ _
D11. <i>Si oui à D8</i> , Nombre de localités avec stations d'essence modernes		_ _
D12. Présence oui ou non d'autres sources d'énergie électriques	1. Oui 2. Non	_
D13. Si Oui à D12, préciser les sources		
D14. <i>Si oui à D12</i> , Nombre de localités avec d'autres sources d'énergie électriques		_ _
D15. <i>Si oui à D1 et/ou D8</i> , Nombre de localités avec éclairage public		_ _
D16. Part du budget de la commune allouée à l'énergie (en %)		_ _

Module E. Eau/assainissement

E1. Présence oui ou non du réseau eau SOMAGEP	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
E2. Si oui à E1, Nombre de localités avec réseau SOMAGEP		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E3. Nombre de bornes fontaines fonctionnelles		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E4. Présence oui ou non d'Adduction d'Eau Sommaire	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
E5. Si oui à E4, Nombre de localités avec AES		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E6. Si oui à E4, Nombre de bornes fontaines fonctionnelles		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E7. Nombre de forages fonctionnels		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E8. Nombre de localités avec forages fonctionnels		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E9. Nombre de puits citernes fonctionnels		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E10. Nombre de localités avec puits citernes fonctionnels		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E11. Présence oui ou non de services de voirie municipale	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
E12. Si oui à E11, Nombre de localités avec services de voirie Municipale		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

E13. Présence oui ou non de services de ramassage d'ordures	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
E14. Présence oui ou non de services organisés de ramassage d'ordures	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
E15. Si oui à E14, Nombre de localités avec services organisés de ramassage d'ordures		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E16. Nombre de dépôts finals d'ordures		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E17. Nombre de localités avec dépôts finals d'ordures		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E18. Nombre de dépôts de transit d'ordures		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E19. Nombre de localités avec dépôts de transit d'ordures		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E20. Nombre de localités disposant d'un système d'évacuation des eaux usées		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E21. Mètre linéaire de collecteur des eaux		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E22. Mètre linéaire de mini-égout / d'égout		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
E23. Part du budget (en %) de la commune allouée à : Eau		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Assainissement		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Module F. Mobilisation des ressources

F1. Pour le budget de la Commune, énumérer les trois (3) sources importantes de financement		Source 1 _____		<input type="checkbox"/>	
		Source 2 _____			
		Source 3 _____			
F2. Dans la Commune, quelle est la principale méthode de recouvrement des recettes fiscales ? Envoi convocation.....1 Visite agent de recouvrement.....2 Autres méthodes (à préciser).....9		<input type="checkbox"/>		F6. En termes de perspectives, la commune envisage-t-elle d'accroître sa mobilisation de ressources ? 1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
F3. Est ce que la commune a eu des difficultés de mobilisation des ressources suite aux évènements de mars 2012 ?		1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>	F7. Si oui à F6, Par quel moyen? (citer les 3 principaux moyens préconisés pour y parvenir) <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
F4. Si oui à F3, citer les 3 principales difficultés de mobilisation des ressources <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		F8. Y a-t-il eu en 2012 des contributions en nature ⁹ faites par les populations pour la réalisation des investissements ? 1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>	

⁹ Ces contributions en nature sont le plus souvent des travaux réalisés par les populations locales. Exemple : apporter des pierres, du banco, pour remplir un site...

	Montant (millier CFA)	Taux de réalisation (%)
F5. Quels sont les montants totaux des recouvrements et les taux de réalisations par rapport aux prévisions de recettes au cours des 3 dernières années	2010 : _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _
	2011 : _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _
	2012 : _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _

F9. Si oui à F8, préciser la nature des principales contributions pour la réalisation des investissements	Nature contrib. 1 _
	Nature contrib. 2 _
	Nature contrib. 3 _

Module G. Infrastructures économiques et d'accès au crédit

G1. Présence oui ou non d'une quelconque industrie/usine/unités de transformation/ extraction	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
G2. Si oui à G1, Nombre de localités avec industries/usines/unités de transformation / extraction		<input type="text"/>
G3. Si oui à G1, Nombre d'unités de transformation/ extraction Dont Agroalimentaires		<input type="text"/> <input type="text"/>
G4. Présence oui ou non d'une banque	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
G5. Si oui à G4, Nombre d'agences/guichets de banque		<input type="text"/>
G6. Si oui à G4, Nombre de localités avec agences/guichets de banque		<input type="text"/>
G7. Présence oui ou non d'une caisse d'épargne et de crédit	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
G8. Si oui à G7 Nombre de caisses d'épargne et de crédit		<input type="text"/>

G11. Les 3 principales spéculations agricoles commercialisées	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
G12. Nombre de banques de céréales	<input type="text"/>
G13. Nombre de localités avec banques de céréales	<input type="text"/>
G14. Nombre de localité avec Magasins de céréales/intrants (capacité de 35 tonnes)	<input type="text"/>
G15. Nombre de Magasins de céréales/Intrants (capacité de 70 tonnes)	<input type="text"/>
G16. Nombre de marchés ruraux de bois	<input type="text"/>
G17. Nombre de forêts aménagées/Protégées	<input type="text"/>
G18. Superficie en ha de forêt aménagée	<input type="text"/>

G9. Si oui à G7, Nombre de localités avec caisses d'épargne et de crédit		
G10. Les 3 principales activités économiques dans la commune		
.....		
.....		
.....		
G21. Nombre d'organisations paysannes par filière :		
Apiculture		
Coton		
Echalote/Oignon		
Bétail		
Mangue		
G22. Les 3 principaux produits de cueillette		
.....		
.....		
.....		

G19. Nombre de centres de collecte de lait	
G20. Nombre de points de vente d'intrants agricoles (engrais, semence, produit phytosanitaire, aliment bétail etc.)	
G34. Superficie de périmètre maraicher	
G35. Superficie de petit périmètre irrigué villageois PPIV	

G23. Nombre de pharmacies vétérinaires		__ __		G36. Superficie des mares aménagées	__ __ __
G24. Nombre de localités avec pharmacies vétérinaires		__ __		G37. Superficie des périmètres pastoraux aménagés	__ __ __
G25. Nombre de parcs de vaccination		__ __		G38. Superficie de bas-fonds ou plaine aménagée	__ __ __
G26. Nombre de localités avec parcs de vaccination		__ __		G39. Nombre d'étangs piscicoles	__ __
G27. Nombre de Boucherie		__ __		G40. Nombre de bancotière pour la pisciculture	__ __
G28. Nombre d'abattoirs/Aire d'abattage		__ __		G41. Nombre d'organisations paysannes (OPA)	__ __
G29. Nombre de localités avec abattoirs/Aire d'abattage		__ __		G42. Est-ce que la commune dispose ou a prévu les couloirs de passage des animaux (Burtol) Oui..1 Non..2	__
G30. Nombre de marchés à bétail		__ __		G43. Est-ce que la commune dispose de réserves de terres non utilisées Oui..1 Non..2	__
G31. Est-ce que la commune est couverte par un mandataire vétérinaire Oui..1 Non..2		__		G44. Est-ce que la commune dispose de source d'eau pour développer l'irrigation ? Oui..1 Non..2	__
G32. Nombre de ferme moderne (Agriculture/élevage/Pisciculture/Agroforesterie etc.)		__ __		G45. Nombre de localités avec foires hebdomadaires	__ __
G33. Nombre de retenue (barrage) d'eau		__ __		G46. Part du budget de la commune allouée au développement rural (en %)	__ __

Module H. Education

H1. Nombre d'écoles 1 ^{er} Cycle dont	Public	Public	Privé	Communautaire	Medersas
H2. Nombre de localités avec écoles 1 ^{er} Cycle dont	Public	Public	Privé	Communautaire	Médersas
H3. Nombre d'élèves inscrits au premier cycle					
H4. Nombre d'élèves de 7 à 12 ans inscrits au premier cycle					
H5. Nombre d'écoles 2 nd Cycle dont	Public	Public	Privé	Communautaire	Médersas
H6. Nombre de localités avec écoles 2 nd Cycle dont	Public	Public	Privé	Communautaire	
H10. Nombre de localités avec centres de formation technique et professionnelle	dont Public	Privé			
H11. Nombre de CED					
H12. Nombre de localités avec CED					
H13. Nombre de localités avec écoles maternelles					
H14. Nombre de localités avec autres écoles secondaires dont	Public	Privé			
H15. Nombre d'écoles post secondaires dont	Public	Privé			

Médersas	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
H7. Nombre de lycées dont	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Public	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Privé	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
H8. Nombre de localités avec lycées dont	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Public	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Privé	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
H9. Nombre de centres de formation technique et professionnelle dont Public Privé	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

H16. Nombre de localités avec écoles post secondaires dont Public Privé	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
H17. Nombre de localités où s'organisent des sessions d'alphabétisation des adultes (centres d'alphabétisation)	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
H18. Part du budget (en %) de la commune allouée à l'éducation	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

Module J. Santé

J1. Nombre d'hôpitaux	_ _	J12. Nombre de localités avec dispensaires	_ _
J2. Nombre de localités avec hôpitaux	_ _	J13. Nombre de CSCOM fonctionnels	_ _
J3. Nombre de cliniques	_ _	J14. Nombre de localités avec CSCOM fonctionnels	_ _
J4. Nombre de localités avec cliniques	_ _	J15. Nombre de médecins en poste	_ _
J5. Nombre de cabinets médicaux	_ _	J16. Nombre de sages-femmes en poste	_ _
J6. Nombre de localités avec cabinets médicaux	_ _	J17. Nombre d'infirmiers en poste	_ _
J7. Nombre de pharmacies humaines	_ _	J18. Nombre d'aides-soignants en poste	_ _
J8. Nombre de localités avec pharmacies humaines	_ _	J19. Nombre de matrones en poste	_ _
J9. Nombre de localités avec maternités	_ _	J20. Nombre de tradithérapeutes réputés	_ _
J10. Nombre de centres de santé de référence	_ _	J21. Nombre de localités avec tradithérapeutes réputés	_ _
J11. Nombre de localités avec centres de santé de référence	_ _	J22. Part du budget de la commune allouée à la santé (en %)	_ _

Module K Culture et loisir

K1. Nombre d'infrastructures culturelles		K7. Nombre d'infrastructures socioéducatives de jeunesse	
K2. Nombre de localités avec infrastructures culturelles		K8. Nombre de localités avec infrastructures socioéducatives de jeunesse	
K3. Nombre de musées		K9. Nombre de sites touristiques naturels	
K4. Nombre de groupes de théâtre			
K5. Nombre d'orchestres/groupes de musique traditionnelle		K10. Nombre de sites touristiques historiques	
K6. Nombre de musiciens répertoriés		K11. Part du budget de la commune allouée à la culture et au loisir (en %)	

Module L. Religion

L1. Nombre de mosquées		L6. Nombre de localités avec églises	
L2. Nombre de localités avec mosquées		L7. Nombre de bois sacrés	
L3. Nombre de mosquées de vendredi		L8. Nombre de localités avec bois sacrés	
L4. Nombre de localités avec mosquées de vendredi		L9. Nombre d'autres lieux de culte (préciser ci-dessous)	
L5. Nombre d'églises			

Module Ma. : Gouvernance

Ma1. Nombre de partis politiques présents au niveau de la commune		<input type="text"/>
Ma2. Nombre de conseillers communaux dont femmes		<input type="text"/> <input type="text"/>
Ma3. Nombre de partis politiques représentés au Conseil Communal		<input type="text"/>
Ma4. Appartenance politique du maire de la commune.....		
Ma5. Nombre d'années d'études achevées par le maire		<input type="text"/>
Ma6. Combien de PV de sessions ordinaires ont été transmis à la tutelle durant les 3 dernières années	2010 2011 2012	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Ma7. Existence de débats publics sur la gestion de la commune	1. Oui 2. Non	<input type="text"/>

Ma11. Le compte administratif est il produit dans le délai ?	0. Pas du tout 1. Rarement 2. Quelque fois 3. Fréquemment	<input type="text"/>
Ma12. Les citoyens sont ils impliqués dans la prise de décision concernant la vie de la commune	0. Pas du tout 1. Rarement 2. Quelquefois 3. Fréquemment	<input type="text"/>
Ma13, justifier la réponse		<input type="text"/>
Ma14. Nombre de coopératives/ODC (Organisation de développement communautaire)	<input type="text"/>	
Ma15. Nombre de localités en jumelage avec d'autres localités du pays	<input type="text"/>	
Ma16. Nombre de localités en jumelage avec d'autres localités du reste du monde	<input type="text"/>	
Ma17. Nombre d'associations de jeunes opérant dans la commune	<input type="text"/>	

Ma8. Si oui à Ma7, sur quoi portent-ils principalement ?		_ _ _ _ _ _
Ma9. Ya t-il eu des débats publics d'adoption du budget de la commune ? 1..Oui 2..Non	2010 2011 2012	_ _ _
Ma10. Ya t-il eu des débats publics de restitution du budget de la commune ? 1..Oui 0..Non	2010 2011 2012	_ _ _

Ma18. Nombre d'associations de femmes opérant dans la commune	_ _	
Ma19. Nombre de projets/programmes de développement intervenant dans la commune	_ _	
Ma20. Nombre d'ONG opérant dans la commune	_ _	
Ma21. A quand remonte la dernière mission de contrôle des activités de la commune par la tutelle et/ou les structures de contrôle ?	0. Jamais 1. Un an 2. Deux ans 3. Plus de deux ans	_

Module Mb. Gouvernance (résilience)

Mb1. La commune a-t-elle rencontré des contraintes/difficultés d'ordre politique et administratif suite aux événements de mars 2012	1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>	Mb8. Quelles sont les propositions d'amélioration envisagées au niveau de la commune au plan économique et financier pour éviter de telles difficultés (citez les 3 principales)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Mb2. Si oui à Mb1, énumérer clairement les 3 principales	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		Mb9. La commune a-t-elle rencontré des contraintes/difficultés dans le domaine social suite aux événements de mars 2012 <div style="text-align: center;"> 1. Oui 2. Non </div>	<input type="checkbox"/>
Mb3. Quels sont les mécanismes/actions entreprises au niveau de la commune pour lever ses contraintes/difficultés (citez les 3 principales)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		Mb10. Si oui à Mb9, énumérer clairement les 3 principales	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Mb4. Quelles sont les propositions d'amélioration envisagées au niveau de la commune pour éviter à l'avenir de telles difficultés (citez les 3 principales)	 		Mb11. Quels sont les mécanismes/stratégies développés ou mis en place au niveau de la commune pour lever ses contraintes/difficultés (citez les 3 principales)	
Mb5. La commune a-t-elle rencontré des contraintes/difficultés économiques et financières suite aux événements de mars 2012	1. Oui 2. Non		Mb12. Quelles sont les propositions d'amélioration envisagées au niveau de la commune sur le plan social (citez les 3 principales)	
Mb6. Si oui à Mb5, énumérer clairement les 3 principales	 		Mb13. Dans quelle proportion, la commune est elle sûre du financement de son PDSEC	
Mb7. Quels sont les mécanismes/actions au niveau de la commune pour lever ses contraintes/difficultés économiques et financières suite aux événements de mars 2012 (citez les 3 principales)	 		Mb14. Justifier votre réponse	

Module N. Violences faites aux femmes et aux filles depuis 2011

N1. Y a –t-il des cas de violences rapportés dans votre commune depuis 2011 (Viol, Harcèlement sexuel, Violence conjugale, Violences physiques (agression physique, blessure), Mariage forcé) ?				Oui... 1 Non.....2 <input type="checkbox"/>
N2. Si oui à N1, nombre des cas rapportés par type Viol Harcèlement sexuel Violence conjugale Violences physiques (agression physique, blessure) Mariage forcé	2011	2012	2013	
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
N3. Par qui ces cas de violences sont-ils rapportés ? Par des victimes... Oui 1 Non 2 Par des témoins... Oui 1 Non 2 Par des ONG... Oui 1 Non 2				<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
N5. Quels sont les services fournis aux victimes ? Services médicaux.. Oui 1 Non 2 Services juridiques et judiciaires. Oui 1 Non 2 Services psychologiques.. Oui 1 Non 2 Services socioéconomiques.... Oui 1 Non 2				<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
N6. Structures de prise en charge par domaine d'intervention Formation Oui 1 Non 2 Information/sensibilisation Oui 1 Non 2 Collecte de données Oui 1 Non 2 Prise en charge médicale Oui 1 Non 2 Prise en charge juridique et judiciaire Oui 1 Non 2 Prise en charge psychosociale Oui 1 Non 2 Prise en charge socioéconomique Oui 1 Non 2				<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
N7. Structures de prise en charge par nature Publique (Etat)..... Oui 1 Non 2 Communautaire (collectivité)..... Oui 1 Non 2 ONG..... Oui 1 Non 2				<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

<p>N4. Que faites-vous lorsque des cas de violences sont rapportés ?</p> <p>Référer la victime au centre de santé Oui 1 Non 2</p> <p>Référer la victime à la police/gendarmerie Oui 1 Non 2</p> <p>Référer la victime dans un centre spécialisé de prise en charge Oui 1 Non 2</p> <p>Dénoncer le coupable à la police/gendarmerie Oui 1 Non 2</p> <p>Enregistrer le cas dans un registre Oui 1 Non 2</p> <p>Faire la médiation entre la victime et le coupable Oui 1 Non 2</p> <p>Poursuite judiciaire contre le coupable Oui 1 Non 2</p> <p>Rien Oui 1 Non 2</p>	<p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>		
--	---	--	--